







13

82326

82526

RECUEIL
 D'OUVRAGES
 SUR L'ÉCONOMIE
 POLITIQUE ET RURALE,

Traduits de l'Anglois, par M. DE FREVILLE :

S A V O I R ;

L'Arithmétique Politique, par M. YOUNG.

Traité de l'Utilité des grandes Fermes & des riches Fermiers.

Et Essai sur l'état présent de l'Agriculture des Isles Britanniques, par M. ARBUTHNOT.

T O M E S E C O N D .



A L A H A Y E ,

Et se trouve à PARIS ,

Chez N Y O N l'ainé, Libraire, rue du Jardinets, quartier Saint-André-des-Arcs.

M. D C C. L X X X .

1788

RECUEIL
D'OUVRAGES
SUR L'ÉCONOMIE
POLITIQUE ET RURALE

Traduits de l'Anglois, par M. DE FRÉVILLE

à SAVOIR :

I. L'Art de l'Économie Politique, par M. YOUNG.

Traité de l'Utilité des grandes Fermes et des riches Fermiers.

II. Essai sur l'état présent de l'Agriculture des Isles

Britanniques, par M. ARTHUR

TOME SECOND



A LA HAYE,

Et se trouve à Paris,

Chez Nyon Libraire, rue de la Harpe,
quartier Saint André des Arts.

M. D. C. LXXVIII

DE L'UTILITÉ
DES
GRANDES FERMES
ET DES
RICHES FERMIERS.

Ouvrage traduit de l'Anglois de M. ARBUTHNOT, par M. de FRÉVILLE.



CHAPITRE PREMIER.

Des grandes Fermes.

LE sujet, que j'entreprands de traiter, fait une des plus importantes questions de l'économie politique. Pour procéder avec ordre, j'exposerai d'abord les allégations qu'on oppose avec le plus de confiance aux grandes Fermes, trop généralement regardées comme une des principales causes des disettes factices & de la cherté générale. Un examen réfléchi des faits, en éclairant le public sur cette matière intéressante, le

DE L'UTILITÉ DES

mettra en état de juger de l'influence que peuvent avoir les grandes Fermes ou les riches Fermiers sur la félicité nationale

On peut réduire à quatre chefs toutes les objections qu'on a coutume de faire contre les grandes Fermes.

Premièrement, le gros Fermier, devenu opulent, néglige de suivre avec la même activité les divers travaux d'exploitation : la Ferme cesse donc peu après d'être aussi bien cultivée, qu'elle pourroit & devrait l'être : conséquemment elle rend un moindre produit, qu'une terre d'une égale étendue, mais partagée en plusieurs petites Fermes, exploitées par autant de petits Fermiers actifs, vigilans, & que le besoin met à la tête de tous les travaux.

Secondement, un riche Fermier, vivant dans l'aisance & à l'abri du besoin, n'est jamais pressé de vendre, & dans l'attente d'une occasion favorable, il retient ses grains au grand préjudice du pauvre peuple.

Troisièmement, les grands Fermiers se soucient peu d'approvisionner nos marchés de cochons de lait, de beurre, d'œufs &

GRANDES FERMES; &c.

de volaille; ce sont les femmes des petits Fermiers, qui sont attentives à suivre régulièrement les marchés & à les garnir de ces denrées, dont l'abondance contribueroit à faire baisser le prix des viandes de boucherie.

Quatrièmement, les grandes Fermes sont regardées comme une cause de dépopulation. On assure qu'elles ont tellement fait diminuer le nombre des manœuvres de la culture, qu'il est plusieurs comtés, où le défaut de ces hommes utiles met les Fermiers dans l'impossibilité de donner à leurs terres toutes les façons qu'exige une forte culture. Par-là, l'exploitation des terres se trouve forcément négligée, & l'on n'obtient que de médiocres récoltes: d'où il suit que l'infailible effet des grandes Fermes est de rendre une moindre quantité de pain, & en conséquence d'en faire augmenter le prix.

4 DE L'UTILITÉ DES

CHAPITRE II.

Les grandes Fermes sont avantageuses à une Nation.

En réponse à la première de ces objections, j'établirai d'abord un principe généralement avoué ; c'est que toutes les richesses de l'Angleterre consistent dans les productions de son territoire ; telles sont l'étain , le fer , le plomb , le grain , la laine , &c. Une conséquence immédiate de ce principe, c'est que la Nation doit toujours avoir en vue de se procurer la plus grande quantité possible de chacune de ces diverses productions ; parce que le surplus d'une denrée quelconque, devenant un objet d'échange, conserve une valeur réelle ou estimée, jusqu'à ce qu'il soit converti en ses propres usages : si le fer, l'étain , le bled , &c excèdent la consommation que nous pouvons en faire , le surplus sera mis en vente ou sera échangé contre des productions étrangères à notre sol, mais nécessaires à nos besoins. Il est donc clair que l'intérêt national demande

qu'on s'applique à multiplier chaque production de notre sol. Ce principe qui me paroît d'une suprême évidence, une fois accordé, il reste à prouver par quels moyens on parviendra le mieux à obtenir la plus grande quantité de toutes les différentes productions.

Les partisans des petites Fermes diront que c'est par l'industrie, & que cette industrie n'est jamais plus active ni plus remarquable que dans les petits Fermiers, qui, pressés par le besoin, sont scrupuleusement attentifs à ne rien négliger.

Je répons que l'industrie la plus productive est celle des Fermiers qui, jouissant d'une fortune aisée, peuvent choisir les méthodes les mieux réfléchies, les plus propres à tirer tout le parti possible de l'exploitation des terres, faire des essais, des expériences, des recherches en tous genres; des Fermiers riches, & goûtant journellement les douceurs que procurent les travaux champêtres, sont naturellement encouragés à redoubler d'activité, & ce n'est qu'à de tels Fermiers qu'il appartient d'embrasser tous les détails d'une Ferme, détails

DE L'UTILITÉ DES

réellement immenses. Mais consultons les faits, & voyons qu'elle est la prétention qu'ils appuyent.

Il est assez généralement admis par les adversaires de l'opinion que j'entreprends de justifier, que les Fermes d'une certaine d'acres, sont dans les proportions les plus desirables & les plus avantageuses à la Nation. En s'accordant sur cette étendue, ils auront dû spécifier l'espèce de sol; c'est assurément là une circonstance qu'il étoit essentiel de faire connoître. Mais je consens à venir à leur secours sur ce point, d'autant plus qu'il en est parmi eux qui mettent au premier rang les Fermiers de cinquante livres sterlin de rente. Ainsi nous supposons la terre affermée sur le pied de dix Shillings l'acre; & comme nous devons prendre le prix moyen, je regarderai cette terre, comme l'espèce de mesure, que nous nommons *Loum*; & pour prêter une nouvelle force à leur raisonnement, je consens encore à leur apprendre les conditions requises à l'exploitation d'une pareille Ferme.

Il est d'abord absolument nécessaire que

le Fermier ait un fond de cinq cents livres sterlin pour monter cet établissement. En spécifiant cette somme, je me renferme dans les plus étroites limites; car si le Fermier possède un plus grand fond d'exploitation, ses terres mieux soignées donneront des récoltes plus abondantes, les reprises du Fermier en deviennent plus considérables, & ce surcroit de richesses se distribue & circule dans le reste de la Nation. Sans entrer dans les détails minutieux des pièces qui composent les ateliers, & sans vouloir expliquer les différentes opérations de culture, j'indiquerai les principaux articles de dépense qu'une bonne économie rend indispensables sur une Ferme de l'étendue supposée.

Le Fermier doit entretenir au moins quatre chevaux; il seroit mieux d'en avoir cinq, si ce n'étoit presque toujours trop pour son Capital. Il ne peut se dispenser d'avoir à ses gages.

Un laboureur ou chartier,

Un jeune garçon pour chasser en avant,

Un batteur en grange,

Un valet,

DE L'UTILITÉ DES

Une servante.

J'ai maintenant à prouver, d'après les circonstances données, qu'une Ferme de trois cents acres d'une pareille terre, exploitée par un seul Fermier, rapportera annuellement un produit plus considérable, proportion gardée; & conséquemment que la grande ferme considérée sous le point de vue de l'utilité générale est la plus avantageuse à la Nation. On suppose toutes choses égales, quant aux talents, à l'industrie, à la manière d'opérer. Il n'est pas moins raisonnable d'accorder au Fermier des trois cents acres, un fond d'exploitation, proportionné à l'étendue de sa Ferme.

Nous lui supposerons donc, conformément à l'inventaire de la Ferme de cent acres, un fond d'exploitation de quinze cents livres sterling.

Douze chevaux

Neuf hommes

Trois garçons

Trois filles, ou l'ouvrage ordinaire de trois femmes.

Pour être pleinement entendu de mes

lecteurs je crois devoir rapporter quelques faits, qu'on peut regarder comme un préliminaire propre à jeter plus de jour sur la question que je traite. Quiconque connoit un peu la cultivation, ne peut pas ignorer qu'il n'est presque pas une seule espèce de sol, qui, dans des tems différens, ne soit plus ou moins difficile au labour; ces labours demandent donc des forces plus ou moins grandes, par exemple, il est quelquefois nécessaire de mettre six chevaux à une charrue, pour rompre une pièce de terre qu'on aura laissée, durant un hiver & un été, en jachère. Dans cette circonstance, le Fermier de trois cents acres aura deux charrues occupées, lors même que le petit Fermier, pour en avoir une, est souvent obligé d'attendre, & de perdre, en différant, tous les avantages qu'il pouvoit se promettre d'une saison favorable. Mais il est aussi d'autres opérations nécessaires pour mettre une jachère en un excellent état de culture, & la disposer à recevoir la semence. Dans le tems même des semailles, où il suffit de mettre trois chevaux à une charrue, le Fermier de trois cents

acres aura quatre charrues à l'ouvrage, tandis que le petit Fermier ne peut en avoir qu'une seule.

Si l'on m'objecte que, pour la première opération, le petit Fermier peut louer deux chevaux, & que pour la seconde, il est très possible qu'il laboure avec deux charrues attelées chacune de deux chevaux, ce qui, loin d'être sans exemple, se pratique assez communément dans les Comtés d'York, de Norfolk, d'Essex, &c.

Je répons que dans la saison la plus favorable au premier labour, le petit Fermier pourra fort bien ne pas trouver de chevaux à louer, par la raison que ses voisins auront eux-mêmes besoin de tous leurs attelages; & quant au labour à demeure, je conviendrai volontiers qu'il est des tems où une charrue attelée seulement de deux chevaux, suffit au labour; mais si dans le moment du labour la terre conserve quelque humidité, & que les chevaux soient attelés de front, la terre alors est paitrie & corroyée par leurs pieds, & le dommage qui en résulte ne peut souvent se réparer en un an.

GRANDES FERMES; &c. 11

Si tout ce que je viens d'avancer est d'une vérité incontestable, il est évident que le Fermier de trois cents acres avec des fonds d'exploitation proportionnés, se trouve en état de donner à ses terres des préparations bien supérieures à celles qu'on doit attendre du Fermier de cent acres, qui n'a pas les mêmes moyens. Mais ce qui est d'une extrême conséquence, & met tout l'avantage du côté du grand Fermier, c'est que toutes les façons qu'exigent les terres se font mieux, & plus à propos dans la grande ferme. Les terres s'y trouvent donc en un meilleur état de culture; les labours, les semailles, le fumage, en un mot chaque opération en particulier, s'y exécute à tems sans jamais éprouver aucun retard, en raison de la célérité qu'on est à même d'apporter dans les travaux. Dans une grande Ferme, les terres sont donc disposées à rendre de plus abondantes récoltes que dans les petites; puisqu'on ne revoquera pas en doute qu'une pièce de terre ne rende un produit d'autant plus grand, que la culture en est mieux soignée.

Un autre avantage, qui ne peut être par-

12 DE L'UTILITÉ DES

faitement compris que par les personnes versées dans les opérations de la campagne, c'est le nombre des domestiques. Nous avons déjà observé que ce nombre doit être proportionné à l'étendue de la ferme; & c'est de cette proportion que résulte un avantage inappréciable en faveur de la grande ferme; car quoiqu'il soit vrai de dire qu'un est à quatre, comme trois est à douze; cependant il n'en est pas ainsi dans la pratique: il est des opérations, comme la fenaison la moisson &c qui demandent de la célérité. Dans ces circonstances, on ne peut pas douter qu'avec un plus grand nombre d'ouvriers, on ne parvienne à faire ces ouvrages & mieux & d'une manière plus expéditive: par exemple, dans la moisson, deux chartiers, quatre broqueteurs, deux calvagniers, & le reste des ouvriers occupés à former les gerbiers, ou à ferrer les gerbes dans la grange, feront le double d'ouvrage, que ce même nombre d'ouvriers, divisés en trois bandes, sur trois différentes Fermes.

Quelque inintelligible que ceci puisse paroître aux personnes qui n'ont aucune connoissance des travaux champêtres, ce

n'en est pas moins un fait.

Qu'on ne dise point que le Fermier de trois cents acres, n'employera pas le même nombre d'ouvriers sur sa Ferme, que les trois Fermiers de cent acres chacun; il est facile de se convaincre du contraire, & d'ailleurs l'épargne des hommes, jointe à l'abondance des récoltes, seroit encore un des plus précieux avantages des grandes Fermes.

Je dois ajouter encore que les grands Fermiers sont bien moins exposés à manquer d'ouvriers pour les différents travaux de la campagne, que les petits Fermiers: la raison en est évidente: les ouvriers, assurés d'être employés plus long-tems par les grands Fermiers, se rendront, par préférence dans les grandes Fermes; & cela pour ne pas perdre leur tems à passer d'une petite Ferme dans une autre. Mais, comme mon dessein est moins de combattre les partisans des petites Fermes par des raisonnemens plausibles que par des faits, j'en appelle aux Fermiers pour décider si tout ce que j'ai avancé est vrai ou faux.

Un grand Fermier aura aussi moins de

DE L'UTILITÉ DES

frais à faire en proportion à l'égard des chariots & des charrettes; car il n'a besoin que de deux chariots & de quatre charrettes, tandis qu'il n'est pas un seul petit Fermier qui ne soit obligé d'avoir un grand charriot, & deux charrettes, garnies de leurs échelles; mais cette épargne d'un chariot & de deux charrettes sur une égale étendue de terrain, tourne au profit de la culture, soit que le grand Fermier dépense cet argent en troupeaux, ou à donner de plus fréquens labours. Il est inutile de dire que cette même épargne s'étend aux rouleaux, aux herfes, & à plusieurs autres instrumens.

Les nombreux troupeaux de gros & menu bétail, entretenus sur les grandes Fermes, sont un avantage national qui parle hautement en leur faveur, & qui doivent leur faire donner la préférence sur les petites Fermes. On pourra me demander pourquoi trois petites Fermes de cent acres chacune n'entretiennent-elles pas le même nombre de bestiaux qui se trouvent sur la Ferme de trois cents acres? je crois qu'on peut en donner plusieurs raisons.

Premierement, si le Fermier de cent acres dispose de cinquante livres sterlin pour l'achat de ses bestiaux & la nourriture qui leur est nécessaire, il faut pour garder la proportion, que le Fermiers de trois cents acres puissent consacrer cent cinquante livres sterlin à cette branche d'économie; mais il n'est personne qui ne sache qu'un Fermier fait de bien plus grandes affaires avec cent cinquante livres sterlin, que n'en peuvent faire trois petits Fermiers, n'en ayant chacun que cinquante à dépenser.

En second lieu, je crois pouvoir en donner une raison plus décisive, c'est que dans la supposition que le petit Fermier veuille avoir le tiers des bestiaux qu'entretient le grand Fermier, il lui est du moins impossible de le faire avec le même avantage; car si nous lui accordons un troupeau de cent moutons, comme le plus considérable pour une Ferme de cent acres, ce troupeau, qui exige les mêmes soins & la même vigilance que s'il étoit trois fois plus nombreux, ne lui permet cependant pas d'avoir un berger à ses gages;

ce même troupeau est encore insuffisant pour s'en promettre des avantages bien réels par le parc. Je dirai plus; je prétends que quand même il y auroit une commune, le petit Fermier ne fera jamais des profits égaux à ceux du grand Fermier; & rien n'est plus clair: le petit troupeau, abandonné à lui même, les moutons s'écartent les uns des autres; & le grand troupeau se trouvera toujours, par les soins de son berger, dans les meilleurs pâtis, lorsque les autres, égarés parmi les genets & les buissons, ne trouveront qu'une misérable subsistance, & auront peut-être perdu la moitié de leur laine avant la tonte. Il est donc incontestable que ce petit troupeau fera d'un moindre rapport au Fermier, en même tems qu'il sera moins avantageux à la nation.

On doit déjà présumer qu'il en sera à-peu-près de même du gros bétail; il lui faut des fourrages d'été & d'hiver, & l'on fait assez que rien n'est moins commun sur les petites fermes. Il est même certain que le petit Fermier ne fera jamais tenté de suivre un assolement propre à lui
donner

donner ces fourrages; son fond d'exploitation n'est pas assez considérable; & il s'attache principalement à la culture des bleds fondant avec plus de certitude le payement de son fermage sur la vente de son grain, que sur les produits de quelques prairies artificielles.

J'ose dire que c'est particulièrement en ce point que consiste le grand avantage d'un Fermier, qui est en même tems engraisseur. Ce Fermier devient un homme d'autant plus essentiel pour sa Nation, qu'avec le secours de ces prairies artificielles, il se trouve en état de fournir les marchés de bestiaux à un bien moindre prix, que si ces mêmes bestiaux étoient nourris dans les prés naturels & de fourrages secs; sans parler de l'avantage qui résulte de l'emploi d'un plus grand nombre d'hommes qu'occupe la culture des productions destinées à l'engrais des bestiaux; il est donc évident que tous les avantages se réunissent en faveur des grands Fermiers, dont les cours de culture dirigés pour l'engrais des troupeaux de gros & menu bétail, les mettent à portée de salarier un plus grand

nombre d'ouvriers, & de garnir encore les marchés à bien meilleur compte, que ne pourroient le faire les petits Fermiers.

Je crois devoir prévenir une objection qu'on fait assez communément contre les grandes Fermes. Si le prix des grains, dit on, doit être proportionnel aux frais de culture, il est certain que les petits Fermiers qui sont eux-mêmes de tous les travaux, & qui n'employent guère d'autres ouvriers que leurs familles, sont en état de vendre leurs bleds à bien meilleur compte, que les grands Fermiers, qui n'étant que les inspecteurs de leurs exploitations, soudoyent un grand nombre d'ouvriers, dont les gages sont en diminution des profits qu'ils peuvent faire sur leurs récoltes.

Je répons que ceux qui prétendent faire valoir cette objection, montrent seulement qu'ils n'ont aucune connoissance de l'économie rurale. S'ils vouloient se donner la peine de s'instruire un peu des détails de l'exploitation des terres, ils apprendroient que le nombre des domestiques nécessaires

sur les trois petites Fermes, est le même sur celle de trois cents acres. Quelque industrieux que puisse être un petit Fermier, il lui est impossible d'avoir un seul domestique de moins; il doit avoir à sa solde, comme nous l'avons déjà fait observer,

1. Laboureur ou chartier,

1. Garçon, pour chasser en avant,

1. Batteur en grange

1. Valet

1. Servante.

S'il a des enfans, déjà capables de s'occuper des travaux de la Ferme, ces enfans, garçons ou filles, restent rarement au logis; & s'ils y demeurent, leur entretien est encore plus couteux que les gages des domestiques qu'ils pourroient remplacer; mais c'est là une mince considération; je veux seulement prouver que le Fermier ne doit pas compter sur son propre travail; & s'il croit pouvoir conduire lui-même la charrue, herfer sarcler, &c, je soutiens qu'il perdra à travailler de ses mains un tems qu'il employeroit d'une maniere bien plus utile en commandant aux autres, en

veillant à l'exécution des ordres qu'il donne.

Le devoir du Fermier est de porter un œil attentif sur toutes les différentes espèces de travaux: il doit faire agir ses domestiques & ses journaliers conformément à l'objet de leur destination: il doit veiller à la manière dont son batteur en grange, ses faucheurs, ses moissonneurs s'acquittent de leur fonction, s'il ne veut pas être exposé à être la victime de la supercherie ou de la paresse de ses ouvriers: il doit être au fait des diverses main-d'œuvres & se rendre capable de tout apprécier. S'il entreprend de tenir des bêtes à laine; son petit troupeau ne demande pas moins de foin, que s'il étoit beaucoup plus nombreux; cependant il n'est pas dans le cas de prendre un berger à ses gages. C'est ainsi que l'exploitation de trois cents acres divisés en trois Fermes, requiert toute l'application, l'activité & la vigilance de trois maîtres pour un travail que feroit tout aussi aisément un seul homme à cheval, si les trois cents acres ne formoient qu'une seule Ferme.

Les personnes prévenues contre les grandes Fermes, & qui n'ont point de connoissance des opérations rurales, refuseront de se rendre à toutes ces allégations, pour soutenir opiniâtrément que les grands Fermiers, à mesure qu'ils deviennent opulents, doivent naturellement négliger de plus en plus les opérations de leurs Fermes; & qu'en conséquence il est nécessaire que leurs terres, moins bien soignées, donnent de moindres produits.

On ne s'apperçoit pas que cette objection n'offre que des idées incohérentes; que c'est une vraie contradiction dans les termes. On suppose que le Fermier devient de plus en plus opulent; & l'on ne se donne pas la peine de réfléchir sur les moyens qu'il employe pour acquérir ses richesses; il est cependant visible que l'accroissement de sa fortune ne peut avoir d'autre cause que l'amélioration progressive de sa culture qui le met en état de mettre chaque année quelque argent en réserve; & il est bien rare qu'un petit Fermier puisse faire de pareilles épargnes, à moins qu'il n'entreprenne des cours de culture mieux rai-

onnés & plus avantageux que tout ce qui se pratique d'ordinaire sur les petites Fermes.

Il seroit peut-être difficile de donner une preuve plus claire qu'une certaine étendue de terrain est d'un plus grand produit entre les mains d'un seul entrepreneur de culture, que si ce même terrain étoit divisé pour être exploité par différens maîtres; car s'il en étoit autrement, & que le grand Fermier se trouvât en perte sur son exploitation, il est de toute évidence que plus son entreprise seroit grande, & plus sa ruine seroit prompte. Mais s'il parvient au contraire à faire quelques épargnes, bientôt il voudra faire un gain plus considérable. C'est un fait bien avéré qu'un homme, voyant ses entreprises prospérer par son industrie, est naturellement tenté de redoubler d'activité; tandis que le pauvre que tout décourage, est toujours forcé de nager contre le courant.

Dans le parallèle que je viens d'exposer sur les avantages d'une grande Ferme sur des petites, je n'ai parlé que des opérations

ordinaires d'un Fermier; mais il est d'autres travaux d'une grande importance; tels sont le charuage si propre à fertiliser le sol, les tranchées si nécessaires dans les terres humides pour laisser aux eaux un écoulement libre, &c, &c. Ces améliorations exigent de grandes dépenses; les petits Fermiers en sont d'ordinaire incapables, manquant de fonds suffisants pour de pareilles entreprises. Je dois faire observer encore que les grandes Fermes ne sont pas moins avantageuses à la Nation qu'au Fermier; l'intérêt du Fermier & celui de la Nation me paroissent avoir une liaison intime.

SECTION SECONDE.

*Combien il est avantageux à la Nation,
sous la police actuelle du commerce
des grains, que les gros Fer-
miers conservent leurs
récoltes.*

Le reproche général, qu'on a fait aux grands Fermiers de conserver leurs bleds

& de n'en pas garnir les marchés, semble avoir indisposé contre eux toute la Nation. Des arguments spécieux ou plausibles ont paru des raisons décisives & ont entraîné cette foule d'hommes qui n'ont pas les premiers élémens de l'agriculture, qui ignorent la nature des marchés, & qui ne sont pas même informés de nos loix touchant le commerce des bleds. Le langage le plus ordinaire des déclamateurs sans esprit, c'est de s'étendre sur la misère du peuple; de plaindre l'état de détresse où se trouvent les pauvres; cet étalage de compassion, d'humanité, est très propre à prévenir des hommes plus religieux qu'éclairés. Mais si l'on prend la peine d'examiner murement l'état de notre agriculture, nos marchés, nos loix sur la police des grains, & quels sont ceux qui font le plus communément le commerce des bleds, on trouvera peut-être que c'est une des circonstances les plus heureuses pour la Nation, qu'il y ait une classe de riches Fermiers, en état de retenir une partie de leurs récoltes dans leurs gerbiers, qui sont des greniers naturels & les meilleurs. S'il

en étoit autrement, sans la disposition présente de nos loix sur les bleds, il pourroit souvent arriver, qu'à la suite de la plus abondante moisson, nous fussions exposés au danger de la famine.

L'argument qu'on fait le plus valoir, est que le petit Fermier se trouve forcé par la nécessité même de battre son grain & de le porter au marché; mais que le Fermier opulent ne produit pas le sien, pour saisir l'occasion de vendre à plus haut prix.

La première partie de ce raisonnement présente un fait de toute notoriété. Il est bien vrai que le petit Fermier, ne pouvant payer sa rente que sur la vente de sa récolte, est obligé de porter ses grains au marché avant Noel: c'est-aussi dans ce tems que le bled est ordinairement au plus bas prix: mais quelle en est la conséquence? Toutes ces petites portions de grain sont bientôt vendues; & c'est alors sur les gerbiers que les riches Fermiers tiennent en réserve, qu'on peut fonder les moyens de subsister dans le cours de l'année. Si leurs bleds eussent aussi été battus & portés dans les marchés, qu'en seroit il arrivé? Le

pauvre hors d'état de faire sa provision, n'auroit pas acheté ce grain; mais il seroit tombé à si bas prix que *Bear-key*, qu'on considère comme le baromètre de la prudence, auroit pu prononcer: *il y aura, cette année, abondance de grain, dans un tems où l'Angleterre a les plus fortes raisons de craindre une disette: & dans ce cas, nos bleds, achetés au plus bas prix, auroient été exportés avec une gratification, sans qu'il soit alors possible d'en faire reverfer par l'importation. Que deviendront nos pauvres dans le milieu de l'été? Il est donc heureux pour nous qu'il y ait des Fermiers aisés en état de conserver leurs gerbiers, ou que d'autres considérations ne leur permettent pas d'envoyer leurs bleds dans les marchés, où la trop grande abondance en feroit baisser le prix au gré du peuple, incapable d'en prévoir les suites funestes.*

Je suis très porté à croire qu'il est un certain nombre de riches Fermiers, qui ne retiennent leurs bleds que par l'impossibilité où ils sont de les envoyer au marché; ce qui est souvent occasionné par

les propriétaires qui , réunissent plusieurs petites Fermes en une grande, font démolir les bâtimens pour n'être pas tenus aux frais de réparation ; & dans ce cas , le défaut d'aire, pour battre les bleds, oblige les Fermiers à différer la vente de leurs grains. Il en est d'autres, sans doute, qui avides d'un plus grand grain, retardent leur vente dans l'espérance de vendre plus cher ; mais il leur arrive souvent de supporter eux-mêmes cette cherté.

Le froment se vend aujourd'hui sur le pied de quinze livres sterlin la charretée : il ne faut pas imaginer qu'en général les Fermiers ne soient pas satisfaits d'un pareil prix. Il n'est guere de trafiquants dans Londres qui ne fussent contents de faire un tel profit : malgré cela , il se trouve toujours des spéculateurs qui se ruinent en voulant ruiner leurs voisins. Il en est de même des Fermiers. Pour avoir des mœurs plus pures que les citadins , ils n'en sont pas moins hommes ; qu'on daigne par conséquent les voir des mêmes yeux : & n'ont-ils pas par dessus le citadin la gloire de n'être occupés qu'à d'utiles travaux ? Leur

DE L'UTILITÉ DES

profession, en même temps qu'elle est la plus honorable, est encore celle dont la Nation peut se promettre les plus grands avantages. Dans les années abondantes, ils vendent leurs bleds à bas prix; on doit donc leur permettre dans les médiocres récoltes, de se dédommager, par le prix, de la perte qu'ils font sur la quantité. N'est-il donc pas juste de traiter ces hommes utiles, comme on voudroit l'être soi-même? Est-il une classe de citoyens qui mérite plus d'être encouragée? Une Nation sage considérera toujours la classe des Fermiers comme les vrais soutiens de l'Etat & la source de ses richesses.

Mais ceux qui se permettent les déclamations les plus injustes contre les Fermiers, seroient-ils dans le cas de pouvoir nommer un certain nombre de marchands, qui, aux approches d'une guerre, quand le fardeau des taxes doit s'appesantir sur le peuple, ne seroient point tentés de faire le monopole du chanvre, quoique son augmentation de prix forçât le Gouvernement à aggraver encore le poids des im-

pots? Combien est-il de trafiquants qui ne voulussent accaparer toute une espèce de marchandise nécessaire aux manufacturiers, sans se soucier si la Nation se trouveroit privée par là des avantages qui seroient résultés pour elle de la vente de ces marchandises manufacturées à l'étranger? Compteroit-on beaucoup d'hommes incapables d'exporter leur provision de bœuf salé & de grain, si malgré la cherté de ces denrées dans le Royaume, ils pouvoient s'en promettre encore un plus haut prix des Nations voisines? Mais si le Fermier retient son bled un seul jour, ou se croit en droit de présenter des requêtes au Parlement, pour le contraindre s'il est possible à abattre ses gerbiers & à vuidier ses granges.

Que ces déclamateurs, parmi lesquels il en est plusieurs qui pour faire le gain le plus modique ne trouveroient rien de trop bas, essayent de conduire la charrue, & voyent par quels moyens ils soutiendront leurs familles dans l'abondance. Ils reconnoîtront alors, mais un peu tard, que la profession du Fermier n'exige pas moins

d'intégrité que celle d'Agent de change, & que les plaisirs dont jouit un entrepreneur de culture, sont toujours achetés par l'attention la plus soutenue & le plus pénible travail.

Ce sujet a été exposé dans le plus grand jour par l'Auteur des *Considérations sur l'exportation des grains*.

SECTION III.

De la différence entre les grandes & les petites Fermes à l'égard de l'approvisionnement des marchés, en cochons de lait, volailles, beurre, &c.

Si l'on en croit le partisans des petites Fermes, ils ont observé que nos marchés ne sont plus fournis comme autrefois de cochons de lait, de volailles, de beurre & d'œufs; ce défaut d'approvisionnement n'est dû, suivant eux, qu'à l'introduction des grandes Fermes; & l'on fait que ces denrées, dont les marchés étoient toujours abondamment pourvus par le petits Fer-

miers, contribuoiert beaucoup à faire baisser le prix des autres subsistances.

En réponse à cette objection, je ferai d'abord observer qu'entre les articles dont on se plaint du défaut d'approvisionnement, les deux premiers ne sont pas des objets qui méritent l'attention du Gouvernement; & peu de personnes se persuaderont qu'il soit nécessaire d'avoir dans nos marchés, des viandes délicates, pour avoir à meilleur prix les denrées de premier besoin. Mais s'il en étoit autrement, je dirai alors qu'il n'est pas un seul petit Fermier qui puisse élever des cochons de lait & des volailles pour les vendre à un aussi bas prix que les viandes de boucherie; il ne lui fera pas plus possible de fournir le veau & l'agneau sur le même pied que le mouton & le bœuf. Il est donc beaucoup mieux, spécialement quand les denrées de premier besoin sont chères, d'écarter des marchés ces viandes recherchées; & d'employer les dépenses qu'elles exigent, à l'éducation des grands troupeaux.

S'il est des personnes qui ne pensent

pas devoir souscrire à mon opinion, je me crois en droit de leur apprendre que ce n'est pas le petit Fermier qui peut trouver quelque avantage à élever des cochons de lait ou de la volaille. S'il entreprenoit cette branche d'économie, il ne pourroit faire aucune épargne sur le lait nécessaire à la truie qui doit engraisser ses petits; & s'il n'a qu'une vache pour l'usage de sa famille, la consommation de ce lait dans sa maison, lui fera bien plus profitable, que s'il le faisoit consommer dans sa porcherie. D'ailleurs, à moins qu'il n'ait continuellement chez lui un batteur en grange, afin que les cochons de lait & les volailles trouvent à se nourrir du grain resté dans la paille qu'on jette à la porte de la grange, il trouvera qu'il leur faut bien des poignées de grain, qu'on ne met pas d'ordinaire en ligne de compte, parcequ'on les prend dans de grands tas; mais qui, s'ils étoient mesurés par une bonne ménagère, l'étonneroient fort à la fin de l'année. Un petit Fermier de mon voisinage m'a assuré qu'il étoit dans une conviction si intime de cette vérité,

qu'il

qu'il ne lui arriveroit plus de faire des élèves de cette sorte, qui lui revenoient à plus de huit deniers sterlin la livre avant de les mettre en vente; & que pour son usage, il lui seroit plus avantageux d'acheter des cochons maigres pour les engraisser. On voit donc que ce Fermier n'étoit pas en état de donner ses cochons de lait au prix de la viande de boucherie. Mais c'est-là une vérité qui ne peut être révoquée en doute que par ceux qui n'ont aucune connoissance de ce genre d'économie.

Il n'y a que le simple payfan & les grands Fermiers qui puissent faire des élèves avec avantage: le premier en laissant courir une truie avec ses petits autour des haies, ou plutôt, sous ce prétexte, dans les champs & les prés des Fermiers voisins. Il est inutile de faire remarquer qu'il ne peut résulter de-là aucun avantage national. Le gros Fermier est réellement dans le cas de faire cette économie avec profit; il peut semer des champs de tresse pour l'usage de ces petits animaux: ceci suppose encore qu'il ne soit pas à la pro-

ximité de quelques grandes villes, parce qu'alors son foin pourroit lui être plus profitable. Ces élèves se font encore avec succès dans les Fermes en herbages. Ce sont les mêmes Fermiers qui peuvent nous fournir de beurre à un prix raisonnable, & cela par la grandeur de leurs capitaux, & par leur vigilante attention sur cet article.

Je crois devoir ici informer ceux dont je combats l'opinion, d'une pratique dont ils n'ont pas vraisemblablement connoissance; c'est que dans les Comtés de Denby & de Flint, il n'est pas rare de voir des cochons de lait, par centaine, pour lesquels on sème exprès des prairies de trèfle, vers les bords de la mer; & dans le reflux, ces animaux descendent sur le sable pour y manger divers coquillages. On les fait parquer aussi régulièrement de nuit, que les moutons. Ces cochons de lait sont ordinairement vendus aux distillateurs, &c. Il est visible que par ce moyen, on peut faire ces sortes d'élèves avec le plus grand profit. La personne de qui je tiens cette particularité, & qui a fait long-tems un

trafic de cochons, m'a aussi assuré qu'il n'étoit pas rare d'en voir cinq ou six mille dans un marché. Cette même personne m'a confirmé dans l'opinion où je suis, qu'il n'appartient qu'aux grands Fermiers de faire avantageusement ce commerce.

Quand aux œufs, les petits Fermiers peuvent très bien, dans de certaines saisons, les apporter dans nos marchés. Toutes nos simples villageoises font aussi dans le cas de se livrer utilement à ce genre d'économie. Mais il ne faut pas croire qu'ils puissent nous en fournir une bien grande quantité; l'abondance de cette denrée dans nos marchés est absolument due à l'Ecosse.

A l'égard de la volaille, c'est un fait assez connu, que ce sont les grands Fermiers qui en fournissent nos marchés; & ce n'est qu'à eux seuls que cette branche d'économie puisse être profitable.

Un nommé Shallcroft, qui faisoit valoir une Ferme de quatre cents acres, & qui a laissé à sa mort arrivée dernièrement, une somme de dix mille livres sterling, four-

nissoit de volailles le marché de Croydon; ce qu'il y a de remarquable; c'est que de grands Fermiers ont toujours approvisionné ce marché de volailles & de beurre; & leurs Femmes suivoient ce marché aussi régulièrement que leurs maris suivoient les marchés de grain.

Les aires d'une grange sont toujours ouvertes chez un grand Fermier, & la volaille s'engraisse des grains restés de la paille qu'on jette à la porte. Mais sur une petite Ferme, où l'on n'emploie pas constamment un batteur en grange, il faut pourvoir à l'engrais des volailles, & l'on doit bien s'attendre que le Fermier ne les laissera pas périr d'inanition, tant qu'il y aura un grain de bled dans son grenier.

Mais si les grands Fermiers ont toujours été les seuls en possession de fournir le marché de Croydon, ville si voisine de Londres; quelle plus forte preuve que les marchés, éloignés des grandes villes, ne sont jamais mieux & plus aisément approvisionnés de volailles, que dans le voisinage des grandes Fermes?

Je n'aurois peut-être pas dû répondre à une objection qui n'a pu paroître plausible qu'à ceux à qui les matières d'économie rurale sont absolument étrangères ; mais les plaintes touchant la disette des cochons de lait , de la volaille , du beurre & des œufs , ont été si souvent répétées , & sont devenues si souvent le sujet des conversations dans toutes les compagnies , que je n'ai pas crû pouvoir me dispenser d'en faire sentir toute l'absurdité.

Mais qu'il me soit permis , à mon tour , de demander , qui approvisionne nos marchés de bœuf salé & de mouton ? C'est le Fermier opulent. Qui fournit le peuple de beurre & de fromage dont il se fait une consommation immense ? Ce sont les grands Fermiers d'herbages. &c.

Je ne puis m'empêcher de faire encore remarquer qu'entre toutes les plaintes portées sur les inconvénients des grandes Fermes , il n'est pas dit un seul mot de la disette des veaux ou des agneaux. La raison en est simple : les boucheries en sont garnies. Mais ces déclamateurs ne

devroient-ils pas rougir à la vue de ces mets sur leurs tables, si, comme ils veulent le persuader, ils étoient réellement touchés de la misère du peuple. La tuerie des veaux & des agneaux doit être considérée comme une des causes réelles de la cherté des viandes. C'est là un abus que le luxe a introduit, & qui peut avoir de facheuses suites pour une Nation.

SECTION IV.

De l'influence des grandes & des petites Fermes sur la population.

La dernière objection qu'on oppose aux grandes Fermes, c'est de les regarder comme une des causes de dépopulation dans un Royaume. L'absurdité de l'assertion m'a souvent étonné, & je n'ai guère pu croire qu'on l'ait jamais proposée sérieusement; mais ce qui la rend encore plus ridicule, c'est que le même Ecrivain qui fait paroître les craintes les plus vives que les grandes Fermes ne nous amènent la famine, regrette ensuite très amère-

ment qu'il y ait déjà trop peu d'hommes pour consommer le peu de subsistances que nous avons.

Je conçois que des hommes, que la facilité de se transporter d'une contrée à l'autre en chaise de poste, décide à voyager pour leur amusement, peuvent, en quittant Londres où peut-être ils ont été élevés dans le tumulte du monde, être frappés du plus grand étonnement à leur arrivée dans la pleine de Salisburg, où la vue, sans être interceptée par une seule maison, s'étend & se perd sur un horizon sans bornes: je conçois qu'ils peuvent tomber dans une nouvelle surprise, en voyant que notre agriculture qu'ils s'attendoient à trouver dans le plus florissant état, est réduite, sur les dunes du Comté de Dorset, à quelques bergers, dispersés de loin en loin avec leurs troupeaux: je conçois encore, que passant de-là dans les contrées les plus fertiles en herbages, où l'on ne voit que des bœufs gras, & quelques maisons de Fermiers qu'on découvre à de grandes distances, l'impression que peuvent faire sur leur esprit ces vastes

contrées qu'ils prennent pour des solitudes, est celle d'une entière dépopulation: mais si ces mêmes voyageurs eussent pris la peine de visiter les villes manufacturières qui bordent ces plaines immenses, ce nouveau spectacle leur auroit donné à coup sur des idées bien différentes. De pareils hommes peuvent à leur retour dans Londres déclamer sur le dépérissement de notre agriculture, & regarder la grandeur des Fermes, comme la cause de la prochaine destruction de l'Angleterre; je ne serai point tenté de leur répondre; ce seroit visiblement perdre le tems: mais que des personnes, qui prétendent avoir des connoissances en agriculture, assurent que la réunion des terres en grandes Fermes soit préjudiciable à la population, je ne puis plus me résoudre à garder le silence.

Souvent je m'étois proposé d'écrire sur ce sujet intéressant; mais je suis aujourd'hui d'autant plus porté à exposer mon opinion, que je répondrai en même tems à toutes les allégations qu'on trouve dans un petit Ouvrage, publié dernièrement,

ayant pour titre, *Uniting and Monopolizing Farms &c*, où l'Auteur se flatte de pouvoir démontrer que les grandes Fermes sont defavantageuses aux propriétaires & préjudiciables à la Nation.

L'Auteur de ce pamphlet suppose une étendue de terrein de huit cents acres, ou de quatre cents Livres sterlin de rente, ne formant qu'une seule Ferme exploitée par un seul Fermier, & la même quantité de terre, divisée en huit portions, cultivées par huit petits Fermiers. Cette supposition me paroît très propre à éclaircir la matière. Dans ce calcul, je ne différencierai de l'Auteur que par le nombre des domestiques en général. Je m'appuyai en cela sur ma propre expérience & sur les informations que j'ai prises sur ce sujet dans les différents Comtés où j'ai passé. Mais comme le changement que je ferai dans le nombre & la distribution des domestiques ne peut que donner plus de force aux arguments de l'Auteur, il ne pourra certainement me faire là-dessus aucune objection.

L'Auteur commence par établir comme

un fait . que si l'étendue de terrain supposée est entre les mains d'un seul entrepreneur de culture, on doit compter dans sa maison, le Fermier comme chef, sa femme, trois enfans, douze domestiques & dix laboureurs ou chartiers ayant chacun une Femme & trois enfans; en tout cinquante personnes.

Ainsi, la famille du Fermier & ses domestiques. 17

Les dix laboureurs & leurs familles. 50

Suivant ce calcul, on voit que le nombre des personnes sur la grande Ferme est de 67

L'Auteur suppose ensuite sur chacune des petites Fermes, le Fermier, sa femme, trois enfans, & deux domestiques; en tout sept personnes, & sur chaque Ferme un laboureur avec sa famille composant cinq personnes. Dans ce cas, le nombre des personnes qui se trouvent sur la même étendue de terrain divisée en huit Fermes, doit donner l'état suivant:

GRANDES FERMES; &c. 43

Un Fermier & sa famille, les domestiques compris.	7
Un laboureur & sa famille.	5
	12
Multipliez par huit.	8
	96
Soustrayez en soixante sept.	67
	29

Il se trouve donc sur les huit petites Fermes. vingt neuf personnes de plus que sur la grande, quoique dans une même étendue de terrain.

En partant de la même supposition que l'Auteur, c'est à dire en divisant la grande ferme supposée de huit cents acres, en huit petites Fermes, je crois pouvoir faire la supputation suivante.

Dans chaque Ferme:

Le Fermier, sa femme & trois enfans, & j'accorderai que l'un des trois fera les fonctions de garçon laboureur.

44 DE L'UTILITÉ DES

Le batteur en grange, sa femme & trois enfans.	5
	<hr/>
	10
Multipliez par huit.	8
	<hr/>
Le produit fera.	80

Domestiques nécessaires	{	Laboureur 1	}	24
		Valet 3		
		Servante 1		
		<hr/>	3	3 multip. par 8

104

Il est maintenant raisonnable d'accorder pour l'exploitation de la grande Ferme dirigée par un seul entrepreneur, le même nombre de laboureurs, que nous avons mis sur les huit petites Fermes. Mais quelque supposition qu'on veuille faire, je fais qu'il est nécessaire d'y employer le même nombre d'ouvriers, quoique peut-être d'une manière plus avantageuse.

Ainsi nous compterons

Huit garçons pour chasser en avant,

dont six sont capables de conduire la charue.

Huit batteurs	}	de ce nombre il y en aura peut-être	}	un berger
en grange				un bouvier.
Huit laboureurs				
ou chartiers				

Huit filles ou femmes occupées sur la Ferme.

Les huit garçons avec le berger & le bouvier, feront des enfans des laboureurs, comme sur les huit petites Fermes, j'ai compris les garçons dans la famille du Fermier.

Mais l'économie domestique du grand Fermier sera différente.

Le Fermier, sa femme, & trois enfans. 5

Domestiques nécessaires	}	Garçon laboureurs	2
		Batteur en grange	1
		Berger	1
		Bouvier	1
		Servantes	2

—
7

Laboureurs journaliers 19, (parmi lesquels sont les batteurs en grange & les garçons laboureurs) ayant chacun une femme & trois enfans. 95

100

Quant aux six autres filles ou femmes je ne pense pas pouvoir leur assigner une occupation plus utile que celle de farcler, ou de transporter les pierres hors d'un champ; je puis donc les ranger dans le nombre des femmes des laboureurs ou des batteurs en grange.

Je me crois encore en droit de supposer sur la grande Ferme, sept hommes pour tenir lieu des sept Fermiers surnuméraires; & leur travail doit être considéré comme capable d'occuper un homme; à moins qu'on ne les considère comme des inspecteurs inutiles, & conséquemment comme une surcharge. Néanmoins, comme l'Auteur fait un grand cas du travail de chaque petit Fermier, nous admettrons donc ces sept hommes sur notre grande Ferme, & dans la supposition qu'ils soient

mariés & qu'ils ayent des enfans, ce
 fera encore trente cinq personnes de plus.
 Nous aurons donc l'état suivant.

Le Fermier, sa femme & ses enfans	5
Les Domestiques nécessaires.	7
Les laboureurs & leurs familles.	95
Les sept hommes furnuméraires, leurs femmes & leurs enfans.	35
En tout.	<u>142</u>
Si vous soustrayez de ces	142
Le nombre de ceux que nous avons mis sur les huit Fermes.	104
On aura trente huit personnes de plus sur la grande Ferme en faveur de la population.	<u>38</u>

Considérons maintenant les deux états
 sous un autre point de vue, & nous pour-
 rons juger lequel des deux est le plus avan-
 tageux à la population.

48 DE L'UTILITÉ DES

	Hommes mariés	Femmes mariées	Enfans	Hommes célibataires	Fem. Cel.
104 Sur les huit Fermes	16	16	48	16	8
142. . . .	27	27	81	5 feult.	2
En faveur de la grande Ferme Sous le point de vue de la population	11	11	35		

On dira peut-être que les sept surnuméraires peuvent très bien être compris dans le nombre des célibataires. Dans ce cas, déductions faites de leurs femmes & de leurs enfans, il restera toujours sur la grande Ferme 114 personnes, entre lesquelles seront vingt hommes mariés au lieu de seize sur les huit petites Fermes.

Si l'Auteur eût fait une autre supposition, & qu'il eût établi son parallèle entre la grande & les petites Fermes, toutes en herbages, j'aurois été d'accord avec lui; mais sur des terres labourables, son estimation est absolument contraire aux faits. Et je voudrois qu'un lecteur, qui n'est point versé dans ces matières, avant de croire à l'exactitude des calculs, que donnent

les

les autres, voulût se donner la peine de consulter quelques personnes éclairées.

Je fais très bien qu'il y a telle espèce de culture qui tend à l'épargne des hommes; & par conséquent à diminuer le nombre des habitans d'une paroisse, où cette culture est pratiquée. Ce genre d'assolement, peu en usage dans les anciennes Fermes, s'introduit principalement sur les communes nouvellement encloses, où, peut-être à l'instigation du propriétaire, on met la majeure partie des terres en herbages. Un Fermier intelligent est fort aise d'avoir à exploiter d'anciennes prairies; mais il y en aura, je pense, très peu qui se soucieront de nouveaux pâturages, depuis l'introduction du trèfle &c.

Je dois dire aussi qu'il est des circonstances où il n'est pas moins prudent pour le propriétaire que pour le Fermier de se décider pour les herbages. Par exemple, s'il est question de défricher une commune dont le sol est marécageux. Cette nouvelle Ferme sera particulièrement propre aux herbages; & si elle est exploitée par un

Fermier habile, elle égalera en peu d'années les meilleures Fermes de la contrée. Il doit en être de même d'une terre calcaire; elle sera beaucoup plus propre au foin qu'à toute espèce de grain.

Il faut nécessairement convenir que la culture des herbages, poussée trop loin, ne peut que préjudicier à la population, quand même ce seroit l'usage, comme autre fois, d'engraisser le gros bétail uniquement avec l'herbe & le foin: & d'ailleurs ce genre de culture ne réussit bien qu'avec de grands fonds d'exploitation: les petits Fermiers n'y sont donc pas propres; & dès lors les terres ne peuvent plus être qu'entre les mains des Fermiers opulents, qui ont de gros capitaux à consacrer à la terre. Cette agriculture est très convenable dans les contrées où l'éducation des bestiaux fait la branche la plus considérable de l'économie rurale, ainsi que sur les dunes, où s'élèvent nos troupeaux de moutons, ce qui demande une vaste étendue de terrain; car les meilleures dunes ne peuvent pas nourrir plus de deux moutons par acre; si d'ailleurs on ne peut pas les conduire dans

quelque bonne prairie naturelle ou artificielle, il ne faut pas imaginer que cette nourriture leur soit accordée en pure perte; ces animaux, avant d'être vendus dans les marchés, ont déjà rapportés deux fois au moins leur valeur, par leurs toisons, & par l'admirable fécondité que leurs engrais donnent aux terres sur lesquelles on les fait parquer. C'est particulièrement à l'égard de l'éducation des troupeaux que les grandes Fermes deviennent nécessaires. Mais ces fermes d'une excessive étendue ne s'établissent guere que dans les contrées sablonneuses, où se fait l'éducation des troupeaux, & où plusieurs acres peuvent s'affermir pour quelques Shillings. Les Fermes du Norfolk & de l'Essex doivent être considérées comme une exception à cette règle générale.

Mais à l'égard du Norfolk, je n'imagine pas que notre Auteur soit tenté de prétendre que cette contrée s'est dépeuplée par l'introduction des grandes Fermes. Une pareille allégation seroit hautement démentie par les faits. Ce Comté présente des prodiges de culture & de population: ses

habitans , animés par l'exemple du Lord Townshend , qui a quitté la place de Secrétaire d'Etat pour servir encore mieux sa patrie , comme agriculteur , ont converti des sables arides en un terrain le plus fertile de l'Angleterre. Leurs champs de turnips , d'orge , de trèfle , de froment , commandent l'admiration. La cultivation y est portée à une perfection , inconnue dans les contrées qu'habitent de petits Fermiers.

Si l'on me demande par quels moyens s'est faite une si heureuse révolution , je répondrai que c'est par l'industrie des cultivateurs , & par la noble émulation de se surpasser les uns les autres ; c'est par l'attention qu'ont eu les propriétaires d'affermir , à une légère redevance , leurs domaines à des Fermiers opulents , qui avec de grands capitaux sont parvenus à couvrir un terrain sablonneux , de glaise ou de marne , & ont réussi à faire d'un sol ingrat & stérile , un sol riche & fécond. Je dois faire observer que les propriétaires n'ont pas à se repentir du léger sacrifice qu'ils paroissent avoir fait par le bas

prix du fermage & la longueur des baux; par cette générosité bien entendue, ils se font habilement ménagé un accroissement de revenu, qui passe tout ce qu'ils pouvoient s'en promettre.

Ceci me conduit nécessairement à dire un mot d'une autre observation de l'Auteur que j'ai en vue; c'est qu'il paroît faire principalement consister l'avantage national dans l'accroissement des rentes, & que rien ne lui paroît plus recommandable que l'ancienne méthode d'estimer les profits du Fermier, par sa part du produit divisé en trois portions (*). Dans l'enfance de l'agriculture, il se faisoit un partage égal & consciencieux du produit de la terre; c'est ce qui est encore pratiqué dans les contrées où l'on est resté dans une profonde ignorance des vrais principes de l'économie rurale; comme en plusieurs Provinces de France & d'Allemagne, & dans quelques unes de nos Colonies Améri-

(*) Dans l'ancien usage, on divisoit le produit total de la Ferme en trois portions égales, l'une étoit la rente du propriétaire, l'autre faisoit le profit du Fermier, & la troisième restoit pour les frais d'exploitation.

ines; où le propriétaire de la terre fournit les fonds d'exploitation, & le cultivateur son expérience & son travail. Mais sur un sol fécond & bien cultivé, la rente est aujourd'hui le moindre objet du Fermier; c'est sur les capitaux qu'il est en état de consacrer à la terre en avances primitives & en avances annuelles, qu'il fonde l'intérêt de son argent, ou son revenu.

Ce sujet m'a conduit au de-là des limites que j'aurois dû mettre à ce Chapitre: mais pour dissiper jusqu'au plus léger nuage que les raisonnemens de l'Auteur du pamphlet auroient pû laisser sur un point d'une aussi grande importance qu'est la population, j'ai été, en quelque manière forcé d'entrer dans de certains détails des grandes Fermes dont l'Auteur paroît n'être pas bien informé.

Ce seroit néanmoins se tromper grossièrement, si l'on se hâtoit de conclure de tout ce que j'ai avancé, que mon opinion est qu'il seroit avantageux à l'Angleterre de n'avoir dans le Royaume que des grandes Fermes, ou du moins des Fermes d'une certaine étendue. Mon unique des-

sein n'a été que de faire sentir toute l'absurdité d'une doctrine qui tend à faire croire que les grandes Fermes sont une cause qui doit nécessairement amener la décadence de notre agriculture & de notre population , & que le remède le plus efficace qu'on puisse y apporter c'est de forcer les propriétaires à n'avoir que de petites Fermes.

Je pense qu'il est bon d'avoir dans un Royaume des Fermes de toute grandeur ; l'essentiel , si l'on veut en retirer les plus grands avantages , est que l'étendue en soit proportionnée aux capitaux des Fermiers qui doivent les exploiter.

Si les écrivains , qui , sans connoissance de cause , se sont déclarés les défenseurs des petites Fermes exclusivement , avoient jamais fait quelque étude des principes de l'agriculture , ils sauroient , comme je l'ai déjà expliqué , que la terre , pour être dans le plus parfait état de culture , devrait toujours se trouver d'une étendue égale à un capital donné.

Si ces mêmes Ecrivains avoient quelquefois médité sur la nature du commerce

le plus profitable à une Nation , ils regarderoient l'agriculture de cette contrée comme le premier objet de son commerce , & ils seroient alors convaincus qu'il n'est pas moins absurde de prétendre confiner un Fermier qui possède un capital de dix mille Livres sterlin , dans une Ferme de cent acres d'étendue , que d'abandonner à celui qui n'a que cinq cents Livres sterlin , l'exploitation d'une Ferme de mille acres. Dire qu'un homme , qui , par son industrie , a augmenté son capital dans le fermage , cessera d'être Fermier , c'est encore là une contradiction choquante. Est-il donc naturel qu'un homme veuille retirer ses fonds des affaires dont il a une parfaite intelligence , pour se jeter dans des entreprises qui lui sont absolument étrangères ?

Qu'elle que soit l'opinion des Ecrivains que je combats , je ne pense pas qu'ils puissent me contester que les productions de la terre sont l'unique richesse d'une Nation : si le grain est la production naturelle de l'Angleterre , le grain doit faire l'objet de son commerce , comme l'or est

celui du Pérou. Il est du moins vrai de dire que s'il est un commerce qu'on ne puisse pas enlever à une Nation, c'est celui qu'elle fait des productions de son sol. Il n'est pas nécessaire de citer des exemples pour prouver qu'un commerce factice ne s'étend quelquefois qu'à l'énorme préjudice d'une Nation; ce qui ne peut jamais arriver à l'égard des denrées cueillies sur son sol. Les manufactures ont une consommation limitée; & telle Nation qui ne voudra faire aucun usage de nos draps, ne refusera jamais de nous acheter nos grains. Laissons donc cette manufacture suivre son cours ordinaire: elle est entre les mains d'hommes intelligens, pour qui l'expérience & leur propre intérêt sont de plus sûrs guides, que les conseils de nos politiques.

Des Courtiers, Accapareurs & Regrattiers.

Dans le nombre de ceux qui se plaignent de la cherté des denrées, il en est plusieurs qui ne la regardent pas comme l'effet des causes que nous avons exposées, & qui n'étendent pas seulement leur compassion sur le pauvre, mais encore sur le Fermier. Leurs plaintes portent contre les Courtiers, les Accapareurs, les Regrattiers; sans qu'ils sachent bien précisément en quoi consiste le courtage, l'accaparement & le regrat, mais ils confondent tous ces objets, & attachent ainsi les causes de la disette & du haut prix des comestibles à des mots qu'ils n'entendent pas.

Il faut convenir que le marché du bétail à Smithfield pourroit fournir plusieurs exemples bien propres à confirmer ces personnes dans leur opinion. Un de ces exemples très récents & très remarquable, que je puis citer, c'est qu'il est arrivé le seize Novembre dernier, que le bœuf

salé fut vendu à deux deniers sterling la livre, sans qu'il se fit aucune altération dans le prix des viandes de boucherie. Un pareil fait doit naturellement les porter à croire que si le peuple ne vit point dans l'abondance, il faut en attribuer la cause aux Manœuvres sordides de ceux qui trouvent leur intérêt à maintenir la cherté des denrées. On peut encore observer que le mouton fut ce même jour d'un plus haut prix, qu'il ne l'avoit été depuis quelque tems. Néanmoins comme tous les rapports qu'on fait de la vente des comestibles sont d'ordinaire très imparfaits, & qu'on ne s'attache souvent qu'aux seules circonstances qui favorisent l'opinion qu'on veut répandre, je ne suis pas étonné qu'on parvienne à séduire les personnes les mieux intentionnées.

Ce n'est pas que je prétende qu'il ne se glisse des abus quelquefois considérables dans le commerce des comestibles, & que le monopole ne réussisse souvent à faire des bénéfices de seconde main, toujours préjudiciables au public; mais ces mêmes abus s'introduisent dans toutes les autres bran-

ches de commerce, où la moindre restriction donnera toujours à l'homme artificieux l'avantage sur son voisin. Mais en même tems, il faut concevoir que le prix des comestibles ne peut pas demeurer plus uniforme que celui des autres marchandises; que ce prix, dépendant d'une foule de circonstances adventices, est lui-même susceptible de toutes les variations possibles: & il ne seroit pas difficile de prouver que cette variation de prix doit être plus marquée dans la partie des bestiaux que dans les marchandises, déposées dans les magasins.

A cet égard, il est de la sagesse du Gouvernement qui doit savoir que la liberté du commerce est un principe qui ne souffre aucune exception; que toute entreprise d'autorité sur les ventes & les achats, sur les conditions & sur les prix sont une violation de la justice & de la propriété; qu'il ne peut dicter des loix au commerce, sans entreprendre de décider ce qui n'est nullement soumis à son pouvoir; il est dis-je de la sagesse du Gouvernement d'abandonner le commerce à son propre

effort, de ne jamais tenter d'en arrêter le cours, & de laisser à la concurrence le soin d'assigner le prix de chaque chose, comme le moyen le plus infailible d'égaliser les prix & de provoquer l'abondance.

Mais pour mieux faire sentir la vérité de ce que j'ai avancé, il est à propos d'expliquer les causes qui doivent naturellement amener des révolutions dans le prix des bestiaux. Cette explication rendra compte de la diminution subite du prix du bœuf salé, au jour dont nous avons fait mention, & fera connoître combien peu cette circonstance pouvoit affecter le prix des viandes de boucherie. Je montrerai ensuite par qu'elle voie se fait l'approvisionnement de nos marchés de bestiaux, & comment cette voie se trouve interceptée ou altérée par les obstacles que font nécessairement naître des loix prohibitives sur la maniere de faire ce commerce. Je décrirai en même tems, la différence des occupations de ceux qui se livrent à ce trafic; & l'on en verra résulter que toute interdiction sur l'une ou l'autre de ces professions, ne peut qu'altérer le cours de ce

commerce & produire des plaintes ter-
nelles touchant la rareté des denrées.

Je commencerai par observer que la va-
riation, dans le prix des bestiaux, dé-
pend, & cela ne peut être autrement, de
la quantité, qu'on peut avoir, des diffé-
rentes sortes de fourrages nécessaires à
l'entretien des bestiaux, eu égard à leur
âge & à leur degré de graisse. Par exem-
ple, si après le paturage, le Fermier vient
à n'avoir ni fourrage sec, ni turnips, le
bétail maigre se vendra à bas prix, parce
que les acheteurs ne se rendront pas dans
les foires, & par cette même raison, les
bestiaux gras conserveront leur prix, par-
ceque le Fermier ne peut pas douter qu'il
ne lui soit plus avantageux d'employer le
peu de fourrage qu'il possède à finir l'en-
grais des bestiaux qui sont presque déjà
en état d'être envoyés dans les marchés,
que de partager ce fourrage à un plus grand
nombre, ce qui retarderoit trop l'engrais
des plus avancés, sans faire assez profiter
le betail maigre, pour espérer de pouvoir
s'en défaire avantageusement dans le prin-
tems prochain. Le Fermier consommera

donc son fourrage, par préférence, avec ses bestiaux déjà à demi gras, ce qui causera de l'attention dans l'approvisionnement des marchés; & la vente du bétail, qui auroit dû se faire dans le printems, est, à défaut d'engrais, renvoyée à l'année suivante. Cette circonstance, & la rareté des fourrages, ne lui permettant pas d'employer son capital, à augmenter le nombre des bestiaux qu'il veut engraisser, doivent naturellement lui faire de plus grands profits sur le petit nombre de ceux qu'il nourrit. C'est ainsi que se gouvernera toujours le cours du marché; & cette même année, on auroit dû généralement s'attendre à se trouver dans le cas, que je viens de rapporter; car dans le milieu de l'Eté, les prairies ne donnoient presque aucune espérance, les fourrages étoient très rares, & les choux & les turnips avoient manqué presque partout: mais contre toute attente l'Automne s'est trouvée si favorable aux herbages, particulièrement dans les comtés de Kent & d'Essex, que les Fermiers de ces contrées ont crû qu'il étoit de leur intérêt d'acheter à grand prix tout le

bétail, assez avancé pour en faire l'engrais. Cette même circonstance les engagea naturellement à se défaire des bestiaux qui se trouvoient déjà gras, ou du moins à un degré suffisant pour être envoyés au marché, & cela en vue de se conserver des fourrages en assez grande abondance, pour porter l'engrais de leur nouveau bétail à un tel point avant le commencement de l'hiver, qu'ils fussent en état de le finir avec des gâteaux ou pains faits de marcs d'huilias &c. C'est à cette particularité qu'on doit attribuer l'abondance inespérée au jour susdit dans le marché de Smithfield; & ce qui me confirme dans mon opinion, est que ce fut immédiatement après la foire de Kingston, où il se fit une vente considérable de bestiaux de la principauté de Galles, par les Fermiers d'Essex & de Kent. Il est bien vrai que la cherté actuelle du foin & des gâteaux de marcs, auroit pu en quelque sorte avoir décidé les Fermiers à se défaire de la partie de leur bétail, qui se trouvoit en état de paroître au marché, plutôt que de les retenir pour l'approvisionnement ordinaire; mais comme il n'est pas

na-

naturel de supposer que cette dernière raison pût avoir déterminé tous les Fermiers à envoyer leurs bestiaux au marché, dans le même jour, je ne puis m'empêcher de revenir à ma première opinion, & ce qui lui prête encore un nouveau degré de certitude, est que les moutons furent plus chers ce même jour, qu'ils ne l'avoient été depuis quelque tems. Cette dernière circonstance explique encore pourquoi la diminution du prix du bœuf salé n'eut pas une influence immédiate sur le prix des viandes de boucherie; car ce n'est pas le gain momentané, mais le profit constant, qui doit régler le boucher dans sa vente.

Mais en supposant que la diminution du prix du bœuf eût directement influé sur le prix du mouton, aucun boucher de Londres n'auroit acheté au-delà de ce qui lui étoit nécessaire pour la consommation ordinaire: aucun n'auroit fait une acquisition de bœufs ou de moutons, pour être obligé ou de les nourrir pendant quelque tems, ou de les tuer au risque de voir les viandes se gâter sur son étal.

Dans les jours de marché où règne une

extrême abondance, le surplus de ce dont on a besoin pour la consommation ordinaire, doit naturellement être acheté par des marchands qui se vouant à cette profession se ménagent les moyens nécessaires de nourrir ces bestiaux; & sans ces marchands comment nos marchés pourroient-ils être régulièrement approvisionnés, tandis que les bestiaux qui restent dans les nourriffages, ne sont pas assez avancés pour être livrés aux bouchers.

Il ne faut pas s'imaginer que ces trafiquants aient toujours les mêmes profits sur tous les achats & reventes qu'ils peuvent faire; ce trafic a ses revers comme toutes les autres branches de commerce: c'est d'après la comparaison des gains & des pertes qu'ils ont faits dans le cours de l'année, qu'ils peuvent estimer leur profit; & c'est sur ces Courtiers seuls, malgré les dénominations odieuses qu'on se permet souvent de leur donner, que nous pouvons fonder l'approvisionnement régulier de nos marchés.

Mais tout en parlant en faveur de ces Courtiers, je ne dissimulerai pas que par-

mi eux, il en est qui ne sont pas à l'abri du reproche de monopole, & qui donnent de justes sujets à toutes les plaintes élevées contre eux; j'entends particulièrement ceux qui sont à la fois engraisseurs & Courtiers. Je sais qu'on a pris des précautions pour parer à cet inconvénient, par la défense qu'on a faite aux Courtiers de tenir des Fermes: mais il est aisé de concevoir qu'une pareille loi peut toujours être éludée. Je ne puis même douter qu'elle ne le soit réellement; & quoiqu'on puisse en général regarder la transgression des loix, comme un crime, cependant ce crime semble perdre presque tout ce qu'il a d'odieux, quand ces loix loin de présenter une raison suffisante de les observer, n'offrent au contraire que des motifs de les enfreindre. C'est là précisément ce qu'a fait le Gouvernement par la suppression de cette classe de trafiquants, connus sous le nom de Courtiers; je vais entrer dans quelques détails touchant les facheuses conséquences de cette suppression.

Quand nous avions de ces Courtiers de bétail, le marché de Smithfield étoit con-

stamment & régulièrement approvisionné. Ces trafiquants, qui n'avoient aucune résidence fixe, alloient de Comté en Comté visiter toutes les Fermes pour y acheter les bestiaux gras; & n'ayant aucune terre en leur possession, dès qu'ils avoient fait l'achat d'un certain nombre de bœufs, de veaux ou de moutons, ils se hâtoient de se rendre au marché de Smithfield, où conséquemment ils étoient obligés de vendre leur bétail.

Quand plusieurs de ces Courtiers venoient à se rencontrer dans le même marché, ce qui devoit arriver assez fréquemment, c'étoit pour eux une nécessité indispensable de vendre à bien meilleur marché; mais toujours contents de leurs profits accidentels, ils repartoisent aussitôt pour un autre voyage. Quel que fut le prix du bétail à un certain jour de marché, les bouchers n'en achetoient jamais que la quantité nécessaire pour la consommation ordinaire. Cette circonstance appelloit à ce marché des personnes qui avoient des terres dans les environs de cette métropole, & qui achetant les bestiaux à bon prix, les gardoient pour

en fournir régulièrement le marché. Il étoit juste que ces Regrattiers fissent aussi quelques profits; mais ces profits ne pouvoient jamais être bien considérables, par la raison que l'arrivée des Courtiers, qui amenoient une grande quantité de bétail, étoit toujours incertaine. Les marchés étoient parfaitement bien approvisionnés; les Fermiers avoient continuellement l'occasion de vendre leurs bestiaux à la porte même de leur Ferme, sans interrompre leurs occupations & sans être exposés aux dépenses des séjours dans les villes: les bouchers trouvoient un marché toujours bien fourni, soit par les Courtiers, soit par les Regrattiers.

Le cours de ce commerce ne fut jamais interrompu, tant qu'il resta parfaitement libre: depuis la suppression des Courtiers, le nourrisseur se vit obligé d'amener lui-même ses bestiaux, ou d'en confier la vente aux soins d'un agent. Cet agent entretint avec le Fermier une correspondance pour l'informer des tems les plus favorables à l'envoi de son bétail. Mais, étant lui-même instruit de la demande &

60 DE L'UTILITÉ DES

de la quantité de bétail qu'on pouvoit fournir, son propre intérêt, comme on peut le croire, dût le porter à se faire secrètement Courtier. Par sa situation, il étoit non seulement le maître de faire aux bouchers telles fournitures qu'ils désiroient; mais encore de mettre au bétail le prix qu'il jugeoit à propos. On fait assez avec quelle facilité on peut toujours faire l'acception des troupeaux des nourrisseurs. C'est ainsi que l'agent devenu lui-même Courtier, parvint à se procurer les profits qu'auroient dû faire les nourrisseurs, dont quelques uns se rendirent eux-mêmes à Smithfield: mais ce fut en pure perte; ils ne purent vendre à des bouchers que le crédit rétenoit dans la dépendance de leurs agents. Ce fut donc par la suppression des Courtiers que le Gouvernement provoqua en quelque sorte les accaparements & créa, sans le vouloir, des Accapareurs. Je n'accuserai point tous ces Agents d'être coupables de ces manœuvres; s'il est des fripons, il est aussi des honnêtes gens dans chaque profession. Je n'ai en vue que de faire con-

GRANDES FERMES; &c. 61

noître par quelle voie s'introduisent la fraude & la mauvaise foi dans le commerce des bestiaux ; & c'est ce qui ne manquera guère d'arriver toutes les fois que le Gouvernement voudra gêner par des restrictions , des prohibitions quelque branche de commerce que ce puisse être. C'est à ce sujet que sir William Mildmay observe très judicieusement que ce n'est que par la plus grande liberté accordée au Fermier de cultiver les productions nécessaires , qu'on parvient à se procurer l'abondance de toutes les denrées , & que la liberté illimitée d'acheter & de vendre est l'unique moyen de rendre le bon marché général , &c. Mais je ne pense qu'avec une secrète satisfaction que nous avons aujourd'hui dans le Ministère un homme qui a la sagesse de s'instruire avec des personnes éclairées sur une matière qu'on ne peut pas supposer devoir lui être parfaitement connue.

CHAPITRE III.

*De L'influence du Luxe sur le prix
des denrées & sur la Popula-
tion.*

De tous les Auteurs qui ont écrit sur ce sujet, il n'en est pas un seul qui n'ait regardé le luxe comme la cause générale ou particulière de la cherté des denrées & de la dépopulation du Royaume. Je ne contesterai pas que le luxe ne puisse en quelque manière influer sur le prix de toutes les marchandises & spécialement sur les subsistances : mais jusqu'à quel point peut-il être préjudiciable ou utile à un Etat ? C'est la matière d'une sérieuse méditation, & qui demande d'être traitée avec une circonspection infinie, toutes les fois que le Gouvernement prend ce sujet en considération.

C'est un fait connu que le luxe, dans un Etat naissant, veut être encouragé jusqu'à un certain degré, pour se procurer les commodités & les douceurs de la vie ; car de-là dépend l'avancement de

l'agriculture, des arts, & des manufactures & du commerce. C'est-aussi un fait certain que le luxe marche à la suite des richesses; & que s'il n'introduit par la corruption des mœurs, il est avantageux à une Nation. C'est par le luxe que les richesses circulent & se distribuent avec plus d'égalité entre les différentes classes du peuple; il encourage le manufacturier & l'artisan: & s'il couvre la table de l'homme opulent des mets les plus délicats, ce n'est que pour répandre ses influences sur l'agriculture & l'industrie: en un mot, il semble ne verser ces richesses que pour les faire partager au pauvre, & le mettre en état de supporter le prix des denrées.

Pour se convaincre des avantages du luxe, il ne faut que comparer le pauvre industriel travaillant dans Londres ou dans les environs de cette capitale, avec ceux de la principauté de Galles & des autres contrées éloignées. En parlant de pauvres, je n'entends point parler de ces hommes voués à une paresse criminelle, qui, voulant subsister de charité ou de vol, se rendent dans les grandes villes, où ils ne sont

pas si aisément découverts que dans les provinces.

A ce même sujet, je ne puis m'empêcher de condamner une espèce de luxe, que personne ne s'est encore avisé de frouder, mais qui, pour partir d'un louable motif, n'en est pas moins préjudiciable au bien public. J'ai ici en vue, les charités déplacées. La charité, administrée avec prudence & contenue dans de certaines limites, caractérise la bienfaisance du peuple Anglois; mais combien d'aumones indiscrettes, faites à la fénéantise qu'elles favorisent, au lieu d'être réservées à l'industrie qu'elles devroient récompenser. Je considère ces largesses, comme des dépenses de luxe, parceque ce n'est jamais l'humanité, mais l'orgueil qui préside à leur distribution.

Que le luxe suive toujours les richesses, cela est évident: il n'y a de luxe qu'autant que l'argent devient plus commun; mais la valeur venale de toutes les marchandises croit en proportion de ce même numéraire. En 1307, que l'intérêt de l'argent étoit de quarante cinq pour cent, toutes

les denrées étoient à très bas prix. En 1604, le numéraire étoit tellement augmenté, que l'argent ne portoit plus que neuf pour cent d'intérêt, & le prix des denrées alors avoit hauffé en proportion: ce prix a graduellement monté ju'à nos jours, à l'exception des tems où la Nation fut déchirée par des guerres civiles, & inquiétée par ses ennemis.

Le luxe, en s'attachant toujours à l'opulence, doit naturellement affecter les subsistances plus spécialement que les autres marchandises; & cela parce qu'il met de la profusion dans les dépenses; il porte les personnes riches à se faire servir par un grand nombre de domestiques qui accoutumés à vivre d'aliments grossiers mais fains, sont alors nourris de viandes délicates; & il excite ces mêmes personnes à entretenir uniquement pour le plaisir un plus grande quantité de chevaux: ces deux objets de dépenses, accroissent considérablement la consommation des viandes & des grains.

Le luxe affecte encore le prix des denrées en un autre point; c'est par une pro-

digieuse quantité de veaux & d'agneaux égorgés pour le marché de Londres : il est impossible que cette destruction n'augmente pas le prix du bœuf & du mouton ; parceque ces veaux & ces agneaux consomment alors en trois mois une nourriture dont la valeur auroit été suffisante, pour les élever jusqu'à l'âge de deux ans. Cette grande consommation, comme je l'ai déjà observé, encourage l'agriculture, & fait circuler l'argent entre toutes les classes du peuple ; tandisque les taxes sur les objets de luxe ne tombent que sur le riche & que la classe Cultivatrice est soulagée d'une partie de ces taxes, payées avec joie pour l'acquit des charges de l'Etat, & l'entretien des forces Nationales ; je ne veux désigner ici que les taxes qui sont directement supportées par le consommateur ; telles sont les douanes, les accises, qui affectent toutes les choses commercables.

On ne manquera pas d'observer que cette profusion dans les dépenses que le riche fait pour sa table, ainsi que la quantité de grain consommée par ses che-

vaux , feroient infiniment mieux employées à la fubfiftance d'une foule de malheureux qui languiffent dans la mifère.

Il feroit difficile de fe refufer à la vérité de cette obfervation ; mais la nature du mal fait affez connoître le remède qu'on devroit y apporter ; car s'il eft vrai , comme il n'eft guère poffible d'en douter , que la confommation excède la maffe de nos productions , ne feroit-il pas naturel de cultiver un peu mieux notre territoire , & de convertir en terres labourables ou en herbages , des plaines immenfes encore couvertes de ronces , de genets épineux , tandis que le peuple manque de pain ?

Il eft une autre efpèce de luxe qui eft encore une fuite de la richeffe nationale ; c'eft que la plupart des citoyens opulents abandonnent la province pour fixer leur féjour dans la capitale , où les uns font attirés par la facilité du commerce , d'autres par la légiflation , mais le plus grand nombre par les amufements & les plaifirs. Toutes ces perfonnes traînent avec elles une foule de domeftiques dont la réunion eft d'une pernicieufe conféquen-

ce pour un Etat; car la vie paresseuse que mènent les valets est non seulement propre à leur gâter l'esprit & le cœur; mais par leur service auprès des grands, & leurs liaisons avec les personnes des classes inférieures, ils portent la corruption des mœurs dans tous les états. S'ils retournent dans la province avec leurs maîtres; ils deviennent une peste encore plus dangereuse pour les habitans des campagnes, qui, dans l'espérance d'être bientôt revêtus d'un habit de laquais & de vivre dans l'oïiveté, quittent la charrue, & viennent dans les villes pour y accroître le nombre des mauvais sujets. On fait encore d'après l'expérience que les enfans dans les villes, n'acquièrent que rarement la santé & la force dont jouissent ceux qui sont nés & élevés dans les campagnes. Mais ce mal, nécessairement attaché aux grandes villes, est une conséquence naturelle & inévitable de l'accroissement des richesses.

Néanmoins on peut considérer les objets sous un jour moins lugubre; ce seroit une grossière erreur de penser que tous ceux

qui viennent se réfugier dans les villes, sont absolument perdus pour la société, ou même pour les travaux de l'agriculture. Quiconque a un peu vécu dans les campagnes, ne peut pas ignorer que dans les tems de la fenaison & de la moisson, où l'on a le plus besoin d'ouvriers dans les Fermes, on voit accourir une foule innombrable d'artisans de tout métier, qui viennent s'offrir au moment même que leur service est le plus nécessaire. Cette classe d'hommes devient donc doublement utile à la Nation. Ce fait est incontestable. Les motifs de leur conduite se devinent aisément. Le tems de ces travaux champêtres, est pour eux celui d'une morte Saison; mais outre l'envie de se procurer une occupation utile, il est encore à présumer que la nature leur inspire le desir d'aller respirer cet air salubre, auquel ils furent accoutumés dans leur jeunesse, quand on les formoit à la cultivation.

Mon dessein n'est assurément pas de plaider ici en faveur du luxe. L'Histoire de tous les tems nous démontre que le luxe, accompagné du vice amène enfin la ruine

de la Nation qu'il avoit d'abord rendue florissante. Je n'ai donc prétendu dire autre chose, sinon que le luxe naîtra toujours des richesses d'une grande Nation commercante, & que ce qu'on est une fois forcé de considérer comme une vertu, ne doit jamais être regardé comme un vice. Si ceux qui déclament avec tant de véhémence contre les funestes effets du luxe, daignoient s'examiner eux-mêmes avec une scrupuleuse attention, peut-être auroient-ils à rougir de l'injustice de leurs plaintes.

Que ceux qui résident dans leurs maisons de campagne donnent l'exemple de la bienfaisance aux pauvres habitans des villages; qu'ils diminuent, s'il est en leur pouvoir, ou du moins qu'ils n'augmentent point le nombre des cabarets à bière, qu'on doit regarder comme la cause réelle de l'extrême misère où tombent les ouvriers. En différentes parties de la contrée, j'ai vu des paroisses dont les habitans trouvoient le moyen de subsister passablement eux & leurs familles, dans les tems mêmes où le prix des travaux étoit à six schillings

lings par semaine ; tandis que dans d'autres endroits , ils meurent de faim avec neuf schillings en hiver , & de dix à douze en Eté. Mais dans les lieux où résident les premiers , on n'y voit point de cabarets à biere ; & ces habitans conviennent qu'ils doivent l'espèce de bien-être dont ils jouissent , à ce défaut d'occasion de dépenser leur argent. Si cependant il n'étoit pas aisé d'abolir ces maisons pernicieuses , dans les lieux où elles sont établies , il conviendrait de veiller à l'observation des loix dont l'objet est de reprimer toute espèce de débauches & de licences , d'empêcher les jeux , & de ne permettre aux manouvriers de rester dans leurs maisons qu'aux heures destinées aux repas ; c'est ce qui est toujours au pouvoir des Seigneurs qui résident sur leurs terres. Ce sujet a été si parfaitement traité par le Recteur Puwel , que je ne puis que renvoyer le lecteur à l'ouvrage de ce digne & zélé citoyen.

Des causes réelles du haut prix des denrées.

Quelle est la cause réelle de la cherté des denrées en général ? cette question pourra paroître singulière à bien des personnes, après tout ce qu'on s'est déjà permis d'écrire sur ce sujet. J'ose croire cependant que de tous ceux qui l'ont traitée, il n'en est aucun qui ait remonté à la source de cette cherté qui existe véritablement. Je pardonnerois aux Écrivains qui ont prétendu en développer les causes, de s'être trompés dans leurs recherches, d'avoir bâti de faux systêmes, & même d'avoir voulu éblouir par des raisonnemens spécieux ; mais ce que je trouve de vraiment répréhensible, c'est que leurs écrits loin d'offrir des calculs de probabilité, ne contiennent que des fatyres amères. Ces Auteurs semblent n'avoir eu en vue que de grossir le nombre de leurs partisans, de porter le peuple à la revolte, d'exciter les esprits des citoyens les uns contre les autres, de fo-

menter les haines, de nourrir les jaloufies d'entretenir les mécontentemens, en un mot d'allumer le flambeau de la difcorde. Il eft, je penfe, du devoir d'un citoyen honnête de combattre ces écrits féditieux, qui, échauffant peu à peu les efprits, pourroient enfin faire éclater des troubles, des divifions, des émeutes, des violences, des brigandages, jeter le Royaume dans la confufion, & lui faire éprouver réellement toutes les infortunes dont on fe plaint. En expofant mon fentiment fur une matière qui intérefle généralement la Nation, je n'ai d'autres motifs que de la mettre en garde contre des préjugés funeftes, de lui donner des notions plus fûres, plus vraies, de la convaincre enfin que c'eft une calomnie atroce d'attribuer à tel homme, ou à telle claffe d'hommes la cherté qu'elle reflent aujourd'hui, & qui n'eft qu'un effet naturel de la médiocrité de quelques récoltes fuccéffives, occasionnées par le dérangement des faifons. Sachant que les plaintes, qui fe font élevées de toutes parts, ont éveillé l'attention du Ministère, & que le Parlement eft difpofé à prendre

les mesures qui paroîtront les plus salutaires, j'ai cru que c'étoit là le moment favorable de publier mes réflexions, que je soumetts à l'examen du Gouvernement.

Pour procéder avec ordre dans une matière si délicate & si importante, il est d'abord nécessaire d'examiner si les plaintes journallement renouvelées sur la cherté des denrées, portent sur quelque fondement, pour nous assurer s'il est bien vrai que les denrées soient chères, & supposé qu'elles le soient, pour déterminer de combien leur prix actuel excède celui auquel il seroit juste & raisonnable que les Fermiers ou les propriétaires les vendissent. La méthode la plus infailible pour établir ce fait, c'est de comparer les prix des denrées avec les prix des autres articles de consommation. Par exemple, si les habits, les ameublements, les marchandises de luxe marchent d'un pas égal avec les denrées pendant un certain nombre d'années, nous avons la preuve la plus claire que tous ces différens objets sont généralement affectés par une cause qui leur est étrangère; & si nous remarquons encore

qu'il y ait entre le prix des choses com-
 merçables & l'intérêt de l'argent une ju-
 ste proportion, il est alors évident que
 cette cause qui influe généralement & uni-
 formément c'est la richesse nationale: mais
 pour fixer ceci avec une précision propre
 à entraîner la conviction universelle, il
 faudroit réunir plusieurs particularités qu'il
 n'est pas aisé de rassembler. Entr'autres
 circonstances, requises pour faire une exacte
 comparaison, il seroit nécessaire que la
 demande eût été égale pour chaque Arti-
 cle; car de là doit dépendre la valeur
 vénale de chaque marchandise. Mais,
 comme je viens de l'observer, ce sont là
 des connoissances qu'il est très difficile
 d'obtenir; j'usurai donc du même privilège
 que s'arrogent les autres Ecrivains; & je
 supposerai comme un fait, que toutes les
 denrées sont à un prix exorbitant; ce
 qui provient d'une cause générale; & cette
 cause ne peut se rencontrer que dans la
 grande quantité d'espèces circulantes dans
 le commerce: d'où il suit que, si l'augmen-
 tation, survenue dans le prix des mar-
 chandises, se trouve dans une exacte pro-

portion avec la multiplication des espèces, on ne peut pas dire que ces marchandises soient chères. Cependant, comme des demandes considérables & soutenues pour certaines denrées, ou une disette continue de ces mêmes denrées peuvent altérer étrangement leur prix ordinaire, je conviendrai, qu'en pareilles circonstances, le prix de ces comestibles croîtra jusqu'à un certain point, mais non pas autant qu'on le pense communément, & jamais à un excès qui puisse donner une juste allarme à la Nation. Je ne crois pas me tromper en assurant que le haut prix actuel des denrées, en Angleterre, n'a été occasionné que par le rareté des grains; laquelle est une suite nécessaire des mauvaises récoltes que nous avons eues successivement les cinq précédentes années. C'est à cette cause qu'on doit attribuer la cherté de toutes les choses commercables & particulièrement le haut prix des denrées.

C'est l'accroissement considérable des richesses, si propre à étendre les améliorations de culture, qui amène à sa suite un mal apparent, & momentanément, le luxe. Les consommations immenses, que fait fai-

re le luxe, ne manquent guère d'affecter les marchés : c'est ce qui fut clairement prouvé, il y a neuf ans environ, dans la Chambre haute du Parlement, à l'examen d'une personne qui avoit été dans les différentes branches de commerce, concernant la boucherie. Elle attribuoit en grande partie le haut prix des viandes au luxe des villes; disant que l'artisan qui autrefois étoit fatiffait de manger un gigot à la braïse, faisoit maintenant servir sur sa table du veau, &c. & que ce luxe s'introduisant dans les classes les plus infimes de la société, il ne se trouvoit plus personne pour acheter les mauvaises pièces, qui devenoient des morceaux de rebut. Cette opinion pourroit bien être particulière à cette même personne; mais on ne peut guère douter que la consommation des veaux & des agneaux ne soit portée à un excès prodigieux. J'ai déjà fait observer que la dépense qu'il faut faire pour l'engrais de ces jeunes bestiaux en trois ou quatre mois, n'est pas inférieure à celle de leur entretien pendant deux ans. Il est donc visible que cette dépense tend à faire ren-

chérir les viandes de boucherie, & par contre-coup toutes les autres denrées, dans une certaine proportion.

Le luxe contribue encore d'une autre manière à faire hauffer le prix des denrées: il a, dans ces vingt dernières années multiplié le nombre des chevaux de poste, dans la proportion de dix à un. Les carrosses de voyages sont aussi considérablement augmentés, ainsi que le nombre des chariots de transport; ces derniers sont une suite de l'accroissement du commerce intérieur. Mais toutes ces commodités d'un usage public sont un effet du luxe; l'argent, qui dans une Nation commerçante, met tous les hommes de niveau, apprend bientôt à l'artisan qu'il peut s'affocier avec les personnes qui ont le ton & les belles manières qu'on prend dans les cercles de *la bonne Compagnie*; les Domestiques copient les airs de leurs maîtres & de leurs maîtresses, & oubliant bientôt la nécessité où ils sont d'économiser leurs gages, ils se permettent les dépenses les plus extravagantes: mais c'est là le canal par où couleront toujours les richesses. &c.

Il est inutile d'insister sur les folles dépenses dans lesquelles le luxe engage les classes inférieures d'une Nation. On fait que la perte du crédit & les banqueroutes sont les tristes conséquences, qui en résultent. Mais le tableau des effets les plus funestes du luxe ne doit pas nous faire illusion. Il doit seulement servir à nous convaincre que le commerce ne peut s'étendre au-delà de certaines limites, & que le commerce le plus avantageux à une Nation, est l'exportation des productions de son crû. Il est hors de doute que la vente de la partie de ces productions, qu'à l'aide de l'industrie on aura préparées dans nos manufactures, sera doublement avantageuse à la Nation. Le prix que la main d'œuvre donne aux matières premières, servira à l'entretien d'un grand nombre d'hommes qui sont la force de l'Etat, tandis que les étrangers, qui achètent les matières manufacturées, payent leurs gages; ce qui produit une augmentation dans le prix de nos grains & de nos bestiaux.

Mais, comme la demande de nos marchandises de main d'œuvre peut être limi-

tée, notre agriculture ne doit point se borner à la reproduction des grains nécessaires à la consommation intérieure, l'exportation doit être une voie toujours ouverte pour la débarasser du surplus; & quoique le profit du commerce des productions en nature ne soit pas aussi considérable que celui des matières œuvrées, c'est toujours un accroissement de gain; & les retours en marchandises ou en espèces, augmentent la richesse nationale. Les trafiquans, quelque nécessaire que soit leur profession, ne sont que les colporteurs de ces marchandises: considérés, sous quelque autre point de vue, ce ne sont que des hommes avides de se ravir mutuellement les gains qu'offre le commerce: l'un s'éleve sur la ruine de l'autre; & l'on doit considérer le trafic, soit dans l'intérieur, soit avec l'étranger, s'il excède les bornes de nos productions & de nos manufactures, comme un jeu de hasard, où comme dans tous les autres jeux, les profits restent pour les cartes.

Mais quelque triste que soit le coup d'œil de la scène présente, on auroit tort d'en conclure que la contrée n'est pas riche: ce-

la fait seulement voir combien l'argent se disperse & se divise entre tous les ordres des citoyens; & je pourrois prouver, à l'avantage de la Nation, qu'une grande partie de cet argent est consacrée en améliorations de culture, ce qui est de toutes les manières de disposer d'un capital la plus généralement utile.

Les nouveaux défrichements, & toutes les améliorations qu'on a faites en agriculture, avec les navigations intérieures, ont employé des sommes immenses en achat de grain pour la nourriture des ouvriers. Ce sont là les vraies richesses d'une contrée. On auroit tort de conclure que le défaut d'argent, où se trouvent quelques trafiquants pour avoir fait de trop grandes entreprises, est un signe de la pauvreté de la Nation. Portez vos regards sur les richesses que possède la classe de nos Fermiers, & vous aurez lieu de vous applaudir qu'elles se soient ainsi accumulées entre les mains d'hommes, qui savent en faire un emploi si utile à la Nation. La prospérité de ces hommes essentiels réduira toujours

l'intérêt de l'argent, & conservera la valeur vénale des terres.

Mais qu'il me soit permis, avant de quitter ce sujet, de faire observer que si je n'ai fait aucune distinction entre l'agriculture, les manufactures, le commerce, c'est qu'il y a entr'eux une liaison si intime, que la prépondérance de l'un des trois seroit préjudiciable à la Nation; mais l'agriculture doit être considérée comme la source des deux autres.

Les personnes, qui s'efforcent de nous prouver que l'agriculture, le commerce & les manufactures procurent des avantages distincts & indépendants les uns des autres, semblent n'avoir que des connoissances très bornées ou bien superficielles de l'état politique de l'Angleterre; car s'ils se rappelloient que les productions naturelles de cette contrée, consistent en grains, à l'usage des hommes, & en matières premières pour nos manufactures, telles que les peaux, les jaines, l'étain, le plomb & le fer, ils reconnoîtroient que les cultivateurs & les manufacturiers sont dans une mutuelle dépen-

dance les uns des autres, & que pour obtenir le plus grand avantage national de leurs travaux reciproques, il seroit en quelque façon nécessaire que le nombre des hommes dans chaque classe fût toujours dans une juste proportion; du moins à l'égard des profits qu'on peut faire sur les productions de la terre, qui sont les richesses naturelles d'une contrée, cette proportion me paroîtroit nécessaire, bien entendu que la classe cultivatrice est assez nombreuse pour pourvoir par ses travaux à sa propre subsistance & à celle de la troisième classe, composée de la marine, de la Soldatesque, & de cette foule d'hommes qui vivent dans l'oïveté: mais on ne doit attendre aucun avantage de cette distribution, sans le secours des trafiquants, dont l'emploi est d'exporter nos marchandises manufacturées, le surplus de nos grains & de nos matières brutes, & de nous rapporter en retour de l'argent, ou, par voie d'échange, des matières premières à l'usage de nos manufactures, & qui sont des productions étrangères à notre sol.

Ces trois classes ont donc entr'elles un

rapport essentiel, & chacune de ces classes est tellement dépendante des deux autres, qu'elle ne peut exister seule dans cette contrée, avec avantage pour la Nation. Je ne fais même s'il seroit facile de déterminer laquelle des trois peut s'arroger le premier rang : car si nous ne faisons pas croître la quantité de grain nécessaire à notre consommation, nos manufactures ne seroient plus si avantageuses à la contrée ; & sans ces mêmes manufactures nos grains seroient exportés avec moins de bénéfice. Nous avons donc besoin d'une classe d'hommes qui s'occupent du trafic ; mais cette classe ne sert utilement la Nation qu'autant qu'elle exporte ses productions territoriales ; & ce n'est que dans la proportion qu'une telle exportation excède la valeur des marchandises importées, que la balance est en faveur de l'Angleterre.

Il faut cependant observer que l'avantage, qui peut parvenir de ce commerce, a de certaines limites, au-delà desquelles, il ne fauroit s'étendre. Il dépend de la demande des marchés étrangers, que

règle la consommation, variable elle-même au gré du caprice des cours. En conséquence il n'est pas possible de déterminer avec quelque certitude, la proportion qu'il conviendrait d'établir dans le nombre des ouvriers de chaque classe. On doit donc poser pour maxime certaine que chacune de ces classes recevra des deux autres, le nombre des ouvriers dont elle aura besoin, suivant l'occurrence : mais on doit toujours se rappeler qu'en aucun tems les manufactures n'employent plus d'ouvriers qu'il n'en faut pour répondre aux demandes du commerce, au lieu que la culture des terres n'est jamais surchargée par le nombre; car si la quantité de grains & de bestiaux, étant trop considérable par la consommation, réduisoit le prix des denrées fort au-dessus de celui que le Fermier devoit raisonnablement espérer, le bon marché créeroit bientôt de nouveaux consommateurs, qui de toutes les contrées accourroient sur le territoire où regne l'abondance. Rien ne seroit donc plus propre à rendre une Nation formidable par l'accroissement pro-

gressif de sa population ; & les taxes sur les divers objets de consommation augmenteroient son revenu , au point que le Gouvernement se trouveroit bientôt en état d'acquitter une partie de ses dettes ; du moins seroit il en état de protéger son territoire , sans surcharger le peuple d'aucun nouvel impôt. Cet argument paroîtroit devoir faire donner la préférence à l'agriculture sur les manufactures & le commerce : mais je ne me propose que de la faire envisager comme la source dont les deux autres sont des ruisseaux.

Une objection à laquelle je m'attends , c'est qu'en réponse à toute cette théorie , on opposera l'exemple de la Hollande. Mais je crois devoir prier les personnes qui me font cette objection de prendre garde que tout ce que j'ai exposé se rapporte directement à la politique de l'Angleterre , & de considérer en même tems que , si la Hollande a non seulement subsisté , mais est devenue puissante par le seul trafic , c'est ici le résultat de circonstances particulières où se sont trouvés les Hollandois : ils se sont établis sur un petit coin

soin de terre marécageux, environné d'ennemis dont l'intérêt réciproque étoit de protéger cet Etat naissant contre les entreprises les uns des autres : & c'est-là ce qui a rendu ce petit Etat l'entrepôt du commerce de toutes les Nations, & ce qui a fait des Hollandois, les voituriers & les Banquiers de l'Europe. Ainsi le concours de plusieurs circonstances singulières a suppléé à ce que la Nature avoit refusé à ce Peuple, animé du désir de conserver sa liberté.

Mais pour revenir à mon sujet, il me paroît incontestable que le haut prix des denrées vient en grande partie de ce grand nombre de chevaux que nous entretenons, qui font une consommation prodigieuse des productions de la terre, & dans une bien plus grande proportion que le reste du bétail, qu'on peut toujours nourrir à bien meilleur compte. A moins donc qu'on ne fasse voir que l'importation des avoines est toujours allée en croissant pendant les vingt dernières années, il est évident ou que la culture des autres grains a diminué, ou qu'on a cultivé une plus

grande étendue de terrain ; & il doit être tout aussi certain qu'au moins que la quantité des fourrages n'ait augmenté dans la même proportion , nous devons avoir beaucoup moins de nourriture pour nos bœufs , nos moutons , &c. qu'avant cette prodigieuse multiplication de chevaux.

Je conviendrais que des landes ont été défrichées , que des communes ont été naturellement closes ; & que toutes ces améliorations ont nécessairement dû accroître la masse des productions naturelles ; mais je ne puis croire qu'elle ait augmenté dans une proportion égale à la consommation ; & de plus il est très vraisemblable que la majeure partie des friches nouvellement converties en terres labourables auront été consacrées aux productions qui servent à l'entretien des chevaux. On doit d'autant plus le présumer que dans ces vingt dernières années , il s'est fait une augmentation si considérable dans le prix des avoines , qu'il a excédé toute proportion avec celui des autres grains , & que les avoines se sont si uniformément soutenues à ce degré de cherté , qu'il fau-

droit qu'un Fermier n'eût pas entendu ses intérêts, pour ne pas donner la préférence à cette espèce de grain, sur toutes les autres, même dans les Comtés où se fait l'éducation des bestiaux, en vue d'élever des chevaux au lieu de bêtes à corne; car un jeune cheval est souvent d'un plus grand service, à trois ans, que ne peut l'être un bœuf de sept ans. D'après tout ce que j'ai exposé, il est comme démontré que le luxe est une des causes du haut prix des denrées; mais personne, sans doute, n'entreprendra sérieusement de nous persuader qu'une chose qui encourage l'agriculture, puisse être préjudiciable à un Etat.

Quand je considère l'état présent de cette Nation, il me paroît évident que le produit des terres dans une année moyenne est à peine suffisant pour notre consommation: il est certain que par le concours de pauvres gens dans les Capitales, la consommation du froment est sans comparaison plus considérable qu'elle ne l'étoit, lorsque ces mêmes personnes répandues dans les campagnes, se nourrissoient

de pain d'orge, de feiglè, ou d'avoine; & cette espèce de Luxe a passé des grandes villes dans les bourgs, & jusques dans les villages.

Plusieurs de nos Ecrivains, & de ce nombre est l'ingénieur Auteur du Traité sur le commerce des blés, ont prouvé très clairement que la consommation du froment a été presque égale à la quantité que nous en récoltons, & que même dans les années les plus abondantes, il ne s'en est pas exporté pour plus de neuf cents quarante sept mille livres sterlin. S'il se trouvoit quelqu'un qui doutât de cet article, je l'engage à consulter sir James Steuart; il trouvera, dans le premier volume de ses *Recherches* sur les principes de l'économie politique, (Inquiry into the Principles of Political Oeconomy, vol. 1. p. 58) des preuves de la plus forte conviction. Si ces faits ne peuvent-être contestés, il est dès lors certain que la consommation doit être de bien peu inférieure au produit d'une année moyenne, & conséquemment que la disette doit se faire sentir dans les mauvaises années. Il ne

doit donc pas nous paroître surprenant qu'à la suite de cinq mauvaises années consécutives, on se soit apperçu de la rareté des grains, ou du moins que le défaut des récoltes ait influé sur le haut prix des denrées. Mais la connoissance que nous avons du mal, doit nous indiquer le remède qu'il convient d'y apporter.

Si notre consommation est plus grande, ou seulement égale à notre produit, il faut augmenter ce dernier, & l'abondance, venant à renaître, fera tomber le prix des denrées; car quelle que soit l'influence des autres causes sur le prix des denrées, ce prix sera bien sûrement réglé par la disette ou l'abondance. Pour augmenter le produit des terres, il faut encourager le Fermier, par la conviction qu'il est de son intérêt d'étendre & de perfectionner sa culture; par la certitude du débit de ses récoltes quelque abondantes qu'elles puissent être & par l'attrait de jouir sûrement de la récompense de ses travaux. Il est sans doute des moyens infaillibles de nous procurer l'abondance; & ces

moyens vont faire le sujet du Chapitre suivant.

CHAPITRE V.

Des Moyens de procurer l'abondance.

J'ai exposé d'une manière succincte, précise, claire, les raisons les plus décisives pour prouver que le monopole des terres, ou la grandeur des Fermes, n'est point une des causes du haut prix des denrées : & j'ai essayé de montrer que le luxe & les accapareurs ne pouvoient avoir qu'une influence indirecte sur cette cherté, dont la vraie cause est la disette réelle qu'a éprouvée l'Angleterre. Pour mieux s'assurer de cette vérité, il seroit à désirer que le Parlement voulût prendre des informations dans différens Comtés, de quelques personnes éclairées & intégrés : quelques recherches particulières sont insuffisantes pour constater ce fait; des circonstances locales ne peuvent fonder une assertion générale. Mais j'ai bien peur que le produit moyen, que donneroient toutes les parties réunies, ne confirme mon

assertion. Je suis fâché de le dire : mais ce mal n'est pas susceptible d'un prompt remède. La législation a fait tout ce qui dépendoit d'elle, en ouvrant ses ports pour recevoir les grains étrangers : mais de quelle contrée le grain devoit-il nous arriver ? En Hollande il n'est pas moins cher que dans ce Royaume. Les ports de France & de Flandres sont fermés. Dans la Baltique, ils ont été ouverts & fermés à différentes fois dans un intervalle de douze mois. La Sicile ne laisse sortir de ses ports qu'une quantité limitée de grains, qui doivent être exportés dans les domaines du Pape. En Amérique, le froment est à cinq Schillings six deniers Sterlin le boisseau ; & à ce prix il n'est pas possible qu'il soit exporté en Angleterre.

Si ce sont là des faits contre lesquels on ne puisse s'inscrire, il en résulte nécessairement que nos espérances au dehors seroient très peu fondées. La patience est notre unique ressource. Nous avons eu cinq récoltes consécutives de la plus grande médiocrité ; & cette dernière a été généralement mauvaise. Il en a été à

peu près de même dans le reste de l'Europe. Nous ne devons donc pas nous attendre que le bon marché des grains puisse renaître avant le retour d'une année universellement abondante. Tout ce que peut faire la Législation, c'est de se mettre à l'abri du danger, & cela me paroît être en son pouvoir. Mais quelque salutaire que puisse être l'expédient, c'est uniquement de l'abondance qu'il faut attendre le bon marché des grains.

La cherté ne s'étend pas seulement sur les grains; elle affecte généralement toutes les denrées, & nommément les viandes de boucherie, dont le haut prix se soutiendra, tant qu'il ne se fera point de diminution dans celui des grains. Ces deux objets sont & doivent être dans une dépendance tellement reciproque, que la même cause qui affecte l'un, doit en même tems influer sur l'autre.

Je suis dans l'intime persuasion que nous devrions étendre notre culture, & mettre en herbages ou en terres labourables une plus grande partie de notre territoire; car c'est une vérité de fait, que le grand nom-

bre de chevaux entretenus dans cette contrée, & la quantité des juments & des étalons nécessaires dans nos haras pour soutenir l'exportation de cette branche de commerce, doivent consommer le produit de beaucoup de terres qu'on pourroit réserver à d'autres objets. C'est là incontestablement une des causes du haut prix des denrées: mais ce mal, si c'en est un, produit de si grands avantages, qu'il faut se résoudre à l'endurer, ne fût ce que parce qu'il encourage puissamment l'agriculture & que de quelque manière que l'agriculture puisse être encouragée, le bien public doit en résulter, puisqu'elle est la source de nos richesses & la base de notre puissance.

Le cas est le même à l'égard de la tuerie des veaux & des agneaux, qui certainement consomment en quelques mois une nourriture dont la valeur pourroit servir à l'entretien de troupeaux nombreux; mais l'inconvénient de cette espèce de luxe étant encore compensé par de plus grands avantages, doit être souffert, excepté le cas de la mortalité des bestiaux; car, à

moins que le bien général de l'agriculture ne l'exige nécessairement; il est toujours dangereux de vouloir reprimer le luxe innocent d'un Peuple libre & riche. Le motif puissant, que n'ont pas les autres Peuples, & qui décide l'Anglois à se livrer à toute l'industrie dont il est capable, c'est la sûreté de jouir des fruits de ses travaux au gré de ses desirs, sans en pouvoir être empêché par d'autres obstacles, que ceux qui préjudicieroient à la société. Une pareille sûreté dérive de la justice par essence. Si chacun a le droit de disposer arbitrairement des possessions dont il est héritier, à combien plus forte raison doit-il être permis de faire tel emploi qu'on jugera à propos d'une propriété acquise par l'industrie.

Mais cette liberté dans le choix des jouissances, foment le luxe, trop propre à accroître le mal dont nous nous plaignons.

Je conviens que cette conséquence coule naturellement du principe; mais contre ce mal, il n'est point de remède d'une efficacité connue; & de ce mal, comme je

l'ai observé, il résulte de gands biens. Il est de la sagesse d'un Gouvernement, qui doit toujours tirer le meilleur parti possible des passions humaines, de mettre à contribution le goût dominant pour toutes les dépenses de luxe: ces dépenses pourroient être plus ou moins taxées en raison de l'inutilité de leur objet; mais j'abandonne à la Législation de fixer jusqu'ou ces taxes doivent être portées. Ce genre d'imposition augmenteroit certainement le revenu du fisc; car il est peu d'hommes qui n'aient le sot orgueil de le disputer à leurs voisins en extravagance. Mais si c'est un mal, loin de l'encourager, il faut chercher les moyens d'en retarder les progrès, & diriger notre principale attention sur les objets qui peuvent nous procurer constamment l'abondance.

Entre les différens moyens de faire renaître l'abondance, je n'en connois pas de plus recommandable que celui d'étendre la culture du territoire. Quoiqu'on ait déjà défriché des landes & des communes, il est évident, d'après ce que nous avons dit plus haut, que la quantité n'en est pas

égale à l'accroissement de la consommation. S'il en étoit autrement, il se feroit fait une diminution dans le prix des denrées, parcequ'elles seroient devenues abondantes; & l'abondance est la seule chose capable de balancer l'effet de la richesse & du luxe. En confirmation de ce que j'avance, je pourrois citer Bath, ville d'amusements & de plaisirs, où le bas prix des denrées, occasionné par l'abondance, attire une foule de personnes qui viennent y fixer leur demeure.

La cultivation étant notre unique ressource, le premier pas que devoit faire le Gouvernement pour ramener l'abondance, ce seroit d'enclorre, de diviser & de mettre en état de culture toutes les forêts & tous les parcs destinés au divertissement de la chasse, & qui ne sont qu'un éternel sujet de plaintes dont la Nation est indignée. Qu'on féconde ces terrains inutiles, & que des champs chargés de riches moissons, ou que des riants paturages couverts de troupeaux nombreux remplacent dans ces parcs immenses les bêtes fauves, qu'on y renferme pour le désespoir des cultiva-

teurs & trop souvent pour le sort funeste de quelques malheureux pour qui elles sont un objet de tentation. Combien ne font-elles pas de braconniers, qui crouppissant dans le libertinage, le désordre, se sont rendus la terreur des honnêtes gens de leur voisinage, & qui, sans cette fatale occasion, auroient embrassé des professions utiles, & seroient devenus autant de sujets laborieux?

Cette entreprise devoit faire l'objet de l'ambition d'un Ministre: elle le comble-roit d'une gloire immortelle: la Nation applaudiroit à une opération qui en augmentant le revenu de l'Etat, procureroit une occupation lucrative à une foule d'ouvriers qui languissent dans l'indigence. Cette tâche n'est pas d'une aussi difficile exécution, que quelques personnes pourroient bien le croire; & le Ministre qui l'entreprendroit ne seroit pas dans le cas de craindre le ressentiment des Officiers chargés de l'inspection de ces vastes forêts: des pensions viagères supérieures à tous les émoluments de leurs places, seroient un dédommagement qu'ils accepteroient avec joie.

L'exécution d'un pareil projet demande d'être conduite avec beaucoup de modération & une scrupuleuse attention à la justice. Il seroit d'abord à propos de porter un Bill dans le Parlement, pour obliger les paroisses & toutes les personnes qui jouissent du droit de commune, & dans les forêts du Roi, de présenter les titres qui légitiment ces droits, & pour faire tracer des limites de manière que personne ne soit dans le cas de se plaindre de ce changement. Le bien public résulteroit toujours de la division de ces communes en autant de propriétés, qui seroient mises insensiblement en état de culture. Les droits qui n'auroient pas été vérifiés dans un tems prescrit, seroient réglés par des Commissaires nommés par le Parlement; & de ce qui resteroit, comme étant incontestablement le domaine de la Couronne, on en disposeroit de la manière que je vais indiquer.

Il conviendrait, je pense, d'en distribuer quelques acres à chaque habitant d'une paroisse, & d'en assigner à chaque petit Fermier le nombre que ses facultés

& son industrie lui permettoient d'ajouter à sa Ferme. Tous ceux d'entre ces nouveaux propriétaires dont les possessions se trouveroient contigues, pourroient former un village qui deviendroit très utile : les terrains les plus découverts se diviseroient en de grandes portions, chacune de cent acres, qu'on mettroit à l'enchère, pour être affermées soit à vie, soit sur des Baux de trente & un ans, qu'on pourroit toujours renouveler de sept en sept années.

Quand je détermine les portions à cent acres, je ne veux pas insinuer qu'il faille n'accorder à chaque Fermier qu'une seule portion : on laisseroit à chacun d'eux la liberté d'affermier autant de ces portions que ses fonds & sa capacité pourroient lui permettre ; car j'ai déjà fait voir qu'une Ferme de quatre cents acres, exploitée par un seul Fermier opulent, rend, toute proportion gardée, un produit bien plus considérable que la même étendue de terrain, divisé en quatre petites Fermes exploitées séparément par quatre différents Fermiers.

Mais pour assurer à l'Etat les avantages qu'il doit se promettre de cet arrangement, il seroit nécessaire d'y joindre une condition essentielle : ce seroit que quiconque auroit affirmé à vie ou à terme, une ou plusieurs de ces portions de terres, seroit tenu dans un nombre limité d'années, de mettre en état de culture les terres qui lui auroient été adjugées, sous peine de s'en voir défaire, malgré les améliorations partielles qu'il auroit déjà faites. Cette précaution sage, en forçant tous ceux qui seroient chargés de l'exploitation des terres, de les mettre réellement en valeur, empêcheroit les personnes riches d'en faire l'acquisition en vue uniquement d'en faire des parcs ou des garennes pour se procurer le plaisir de la chasse : c'est de ces derniers qu'on peut justement dire qu'ils font le monopole des terres, & non pas de ces Fermiers opulents, qui par l'emploi d'un capital de dix mille livres sterlin en agriculture, forcent la terre à donner un produit bien supérieur, à celui qu'en retire le petit Fermier, toute proportion observée : cependant les

uns & les autres sont nécessaires; car une Ferme, quelle qu'en soit l'étendue, sera toujours convenablement exploitée, si elle est en proportion avec les fonds de l'entrepreneur; & sous ce point de vue, le grand & le petit Fermier deviennent utiles au public.

A la distribution des terres, il seroit essentiel de joindre tous les encouragements possibles pour les entrepreneurs de culture. On leur feroit d'abord la remise de plusieurs années de rente, qu'ils ne commenceroient à payer que dans la septième année; toutes ces terres jouissent à jamais de l'exemption de la dixme &c. se réservant de dédommager le Clergé par l'aliénation de quelques portions de ces domaines; & pour l'encouragement du bétail, je recommanderois de donner une gratification à ceux qui façonneroient les bœufs au joug, & cette gratification d'une partie proportionnelle de la rente: peut-être verroit on renaître l'usage de ces animaux si utiles dans les terrains glaiseux; car on fait que dans les terres les plus tenaces, & les plus difficiles à rompre, il

ne labourent pas moins bien que les chevaux, & qu'ils se tirent beaucoup mieux d'affaire dans les chemins impraticables. On peut tout se promettre de l'encouragement; mais les taxes & les restrictions ne font propres qu'à tout gâter, & dans un pays libre, elles ne répondent jamais aux vues qu'on s'en étoit promises. On leveroit une carte exacte de ces terres, où seroient marquées toutes les différentes portions; cette dépense est la seule qu'exigeroit l'exécution de ce projet, qu'on pourroit même d'abord essayer par le défrichement d'un forêt ou d'une parc, pour se décider d'après les avantages qu'on en verroit résulter.

Il est une condition qu'il seroit peut-être encore nécessaire de prescrire aux Tenanciers, ce seroit de les obliger de construire sur les terres destinées à la culture des grains, une grange & deux cabanes, & sur celles qu'on voudroit mettre en herbage, des hangards & des cabanes proportionnées à l'étendue des terres: l'érection de ces bâtimens se feroit dans un tems limité.

Tous les arbres, à l'exception de ceux dont on pourroit faire usage dans les chantiers du Roi & qu'on marqueroit préalablement, seroient compris dans les conditions stipulées dans les baux. Il en résulteroit un avantage réciproque pour les parties contractantes : d'un côté, cela épargneroit au Roi la dépense de la coupe & du transport, & de l'autre le Tenancier pourroit en conserver quelques uns sur ses paturages, & il auroit encore sur son terrain les bois nécessaires à la construction de ses bâtimens.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'insister sur les avantages qui doivent résulter de l'exécution de ce plan; ce seroit, pour le Roi, un considérable accroissement de revenu; & pour les propriétaires des terres, un exemple bien propre à les engager de convertir en prairies ou en terres labourables les terrains incultes qu'ils possèdent.

M. Evelyn, dans son *Sylva*, confirme par les raisons les plus décisives, la nécessité d'adopter un pareil projet. La description, qu'il fait de nos forêts, peint

leur état déplorable sous les plus vives couleurs ; & nous n'avons aucune raison de penser qu'il s'y soit fait depuis des améliorations. " Dans nos forêts, dit cet illustre Auteur, pour un arbre qui prospère, vous en trouvez vingt autres qui croissent d'une manière difforme, qui languissent, ou qui meurent ; & au lieu d'arbres, vous voyez des milliers d'arbrisseaux ou d'arbustes : mais combien de pourriture, de cavités où séjournent des eaux empoisonnées par la putrefaction des feuilles qui y tombent ; vous ne rencontrez par tout que des troncs pourris, des tiges endommagées, des branches rompues, ou desséchées, ou mourantes &c."

Mais qu'il me soit permis d'exposer ici l'opinion de cet estimable Auteur, sur l'usage qu'il conviendrait de faire de ces terrains immenses & d'une parfaite inutilité dans leur état présent, pour les rendre profitables au public.

Il n'est pas, dit-il, d'expédient moins coûteux, plus facile & plus prompt pour multiplier les bois de construction, que de favoriser la croissance & les progrès des

arbres de haute futaie , tels que le chêne &c. en mettant en état de culture les forêts , les bois & les parcs des domaines d'environ deux cents mille acres ; & après avoir exposé la méthode d'y faire les plus utiles améliorations , il ajoute. " Une entreprise qui feroit tant d'honneur à l'humanité d'un Prince , devroit faire l'objet de son ambition : j'ose croire que l'exécution d'un projet si conforme aux vœux de la Nation , le couvriroit d'une gloire bien plus pure , que des batailles gagnées ou des Provinces conquises ; s'il est vrai que la gloire des Princes ne consiste que dans le plus grand intérêt , ou la plus grande félicité des peuples." do

L'espèce de culture , qu'il conviendrait de donner aux domaines du Roi , pour se procurer en abondance les plus beaux & les meilleurs bois de construction , est si favorablement détaillée par M. Evelyn , qu'on donnera , j'espère , quelque attention aux instructions d'un homme si justement célèbre. Tout ce que je me propose ici , c'est de faire accorder mon plan avec ses idées , autant qu'il me sera possible. II

nous dit que pour avoir d'excellens bois de construction, il convient de les tenir isolés, & de donner à la terre de fréquens labours pour écarter, par la diversion des molécules de la terre, les obstacles qui arrêtent le progrès des racines, retarderoient en même tems l'élévation de la tige. La trop grande dureté de la terre s'oppose à l'extension des racines, malgré l'activité de leurs fortes végétatives; mais cette résistance vaincue, elles font de nouveaux progrès, & fournissent une nourriture plus abondante à leur tige qui semble en recevoir une nouvelle vie.

J'observerai, avec toute la déférence que je dois à cet Auteur estimable, que si son plan s'exécute dans toute l'étendue de la forêt, il n'est plus possible de songer à la convertir en terre labourable: je conçois bien que par cette espèce de culture, tous les différens arbres qu'on aura plantés prospéreront d'une manière merveilleuse; leur tige fera de la plus grande & de la plus belle élévation; leurs rameaux horizontalement étendus offriront des om-

brages ; mais ces mêmes ombrages seront peu favorables aux grains dont la terre doit-êre ensemencée ; & plus la végétation des arbres sera accélérée & vigoureuse , plus aussi leurs racines voraces deviendront meurtrières pour les grains & y causeront les plus grands ravages : si pour parer à cet inconvénient , M. Evelyn consent à nettoyer le terrain dans toute son étendue , & à reléguer les arbres dans les haies , alors ces mêmes arbres ne feront plus de si beaux bois de construction : la proximité des fossés formeroit obstacle à l'extension d'une partie de leurs racines , & la haie pour laquelle ils auroient des effets funestes , leur préjudicieroit à son tour en interceptant la libre circulation de l'air autour de leurs tiges. Il est plausible qu'on feroit beaucoup mieux de diviser la terre en deux portions ; l'une seroit destinée aux paturages , où les arbres dispersés conformément à la distance assignée par M. Evelyn prospéreroient merveilleusement ; on sait assez que les paturages sont les lieux les plus favorables à la végétation des arbres , sur-tout

lorsqu'ils sont ouverts aux bestiaux qui en fertilisent le sol de leurs riches engrais ; & ces arbres offriroient en même tems un couvert admirable , également propre à défendre le bétail des chaleurs brulantes de l'Eté & des rigoureux froids de l'Hiver : l'autre moitié du terrain seroit consacrée à la culture des grains , pour les habitants de la forêt , qui ne pourroient pas être fort nombreux dans ce systême de cultivation , où il faudroit faire entrer les choux , les turnips & les fourrages d'Hiver pour les bestiaux.

Ainsi en supposant avec M. Evelyn qu'il y ait deux cents mille acres de terre dans les forêts , &c. il s'en trouveroit cent mille en paturages. Aux quatre arbres , qu'il veut planter sur chaque acre , faisant en tout quatre cents mille arbres , j'en ajouterois dans les espaces intermédiaires un égal nombre pour leur succéder ; & j'environnerois toute la portion de terre , mise en paturages , d'une pepinière , défendue par une double haie vive.

Cette méthode seroit , je pense , celle qu'il conviendrait de suivre , pour tirer le

meilleur parti possible des forêts, &c. On doit sentir que soit qu'on les employât à la multiplication & à l'engrais des troupeaux, ou à la culture du grain, on répondroit également au grand objet qu'on se propose, qui est de ramener l'abondance; & de cette manière, on se ménageroit encore des bois de construction d'un prix inestimable pour la marine. Quant à l'exécution du projet, cela ne demande que de la résolution; car le travail est déjà fait. Que ce soit une des conditions énoncées dans les baux, que les Tenanciers seront obligés de faire les plantations, les clotures, & les reparations nécessaires sur les portions qu'ils auront affermées; & qu'en considération des soins & des dépenses indispensables pour conserver les arbres & les pepinières, on les indemnise par une déduction proportionnelle de la rente qu'ils doivent payer. Un seul Inspecteur d'une intégrité reconnue suffiroit pour visiter annuellement l'état de ces terres, & pour forcer les Tenanciers à remplir les conditions de leurs baux.

Si ce que je viens d'exposer sur ce sujet intéressant s'accorde avec l'opinion généra-

le, ou peut faire imaginer un meilleur plan, j'en aurai une extrême satisfaction. Mais quelque certains que soient les avantages que pourroit retirer l'Etat de la conversion des forêts & des chasses du Roi en paturages & en terres labourables, j'avoue que je n'ai pas la plus légère espérance de voir jamais tenter l'exécution de ce projet. Il est des obstacles qui doivent paroître insurmontables à quiconque connoit la distribution des places qui tiennent à ces forêts. Les intérêts particuliers croisent l'intérêt général, & le bien public sera toujours méconnu par des hommes bornés que l'intrigue ou la naissance placent à la tête d'une Nation.

Je proposeroi donc un autre plan, plus praticable, d'une exécution facile, & qui feroit honneur à l'Administration d'un Ministre qui se chargeroit de l'entreprendre. Mon idée seroit qu'on assignât au Roi une somme d'argent, destinée à l'acquisition d'un terrain marécageux; que ce terrain fût remis entre les mains d'un homme actif, industrieux, & possédant l'art de le mettre en valeur; & qu'enfin le revenu quel qu'il

soit fût la récompense de ce Cultivateur. La somme employée à l'acquisition de la terre seroit l'unique dépense que feroit le Gouvernement; & il seroit vraiment digne du Roi, de donner cet exemple de générosité aux propriétaires fonciers du Royaume. Personne n'ignore que les terrains marécageux qui par le voisinage de la Mer ou des grandes rivières, sont sujets à être inondés durant quelques mois de l'année, peuvent se convertir en près & donner d'excellens herbagés; mais il est des terres marécageuses, qui, malgré leur humidité perpétuelle, n'ont pas un fond de tourbe, & qu'on néglige dans la persuasion qu'il seroit peut-être impossible d'en tirer un bon parti; & ces terrains qu'il ne faut que de l'intelligence pour rendre très profitables, pourroient devenir des possessions très précieuses.

D'après le zèle que je fais paroître ici pour étendre la cultivation sur nos landes ou nos marais, on doit croire que je suis très porté à applaudir aux clotures qu'on a faites sur des communes par autorité du Parlement, & que je suis très fort d'avis qu'on étende ces clotures le plus qu'il sera possible.

Des personnes, que je veux croire bien intentionnées, mais qui à coup sûr manquent de lumière, ont regardé ces défrichements, comme des usurpations faites sur le public, & très préjudiciables aux pauvres habitans d'une paroisse. Que l'Administration crée des travaux publics propres à faire fleurir l'agriculture, les arts & le commerce, & qu'on ne craigne pas alors que ces pauvres deviennent jamais trop nombreux : ces travaux, non moins utiles que glorieux à une Nation, offriroient à ces pauvres des salaires pour assurer leur subsistance dans toutes les saisons de l'année.

Le droit de commune, qu'on prétend faire valoir à leur avantage, me paroît leur être beaucoup plus nuisible que profitable, en ce qu'il est une cause prochaine de leur fénéantise & de leur misère; car, à l'exception de quelques uns plus actifs & plus industrieux que les autres, si vous leur offrez de l'ouvrage, ils vous répondent qu'ils ont à veiller à leurs moutons, à couper du genêt épineux, à aller dégager leur vache qu'on a faisie; peut-être même vous diront ils qu'ils vont faire couvrir leur jument qui

leur donnera des poulains. Il est certain que les profits qu'ils peuvent retirer d'une si chétive économie sont fort au-dessous des salaires qui leur seroient payés pour des travaux journaliers. Le peu de soin, que d'ordinaire ces sortes de gens prennent de leur bétail, occasionne fréquemment la perte de leurs agneaux; & la difficulté, peut-être même l'impossibilité de nourrir ces bestiaux en Hiver, cause la mort de ces misérables bêtes, qui durant l'Été ont mangé une partie des fourrages qui auroient servi à l'entretien d'utiles troupeaux. D'ailleurs s'il se trouve dans le voisinage un Fermier qui tienne des troupeaux, dès-lors tout l'avantage, que le pauvre habitant pourroit retirer de ses bêtes, s'évanouit, même en Été; car le berger, qui conduira ces troupeaux, aura grand soin que ses moutons soient toujours dans les meilleurs paturages; & s'il n'y a point de berger, & qu'un grand troupeau aille de lui-même journallement sur une commune, il est remarquable que les moutons du grand troupeau profiteront seuls de ce patis, & que les autres à son arrivée prendront la fuite pour aller chercher une

misérable subsistance à travers les broussailles & les ronces. Aussi nos communes ne sont-elles avantageuses qu'aux plus riches habitans des paroisses; au lieu qu'au moyen des clôtures, ne fût-ce que pour en faire des paturages, elles produiroient au moins le double de nourriture pour les moutons, parcequ'alors on employeroit l'écobue, pour nettoyer ces communes des genêts qui les rongent; mais ce qui seroit encore préférable, seroit de diviser ces communes, qui converties en terres labourables, rapporteroient d'excellentes récoltes. Je n'ai insisté sur des circonstances si triviales que pour répondre à quelques personnes, qui avec les meilleurs intentions, se déclarent en faveur des communes, par la persuasion qu'elles font d'une grande ressource pour les pauvres, sans s'apercevoir que les clôtures seroient un moyen bien plus sûr de les faire subsister, par les salaires constants que leur procureroient ces nouvelles améliorations.

Mais on pourroit encore les dédommager très efficacement de l'abolition des communes. Ce moyen très simple, seroit reçu des

pauvres habitants avec des transports de reconnaissance ; je voudrois qu'on assignât à chaque cabane une portion de trois ou quatre acres, sans aucune redevance ; mais cette portion seroit tellement annexée à la cabane qu'elle en fût inaliénable ; & l'unique obligation imposée à l'habitant , seroit de tenir cette portion de terre en herbages , à l'exception de ce qui lui seroit nécessaire pour lui former un petit jardin. Cette attribution seroit infiniment plus lucrative pour l'habitant, que tout ce qu'il peut retirer de son droit de commune. Sa famille seroit toujours utilement occupée à la culture du jardin, & pour leur oter tout prétexte de manquer de bois de chauffage, je voudrois encore que leur petit domaine fut entouré d'une haie vive, dans laquelle seroient plantés de distance en distance des frênes, des peupliers, des ormes & d'autres arbres d'une végétation accélérée, & cela aux frais de ceux à qui on feroit la concession des communes. Il faut convenir que cet arrangement pourvoiroit d'une manière bien plus efficace au strict nécessaire de l'habitant, que son droit de commune : sa femme, ses

enfants auroient à la maison une occupation constante, tandis que de son côté, il travailleroit dans les Fermes voisines.

Les communes de Challey, dans le Comté du Suffex, fournissent des preuves de ce que je viens de dire. M. Young, qui a visité ce Comté, observe, dans le vol. III. page, 153. du *Farmer Tour*, que dans cette paroisse la taxe pour les pauvres se monte à neuf Schillings par livre Sterlin; & d'après les informations que prit cet Agronome pour découvrir la cause d'une taxe si exorbitante, il trouva qu'elle étoit due à la grande étendue des communes des environs de la paroisse; ce qui engage ces habitants à préférer aux salaires qu'ils pourroient s'assurer par leur travail, les profits précaires qu'ils peuvent retirer de quelques vaches & de quelques moutons. La conséquence qui en résulte, c'est que la vie oisive & paresseuse qu'ils mènent, leur ôte absolument le goût du travail, & qu'en venant à perdre leur bétail, ce qui n'arrive que trop communément, ils retombent à la charge de la paroisse & grossissent la classe nombreuse des mendiants. Il n'en

seroit pas de même dans la distribution que je propose de faire des communes: ces habitans élevés dans une vie occupée & laborieuse contracteroient de bonne heure l'habitude du travail: ils rechercheroient les commodités de la vie; ils aimeroient à voir regner la décence dans leur maison, à être nourris & vêtus convenablement: on verroit bientôt ces habitans avoir un air de satisfaction, de prospérité, jouir d'une santé vigoureuse, la récompense de la frugalité & de l'exercice, & devenir les peres d'enfans qui seroient la fleur & la force de l'Etat.

Je dois prévenir les objections qu'on pourroit me faire: si ce plan, dira-t-on, montre quelques avantages, il n'est pas sans inconvénients: on peut bien assurer la terre à celui qu'on en mettra le premier en possession; mais l'habitant n'en ayant pas la propriété, ne sera-t-il pas toujours au pouvoir du Seigneur de lui imposer une redevance? Et d'ailleurs l'aisance dont jouiront ces familles, ne manquera pas de les multiplier; mais quand ces familles excéderont le nombre des cabanes, on a de-

ja disposé de la totalité des communes, il ne restera donc plus de distribution à faire; on retombera donc dans les inconvénients qu'on vouloit prévenir.

Ces objections me paroissent d'une solution facile: quant aux Seigneurs, ils se trouvent avantagés dans la distribution des terres, par une portion proportionnelle au droit qu'ils avoient sur les communes; & il leur est défendu par l'acte de partage d'imposer ou de lever sur les habitans de leur district aucune redevance sur la terre annexée à la cabane. Et quant aux Tenanciers, comme ils sont par cet Acte chargés de la construction des bâtimens, rien n'empêche qu'on ne les oblige à annexer une égale portion de terre à l'érection de chaque nouvelle cabane.

Quand les communes devroient être converties en terres labourables, il seroit encore à propos de joindre une clause restrictive au bill de cloture; ce seroit d'obliger les Tenanciers de construire sur chaque portion de cent acres destinée à la culture des grains, une grange avec son aire. Je suis très persuadé que dans la plûpart des

grandes Fermes, ces batiments ne sont pas assez multipliés : le défaut d'aires ne permet souvent pas au Fermier de battre ses grains aussi vite qu'il le desireroit ; ce qui donne lieu de l'accuser de retenir ses grains, pour en faire augmenter le prix.

Un autre objet de la plus grande importance pour l'avancement de notre agriculture, & qui exige une particulière attention du Gouvernement, ce sont nos champs ouverts. Le mélange des possessions dans une même pièce de terre forme contre les clotures un obstacle, qui ne peut être écarté que par un Acte de la Législation. Dans l'état présent de ces terres, on ne peut y suivre que des pratiques de culture, généralement abandonnées dans nos clos. On ne pourroit y introduire nos plus excellents cours de culture, qu'autant qu'il regneroit de l'accord entre les divers propriétaires ; mais c'est ce qui n'arrive presque jamais. Quelques lecteurs trouveront peut-être qu'il est ridicule d'entrer dans ces minutieux détails du fermage ; mais je les prie de considérer qu'il est nécessaire de faire connoître les divers des

vantages des champs ouverts, pour mettre dans un plus grand jour l'accroissement de revenu dont ces terres seroient capables, si elles étoient closes & convenablement divisées.

A l'aspect de ces terres, morcelées par petites portions; il n'est pas un seul voyageur, qui, sans être instruit dans le fermage, ne s'aperçoive qu'elles appartiennent à différens propriétaires. Il est de fait, qu'un homme qui dans ces districts, afferme cent acres de terre, n'en a souvent pas dix dans une même pièce: ces cent acres sont dispersés par parcelles d'un acre, quelquefois même d'un demi acre, sur toute l'étendue d'un district. Il ne faut pas être fort versé dans l'agriculture pour être convaincu qu'une pareille disposition doit occasionner une grande perte de tems en envoyant les chevaux & les hommes d'une pièce, à une autre pièce de terre, soit pour le labour, le charriage, ou pour les travaux de la moisson. Je ne pense pas que je doive m'arrêter à prouver que la perte du tems est une perte dans le produit.

D'ailleurs il est encore incontestable qu'il

se trouve nécessairement beaucoup de vuide sur un terrain ainsi morcelé en petites portions. A ce sujet, je dois faire observer que dans plusieurs districts de champs ouverts, au milieu des diverses possessions reste une pièce de terre inculte. Ces especes de communes sont de différente largeur, depuis deux jusqu'à seize pieds. Ces portions, qui ne sont jamais labourées, forment des paturages communs au milieu des champs cultivés. Il est plausible qu'il ne peut en résulter aucun avantage ni pour le Fermier, ni pour le pauvre villageois. Le peu de largeur qu'ont ces paturages ne permet ni de les faucher, ni d'y faire paître les bestiaux, à moins que chaque bête n'ait son conducteur; & quand les grains sont enlevés, les herbes qui ont déjà vieilli, ne sont plus propres à nourrir les bestiaux: mais il n'est pas même possible de tenir ce paturage ouvert jusqu'à ce qu'il soit consommé; parceque cela seroit un obstacle à la semaille du froment, & que d'ailleurs la culture des turnips & des choux, si nécessaires au Fermier, & par conséquent à toute la contrée, est rendue absolument imprati-

cable. Un autre inconvénient qui résulte de cette pratique absurde, c'est que le labour, donné sur les bords du paturage, en fait croître les herbes avec plus de vigueur; ces herbes, en se multipliant, gagnent les champs voisins, & y affament ou étouffent le froment. Dans ces champs ouverts il ne peut y avoir qu'un même Systeme de culture, bon ou mauvais; ainsi quelque intelligent que vous supposiez un cultivateur, il doit se conformer à la pratique générale, & il lui est impossible de tenter aucune amélioration. On me dira qu'il afferme la terre en raison de la médiocrité de son produit; rien n'est plus vrai; mais c'est aussi la médiocrité du produit de la terre, qui me paroit être un légitime sujet de plainte.

Il n'est point de plus fortes preuves de la nécessité d'enclorre & de diviser convenablement la terre, que de voir les champs clos toujours affermés au double de ce que le sont les champs ouverts. Et la préférence, que les entrepreneurs de culture donnent aux premiers, ne permet, sans doute, pas de douter que leurs produits sont au moins le double de ceux que rendent les derniers. Il

me paroît donc démontré que l'introduction des clotures, dans les champs ouverts, accroît de beaucoup les richesses nationales.

Si j'ai insisté sur un sujet qu'il suffisoit d'indiquer pour en sentir toute l'importance, c'est que je le regarde comme un des plus sûrs moyens de procurer l'abondance. Ce projet une fois mis en exécution, alors la Législation pourra s'occuper de la liberté du commerce des grains, révoquer toutes les Loix restrictives ou prohibitives, établir la franchise dans tous nos ports, rendre absolument libre l'exportation & l'importation dans tous les tems & dans toutes les occasions. Dès que le commerce des grains jouira d'une immunité parfaite, on verra journellement les marchands de bled se multiplier; on s'empressera d'entrer dans un commerce dont les retours seront prompts & assurés. Ces marchands, toujours attentifs à leur propre intérêt, ne manqueront aucune occasion de fournir le marché qui se trouveroit le plus dégarni: si l'abondance règne en Angleterre, tandis que la disette se fait sentir chez l'étranger, ils exporteront

nos grains ; le vuide qu'occasionnera la sortie des grains , en fera augmenter le prix dans nos marchés , & cette augmentation de prix en arrêtera naturellement l'exportation. Ainsi on verra le prix des grains se maintenir toujours à peu près sur le même pied , sans être jamais sujet à ces variations subites , & trop communes , quand la permission ou la défense d'exporter dépend de la fixation d'un prix , que les Manœuvres des marchands de bled peuvent rendre souvent factice ; ce qui jette le Gouvernement dans des erreurs nuisibles à la Nation. Si au contraire le commerce des grains étoit parfaitement libre , les habitans de la capitale s'adonneroient à ce négoce , & le prix des grains seroit aussi régulier & aussi bien connu que le prix du change , qui est alternativement en faveur de Londres , d'Amsterdam , d'Hambourg , de Cadiz , & sur lequel n'influe jamais l'artifice. La balance de ce commerce seroit , de tems à autre , en faveur de ceux qui feroient l'exportation.

On ne peut pas fonder une objection raisonnable sur la crainte qu'il ne se fasse des monopoles ; car , par le compte qui a été

dernièrement rendu dans la Chambre des Communes, on voit que la récolte du froment est annuellement de quatre millions de quarters, estimation fort au-dessous de la réalité, suivant M. Young, qui porte ce produit à neuf millions, cent quatre vingt dix-huit mille, cinq cents quatre vingt cinq quarters (*), qui, évalués à trente huit Shillings le quarter, donnent une somme de dix-sept millions quatre cents soixante seize mille, trois cents dix Livres sterlin; mais si l'on veut s'en tenir à la première estimation, & ne porter le prix du quarter qu'à trente Shillings, il en résultera toujours une somme annuelle de six millions de Livres sterlin. Est-il donc vraisemblable qu'un homme ou une Compagnie entreprenne de faire l'accaparement de cette quantité de froment? Mais il faut faire encore attention que le froment n'est pas plus un objet unique de commerce que le seigle, l'orge, & toutes les autres denrées. Quels que soient les préjugés des habitans des grandes Villes,

(*) Voyez le Vol. 4. p. 349. de son *Northern Travels*.

je fais qu'il n'en est pas autrement ; car en quelque contrée que ce soit, on ne trouvera pas un seul bon Fermier qui n'ait un Système régulier d'économie, & n'adopte un cours de culture uniforme. Dans le Norfolk, le cours de culture généralement pratiqué est de faire succéder dans un ordre constant les turnips, l'orge, le tréfle, le froment. Cette méthode d'affoler les terres ne prouve-t-elle pas que le Fermier préfère un profit régulier & certain, au gain précaire d'une branche unique de culture ? N'est il donc pas tout aussi évident que les Fermiers ne balanceront pas à préférer le gain raisonnable d'une vente assurée, à l'incertitude présente qui les tient dans de continuelles allarmes ? & avec combien plus de plaisir ne vendroient-ils pas leurs grains à des marchands connus pour faire ce trafic, & desquels ils seroient toujours assurés d'avoir le prix courant du marché, plutôt qu'à ces spéculateurs dont ils sont naturellement jaloux, & qu'ils ne voient jamais paroître dans les marchés, sans soupçonner qu'on doit s'attendre à quelque augmentation subite dans le prix des grains ? Mais sans leur

accorder ce degré de pénétration, & sans même les suspecter du desir de retenir leurs grains, la liberté de ce commerce, où l'on auroit employé de grands capitaux, les forceroit de porter leur bled au marché: l'exportation seroit pour eux un puissant motif de les envoyer; & l'importation seroit une autre cause qui les empêcheroit toujours de le conserver. Tout ce que je viens de dire, relativement au Fermier, est uniquement pour faire voir que la liberté du commerce des grains favorise l'agriculture, & qu'il doit naturellement en résulter un accroissement de produit. Si c'est là un fait, contre lequel on ne puisse s'inscrire, il faut en conclure que l'Angleterre doit toujours avoir un surplus à exporter, & que l'accroissement de sa richesse en est une conséquence immédiate; c'est là je pense une vérité qui ne demande pas de plus grands éclaircissements.

A l'égard de ceux qui n'étendent pas leurs vues au-delà des besoins du pauvre, il est, je pense, nécessaire de leur présenter des raisons plus décisives. Portez, leur dirai-je, vos regards sur Amsterdam, qui, mal-

gré tous les desavantages qu'elle peut avoir dans le commerce des grains, à été, pendant plusieurs des précédentes années, le magasin de l'Europe: & si l'on compare la Hollande aux autres Etats voisins, on peut dire que le bled n'est pas une production de son territoire; joignez à cela que son port, le Texel, est peut être le plus mauvais qui soit sur la mer d'Allemagne: admirez par quels secrets ressorts cette Ville parvient à approvisionner les différentes Nations de l'Europe. La raison de cela, est que le commerce y jouit d'une liberté absolue, & que les plus riches habitans de cette contrée font le commerce des bleds: Dire même que ce commerce comprend la moitié des affaires qui se négocient à Amsterdam, ce n'est assurément pas exagérer.

On me demandera peut être, par quel accident la Hollande s'est-elle trouvée l'année dernière dans une disette de bled? On peut en donner une raison bien plausible: trop de sécurité empêche quelquefois les hommes de prévoir le danger; l'habitude de l'abondance pût les aveugler quel-

que tems sur le vuide de leurs magasins ; & les monopoles des Cours de Vienne & de Berlin , joint aux malheurs de la Pologne , augmentèrent la difette générale , & ne leur permirent plus de faire leur approvisionnement. Rien de semblable ne pourroit nous arriver , à nous , qui , naturellement ennemis de tout monopole , sommes continuellement sur nos gardes. d'Ailleurs la quantité de grain qui nous est nécessaire croît sur notre sol , & j'ose croire que si le Gouvernement vouloit porter sur cet objet une scrupuleuse attention , nous verrions annuellement augmenter nos récoltes.

Il est des personnes qui croient devoir s'opposer à l'exportation des grains sous un prétexte plus spécieux. Ils craignent le danger de porter atteinte à la subsistance de nos Manufacturiers , qui deviendroient des sujets inutiles ; car s'ils vouloient augmenter le prix de la main d'œuvre , dès lors les marchandises manufacturées ne pourroient plus soutenir la concurrence dans les marchés étrangers.

A cette objection je répons que dans

nos villes manufacturières la trop grande abondance est moins utile que préjudiciable; en ce que l'ouvrier se livre d'autant plus à la paresse, que les denrées sont à meilleur marché. C'est un fait, confirmé par l'expérience de tous les tems, que la cherté, portée jusqu'à un certain degré provoque l'industrie, & que si les salaires de trois jours suffisent pour faire vivre un ouvrier toute une semaine, il en passera quatre sans sortir du cabaret à biere. Mais je vais plus loin, & je dis que les marchandises de main d'œuvre sur lesquelles les étrangers ne peuvent nous disputer la concurrence, seront toujours au dehors d'un débit assuré, quelle que soit l'augmentation de leur prix; tels sont nos ouvrages de fer & d'acier, qu'on fait à Sheffield & à Birmingham, que la France achetera toujours à quelque prix que ce puisse être. Ce qui ne permet pas d'en douter, est que nous avons continué d'en fournir cette contrée, malgré les menaces qu'elle fit, lorsque le lord Townshend étoit Chancelier de l'Echiquier, de défendre l'entrée de nos ouvrages d'acier, si nous ne voulions par leur permettre l'im-

portation de leurs toiles de Cambray. Il en fera encore de même de nos draperies de Norwich, de Leeds, d'Exter, de Colchester, de Salisburg, consistant en droguets, flanelles, &c. Ces marchandises seront toujours achetées en Italie, en Espagne, en Portugal, en Allemagne, & même dans les Provinces méridionales de la France. La Russie & les pays septentrionaux doivent avoir nos marchandises manufacturées à Leeds; & la Hollande & la Flandre, s'accorderont de quelques autres articles & en une quantité considérable.

Je dois faire remarquer que tous ces articles sont pour nous les plus importants objets de commerce, en ce que les matières premières sont des productions de notre crû, avantage que nous n'avons pas sur les draps fins, que nous fabriquons en partie avec des laines d'Espagne.

Quant au commerce du Levant, si nous l'avons perdu, il ne faut pas en attribuer la cause à l'augmentation de prix des marchandises que nous y portons, mais à leur qualité peu propre pour ces contrées. La

France, qui depuis long-tems a été dans l'usage de fabriquer des draps fins, & légers recherchés de ces Peuples, doit avoir ce commerce; & tant que nos Manufacturiers persisteront par ignorance ou par opiniâtreté à fabriquer de ces draps lourds, dont nous tirons vanité, ils doivent s'attendre à n'en jamais vendre une seule pièce à l'étranger. On a fait plusieurs tentatives pour encourager nos manufactures à faire des draps plus légers: on a envoyé souvent des échantillons à nos marchands: la société des Arts, des Manufactures & du Commerce a proposé des prix; mais sans succès. L'impropriété de nos draps n'est cependant par l'unique cause de la perte de ce commerce; ce qui n'y a pas moins contribué, ce sont les fraudes commises par nos Négocians, nonobstant toutes les précautions qu'on prend à Blackwell, ce qui fait peu d'honneur à notre Nation.

Mais en accordant qu'il résulte de grands avantages de vendre à l'étranger nos marchandises de main d'œuvre, dans lesquelles le bled qui a servi à nourrir les ouvriers se trouve exporté avec un double profit,

il faudra toujours convenir que la demande de nos marchandises de main d'œuvre, est limitée, & que des Traités particuliers de commerce, ou des ruptures avec les Etats, peuvent occasionner une prohibition générale, & ruiner foncièrement cette branche lucrative de commerce.

Il n'en sera jamais ainsi de nos grains: il n'est pas à craindre que l'importation en soit jamais prohibée chez les autres Nations: nous en avons eu la conviction en 1748, que la France, avec laquelle nous étions alors en guerre, acheta quatre cent mille quarts de nos grains. Il n'y a peut-être pas une preuve plus frappante que celle là, de l'avantage que doit se promettre une Nation de la liberté absolue du commerce des grains; & si cette liberté précieuse peut toujours exister avec la certitude de voir regner chez soi l'abondance & conséquemment le bon prix de cette denrée, une Nation, qui peut jouir de ces avantages, & qui fait des loix prohibitives sur le commerce des grains, ne doit-elle pas être insensée? Que l'abondance & plus d'égalité dans le prix des denrées, circonstan-

ces si favorables à l'encouragement de l'agriculture, aient été des effets de l'exportation, c'est ce que personne, qui connoit un peu l'histoire de cette contrée, n'oseroit revoquer en doute.

En 1689, le Parlement passa un Acte pour accorder une gratification sur les grains qu'on exporteroit, avec la suppression des douanes sur l'exportation. La sagesse de cette Loi ne sauroit être méconnue: l'objet de la Législation étoit de hâter les progrès de la culture des grains, qui avoit toujours été négligée; ce qui étoit la suite funeste des brouilleries intestines. Quelle fut la conséquence de la liberté accordée à la sortie de nos grains? Il en a résulté une diminution progressive dans le prix des bleds, qui, de deux livres sterlin, quatre Schillings, quatre deniers, se trouvoit réduit en 1756 à une livre sterlin, quinze Shillings, un denier. Cette loi aussi juste que sage, & ses effets salutaires durant le cours de soixante & dix ans, donnent une nouvelle force à mon argument, & démontrent, ce me semble, que l'exportation de nos grains, ce que

nous devons considérer comme une consommation, est une cause très active de la prospérité de l'agriculture, que celle-ci en fleurissant produit l'abondance, qui amène toujours le bon prix des denrées. Les avantages que l'importation procure à l'Angleterre, ont été exposés dans le plus grand jour par l'Auteur du *Traité de commerce des bleds* ; mais je ne puis m'accorder avec lui sur l'utilité de la gratification, qui n'est qu'une surcharge pour la Nation, ni sur les restrictions dont il croit ce commerce susceptible. " La gratification, dit un Auteur connu, est toujours un impôt pris sur les propriétaires de la production ; la production elle-même auroit augmenté ou pu augmenter de toute la quantité qu'auroit pu faire naître pendant un siècle cette partie de la production employée à payer la gratification, & qui pouvoit l'être à exciter & encourager la culture, en enrichissant l'agriculteur & le propriétaire de qui dépend conjointement la production. La gratification a donc diminué la quantité de la denrée à exporter, eu égard à ce qu'elle auroit été avec la simple liberté ;

elle aura donc diminué la culture d'autant. Le motif qui fit instituer la gratification est la preuve de son inutilité. Une parfaite liberté est tout ce qu'il convient maintenant d'accorder au commerce des bleds; mais cette liberté ne doit pas souffrir la plus légère atteinte.

Dans les tems, où l'Angleterre, divisée en plusieurs petites Principautés, se trouvoit par conséquent dans un continuel état de guerre, les troupeaux qu'il étoit toujours aisé d'éloigner de l'ennemi, étoient les richesses des habitants; & par une suite nécessaire, la culture des grains étoit négligée. En 1537, la grandeur des troupeaux fut limitée à deux mille bêtes de bétail & en 1547, ce nombre fut réduit à quinze cents cinquante. L'objet du Gouvernement étoit d'étendre la culture des grains; & ce fut dans ces mêmes vues qu'on permit d'enclorre des communes. En 1563, l'exportation des grains fut permise, & cette liberté subsista avec différentes modifications, jusqu'en 1688, que le Gouvernement se décida à encourager la for-

tie des grains par une gratification. L'agriculture fit de rapides progrès, par les encouragemens qu'elle reçut de la Législation, qui comprit que les productions du sol, sont les véritables richesses d'une Nation, & que pour encourager les sujets à chercher ces richesses dans les entrailles de la terre, il étoit essentiel d'accorder un prix à l'exportation pour dédommager le cultivateur des entreprises qui devoient contribuer à l'accroissement des richesses nationales.

Il est vraisemblable que c'est sous ce point de vue qu'on doit envisager la gratification; car si l'on eut seulement supposé que le cultivateur, en se livrant à de nouvelles améliorations, pourroit toujours subsister de son travail; qu'il n'y auroit point de superflu à exporter; & que dans ce cas même, il seroit facile d'échanger ce superflu contre des marchandises de même valeur avec l'étranger, quel avantage auroit-on pu se promettre de la gratification? Il est donc plausible qu'on songea, comme pour la pêche de la baleine & du hareng, à indemniser les entrepreneurs de cultu-

re, des risques auxquels ils s'exposent ; par l'emploi de leurs capitaux dans les défrichements. Mais quand ces entreprises de culture cessent d'être hasardeuses, & que le Fermier est assuré des reprises de ses fonds d'exploitation, la gratification n'est plus dès lors un encouragement utile. Telle est aujourd'hui l'état de notre agriculture : sa prospérité est parvenue à un si haut degré, que les Fermiers ne desireront d'autres faveurs du Gouvernement que l'entière liberté de vendre leurs denrées, quand & où ils jugeront à propos : mais cette permission accordée au cultivateur seroit illusoire, si chaque citoyen ne jouit pas de la liberté absolue de faire le commerce des grains de la manière qu'il croira lui être la plus avantageuse. Le marchand, qui engage ses fonds, ne doit pas être plus gêné dans la vente que dans l'achat ; & les avantages que la Nation doit se promettre des agents du commerce, consistent naturellement dans les correspondances que ces agents établissent au dehors, & dans la parfaite connoissance qu'ils ont de nos marchés au dedans ;

en un mot ces marchands font à l'égard des grains, ce que sont les banquiers pour les Lettres de change. Si nous voulons espérer que les marchands fassent l'importation, conformément aux besoins de l'Etat, il est nécessaire qu'eux & leurs correspondants soient assurés qu'on ne formera aucune prétention sur leurs denrées, & que si dans les marchés, le prix des grains ne leur convient pas, ils auront la liberté de les réexporter, sans avoir à craindre le traitement qu'on leur fit essuyer en 1767. On fait que quand leurs cargaisons parurent dans la Tamise, les facteurs prirent l'alarme; & le prix tomba fort au-dessous de ce que le bled étranger devoit être vendu; malgré cela, la réexportation fut défendue aux marchans étrangers; ce bled resta sur la rivière jusqu'à ce qu'il fut gâté, & qu'on fut obligé de le vendre pour l'engrais des cochons. On doit souvent s'attendre à de pareils événements, tant que l'entrée & la sortie des ports ne seront pas parfaitement libres. Un prix factice, que peuvent toujours occasionner quelques monopoles, n'est propre qu'à jeter le

Gouvernement dans de facheuses erreurs. Du moins s'expose-t-il à être souvent trompé en faisant-fond sur des rapports, qui presque toujours dictés par des intérêts particuliers, ne peuvent suffisamment l'éclairer : & il est tout simple qu'une pareille police ne permette pas aux étrangers de nous envoyer leur bled ; car si, comme dans l'exemple dont j'ai fait mention, on ne veut s'en servir que comme d'instrumens propres à reprimer la cupidité de nos marchands, ils ne se soumettront pas à cette condition ; au lieu que si le commerce étoit parfaitement libre, on les verroit s'empressez de faire avec nous le commerce des bleds, comme celui de autres marchandises.

De combien la situation de la Grande Bretagne ne l'emporte-t-elle pas sur celle de la Hollande, pour être le principal marché de l'Europe ! Avec quelle facilité ne pourvoiroit-elle pas à l'approvisionnement des grains de tous les autres Etats ! mais pour cela, il faut que ce commerce ne soit assujetti à aucune espèce d'entraves, il faut qu'il soit libre comme l'air qu'on respire, &

que la perception d'aucun droit ne puisse en retarder la marche. Le fret & les assurances, voilà ses charges. En tems de paix ces frais d'exportation peuvent s'évaluer,

	Fret	Assurance.
Pour Lisbonne } de 12 à 15 Sh.	de 1 à 1 $\frac{1}{4}$	
Cadiz } par Ton.	pour cent.	
Barcelonne. } .. 15 à 18 Sh.	1 $\frac{1}{2}$ pour	
Alicante. } .. 17 Sh. 6 D. à	1 $\frac{1}{2}$ pour	
Malaga. } 20 Sh. par	cent.	
Gènes. } .. 17 Sh. 6 D. à	1 $\frac{1}{2}$ pour	
Marseilles. } 20 Sh. par	cent.	
Livourne. } Ton.		
Naples. }		

Il paroît donc que le prix moyen du fret seroit d'environ seize Shillings par tonneau, ou de quatre Shillings par quarter, sans y comprendre l'assurance d'un à un & demi pour cent. L'épargne de ces frais, pour peu que le prix des grains augmentât dans nos marchés, arrêteroit l'exportation. Pour s'en convaincre, il ne faut que jeter les yeux sur les tables du prix des bleds, qu'a publiées M. Cook: on y verra que le long des côtes où se fait l'embarquement de bleds

pour approvisionner le marché de Londres ; & d'où par conséquent sous ce prétexte, le marchand pourroit exporter en France avec encore plus d'avantage, le prix des grains a été uniformément plus bas que dans les Comtés du centre de l'Angleterre. Il peut se faire qu'on pourroit donner quelques autres raisons de cette différence de prix ; mais la raison la plus plausible est que dans nos Comtés maritimes, la demande des grains étant constante, les sources de l'abondance s'ouvrent pour y répondre ; & que, quoique les marchands puissent être tentés d'exporter leur bled, les frais de fret & d'assurance suffisent pour les en empêcher.

La plupart des politiques tomberont d'accord avec moi que l'exportation est un moyen très propre à encourager l'agriculture, & qu'en conséquence un Gouvernement éclairé ne mettra jamais d'obstacles à la libre sortie des grains du Royaume ; mais il est encore beaucoup de ces politiques, qui sont dans la persuasion que si l'importation étoit aussi libre & aussi illimitée que l'exportation, cette liberté deviendroit funeste au

Fermier dans de certaines circonstances, & dont la ruine rétomberoit par contre-coup sur le propriétaire foncier. Dans le cas, disent ils, où les récoltes, médiocres en Angleterre, seroient très abondantes chez les autres Nations, les bleds étrangers pourroient se vendre dans nos marchés à un prix beaucoup plus bas, que celui auquel le Fermier Anglois pourroit donner le sien; dans cette supposition le Fermier Anglois feroit une perte, que le Gouvernement ne doit pas permettre, puisque par là il decourageroit le Fermier & nuiroit à l'agriculture.

Examinons jusqu'à quel point les craintes d'une importation préjudiciable à nos Fermiers pourroient être fondées. La seule contrée d'où l'on pourroit apprehender qu'il ne se fit une pareille importation, seroit l'Amérique, d'où quelques personnes prétendent que les Colons peuvent exporter leur bled à vingt Shillings; mais dans cette supposition même, ne faut-il pas ajouter à ce prix les frais de commission, de frêt, d'assurance, de quayage, d'avaries, &c.

	L.	S.	D.
Ainsi supposons le froment à	1	0	0
La commission $2\frac{1}{2}$ pour cent	0	0	6
Le Fret.	0	8	0
L'assurance $2\frac{1}{2}$ pour cent	0	0	6
Le droit de Quai	0	0	6
Les avaries 10 pour cent	0	2	0

A ces frais il faut encore ajouter la différence de valeur entre le bled de notre crû & celui qui a séjourné long-tems à bord d'un vaisseau ; & cette différence doit être au moins de

0	2	6
<hr/>		
1	14	0

J'ai été d'ailleurs très exactement informé que le prix moyen auquel le froment a été exporté de l'Amérique dans nos marchés, est d'environ quarante huit Shillings.

Considérons maintenant quel est le prix auquel le Fermier Anglois peut vendre ses grains, année commune, eu égard à l'avantage qui résulte naturellement pour lui de semer son froment sur un défrichis de tréfle, au lieu de semer sur une jachère fumée. Il est plausible que cette circonstance

doit le mettre dans le cas de pouvoir vendre à plus bas prix; comme on pourra s'en convaincre par les calculs suivans, dans la supposition que son cours de culture.

Cet assolement est un des plus profitables qu'on puisse suivre en Agriculture, & la terre ainsi cultivée est d'ordinaire d'une bonne qualité. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail des différens cours que pourroit prescrire la variété des sols; & il ne sera pas même difficile de s'en former une idée générale d'après les calculs que je vais exposer.

I. Les turnips ou grosses raves.

	L.	Sh.	D.
Prix moyen pour le fermage			
d'un acre	0	12	6
Quatre labours	1	0	0
Herfage.	0	4	6
Semences	0	1	0
Sarclage.	0	7	6
Dixme.	0	3	0
Taxe des pauvres.	0	1	6
Fumage.	4	0	0
Haies.	0	1	0
Menus frais.	0	1	0

	L.	Sh.	D.
Dépenses extraordinaires sur la Ferme. . . .	0	1	0
Tranchées pour l'écou- lement des eaux. . . .	0	1	0
Dépenses.	6	14	0
Produit.	2	5	0

On regardera peut-être l'évaluation du produit, comme étant porté trop haut, parce que dans les contrées éloignées, les meilleurs turnips ne sont souvent vendues que trente Shillings; mais je dois faire observer que cela n'arrive jamais que dans le cas d'une extrême abondance, & dans les districts où le prix des labours & des journées est au-dessous de celui que nous avons établi pour être le prix moyen. Il faut encore considérer que ce prix de quarante cinq Shillings n'est pas à beaucoup près aussi considérable que le profit qu'en peut retirer le Fermier en faisant manger ces turnips dans le champ par ses moutons; & qu'à dix ou quinze milles aux environs de Londres les turnips se vendent souvent trois Livres sterlin pour être mangées dans le

GRANDES FERMES; &c. 159

champ, & de six à sept Livres sterlin par acre, pour en être enlevées. Ces circonstances prouvent, ce me semble, qu'il n'y a point d'exagération à porter le prix d'un acre de turnips à quarante cinq Shillings généralement.

II. L'orge.

	L.	Sh.	D.
Fermage	0	12	6
Trois labours.	0	15	0
Herfage	0	3	0
Trois boisseaux de semence	0	9	0
Conduits pour l'écoulement des eaux.	0	1	6
Fauchage.	0	1	6
Transport.	0	4	6
Dixme.	0	3	0
Taxe des pauvres.	0	1	6
Battage, quatre quarters.	0	6	0
Haies.	0	1	0
Menus frais.	0	1	0
Dépenses extraordinaires.	0	1	0
Chariage au marché.	0	5	0
	3 - 5 - 6		
Produit de quatre quarters à			

L. Sh. D.

Vingt quatre Shil-			
lings.	4	16	0
Paille.	0	15	0
Paturage des mou-			
tons.	0	2	6
			<hr/>
			5 - 13 - 6

III. Le Tréfle.

L. Sh. D.

Fermage.	0	12	6
Semence.	0	6	0
Fauchages, charriage, &c.	0	14	0
Dixme.	0	3	0
Taxe des pauvres.	0	1	6
Menus frais & dépenses extra-			
ordinaires.	0	3	0
Coupe, Bottelage & transport.	0	15	0
			<hr/>
			2 - 15 - 0
Produit $2\frac{1}{2}$ chartées à quarante			
Shillings.	5	0	0

ou,

Fermage.	0	12	6
Semence.	0	6	0

Dix:

GRANDES FERMES; &c. 161

Dixième Taxe pour les pauvres,
&c. 0 - 7 - 6

1 - 6 - 0

Produit, le parc compris. 2 - 0 - 0

Produits

	L.	Sh.	D.		L.	Sh.	D.
Dépenses							
Première année.	2	15	0		5	0	0
Seconde année.	1	6	0		2	0	0
	<u> </u>				<u> </u>		
Total.	4	1	0		7	0	0
	<u> </u>				<u> </u>		
Année commune.	2	0	6		3	10	0
	<u> </u>				<u> </u>		

IV. Le froment.

L. Sh. D.

Fermage. 0 - 12 - 6

Un labour. 0 - 5 - 0

Herfage & semaille. 0 - 2 - 0

Semences, 2½ boisseaux. 0 - 15 - 0

L. Sh. D.

Billonnage. 0 - 0 - 6

Tranchée pour l'écoulement des

eaux. 0 - 1 - 0

Sarclage. 0 - 2 - 6

162 DE L'UTILITÉ DES

Coupe.	0 - 6 - 0
Charriage.	4 - 6
Dixme &c.	0 - 4 - 6
Battage.	0 - 9 - 0
Menus frais & dépenses, &c.	0 - 3 - 0
Transport au marché.	0 - 5 - 0
	<hr/>
Dépenses.	3 - 10 - 6
Produit.	<hr/>
Trois quarts à 46 Shil. 8 Den.	7 - 0 - 0
Paille.	1 - 0 - 0
	<hr/>
	8 - 0 - 0

	Dépense Totale.			Produit Total.		
	L.	Sh.	D.	L.	Sh.	D.
Premiere année,						
Turnips.	6	14	0	2	5	0
Seconde année,						
Orge.	3	5	6	5	13	6
Troisieme année,						
Tréfle.	2	0	6	3	10	0
Quatrieme année						
Froment.	3	10	6	8	0	0
				<hr/>	<hr/>	<hr/>
	15	10	6	19	8	6
				15	10	6
				<hr/>	<hr/>	<hr/>
Profit.				3	18	0

GRANDES FERMES; &c. 163

Il paroît clairement , par l'estimation précédente sur un cours excellent de culture assez généralement en usage dans nos champs clos , que le Fermier , s'il est intelligent & attentif , peut faire un profit annuellement d'environ vingt cinq pour cent. Mais ce gain suppose qu'il vende son froment à quarante six Shillings huit deniers le quarter , & l'orge à vingt quatre Shillings. Il faut observer que chaque sol n'est pas susceptible de cette grande & riche culture. Cet exposé semble du moins nous autoriser à conclure que pour faire ce profit ; il est nécessaire que le produit d'un acre de froment se vende sept Livres sterling. Les dépenses de culture seront toujours à peu près les mêmes ; mais le produit peut souffrir de grandes variations ; & en conséquence , la vente du froment doit être proportionnelle à la récolte : Par exemple :

	Sh.	L.
Si l'acre rend 5 quarts de froment ,		
il peut se vendre à	28	= 7
4½ environ	31	
4	35	

L 2

$3\frac{1}{2}$.	.	40
3	.	.	46 8 d,
$2\frac{1}{2}$.	.	56
2	.	.	70

Il résulte de cette table une chose qui mérite d'être observée : c'est le prix de quarante six Shillings huit derniers, dont le Fermier peut se contenter, lorsque l'acre lui rend trois quarts : mais le produit moyen, suivant l'opinion générale des Agriculteurs, est entre 3 & $2\frac{1}{2}$ quarts : ce qui demanderoit le prix de cinquante un Shillings : il est donc bien vraisemblable qu'en accordant la gratification au prix de quarante huit Shillings, on a regardé ce prix, comme au-dessous de celui auquel le Fermier devoit vendre, pour n'être pas en perte. Ce n'est pas qu'à ce même prix le Fermier ne paroisse aujourd'hui faire un profit honnête ; mais il faut se rappeler que l'Agriculture, lorsqu'on établit la gratification, étoit très éloignée du florissant état, où elle est depuis parvenue ; & que les grands frais d'exploitation qu'elle exigeoit, devoient naturellement en

diminuer les profits. Cette gratification pour le froment, quand il seroit à quarante huit Shillings, fut donc accordée par de justes motifs; mais dans l'état de prospérité où se trouve maintenant notre Agriculture, le Fermier peut vendre à meilleur marché, & conséquemment la gratification n'est plus nécessaire. S'il est des années où le froment ne devoit pas excéder le prix de quarante Shillings, nous devons en conclure que l'importation des grains de l'Amérique ne sauroit nous être préjudiciable: s'il est vrai que la terre s'y acquiert à très bas prix, le travail s'y trouve d'une cherté excessive; nous n'avons donc aucune raison de craindre que les Colons puissent vendre au-dessous du prix courant de l'Europe. Il n'est pas plus raisonnable de croire que l'Agriculture y soit dans le même degré de perfection. Quelque favorable que le climat de l'Amérique soit à l'Agriculture, il ne faut pas en inférer que toutes les récoltes y sont abondantes, tandis que les nôtres souffrent de grandes altérations: mais en supposant en leur faveur le bon marché des terres & la beauté

du climat, cet avantage se trouve balancé par la dépense du fret, qu'on ne peut pas évaluer à moins de quatorze Shillings par quarter. L'Importation de l'Amérique ne peut donc avoir lieu que dans le cas d'une excessive cherté en Angleterre, où le profit que pourroient faire les Colons seroit proportionnel à cette cherté. C'est ce qui est évident par le prix actuel du froment en Amérique; ce prix, qui est de cinq Shillings six deniers le boisseau, ne leur permet affurement pas de le porter en Angleterre, où malgré le haut prix de nos marchés, ils se trouveroient encore en perte. Ils ne peuvent nous apporter leur grain que dans la circonstance d'une extrême cherté; mais dans cette supposition, quelque avantageuse que fût la vente de leur grain, elle seroit peu préjudiciable à nos Fermiers.

Quant à la grande quantité de grain qu'on pourroit verser en Angleterre des différentes parties de l'Europe, j'ose assurer que cette crainte n'est nullement fondée. La Hollande pouvoit autrefois importer en Angleterre, le froment de la Pologne & le seigle de la Russie; mais depuis le partage de la

GRANDES FERMES; &c. 167

Pologne, qui soumit Dantzic à la discrétion des Pruffiens, il est bien à préfumer que les Hollandois renonceront à ce marché, & s'adresseront désormais à l'Angleterre pour faire leur approvisionnement.

D E S M A R C H É S.

Si le desir du bien public m'a porté à défendre la liberté absolue de l'exportation & de l'importation des grains, c'est en me fondant sur ce même principe d'utilité, que j'affirmerai qu'il est de la sagesse & de la justice du Gouvernement de faire jouir le commerce des grains d'une immunité parfaite dans nos marchés. Toute forme réglementaire, toute restriction ou prohibition sur la vente d'une denrée quelconque, n'est propre qu'à en diminuer la consommation & la reproduction; d'où il suit que toute limitation au commerce des grains ne peut tendre qu'à en augmenter le prix, en faisant fuir l'abondance.

De toutes les Loix qu'un Gouvernement sans lumiere se permet de promulguer touchant le commerce des grains, je n'imagine pas qu'il puisse y en avoir de plus absurde

& de plus destructive que celle qui a pour objet d'obliger le Fermier à ne vendre son grain que dans les marchés. Cette Loi insensée ne peut jamais atteindre au but que se propose le Gouvernement : aussi souvent qu'on a tenté de la mettre à exécution, elle n'a produit que des effets funestes : elle a empêché le Fermier d'exposer son grain en vente. Est il en effet raisonnable de penser que l'Agriculteur se soumettra volontairement à être la dupe des manœuvres de quelques regrattiers ? Le prix des grains ne doit dépendre que de l'abondance ou de la disette réelles ; & si dans le premier cas, le Fermier supporte une diminution nécessaire dans le prix de ses bleds, il est juste, dans le second, que le haut prix le dédommage de la médiocrité de sa récolte.

Si le Gouvernement, abusant de l'autorité, veut contraindre le Fermier à porter ses bleds au marché, pour le mettre dans la nécessité de vendre à perte, cette entreprise enfreint les droits sacrés de la liberté & de la propriété à l'énorme préjudice de l'Agricuture, & son infaillible effet est de renchérir le pain du peuple. Dans la sup-

position qu'un Fermier & un Meunier, vendeur de farine, soient voisins l'un de l'autre, & que le marché le plus prochain se trouve à dix milles de leur résidence, n'est ce pas insulter au sens commun, que d'obliger le Fermier à employer un attelage, dont il peut avoir besoin dans le labour, pour porter au marché, ce même grain que le Meunier, son voisin, doit rapporter dans le lieu d'où il est parti? Ces frais, les travaux interrompus, une perte de tems souvent inappréciable, & les droits levés sur le marché, ne doivent ils pas augmenter le prix du pain? Et n'est ce donc pas le peuple qui se trouve la victime de cette police vénatoire?

L'énumération des desordres que traînent après elles les Loix restrictives & prohibitives sur le commerce des grains, n'est pas de mon sujet, & demanderoit d'ailleurs un ouvrage exprès. La France est un exemple frappant des maux où la manie des réglemens peut plonger une Nation. Heureusement pour cette contrée, elle possède dans son sein un petit nombre d'hommes éclairés & vertueux. Les ouvrages sublimes que ces sages Philosophes ont publiés

sur la science économique, ont enfin ouvert les yeux du Gouvernement qui vient de briser les entraves dont une politique fautive & barbare avoit surchargé le commerce des grains. Les Loix que nous avons adoptées sur la police de nos grains, ne sont pas à beaucoup près si absurdes & si injurieuses à la Nation; mais telles qu'elles sont, nous devons croire que le Gouvernement ne tardera pas à les abolir. C'est là le premier pas qu'il doit faire; & l'on doit être assuré que la suppression de ces Loix que l'ignorance des vrais principes de la science économique a établies, rendra au commerce de nos grains une activité nouvelle. La franchise de nos ports fera ensuite le grand ouvrage dont le Gouvernement doit s'occuper.

Du Commerce des Bleds à Amsterdam.

De tous les arguments qu'on peut faire, en faveur de la liberté absolue du commerce des bleds, il n'en est peut-être pas qui puisse mieux en démontrer les avantages, que l'exposition succinte de la police des Etats Généraux touchant le commerce. Les informations que j'ai eues de quelques parti-

cularités de cette branche de commerce en Hollande, m'ont confirmé dans l'opinion que le commerce des grains devoit jouir d'une liberté illimitée, & m'ont paru très propres à convaincre de la nécessité de cette liberté. Les faits, que je vais rapporter, en faisant sentir les avantages de la liberté & les dangers des prohibitions, serviront, sinon à ramener, du moins à rendre plus circonspects, les ennemis de la liberté du commerce des grains.

On fait assez que les marchands les plus considérables & tous les plus riches habitans d'Amsterdam, font valoir leurs capitaux en entier ou en partie dans le commerce des grains. Il seroit d'autant moins facile de fixer les fonds employés annuellement dans ce commerce, qu'ils doivent nécessairement varier & être relatifs à l'abondance & à la médiocrité des récoltes des contrées, où les Hollandois ont coutume de faire leurs provisions. La Pologne, jusqu'à ces derniers tems, leur fournissoit, par la voie de Dantzic, la majeure partie de leurs grains; ils en tiroient une petite quantité de Riga, qui ne consistoit guère qu'en seigle. Depuis

les troubles de la Pologne , les vaisseaux Hollandois se sont rendus dans les ports d'Archangel , de Pétersbourg & dans quelques autres du Golphe de Finlande , où ils ont fait de considérables chargemens de grain , mais non pas dans une quantité suffisante pour entretenir l'abondance ordinaire , ce qu'on doit régarder comme la cause de la disette que la Hollande à ressentie dans ces deux dernières années.

Les Hollandois sont tellement persuadés des avantages de la liberté du commerce des grains , que dans un tems où la crainte d'une famine fit défendre la sortie de tout comestible , le Gouvernement ne crut pas devoir restreindre la liberté du commerce des bleds. L'Exportation continua d'être aussi libre que l'importation , quoique le prix du froment fût alors d'environ vingt cinq ducats le quarter. Il est vrai que ce commerce est assujetti à quelques droits , mais peu considérables : les grains importés payent six florins par mesure de dix quaters , ce qu'on peut évaluer à treize deniers sterling par quarter ; mais ils ne payent que la moitié de cette somme à la sortie , outre un

droit de demi pour cent à l'Amirauté, droit qui revient à ce que nous appellons frais de port.

Je me suis déclaré pour la suppression de tous les droits, & je pense que le commerce des grains doit jouir d'une entière franchise dans cette contrée. Les difficultés & les délais, que font éprouver à nos marchands de bled les Commis des Douânes, peuvent causer un grand préjudice, dans un commerce dont le succès dépend presque toujours de la célérité de l'expédition. Si le Gouvernement ne croit pas pouvoir décharger ce commerce des droits auxquels il est assujetti, il devrait dumoins, à l'exemple de la Hollande, déterminer invariablement la Nature de ces droits; car vouloir les faire dépendre du prix du marché, c'est s'exposer aux fraudes des marchands, qui, dans les marchés, réussissent souvent à établir un prix factice, conforme à leur intérêt.

La liberté illimitée, dont le commerce des grains jouit en Hollande, n'est pas seulement calculée sur les principes d'une

saine politique ; c'est encore l'expérience qui a confirmé les États dans cette sage police. La crainte d'éprouver une disette leur fit croire , il y a quelques années , qu'il étoit de la prudence de défendre la sortie des bleds ; mais trois mois d'une pareille défense leur fit si bien sentir les funestes effets qu'elle alloit produire , qu'ils se hâterent de la lever , & d'ouvrir leurs ports. Depuis cette époque les États n'ont jamais voulu permettre que la liberté du commerce des bleds souffrît la plus légère atteinte , pas même dans l'année dernière ; qu'une apparence universelle de cherté en Allemagne , auroit paru exiger quelque restriction. L'expérience qu'ils avoient acquise par une première tentative , les avoit détrompés de la fausseté de ces mesures. En conséquence de la prohibition dont ils avoient fait l'essai , ils avoient découvert que si elle subsistoit ; Amsterdam cesseroit d'être l'entrepôt des grains de l'Europe ; & leurs marchands d'en être les voituriers. C'est par l'institution d'une si sage police qu'ils se sont mis dans le cas de

pouvoir approvisionner la France, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, & même l'Allemagne par la voie du Rhin.

On peut dire que la Hollande, par la longue habitude qu'elle a de ce commerce, l'a portée à son plus haut degré d'extension, malgré tous les desavantages & les obstacles qui résultent de la situation de ses ports; cette dernière circonstance est un des plus forts arguments en faveur de la liberté absolue. En preuve de ce que j'avance, je rapporterai deux exemples remarquables; le premier regarde un chargement de bled pour la France, la cargaison s'en faisoit à Amsterdam, mais la crainte que le vaisseau n'arrivât pas à tems au Texel, fit prendre la résolution d'envoyer le reste à grands frais par la navigation intérieure, jusqu'à Rotterdam, pour en faire le chargement dans ce port: cette prévoyance eut tous les succès qu'on s'en étoit promis; le vaisseau, parti de Rotterdam, fut de retour des côtes de France, avant que celui d'Amsterdam fût sorti du Texel. Le second, qui n'est pas moins frappant, se rapporte plus directement à mon sujet:

La même maison faisoit à la fois un chargement de bled d'Amsterdam & de Londres pour Livourne ; le vaisseau Anglois étoit déjà rentré dans la Tamise , avant que le Hollandois eût fait voile du Texel.

Les deux exemples , que je viens de rapporter , prouvent de la manière la plus incontestable , que l'Angleterre , par la supériorité de sa marine , de sa situation & de ses ports , pourroit aisément se rendre propre cette branche lucrative du commerce , sans parler de l'avantage qu'elle auroit encore sur la Hollande , c. lui d'exporter les bleds qu'elle recueille sur son propre sol. Il est vrai que , d'après les calculs de l'ingénieur auteur du *Traité du commerce des grains* , la quantité de bled , que l'Angleterre ait jamais exportée de son crû , ne forme pas un objet bien considérable ; mais il faut observer que les entraves qu'on a données à ce commerce , en sont l'unique cause , & que la liberté absolue n'augmenteroit pas seulement l'exportation de nos grains , mais rendoit encore Londres l'entrepôt de grains de l'univers. Si jamais cette espérance nous fut permise , c'est aujourd'hui que le

par-

partage de la Pologne empêche la Hollande de tirer ses grains de Dantzig, qui se trouve au pouvoir du Roi de Prusse.

Mais je crois devoir informer ici ceux qui sont dans l'opinion que les bleds ne peuvent jamais être un grand objet de commerce pour l'Angleterre, que les fonds qu'y emploie la ville d'Amsterdam forment une somme qui passe toute croyance. Je puis les assurer qu'année commune, il entre dans les magasins de cette ville plus de deux cent mille quarters de bled, dont la valeur ne peut pas s'estimer moins de quatre cents mille livres Sterlin. Une somme, si prodigieuse consacrée à un commerce bien moins naturel à la Hollande qu'il ne le seroit à l'Angleterre, doit nous faire connoître qu'il nous suffiroit d'ouvrir tous les débouchés au commerce, pour le concentrer entièrement dans nos ports.

J'ai déjà observé que le commerce le plus avantageux à une Nation est celui qui consiste dans l'exportation des denrées de son crû: on pourroit opposer à cette asser-

tion que la Hollande, par la sagesse de sa politique, a sù se rendre propre & très lucrative une branche de commerce qui devoit lui être absolument étrangère; car s'il croît du bled sur son territoire, ce n'est qu'en très petite quantité, & les magasins d'Amsterdam sont toujours bien pourvus & en état d'approvisionner les différentes Nations de l'Europe.

Je me crois en droit de conclure de tout ce que j'ai avancé jusqu'à présent, que l'Angleterre, si heureusement située pour approvisionner tous les marchés étrangers, pourroit aisément enlever ce commerce à la Hollande; & que pour y réussir il nous suffiroit d'adopter les sages Loix que les Etats Généraux ont établies touchant le commerce des grains: indépendamment des avantages de notre position, nous aurions encore, par dessus la Nation Hollandoise, celui d'exporter les productions de notre sol. Je ne pense pas qu'on puisse donner une démonstration plus claire de l'encouragement que des mesures si judicieuses donneroient à l'agriculture, ni que nous puissions avoir

une plus forte preuve que nous devrions voir regner toujours chez nous l'abondance, puisque Amsterdam voit toujours ses magasins bien remplis, sans jamais songer à fermer son port.

Si l'on pouvoit revoquer en doute tout ce que je viens de rapporter de la police qu'on suit en Hollande à l'égard du commerce des bleds, je supplerois le Ministère de vouloir s'adresser à son Envoyé à la Haye, sir Joseph Yorke, pour lui demander de nouvelles informations sur ce sujet intéressant. Je soumetts mon opinion à celle de cet habile Ministre, & d'après les éclaircissements qu'il ne manqueroit pas de donner, on pourroit délibérer plus sûrement sur les réformes qu'il convient de faire dans la police sur le commerce des bleds.

A P P E N D I C E

L'essai précédent étoit déjà imprimé, quand le Docteur Price a fait paroître la troisième édition de ses *Observations on reverſionary payments*, &c. Cet ouvrage est

si généralement estimé, l'Auteur jouit d'une réputation si justement méritée, que je ne puis me dispenser d'entrer dans quelque discussion sur ce qu'il dit du monopole des terres ou de la grandeur des Fermes & des suites qui en découlent. J'ai pour le docteur une particulière estime, & je l'avouerai, ce n'est qu'à regret que je me trouve dans la nécessité de différer avec lui d'opinion sur ce point intéressant d'économie politique. Je suis réellement fâché de voir un homme d'une si profonde érudition, si lumineux dans les matières qu'il a sérieusement méditées, entreprendre d'accréditer une erreur populaire, se jeter dans de vaines subtilités pour la justifier, ou du moins vouloir donner quelque apparence de justice à des déclamations qui n'ont pour objet que d'irriter & d'enflâmer les esprits.

Les expressions dont je me sers en cette occasion, pourront peut-être paroître trop fortes; mais je ne confonds point le docteur Price dans le nombre des mal-intentionnés. Je le considère comme un Philosophe estimable, & je suis persuadé que

tout en s'égarant , il a cru céder à l'impulsion de son amour pour la vérité : mais j'espère qu'en lui faisant sentir les dangereuses conséquences d'une erreur qu'il n'a défendu que par une sorte de prévention , il sera désormais plus circonspect , & n'ajoutera pas si aisément foi à des discours , semés par des esprits séditieux , sur des objets qui n'ont jamais fait le sujet de ses recherches. L'autorité d'un homme de mérite donne un grand poids à ses opinions , qui, se trouvant fausses , deviennent plus dangereuses , que toutes les déclamations d'un essain d'Ecrivains obscurs , dont je n'ai pas daigné faire mention. Le docteur Price n'a eu que de fausses informations sur ce point d'économie ; je n'ai donc besoin pour le faire revenir d'une erreur qu'il a trop légèrement embrassée , que de mettre sous ses yeux le véritable état des faits.

Quant à l'autorité de M. Muret , & de ses raisonnemens sur les grandes Fermes , elle ne me paroît pas d'un assez grand poids pour s'y arrêter : sans rien vouloir insinuer contre la droiture des intentions de cet Ecrivain , qui a sans doute raisonné

d'après sa manière de voir & de penser, je dirai seulement que de pures spéculations sont peu propres à entraîner la conviction. Si le village, qu'il cite en exemple, fut converti en un domaine dont le propriétaire jugea à propos de faire un parc, je puis fort bien supposer le fait; ou s'il enfermoit divers groupes de maisons qu'on a démolies, pour mettre le terrain en état de culture, j'accorderai encore que cette opération dût diminuer le nombre des habitans; ou s'il contenoit plusieurs petites Fermes que réunit & que voulut faire valoir un seul homme riche, qui ne connoissant que la théorie de la culture des terres, se crut un Fermier, je croirai encore que le produit de la grande Ferme fut moindre que la somme des produits partiels de chaque ferme avant la réunion; mais si l'exploitation de cette grande Ferme fut remise entre les mains d'une homme habile dans l'art de la culture, pourvu de grands ateliers, de nombreux troupeaux & tous les moyens de provoquer la fécondité des terres, je pense avoir clairement démontré, dans l'Ouvra-

ge qu'on vient de lire, que le produit de cette Ferme seroit beaucoup plus considérable, que quand ce même terrain se trouvoit divisé en plusieurs petites Fermes distinctes & séparées. Les faits de cette Nature ne manquent pas en Angleterre, & j'espère qu'elle en fournira, dans la suite un plus grand nombre.

Je suis très éloigné de vouloir conseiller aux propriétaires de réduire le nombre des cabanes, je désapprouve hautement toute action contraire à la bienfaisance; mais je me crois fondé à prétendre que les spéculations, que peut faire un grand Fermier, le mettent en état de tirer de plus grandes richesses du sein de la terre, & que dès lors il doit être considéré comme un membre plus utile d'une grande & puissante Nation. Peut-être M. Muret croit-il devoir préconiser un genre d'industrie, dont j'ai vu quelques exemples en Flandres; où l'on rencontre quelquefois douze ouvriers, qui retournent avec la bêche les chaumes d'un champ qu'on doit enssemencer en froment: mais celui qui connoit l'usage & l'utilité de la charrue ne voit dans cette pénible opé-

ration qu'un travail perdu de douze de ces pauvres malheureux, qu'on pourroit employer plus utilement dans les manufactures, ou à la réparation des grandes routes, puisqu'un seul en fera plus avec la charrue, que les douze ensemble. Et cette manière d'opérer n'est pas une calamité, mais un avantage réel pour la Nation: il est encore tout aussi absurde d'inferer qu'une contrée se dépeuple, parceque les hommes n'y sont pas inutilement multipliés dans les champs pour y faire à dix l'ouvrage d'un seul.

A l'égard de quelques Ecrivains qui ont essayé de prouver la dépopulation de cette contrée, en étayant leurs recherches sur la certitude des calculs, je n'ai rien à dire; il me seroit peu d'entrer en lice avec des hommes de ce genre, qui ont profondément médité sur cette matière; j'observerai seulement que les données sur lesquelles sont échaffaudés ces brillans calculs, ne me paroissent pas fonder une solide base. Dans Londres, par exemple, la résidence de ceux qui passent pour en être les habitans, n'est nullement régulière. La liste des morts est nécessairement enflée par une foule de per-

sonnes de divers comtés qui meurent dans la capitale, & dont on tient registre du décès dans leur paroisse natale. D'un autre côté, la liste des naissances n'est pas plus exacte; dans nos paroisses, on ne tient registre que du nombre des chrétiens qui se font baptiser; & l'on fait que ni les Dissidens ni les Quakers ne se font pas baptiser dans nos Eglises. En outre, si nous considérons le nombre des Villes manufacturières qui se sont élevées dans un intervalle d'environ cent ans, & si nous portons nos regards sur nos campagnes que l'agriculture, qui a fait d'immenses progrès, a rendues infiniment plus fertiles qu'elles ne l'étoient autrefois, ce qui a nécessairement exigé un plus grand nombre d'ouvriers, nous ne verrons pas sur quel fondement on peut nous assurer qu'il y ait eu quelque altération dans la population du Royaume. Quant à l'estimation qu'on peut faire d'après le nombre des maisons, on ne peut la considérer que comme une approximation très incertaine; mais le terme moyen seroit de fixer à six, le nombre des personnes dans chaque maison; ce qui seroit monter la po-

pulation de l'Angleterre à six millions d'âmes. Mais si l'on fait attention au nombre des pauvres qui habitent une maison dans les Villes manufacturières, ou dans les capitales, on sera forcé de convenir que ce nombre de six, est fort au dessous du vrai.

Mais quelque fondées que puissent être ces doctrines, aucune n'a un rapport direct avec la rareté du bled, rareté qui ne peut jamais se faire sentir que lorsqu'il n'est pas en quantité suffisante pour la consommation : mais si le nombre des consommateurs s'accroit, les Cultivateurs en feront plus nombreux, & il en resultera une multiplication de grain ; & si la quantité des grains excède la consommation, dès lors on verra accourir de toutes parts les consommateurs pour jouir de l'abondance. Ce rapport étroit qui subsistera toujours entre la production & la consommation, doit nous faire croire que le monde ira éternellement comme il va.

Ses descriptions (*) des différens genres

(*) Observations on Reversionary payments, &c.
F. 379. 380.

de vie que mènent les peuples sauvages & les peuples civilisés sont très animées & très vraies; & j'ajouterai que les observations qu'il fait à ce sujet me paroissent très judicieuses: mais sachant que la progression naturelle de l'état d'une colonie naissante à celui d'une Nation puissante & libre, est toujours suivie du luxe qui s'introduit dans une progression semblable, à quelle fin s'amuser à de vaines déclamations sur ce qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme d'empêcher? je conçois que dans une école, de pareilles thèses peuvent exercer l'esprit de nos théologiens; mais le docteur Price devoit exercer sa plume sur des objets plus utiles.

Je suis encore entièrement d'accord avec le docteur Price en ce qu'il pense que la trop grande inégalité des fortunes dans un Royaume peut avoir de très funestes conséquences; & je regrette très sincèrement avec lui la perte d'une foule de petits propriétaires, qui formoient dans nos campagnes le corps des paysans: mais il ne faut pas confondre la disproportion des propriétés avec les revenus des grandes Fer-

mes ; sa tendance a précisément un effet contraire.

Je ne vois pas quelles inductions peut tirer le docteur, de la Loi de Romulus. La politique des premiers Romains étoit très sage. Ce peuple peu nombreux dans sa naissance, étoit encore resserré par ses ennemis dans un territoire très borné. Il étoit donc nécessaire que l'étendue de terrain, dont ils pouvoient espérer leur subsistance, fut divisée en petites portions, ou en autant de parts qu'il y avoit de familles, afin que chacune d'elles pût par son travail pourvoir à son entretien. Ces premiers Romains ignoroient qu'il put être honteux de conduire la charrue, ou de manier la bêche, quoique les mêmes hommes, qui ne rougissoient pas des occupations champêtres, fussent souvent appelés au commandement des armées. Dans une Nation comme celle des Romains, où l'on n'a de ressource ni dans les manufactures ni dans le commerce, & où l'on est uniquement occupé à la reproduction des denrées nécessaires à la subsistance, il pourroit se faire que les observations de M. Muret fussent une excellente

institution. C'étoit aussi sur ce principe que les Spartiates ne cultivoient leurs terres, quoique par les mains de leurs esclaves, qu'autant qu'il étoit nécessaire pour subvenir aux besoins d'un peuple belliqueux. Mais prétendre qu'une Nation commerçante, & dont le commerce n'a d'autre base que l'agriculture, doive adopter un pareil système, rien sans doute n'est plus absurde; & une semblable prétention revolte dans un homme d'un aussi profond genre que le Docteur Price; car dans la supposition que nos Fermiers fussent réduits à cultiver sept journaux de terre, ce qu'on peut évaluer à cinq acres, quel en seroit le produit? Un domaine de cette étendue auroit des bornes trop resserrées pour l'usage de la charrue, & trop vastes encore pour ne se servir que de la bêche; c'est ce que j'ai expliqué très au long dans le premier Chapitre du précédent ouvrage, où j'ai exposé quelle étoit la grandeur des Fermes dont on pouvoit se promettre le plus grand produit.

Quant à l'influence des petites propriétés sur l'aisance générale & la population,

je crois y avoir pourvu par le plan que j'ai donné de la division des communes. Le Docteur Price peut voir, dans mon cinquième chapitre, que je propose d'annexer à chaque cabane un petit domaine de trois ou quatre acres, en dédommagement du droit de communes pour les journaliers, qui, sans être Fermiers, ne sont pas moins nécessaires à l'Etat, puisqu'en les employant dans de grandes Fermes, leurs travaux réunis donnent des produits infiniment plus considérables, que si chacun d'eux s'occupoit séparément de l'exploitation d'une petite portion de terre, qui pour être utilement cultivée ne demande que les soins de la femme & des enfans. Le prix des journées du mari formera, si l'on veut, un revenu faible pour la petite famille; mais ce revenu est assuré & ne cause aucune des inquiétudes qu'éprouve le petit Fermier; circonstance qu'on doit considérer comme très favorable à la population.

Je conviens avec le Docteur Price qu'il se fera une plus grande consommation de pain; & qu'en conséquence on fera croître une plus grande quantité de grain; mais

cela même devient un nouveau bénéfice pour la Nation; car cet accroissement de production sera l'ouvrage du manouvrier & de sa famille, occupés à la culture de la terre, au lieu de perdre le tems à suivre quelques bestiaux affermés sur une commune, & à couper du genêt. Ces familles, devenues plus aisées, iront dans les marchés acheter les provisions dont elles auront besoin, en même tems que l'accroissement du produit des grandes Fermes pourvoira à la consommation des manufactures qui sont une source de richesses pour cette Nation.

C'est ainsi que la réunion des petits domaines en grandes & en moyennes Fermes opère le bien-être général; & c'est par cette voie que l'Angleterre est devenue dans ce dernier siècle, une des plus puissantes Nations de l'Europe.

Je tombe d'accord avec le Docteur Price, que le plan qu'il propose est très propre à favoriser la culture des grains; mais comment cela rend-il raison du fait, arrivé en 1697, auquel il fait immédiatement allusion; savoir que quand le prix du froment fut à trois livres sterlin

le qu'arter, fans que l'exportation difcontinua, il n'y eut cependant ni plaintes ni murmures de la part du peuple : c'est ce que je ne comprends pas ; à moins que cela ne prouve que l'exportation du bled, qui avoit alors lieu , en conféquence de la gratification accordée à la sortie des grains par la loi publiée en 1689, infpira au pauvre l'émulation du travail avec le defir de la paix & de la fobriété.

Le Docteur Price attribue la modération que montra le bas peuple en cette occasion , au bon marché des autres denrées. Je conviens que ce bon marché , s'il eut exifté , comme le croit le docteur , auroit bien pû empêcher les murmures du pauvre ; mais il paroît par les registres du bureau des comestibles qu'en 1697, le prix du bœuf falé étoit de vingt cinq Shillings le quintal ; ce qui diffère très peu du prix actuel ; & ce qu'il y a de plus remarquable , est que , dans les cinq précédentes & les cinq fuivantes années , le prix n'en étoit que de vingt trois Schillings un denier ; & qu'en 1697 le porc falé se vendoit à trente un Schillings

Shillings le quintal. Néanmoins il faut convenir que la viande salée étoit alors à meilleur marché que le pain; mais il étoit bien difficile que cela ne fût pas ainsi, parceque alors la culture des grains n'avoit encore fait que de très médiocres progrès; l'agriculture consistoit principalement en paturages & en troupeaux de gros & menu bétail. Les variations excessives du prix des bleds ne surprenoient pas le peuple; & il y étoit d'autant moins sensible qu'il, étoit plus accoutumé à vivre de salaisons, dont on avoit toujours en abondance. La même coutume prévaut encore dans les îles, & le long des côtes d'Ecosse, du Nord à l'Ouest.

A l'égard de l'observation que fait le Docteur sur la grande différence qu'il y avoit entre le prix des viandes & celui des grains, dans le dernier siècle, où, suivant lui, le bled étoit plus cher qu'il ne l'a été durant les quarante dernières années; mais que la viande fut de moitié meilleur marché, qu'elle ne l'est de nos jours; cela ne prouve autre chose, sinon que son argument ne peut avoir aucune application.

au tems présent ; & que cette grande différence, entre le prix de la viande & celui du grain, n'étoit occasionnée que par le défaut de culture, que des guerres civiles continuelles rendoient comme impraticable, & ne laissoient de sûreté que pour les troupeaux, qui faisoient les seules richesses de ce tems.

Le Docteur Price dit que les Salaisons étoient à si bon marché, que les trois livres ne se vendoient qu'un denier sterlin, dans le même tems que le prix du froment étoit de sept & même huit Shillings par quarter ; rapport qui ne pourroit être le même aujourd'hui, vû le prix actuel des viandes salées, qu'en portant le prix du froment à quatre Livres sterlin le quarter.

Il est visible que le docteur veut prouver par cet argument que de nos jours le bled est à trop bon marché, ou que la viande est trop chère ; mais il me semble qu'il ne prouve ni l'un ni l'autre ; car chaque denrée aura toujours une valeur proportionnelle à sa quantité & à la demande qu'on en pourra faire. Tous les faits concourent

à prouver incontestablement que l'abondance des viandes étoit en quelque manière proportionnelle à la disette des grains; le prix en devoit donc différer dans la même proportion; mais quand la demande pour l'une & l'autre denrée est égale, & que l'abondance regne également des deux côtés, la valeur de l'une doit tomber, ou celle de l'autre s'élever, jusqu'à ce qu'elles soient au pair; & cette valeur sera toujours proportionnelle à celle de l'argent. Si donc le prix des grains atteint à peu près son niveau, ce qui ne peut être déterminé que par le rapport de la valeur des terres à celle de l'argent, il est hors de doute que le prix de la viande augmenteroit dans la même proportion. Mais l'unique méthode de déterminer quel devoit être le prix du grain, pour être exactement en proportion égale avec le prix des viandes, ce seroit de destiner une certaine somme d'argent à la culture des grains, & une pareille somme à l'éducation & à l'engrais des bestiaux; un profit égal donnera la juste valeur de l'un & de l'autre.

Si l'on se donnoit la peine de faire cette

expérience, je suis presque assuré qu'il paroîtroit que les prix actuels sont à peu près à leur niveau, & que la viande n'a pas augmenté de prix dans une trop grande proportion; & je ne doute pas, si nous considérons la valeur de l'argent & le prix des terres, que nous ne trouvions que le prix des denrées est à peu près ce qu'il doit être. C'est du moins ce qu'il seroit aisé de démontrer par les propres Tables du Docteur Price; je crois devoir le regarder comme l'Auteur de ces Tables, par la raison que passé 1766, je n'en trouve point d'autres que celles qu'il a inférées dans son ouvrage, & qu'il conduit jusqu'en 1772.

Dans les six dernières années, je veux dire depuis 1766. jusqu'en 1772, il porte le prix moyen du froment à quarante six Shillings six deniers le quarter, ce qui est évidemment plus haut que le prix moyen des années précédentes; mais pas autant que j'aurois pu le croire. Il me semble que les mauvaises récoltes qu'on a eues consécutivement dans cette dernière période, rendent suffisamment raison de la différence des prix. Et cette même différence fait con-

noître encore que la médiocrité des récoltes est la cause réelle & naturelle du haut prix actuel des denrées, qu'on s'est efforcé d'attribuer à des causes purement factices. Que les denrées soient maintenant à un prix auquel le pauvre peut difficilement atteindre, je n'en disconvierai pas : la cause de cette cherté ne sauroit être méconnue : elle est une suite infaillible des revers que le commerce a essuyés dans cette dernière année ; & cette calamité générale a jetté toutes les classes du peuple dans la consternation. La défiance a pris la place de la sécurité, & le doute qu'a le marchand de ne pas voir rentrer ses fonds à des époques fixes, le rend circonspect à donner de nouveaux ordres & tardif dans les paiements qu'il fait au Manufacturier ; en conséquence le Manufacturier est forcé d'en user de même à l'égard de ceux dont il achète les matières premières, & cesse d'employer autant d'ouvriers que de coutume. En rapprochant ces circonstances diverses, on s'apercevra que l'ouvrier de main d'œuvre qui dépend de ces manufactures, est enfin celui qui souffre le plus de tous ces incon-

vénients ; parce que le prix de son travail est bien en proportion avec celui des denrées ; mais n'étant pas constamment employé, son gain devient insuffisant pour son entretien & celui de sa famille ; que le malheur des tems rend misérable.

Ce que je viens de dire de l'ouvrier de main d'œuvre doit également s'appliquer au manœuvre de la culture : il est bien plausible que des années mauvaises ou médiocres doivent priver le batteur en grange d'une partie de son travail en hiver ; & que la cherté générale, en rendant les personnes les plus riches circonspectes dans leurs dépenses, laisse aussi sans occupation une foule d'artisans du luxe ; mais ce ne peut être là qu'un mal momentané.

Avant de quitter ce sujet, je dois faire observer un grand défaut de nos loix sur la police des grains : c'est que le prix moyen des bleds qui a occasionné tant de clameurs, se trouve être au dessous du prix auquel est accordée la gratification à leur sortie ; & qu'on doit supposer que la fixation du prix auquel il est permis d'exporter avec gratification, doit être moindre que le prix moyen

de tout le Royaume: mais le Docteur Price a clairement démontré que l'exportation & la gratification n'avoient d'autre règle que le prix factice du *Bear-key*. Il ne peut pas y avoir une preuve plus démonstrative que les restrictions sur une branche quelconque de commerce exposent toujours le Gouvernement à donner dans les pièges que lui tendent des hommes intéressés à le tromper. Rien encore ne prouve mieux que toute police prohibitive n'est propre qu'à créer le monopole contre lequel on croit se mettre en garde par des réglemens; & ne fait mieux sentir la nécessité d'accorder une liberté illimitée au commerce en général, & plus spécialement encore à celui des grains.

Les observations, que fait le Docteur Price sur les clotures (*) qu'on a introduites dans le Comté de Leicester, d'où il conclut que la culture des grains s'en trouve considérablement diminuée, me surprenent d'autant plus qu'elles sont diamétralement opposées aux faits. Je veux bien

(*) Observations on reversionary payments, &c. p. 388.

croire que le Docteur n'a rien avancé que d'après les informations qu'il a eues; mais un Auteur qui, comme le Docteur Price, jouit de la plus haute réputation devoit-il s'exposer à faire des assertions absurdes sur des rapports vagues? S'il étoit vrai que la culture dépérit dans ce Comté depuis l'introduction des clotures, il faudroit seulement en inférer que la terre est entre les mains de cultivateurs pauvres, ignorants & sans industrie.

A l'égard du Northampton, je puis en parler avec connoissance; & j'ose dire que les remarques du Docteur Price sur les nouvelles clotures de cette contrée, sont si peu fondées, que je connois plusieurs Fermiers qui afferment au double ces nouveaux clos, sous la condition de les cultiver en grain, par la raison seule que ces clotures les mettent en état de substituer à un miserable affolement, le cours le plus avantageux de culture.

Qu'on ait converti en herbages la majeure partie des champs ouverts qu'on a enclos, j'en tombe d'accord, & je suis loin d'en blâmer l'usage. Il est vrai que

ces campagnes doivent en paroître moins peuplées ; mais leurs habitans se trouvent plus utilement occupés , en même tems que la terre rapporte au double : ce n'est pas que , comme particulier , je ne dusse mettre sur mon propre domaine quelque réserve dans la distribution des pâturages & des terres labourales ; mais jusqu'où doit on étendre ce pouvoir confié à des Commissaires , c'est ce que je n'entreprendrai pas de décider.

Quant à la citation tirée du lord Bacon, je ferai remarquer qu'elle n'est pas applicable à l'état actuel des circonstances ; & je crois avoir mis en évidence dans l'ouvrage précédent combien il seroit absurde que les propriétaires conduisissent eux-mêmes la charrue dans un tems où le bled est, ou doit être considéré comme une partie du commerce & de la richesse de cette Nation. Les autres passages rapportés par le Docteur , page 391 & 392 de cet Ouvrage , s'accordent parfaitement avec l'histoire des tems. Les grands & les petits troupeaux formoient autrefois les seules richesses de la Nation , & la liberté

d'exporter les laines donna lieu à ces monopoles de terre & de troupeaux dont on crût s'appercevoir des funestes effets : il est certain que la garde des plus grands troupeaux n'étoit jamais commise qu'à un petit nombre d'hommes, & que la majeure partie de ces Tribus rustiques se trouvoit sans occupation, d'autant plus que la libre exportation des laines crues s'opposoit encore à l'établissement des manufactures. Ce fut pour remédier à ce désordre qu'en 1537 le Gouvernement limita les plus grands troupeaux au nombre de deux mille, & fixa le nombre d'acres réservé à leur entretien; mais les propriétaires fonciers marquoient tant d'éloignement pour la culture des grains, qu'il fallut défendre, sous peine d'amende, de convertir les terres labourables en herbages. Dans ces tems, la culture des grains paroissoit être d'une si grande conséquence pour la Nation, que pour l'étendre on ne se contenta pas de l'encourager, mais on invoqua encore le secours des Loix : aulieu que de nos jours qu'elle est parvenue à un certain degré de perfection, il semble qu'on

soit jaloux de sa prospérité, & qu'on recherche les divers moyens d'en retarder les progrès: en un mot, toutes les mesures, que prenoit alors le Gouvernement, n'eurent pour objet que de peupler un territoire inculte & ravagé par les guerres civiles; mais il seroit de la plus grande absurdité de renouveler aujourd'hui ces Loix que le changement des circonstances rendroit très pernicieuses.

Le Docteur Price observer très bien que chacun, dans ces premiers tems, ne cultivoit que pour ses propres besoins; c'est encore ce qui se pratique aujourd'hui dans les contrées intérieures de l'Amérique; mais nous devons, je pense, nous applaudir de voir aujourd'hui l'Angleterre en état de disputer à la Hollande le privilège d'approvisionner de grain tous les peuples de l'Europe.

Quant au prix du travail, dans ces premiers tems, on ne peut établir aucune comparaison; & cela est évident; il ne pouvoit pas avoir de prix, où le travail n'étoit pas nécessaire: on ne pourroit même tirer aucune induction du prix du tra-

vail, dans ces dernières années, qu'une suite de mauvaises récoltes a causé quelque augmentation dans le prix des grains. Mais une observation qu'il est peut-être à propos de faire, c'est que, le prix du travail n'étant pas augmenté, comme l'observe le Docteur, en proportion du prix des denrées, sa réflexion confirme ce qui est avancé à ce sujet dans les estimables ouvrages de M. Arthur Young, & servira j'espère, à pacifier les esprits de ceux qui s'imaginent que la cherté des denrées doit ruiner nos manufactures.

Les plaintes du Docteur Price sur l'altération qui s'est faite dans les rangs des citoyens, ne sont pas sans fondement ; je déplore avec lui ce changement que je crois funeste à la liberté de la Nation ; mais j'ai bien peur que le Docteur & moi ne parlions pas de la même classe d'hommes : je regrette bien sincèrement la perte de ce corps de payfans qui maintenoit l'indépendance de cette Nation : je suis fâché de voir leurs terres entre les mains des Seigneurs & affermées à de petits Tenanciers, qui tiennent leurs baux à des con-

ditions de bien peu préférables à celles des anciens vassaux, toujours prêts à marcher au premier ordre d'un maître injuste.

Quant à la classe des simples manœuvres de la culture, je crois qu'ils sont pour la plupart dans le même état qu'ils étoient autrefois, avec cette différence qu'il peuvent aujourd'hui se procurer le salaire de leur travail, au lieu de perdre leur tems à roder dans les communes, pour suivre quelques bestiaux, avec lesquels ils mourroient de faim. Le Docteur s'étend ensuite sur le luxe qu'il regarde comme un vice destructeur des Empires. Le luxe naît des richesses, & si c'est un mal, ce mal dumoins est nécessaire chez une Nation florissante & libre. Rien de plus inutile que les déclamations des Auteurs sur le luxe, qu'il est impossible d'empêcher.

Je conviens avec le Docteur que les dernières classes de la Nation payent leur part des taxes, de celle du moins qui se lèvent sur les consommations, par la raison que ces taxes tombent toujours néces-

fairement sur le consommateur; par exemple, le taneur qui paye la taxe en charge le cordonnier, qui la reprend à son tour sur le manouvrier, qui ne peut pas s'en dédommager sur le Fermier, parce que son travail n'est pas susceptible d'imposition: la taxe retombe donc sur le manœuvre de la culture: mais si l'on y regarde de plus près, on verra que les taxes sur les consommations sont toujours reparties sur toutes les classes dans une juste proportion, & que les riches dont toutes les dépenses sont grévées de ces taxes, payent en raison de leurs richesses.

Il est encore incontestable que ce sont les dernières classes de la Nation qui livrent les batailles & soutiennent tout le poids des guerres; mais sir James Flewert observe très judicieusement à ce sujet qu'on ne fait violence à personne; que nos armées sont recrutées par des hommes libres, artisans & manufacturiers; & presque jamais par le petit Fermier ou le manœuvre de la culture.

Le raisonnement de l'Auteur des *Re-*

Recherches touchant le rapport qu'on pourroit établir entre le prix du bled depuis l'Acte de la gratification & durant le Règne de Jacques premier, n'a aucune justesse; parce qu'il est impossible de s'assurer de la vérité des faits dans l'une ou l'autre de ces périodes. L'Auteur pense que, dans la dernière, les prix sont beaucoup moins incertains, par la raison que ce Règne fut assez paisible, que le commerce fit des progrès & que toute l'influence des richesses de l'Amérique sur les prix du bled & des autres denrées avoit déjà produit son effet: mais ne faudroit-il pas par cette même raison avoir égard aux prix des bleds, durant le Règne de Charles I. car à l'exception des années 1742, 3, 4, & 5, le reste fut aussi un tems de paix & le commerce s'accrût. Les prix moyens de ces deux derniers Règnes devoient être également mis en ligne de compte, & dès lors le raisonnement de l'Auteur ne prouve rien. Mais si l'on y prend garde, on verra que l'Auteur est en contradiction avec lui-même: sous le Règne de Jacques I. dit-il, l'in-

fluence que l'argent de l'Amérique pouvoit avoir en Europe s'étoit déjà fait sentir entièrement ; & il ajoute que sous le règne de Charles I. cette grande abondance d'argent avoit augmenté le prix des denrées de la première qualité. Il est clair, d'après ce raisonnement que l'accroissement de l'argent n'avoit pas eu son plein effet dans le premier Regne. Néanmoins quelque certitude qu'on veuille fonder sur les prix de ces deux Regnes, il seroit toujours absurde de vouloir établir quelque comparaison entre les prix de l'un ou de l'autre Regne , avec ceux de la période qui a suivi l'Acte de la gratification ; parce qu'il n'y a aucune comparaison à faire entre des périodes où l'intérêt de l'argent & conséquemment la quantité des espèces circulantes, a difféié de plus de cinquante pour cent.

L'Auteur des *Recherches* en parlant de la gratification, dit que l'effet que doit naturellement produire l'encouragement donné à l'exportation des bleds, c'est d'en étendre la culture dans nos terres, & conséquemment de faire diminuer la culture des autres

tres denrées, ce qui ne peut manquer de les porter à un prix auquel le peuple ne fauroit atteindre, d'où il conclut que le peuple n'étant pas le maître d'augmenter le prix de son travail en raison de la cherté générale, se trouve comme forcé à la désertion.

Tout ce raisonnement est absolument contredit par les faits, qui se réunissent pour constater que le prix des bleds a presque toujours baissé depuis l'Acte de la gratification. J'ose dire même que cette diminution dans les prix est prouvée par les Tables rapportées par l'auteur des *Recherches*. Aussi, loin que l'Angleterre ait eu à se plaindre de la désertion de ses habitans, elle a même reçu un accroissement de population de toutes les autres parties du globe. Et quant au prix du travail, il est certain qu'il a augmenté dans toute l'Europe, comme en Angleterre; & que cette augmentation, comme celle du prix de toutes les marchandises, est une suite nécessaire de l'accroissement de l'argent.

L'Auteur, pour donner plus de poids au résultat de ses Tables, compare les dépenses

de culture sur dix acres de terre, avec le produit, & prétend prouver que les profits du Fermier pendant un cours de quatre ans, font annuellement de soixante huit pour cent. Il me permettra de le relever sur quelques articles essentiels ; ce que je vais faire en exposant au juste l'état des dépenses & du produit d'un cours de culture, tel que le suppose l'Auteur.

	L.	Sh.	D.
Fermage d'un acre de ja- chére.	0	12	6
— seconde année.	0	12	6
Six labours, au moins à cinq Shillings chacun.	1	10	0
Herfage, à trois différentes fois.	0	6	0
Fumier.	4	0	0
Semence, pour le froment deux boisseaux & demi & femelle.	0	15	0
Tranchées pour l'écoulement des eaux.	0	1	0
Sarclage.	0	2	6
La coupe du froment.	0	6	0

GRANDES FERMES; &c. 211

L. Sh. D.

Pour l'engranger ou le mettre	
en gerbier.	0 - 4 - 6
Dixmes, pour deux ans.	0 - 6 - 0
Taxes pour les pauvres.	0 - 3 - 0
Battage en grange pour trois } quartiers & demi, année } commune.	} 0 - 10 - 6
L'entretien des haies.	0 - 1 - 0
Menus frais & autres dépenses qu'on ne met pas en compte.	0 - 2 - 0
Transport du bled au marché.	0 - 5 - 0
	9 - 17 - 6
Dépenses	

Produit.

Récolte moyenne,	
trois quarts à L.	
46 Sh. 8 D.	7 - 0 - 0
Paille.	1 - 0 - 0
	8 - 0 - 0
	1 - 17 - 6
Perte.	

C'est là le résultat le plus ordinaire de ce cours de culture : l'intérêt des Avances du Fermier ne peut s'obtenir que sur les récoltes suivantes.

Troisième année, l'orge.

	L.	Sh.	D.
Fermage.	0	12	6
Trois labours à cinq Shil- lings.	0	15	0
Herfage.	0	3	0
Semence & femaille, trois boisseaux.	0	9	0
Billonnage.	0	0	6
Fauchage.	0	1	6
Charriage & engrangement.	0	4	6
Dixme.	0	3	0
Taxe des pauvres.	0	1	6
Conduits pour les eaux.	0	1	0
Battage en grange pour quatre quarters.	0	6	0
Reparations des haies, menus frais, &c.	0	3	0
Transport du grain au mar- ché.	0	5	0
		<hr/>	<hr/>
Dépenses.	3	5	6

Produit.

	L.	Sh.	D.
Quatre quarters à vingt quatre Shil- lings.	4	16	0

GRANDES FERMES; &c. 213

	L.	Sh.	D.
Paille.	0	15	0
	<hr/>		
	5	11	0

Quatrieme année, Avoine.			
	L.	Sh.	D.
Fermage.	0	12	6
Un labour	0	5	0
Semence, 4 boisseaux à 20 Shillings par quarter.	0	10	0
Herfage, conduits pour le eaux, &c.	0	2	6
Fauchage.	0	1	4
Engrangement.	0	4	6
Dixme & Taxe des pauvres.	0	4	6
Battage en grange, pour qua- tre quarters.	0	5	0
Entrétien des haies, menus frais, & transport au marché.	0	8	0

Dépenses. 2 - 13 - 4

Produit.			
	L.	Sh.	
Quatre quarters à 18 Shillings.	3	12	0
Paille.	0	14	0
	<hr/>		
	4	6	0

Dépenses générales.	Produit Total.
Froment. . . 9 - 17 - 6	8 - 0 - 0
Orge. . . 3 - 5 - 6	5 - 11 - 0
Avoine. . . 2 - 13 - 4	4 - 6 - 0
	<hr/>
	15 - 16 - 4
	17 - 17 - 0
	<hr/>
	15 - 16 - 4
	<hr/>
Profit.	2 - 0 - 8

Il paroît par ce cours de culture dont j'ai évalué les dépenses & les produits le plus exactement possible, que les profits du Fermier sont d'environ douze pour cent par année: mais il faut en déduire l'intérêt de l'argent dépensé dans la première année à l'exploitation du froment; & je ne crains pas d'avancer qu'avec un si misérable affolement, l'estimation que j'ai faite est plutôt exagérée que foible; mais cela ne prouve autre chose sinon qu'un Fermier doit peu compter sur de pareils calculs. Mon unique dessein dans cette réfutation a été de mettre le lecteur en garde contre les raisonnemens que les Auteurs déduisent de ces évaluations presque toujours erronées. Je me dispenserai d'un plus long examen des ob-

servations de l'Auteur des *Recherches*. Ses preuves toujours étayées sur des calculs, peuvent en imposer à ceux qui sont peu instruits dans les matières d'économie; mais qu'on s'informe scrupuleusement de la vérité des faits qui leur servent de base, & bientôt ces mêmes preuves cesseront de faire illusion.

FIN de la Recherche sur le rapport entre la grandeur des Fermes & le prix des denrées.

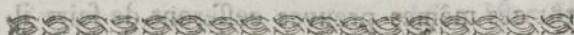
GRANDS ERREURS
Observations de l'Auteur des Recherches
preuves toujours écrites sur des calculs
faits dans les matières d'économie; mais
qu'on ne peut pas en tirer une
des fins du Gouvernement de bien-

E S S A I

SUR L'ÉTAT PRÉSENT DE

L'AGRICULTURE DES ISLES

BRITANNIQUES.



INTRODUCTION.

S'il est une profession qui, par son antiquité, son utilité & son innocence, mérite l'estime générale des hommes, c'est incontestablement l'agriculture. Tous les arts naissent de la culture des terres & en dépendent. Aucune invention ne peut la suppléer. Un territoire bien cultivé, bien défriché, favorise la population. La population amène les richesses par le commerce. La prospérité des villes n'est donc qu'une suite de la fécondité des champs. Toute Nation, qui élève sa puissance sur toute autre base que celle des productions de son sol, n'a qu'une existence d'un moment.

Les Peuples les plus sages ont donné la

préférence à la cultivation sur les manufactures & les arts. Les Princes les plus éclairés qui ont connu le prix de l'industrie, ont honoré & protégé les cultivateurs avant toutes les autres classes de citoyens. Ils sentoient que la culture des terres méritoit d'autant mieux d'être encouragée, qu'elle faisoit seule la force intérieure des Etats, qu'elle seule pourroit faire vivre un Peuple dans le sein de l'abondance & du bonheur.

Des Souverains, qui ne voyoient dans la puissance suprême qu'une obligation de rendre leurs Peuples heureux, ont crû devoir encourager l'agriculture, en donnant eux-mêmes l'exemple des travaux champêtres. Qu'on compare les amusements frivoles des Rois modernes avec les exercices salubres qu'ils pourroient trouver dans les occupations du labourage. Quel contraste ! L'économie rurale ne devoit-elle donc pas être considérée comme la partie la plus essentielle de l'éducation d'un Monarque ? N'est ce pas dans l'agriculture que se trouvent les vrais élémens d'une saine Politique ? La distinction des avances, qu'il con-

218 ÉTAT DE L'AGRICULTURE

vient de faire à la terre pour la fertiliser, ne doit-elle pas servir de base à l'Administration? Mais indépendamment qu'il est de l'intérêt des Princes d'honorer la profession des cultivateurs, ne gouteroient-ils donc pas une satisfaction aussi douce à ouvrir le sein de la terre, au milieu des acclamations d'un peuple, à qui ils inspireroient le goût du travail & des plaisirs honnêtes, qu'à tuer des lapins ou des perdrix par centaines, ou même des chats avec des torches allumées?

Le signe le moins équivoque qu'une Nation est avilie, que la corruption des mœurs a gagné tous les rangs de la société, est le mépris où tombe l'agriculture: tout Peuple, assez insensé pour jeter du ridicule sur la profession la plus utile, est déjà façonné au joug de l'esclavage, familiarisé avec tous les vices & étranger à toutes les vertus. Dès que les Romains dédaignèrent la profession de cultivateur qu'ils avoient autrefois tant honorée, bientôt ils ne furent plus. Mais dans les heureux tems de cette République fameuse, ces travaux étoient les plus nobles des travaux.

Ces premiers Romains n'imaginoient pas qu'il y eut pour l'homme une occupation plus utile , plus agréable & même plus flatteuse que la culture des terres. Elle fit les délices des plus grands hommes. Ceux qui commandèrent des armées victorieuses , qui , dans les assemblées les plus augustes , brillèrent de l'éclat des plus grandes vertus , qui eurent entre les mains la principale direction du Gouvernement , avoient coutume de se délasser du travail des affaires publiques , dans les amusements de la campagne , & dans l'étude de l'économie rurale. C'est ainsi qu'ils parvenoient aisément à inspirer à leurs familles le goût des mœurs simples , & à servir utilement les intérêts de la patrie. Les Dictateurs , après avoir exercé l'autorité suprême , retournoient avec plaisir conduire de nouveau la charrue ! Quelles époques dans les annales de l'humanité ! On peut voir dans les Economiques de Xénophon combien fut honoré ce premier des arts parmi les Républiques Grecques & chez les plus anciennes Nations.

Il ne faut qu'ouvrir l'Histoire pour se con-

vaincre de l'importance des recherches relatives à l'agriculture. Les principes d'un art d'une si grande conséquence pour les hommes, ne peuvent être trop connus : on ne peut trop rapprocher, trop analyser leurs divers rapports. Une discussion de ce genre intéressera toujours les Nations. Mais les bornes que je me suis prescrites dans cet essai, ne me permettent de traiter ce sujet général, que dans ses rapports directs avec les intérêts de la Grande Bretagne.

Entre l'agriculture & la population existe une liaison nécessaire & trop frappante pour échapper à personne. Mais quel est leur rapport le plus avantageux ? C'est ce qui n'est pas encore clairement démontré. On demande, si, pour fleurir, l'agriculture a besoin d'une population nombreuse, ou si la population ne reçoit d'accroissement qu'en raison de la prospérité de l'agriculture ? Cette question n'est peut-être pas aussi aisée à résoudre qu'on seroit d'abord tenté de le croire. Ce sujet nous paroît mériter la plus sérieuse attention.

Les différentes combinaisons, dont cette

recherche est susceptible, font très nombreuses; le degré d'indépendance d'une Nation fondé sur la culture de son territoire, & les conséquences qui doivent résulter de l'institution d'un Peuple agricole, font des rameaux de cette tige commune.

La balance des productions de la terre, & l'industrie qui les façonne pour les rendre plus propres aux usages de l'homme, forment un autre objet de recherche qui s'étend jusqu'à la source des richesses Nationales; & il nous fournira les moyens d'expliquer les principes du commerce & de la puissance de la Grande Bretagne.

L'état de l'agriculture & les améliorations qu'elle peut recevoir encore dans les divers territoires sur lesquels s'étend la Domination Britannique, termineront ces recherches. L'Auteur ne se propose pas de présenter un tableau achevé, mais l'esquisse d'un sujet d'une si vaste étendue. Ce n'est pas dans les autres Ecrivains qu'il a puisé ses principes, mais dans la nature même des choses, & il pense ne devoir les soumettre à d'autre autorité qu'à celle des faits & de la raison.

C H A P I T R E I.

De l'Influence de l'Agriculture sur l'indépendance de la Grande Bretagne.

La Hollande est communément citée comme un grand exemple d'un Etat indépendant, quoique les productions de son territoire soient insuffisantes pour soustraire ses habitants aux dangers des disettes ou des famines. Mais si l'on croit pouvoir regarder comme une indépendance réelle la situation de cette République, il faut avouer que les idées que nous avons de la signification du mot *indépendance* sont très imparfaites. Oseroit-on prétendre qu'il ne dépend pas des Etats voisins de la Hollande de déterminer s'ils doivent ou ne doivent pas refuser à ce Peuple les subsistances qu'ils ont coutume de lui vendre? Cette circonstance ne caractérise-t-elle pas fortement la dépendance des Hollandois?

On pourra dire que comme il n'est pas vraisemblable que les Etats voisins de la Hollande s'accordent jamais unanimement dans une résolution si funeste à cette Ré-

publique, on n'est pas en droit d'inférer sa dépendance d'une supposition purement gratuite. Mais je ferai observer que dans la présente hypothèse, il est bien moins question de la réalité que de la possibilité de la chose : & l'on doit se rappeler que c'est à l'universalité de son commerce, dont elle ne néglige aucune branche, que la Hollande doit l'abondance constante des grains dans ses marchés : plus un commerce général s'étend, & plus le peuple qui le fait est assuré de l'approvisionnement de toutes les espèces de denrées. Si le commerce général de la Hollande souffroit une certaine altération, les grains, qui abondent aujourd'hui dans ses marchés, disparoïtroient insensiblement : l'intérêt qu'auroient les autres Nations de lui vendre leur superflu, ne lui pourroit assurer un approvisionnement régulier.

Cette vérité est démontrée par les faits. Les Nations agricoles ne recueillent souvent pas assez de bled pour leur consommation : il leur arrive fréquemment de le payer à un prix exorbitant, d'éprouver même dans quelques années, d'affreuses di-

fettes : je pourrois citer, en exemple, Naples, & même la France. Il faut convenir que les Loix restrictives & prohibitives qui mettent les plus grandes entraves au commerce des grains chez ces deux Nations, occasionnent ces disettes, qu'on n'éprouveroit pas avec la liberté illimitée de ce commerce. Mais il seroit vrai de dire que l'approvisionnement, que pourroit leur procurer la liberté indéfinie du commerce, dépendroit encore de la bonne volonté des Peuples voisins ; car la demande, n'étant jamais constante, mais assujettie à toutes les variations des récoltes, ne pourroit pas donner lieu à un approvisionnement régulier, & la combinaison de plusieurs circonstances imprévues empêcheroit peut-être l'extraction des bleds dont on auroit besoin. On peut, ce me semble, en conclure qu'une Nation qui ne cultive pas assez de grain pour sa propre consommation, doit, suivant la nature des choses, être dépendante de ses voisins pour sa subsistance.

Le Royaume de France, dont le sol fertile produit dans les bonnes années deux fois

fois autant de bled , que n'en peuvent consommer ses habitants , s'est trouvé dans l'entière dépendance de ses voisins ; on peut même dire à la merci de ses plus grands ennemis pour son approvisionnement de bled. On fait très bien comment se termina la guerre de 1744. La France , menacée de la plus cruelle famine , fut non seulement obligée de tirer de l'Angleterre une prodigieuse quantité de bled qu'elle paya en argent ; mais elle se vit encore forcée de s'arrêter au milieu de la carrière de ses conquêtes , pour conclure la paix ; car il ne faut pas croire qu'elle fut portée à cette démarche par la crainte de l'armée Russe , comme l'ont avancé quelques prétendus Politiques. La Russie peut bien faire trembler quelque horde de Tartares ; mais elle doit être comptée pour rien parmi les grandes Puissances de l'Europe.

La dépendance d'un Peuple , qui possède , comme la France , un territoire immense & d'une merveilleuse fécondité ; a sa cause dans le défaut de culture ; ce qui peut produire un plus mauvais effet enco-

re que la mauvaise qualité des sols; car les Peuples, qui n'ont point de terres à mettre en valeur, savent qu'ils doivent tirer d'ailleurs leur approvisionnement de bled, & traitent en conséquence avec les autres Nations: mais ceux qui possèdent un grand territoire, s'attendent naturellement à recueillir les grains nécessaires à leur subsistance; & lorsque leur chétive culture est suivie d'une récolte encore plus chétive, ils tournent alors les yeux sur leurs voisins; mais on ne peut leur faire alors que des fournitures insuffisantes, parce qu'il est toujours difficile de remplir une demande considérable, faite à l'instant même de la consommation. Témoins la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, toutes contrées d'une extrême fertilité.

L'indépendance nationale résulte donc uniquement de l'agriculture; non de la possession d'un riche territoire, mais de sa cultivation. Si une Nation compte sur ses voisins pour faire les provisions de grain que les circonstances & le moment lui rendront nécessaires; elle en dépendra entièrement: sans être assurée d'en tirer un

approvisionnement proportionné à ses besoins : quand la famine commence une fois à se faire sentir, toutes les importations subites que l'art & la célérité suggèrent, se trouvent souvent insuffisantes pour l'arrêter : soit qu'on connoisse trop tard l'étendue du besoin, soit que le roulage intérieur ne se fasse que difficilement, car il est assez ordinaire de voir les provinces méditerranées dans une extrême disette, lorsque les vaisseaux chargés de bled arrivent dans leurs ports. C'est le cas où se trouvoit la France en 1748, & Naples, il y a quelques années.

Si, d'un autre côté, une Nation fonde son approvisionnement de bled sur la régularité de son commerce, sa subsistance n'en sera pas moins précaire : son approvisionnement sera toujours relatif aux circonstances qui décideront les Nations voisines à vendre ou à ne pas vendre leur bled, & qui même pourront conspirer unanimement à sa ruine. Mais d'ailleurs le commerce étant par sa nature exposé à une infinité de vicissitudes, dès que l'existence d'un Peuple en dépend, il est incontestable

ble que cette dépendance diffère essentiellement de celle qui résulte de l'agriculture.

On pourra demander s'il est beaucoup de Nations dans le cas de dépendre absolument de l'agriculture, & quelles sont celles qui en dépendent uniquement ? Il est aisé de répondre à ces questions ; je crois même ces éclaircissements d'autant plus nécessaires, qu'il est impossible d'être entendu en parlant de la culture Angloise & des conséquences qui en découlent, sans avoir d'abord développé certains principes généraux, dont l'application à l'état actuel de la grande Bretagne jettera le plus grand jour sur cette matière intéressante. Je dois donc prévenir le lecteur de ne pas se hâter de conclure que je me perds dans une digression étrangère à mon sujet, en m'efforçant par des exemples étrangers & des combinaisons générales, de tracer ces principes de *dépendance de l'agriculture*, sur lesquels la puissance & la prospérité de la grande Bretagne sont fondées.

Quand on dit qu'une Nation dépend de

l'agriculture, il ne faut pas prendre à la lettre cette manière de parler, & s'imaginer qu'on prétend que son unique dépendance est la cultivation : les ateliers indispensables pour la culture, supposent l'existence & la nécessité de quelques manufactures, & l'éducation des troupeaux ne fauroit être portée fort loin, sans les manufactures de laine & de cuir. Un Peuple tomberoit dans la plus grande des absurdités, s'il se propoisoit de faire de la culture des terres une occupation tellement exclusive, qu'il seroit dans le cas d'acheter de l'étranger ses souliers & ses habits. Ainsi, dire qu'un Peuple dépend de l'agriculture, c'est dire qu'il tient son existence principalement de la cultivation ; qu'il ne fonde ses ressources sur le commerce, comme la Hollande, ni sur l'exploitation des mines, comme l'Espagne, ni sur ses manufactures exportatrices, comme la France l'a fait, à son grand desavantage, depuis le Ministère de M. Colbert, sans avoir encore renoncé à un plan plus desavoué par la saine politique.

En réponse aux questions proposées, on

peut dire que les Suisses dépendent de l'agriculture. Ils font quelque commerce du superflu des productions de leur sol, & ils ont plusieurs manufactures nécessaires; mais ce commerce & ces manufactures sont subordonnés chez ces Peuples à l'agriculture. La Pologne est dans la dépendance absolue de son agriculture. La Suède & le Dannemark en dépendent un peu moins; & si jamais le Gouvernement de France entend assez bien ses intérêts pour accorder au commerce des grains une entière franchise, une liberté illimitée, dès ce moment les manufactures ne feront plus la principale ressource. Mr. Colbert, qui anéantit toute liberté dans le commerce des grains, pour élever des fabriques sur les ruines de l'agriculture, ne s'aperçut pas qu'il privoit le Royaume de ses vraies richesses pour lui en procurer d'imaginaires. Il prenoit d'ailleurs les mesures les plus fausses pour entretenir le bon marché des denrées de première nécessité; les gênes, les restrictions, les taxes, les contraintes, produisent précisément l'effet contraire. Aussi la police réglemen-

taire qui fut son Ouvrage, loin d'amener l'égalisation des prix, occasionna des augmentations subites, & des variations énormes. La France n'a besoin que de l'immunité de son commerce des grains, pour se trouver dans l'unique dépendance de sa cultivation.

Je placeraï de même la principale dépendance de la grande Bretagne dans son agriculture. Mais outre la dépendance, où elle est, des choses que le mœurs de ce siècle lui rendent nécessaires, elle est encore retenue dans une autre par les dettes publiques qu'elle a contractées; ce qui aggrave & complique sa dépendance en forçant le Gouvernement à faire supporter le poids des impots sur le commerce, les manufactures & l'agriculture.

Dans le cercle entier de l'économie politique, il n'est peut-être pas une question plus curieuse & plus importante que celle qui détermine à quel point une Nation est dans la dépendance de son agriculture. On voit à ce sujet les Ecrivains partagés d'opinions, & presque diamétralement opposés. Les difficultés dont cette matière

est enveloppée ne viennent pas tant de la question en elle-même, que de l'état & de la situation des Peuples auxquels on en fait l'application. Veut-on, par exemple, faire mention de cette dépendance en parlant de la Grande Bretagne ou de la France, à l'instant s'élèvent mille objections à l'égard des taxes, du crédit, des dettes & d'une multitude d'autres particularités qui peuvent être d'une grande conséquence à l'application du principe, sans affecter le principe même.

L'objet de cet essai ne me permet pas de me livrer à des discussions profondes sur les manufactures & le commerce. Je distinguerai seulement ici entre le commerce des marchandises de luxe ou de pure décoration & celui des choses nécessaires & dont l'éducation & les mœurs du siècle nous font un besoin. Tout ce qui est de pur luxe peut bien être considéré comme partie intégrante de ce monstrueux édifice de crédit, de taxes, de puissance militaire, &c, que les grands Etats de l'Europe prennent tant de peine à ériger pour le malheur des Peuples ; mais une

Administration dirigée sur des principes moins compliqués, reprime tout autre commerce que celui des choses nécessaires à nos vrais besoins.

Si l'on imaginoit qu'un commerce qui ne s'étendrait qu'aux nécessités de la vie, seroit très peu considérable à l'égard de la grande Bretagne, on donneroit dans une grande erreur. Cette Nation pourroit n'avoir d'autre dépendance que celle de son agriculture & d'un pareil commerce, qui lui seroit subordonné, sans rien perdre de cette puissance politique dont elle est en possession; sans craindre d'altération dans son revenu public, & moins encore dans sa population. Il est même assez vraisemblable que la balance d'un commerce de marchandises de luxe ne doit pas être à l'avantage d'une contrée située à la latitude de la Grande Bretagne; & que toutes les dépenses de faste tendent directement à la dépopulation. D'où nous pouvons conclure que la dépendance de l'agriculture s'accorde très bien avec de nombreuses manufactures & un commerce étendu; elle n'est incompatible qu'avec l'excès de

ces choses, ce qui signifie seulement que l'agriculture doit avoir constamment la prépondérance sur les manufactures & le commerce. Il est nécessaire de répéter ici que si les dépenses publiques s'élevent au-dessus du produit net de l'agriculture, des manufactures & du commerce, le principe de la *dépendance de l'agriculture* cesse d'avoir la même application.

Il n'est pas aisé de découvrir avec quelque précision les ressources qu'ont eues la grande Bretagne & la France, ni le juste degré où ces Etats se sont trouvés dépendre de leur agriculture. Ces dépenses extraordinaires de la Grande Bretagne ont presque toutes été faites par la voie du crédit & du papier, s'il est permis de distinguer ces deux objets qui semblent se confondre; & l'on doit présumer que ce qui fait prendre faveur au crédit, est bien plus le commerce que l'agriculture. L'édifice immense de commerce, de taxes & de crédit, erigé en Hollande sans aucun rapport à l'agriculture, semble avoir fasciné l'imagination de ceux à qui l'on a confié la direction des affaires de la grande Bretagne.

La France s'est trouvée dans des circonstances très différentes. Tout son commerce extérieur par Mer, qui est très considérable, a été plus d'une fois ruiné: ses manufactures en ont prodigieusement souffert: Son crédit est tombé deux fois; & malgré ses humiliations & ses revers elle eut toujours la faculté de lever des sommes immenses pour soutenir les guerres, & pour fournir au faste, au luxe & à toutes les dépenses de la Cour la plus prodigue de l'Europe. Quelles furent donc ses ressources, outre le produit de son agriculture? Elle n'en eut point d'autres que son commerce par terre avec la Suisse & l'Allemagne; l'exportation du superflu de ses manufactures; & les chargements que firent dans ses ports quelques vaisseaux étrangers: à l'exception de ces articles, son agriculture fournit à tous ses besoins & soutint toutes ses dépenses, au moins trois fois plus considérables que tout le produit de son commerce & de ses manufactures. Si donc cette Nation put au milieu des désordres & de la confusion que devoient nécessairement occa-

sionner la ruine de son commerce, les banqueroutes Nationales & une guerre malheureuse; si elle pût dans ces tems de trouble soutenir une guerre dévorante, subvenir à toutes les dépenses ordinaires du Gouvernement, & payer sans interruption les intérêts d'une dette immense, avec le produit de son agriculture; à quel degré de puissance ne pourroit-elle pas s'élever au milieu d'une paix générale, en joignant à sa riche cultivation le perfectionnement de ses manufactures & un commerce dont on ne peut assigner les limites?

Il doit paroître évident d'après cet exemple que de grands Royaumes peuvent subsister & fleurir sans autre ressource que l'agriculture, ainsi que les petits Etats, comme la Suisse. Si quelqu'un pouvoit encore avoir des doutes sur cette vérité, il suffiroit pour les dissiper de lui citer la Chine: cet Empire, le plus peuplé & le plus riche qui soit sur la terre, ne jouit pas même d'un commerce assez étendu pour exporter sur ses propres batimens les marchandises qu'il manufacture, & qui

n'exerce son industrie que sur les matières que son sol a produites.

Il est incontestable que l'indépendance d'un Peuple doit être d'autant plus grande, que son territoire est plus fertile & que les productions du sol sont plus variées : plusieurs productions de la Zone tempérée sont nécessaires dans la Zone torride, & réciproquement. La Chine, & les Dominations Britanniques & Espagnoles sont les contrées du monde, où l'on trouve des latitudes plus diversifiées. La Chine s'étend des climats les plus chauds jusques dans les plus froids, & cette situation locale rend ses productions aussi diversifiées que sa température. L'Espagne & l'Amérique Espagnole jouissent des mêmes avantages, s'étendant du sud jusqu'aux plus froids climats du Nord. L'empire Britannique est le plus étendu qu'on connoisse aujourd'hui sur la surface du globe. Ses possessions bornées au Sud par l'Equateur, s'avancent jusques sous le pole septentrional à travers des territoires fertiles & dont les productions sont variées à l'infini par la différence des cli-

mats. Ces diverses contrées produisent en abondance toutes les denrées nécessaires à la vie & particulièrement le froment, le maïs, le riz, le chanvre, le Lin &c. Plusieurs donnent du Sucre, du Café, de l'Indigo, &c. dans quelques-unes le thé pourroit être cultivé avec succès : la plupart seroient très propres à la culture des muriers, des cotonniers, des oliviers, des vignes &c.

Cette légère esquisse doit faire entrevoir la multiplicité des productions que peuvent fournir les différentes parties de la domination Britannique; & conséquemment l'indépendance de cette Nation qui peut se suffire pleinement à elle-même.

Considérons maintenant sous un coup d'œil général les différens Peuples de l'Europe & comparons les avec la Grande Bretagne. Dans ce parallele nous verrons clairement le degré de dépendance que cette Nation peut placer dans son agriculture.

Il est certain que la France a beaucoup plus de ressource dans son agriculture que la Grande Bretagne. Nous l'avons vue

malgré la perte de son crédit & de son commerce par mer, faire face à toutes les dépenses qu'entraînoit une guerre ruineuse. La Grande Bretagne feroit-elle capable des mêmes efforts? C'est-ce qu'on ne peut pas assurer. Si elle peut mieux compter sur les productions de son sol, & si à cet égard elle l'emporte sur la France, elle ne doit cet avantage qu'à la sagesse de son Gouvernement, & à la bonté de ses Loix sur le commerce des grains. La liberté du commerce des bleds, les gratifications accordées à leur sortie du Royaume, ont toujours entretenu l'abondance; tandis que la France s'est vue exposée à de fréquentes famines, occasionnées par la fausse politique d'un Gouvernement peu éclairé, qui méconnoit toujours les avantages illimités de l'entière & parfaite liberté. Mais s'il peut jamais renoncer à des préjugés destructeurs, adopter les principes d'une saine politique, & substituer à une foule d'Ordonnances, d'Edits, de réglemens, de privilèges exclusifs, de formalités, & d'exactions de tou-

tes espèces qui étouffent l'émulation, l'industrie, le commerce & les hommes, si, dis-je, il peut jamais se résoudre à briser toutes ces entraves, pour établir le règne de la liberté, la France alors verroit renaître l'abondance dans son sein, & seroit encore en état de fournir des grains à toutes les autres Nations de l'Europe.

Pour assurer que l'Espagne n'a pas moins de ressource dans son agriculture que la France, il seroit nécessaire d'examiner si cette Puissance pourroit se maintenir comme la France l'a fait, sans le secours de ses mines & de son commerce extérieur: cette circonstance doit à cet égard faire accorder la supériorité à la France. La Grande Bretagne dépend considérablement de son crédit & de son commerce extérieur. l'Espagne est à-peu près dans le même cas, mais elle dépend encore beaucoup plus de ses mines: La première trouve dans les productions de son crû de quoi pourvoir amplement à tous ses besoins; l'autre est souvent dans la nécessité de s'approvisionner chez ses voisins, & il

est certain qu'elle peut bien moins compter sur son agriculture, que la Grande Bretagne.

L'Italie, considérée sous un point de vue général, jouit d'un commerce si peu étendu, ses manufactures sont si peu considérables, qu'on peut dire qu'elle peut faire uniquement fond sur son agriculture; ses soies crues devant être regardées comme une branche de l'économie rurale. Je dois faire observer que les disettes fréquentes qui affligent l'Italie ne proviennent pas de l'insuffisance de l'agriculture, mais d'une agriculture insuffisante. La Turquie, par la forme de son Gouvernement, doit être considérée ici comme une exception; c'est un exemple trop étranger pour en faire un terme de comparaison. Il n'est pas plus aisé d'établir un parallèle exact entre la Grande Bretagne & l'Allemagne: la diversité des intérêts des Peuples que renferme cette vaste contrée, doit faire naître dans sa cultivation des différences infinies: mais il y a tout lieu de croire que sa dépendance de l'agriculture est plus grande que celle de la Grande Bretagne.

Quant à la Pologne, il est visible qu'elle n'a de ressource que dans son agriculture : les manufactures & le commerce sont également inconnus dans cette contrée.

La Suède depuis une vingtaine d'années, a prodigieusement encouragé & perfectionné son agriculture. Ses récoltes excèdent aujourd'hui sa consommation ; & à cet égard elle doit l'emporter de beaucoup sur la Grande Bretagne. La même observation est applicable au Danemark & à la Norvège.

Pour la Hollande, elle est généralement connue pour n'être pas une Nation agricole. Le Portugal est bien loin de balancer les avantages de l'Angleterre relativement à son agriculture. Mais la Suisse l'emporte à ce sujet sur tous les Royaumes de l'Europe. Les productions de son sol fournissent à tous ses besoins ; & elle a toutes les jouissances qu'un Peuple jaloux de sa liberté peut désirer. Elle a un commerce intérieur & possède plusieurs manufactures importantes ; mais ce commerce & ces manufactures ne consistent que dans

le transport & le façonnement des productions de son territoire, & sont par conséquent subordonnés à son agriculture.

CHAPITRE II.

De l'influence de l'Agriculture sur la Population de la Grande Bretagne.

Tous les Politiques conviennent assez généralement que dans une Nation le nombre des Cultivateurs fera plus ou moins grand, relativement au reste du peuple, suivant sa plus ou moins grande dépendance de son agriculture; mais ils sont très peu d'accord sur la proportion qu'il conviendrait d'établir entre le nombre des Cultivateurs comparé au reste de la Nation. Les uns prétendent que plus ce nombre sera grand, & plus la Nation sera peuplée: les autres soutiennent que l'accroissement de la classe cultivatrice ne seroit qu'une surcharge pour la Nation, & qui ne pourroit avoir que des effets funestes au bien général. De toutes les questions de l'économie politique, c'est celle qui a

le plus exercé les esprits. Elle nous paroît mériter toute notre attention : mais comme je l'ai déjà annoncé, mon objet est bien moins de traiter de l'agriculture en général, que de celle de la Grande Bretagne en particulier; je n'entrerai dans cette question qu'autant qu'elle me paroît applicable à la Nation Angloise.

Je présenterai d'abord un extrait succinct des raisonnemens de M. Wallace (*), qui a jeté de grandes lumières sur cette question. La distribution des biens-fonds est-elle favorable ou nuisible à la population?

M. Wallace s'est déclaré pour l'affirmatif. „ Le monde, dit-il, fera d'autant plus peuplé qu'il y aura plus d'hommes employés à la culture des terres, à la pêche, & aux arts nécessaires pour les exploiter de la manière la plus avantageuse; & par la raison contraire, moins il y aura d'hommes occupés de ces travaux utiles, & moins la population fera de progrès sur la terre. L'emploi qu'on peut faire des

(*) Numbers of Mankind, p. 19, 21.

hommes dans les arts stériles, n'est ici d'aucune considération; fussent-ils occupés à ceux d'entre ces arts qui peuvent accroître les richesses & la population de quelques Nations particulières, si leurs occupations ne sont pas plus ou moins immédiatement productives".

„ Si dix mille hommes, ou tout autre nombre déterminé, sont employés à des ouvrages purement stériles, c'est à dire aux arts d'agrément & de décoration, à tous les talents agréables qui polissent & corrompent les sociétés; il est d'une nécessité absolue qu'il y ait un certain nombre d'hommes dont les travaux productifs puissent par la multiplication des subsistances pourvoir à l'entretien de ces dix mille hommes. Mais ne conçoit-on pas maintenant que, si ces dix mille hommes au lieu d'être occupés d'arts agréables, uniquement propres à multiplier les modes, les goûts de parure & d'amusement, & toutes les dépenses de luxe, étoient directement employés à des travaux productifs dont l'objet est la multiplication des subsistances & des matières premières, ne conçoit-on pas

que les fruits de leurs travaux utiles pourvoiroient à leur entretien & à celui d'un certain nombre d'autres : d'où il faut conclure qu'il pourroit subsister sur la terre un plus grand nombre d'hommes. Si donc l'on veut porter la population du monde à son plus haut degré possible, il faut employer les hommes aux travaux productifs, & aux arts qui leur sont directement utiles; & on ne doit songer au commerce & aux manufactures de luxe, que lorsque toute la terre sera aussi parfaitement cultivée qu'elle peut l'être".

Ce raisonnement me paroît juste. Sir James Stuart (*) défend l'opinion directement contraire; exposons ses raisons. „ De quelque importance, dit il, que soit l'agriculture, il ne s'ensuit point que chacun doive s'en occuper. Ce seroit intervertir l'ordre des choses, confondre toutes les classes de la Société, & changer le serviteur en maître. Les devoirs & les occupations de l'homme ne sont pas de se nourrir; il ne se nourrit que pour remplir

(*) Inquiry into the principles of political Oeconomy, p. 25, 32.

des devoirs & se rendre utile à la Société".

M. Stuart n'auroit-il pas dû nous dire quels sont les devoirs essentiels de l'homme ? par quels moyens il doit se rendre utile à la Société ? Est-il donc essentiel à l'homme d'être un Agent de change, un Jurisconsulte, ou un Soldat mercénaire ? Je voudrois bien savoir si le Cultivateur d'une terre n'est pas aussi utile à la Société, par son travail productif, que ceux qui s'occupent des arts agréables ?

L'Auteur observe dans un autre endroit, „ que dans la supposition qu'on parvint à augmenter le nombre du peuple, il n'en résulteroit aucun avantage pour la Société ; puisque cet excès de population n'auroit d'autre objet que sa subsistance".

Il est nécessaire de remarquer ici que l'Auteur dans son volumineux ouvrage rappelle fréquemment au lecteur qu'il suppose toujours que la direction des affaires publiques est confiée à un Ministre intelligent, actif & plein de zèle pour le bien général ; mais comme le passage, qu'on vient de voir, n'est appliqué à aucune

contrée particulière, il faut croire qu'il veut y parler d'une Nation dont les Loix & l'Administration sont également vicieuses. Pour tout Peuple qui a, de sages Loix & des Ministres équitables, la multiplication seule des hommes est un avantage. En Angleterre, le citoyen qui cultive son domaine, ne pût-il en retirer, par la médiocrité de son étendue, que sa propre subsistance & celle de sa famille, est-il un membre inutile de la Société? L'Etat ne peut-il se promettre aucune espèce de service, de ses enfans? Ne peuvent-ils donc pas trouver à s'employer utilement, dans les armées, sur les Flottes, dans les manufactures? Cette famille ne doit-elle pas être vêtue? & ces vêtements ne supposent-ils pas des fabriques & le travail d'autres hommes? Est-il donc possible que des hommes, uniquement occupés de la reproduction des subsistances & des matières premières, ne soient que des êtres inutiles dans la société? Disons plutôt qu'il est impossible qu'un homme, livré à des occupations productives, ne soit pas utile à ses concitoyens.

Cette dernière proposition mérite par son importance d'être approfondie. Elle répandra un grand jour sur le sujet, & fera sentir de quelle conséquence il est pour une Nation de multiplier autant qu'il est possible, le nombre des propriétaires fonciers.

Écoutez d'abord l'Auteur dans la description qu'il donne du vigneron Français. Dans les contrées de France où la vigne est cultivée, nous voyons des terres, aux environs des villages, divisées en de très petites portions, mais dont la culture est parfaitement soignée: ces portioncules de terre rendent tout le produit dont le sol est capable. Ces petites possessions appartiennent en propre à des paysans attachés à la culture des vignes. Tout est tellement mis à profit par ces petits propriétaires qu'ils arrachent soigneusement jusqu'aux moindres mauvaises herbes, pour les donner à quelques bestiaux qu'ils nourrissent. Le produit de ces petits champs si bien entretenus, est entièrement consommé par le vigneron propriétaire & sa famille, qui cultivent eux mêmes le petit héritage; & il n'y a point

de superflu. On peut donc conclure que le morceau de terre est suffisant pour l'entretien du vigneron & de sa famille, mais qu'il ne donne aucun excédent : ce vigneron n'a point de grain à vendre; il n'a que le strict nécessaire, sans avoir aucune denrée dont il puisse se passer. C'est donc les salaires, que lui procure la culture des vignes, qui le mettent en état de pourvoir à ses autres besoins. Cet exemple nous offre une idée de la Société. Le vigneron dépend du propriétaire des vignes pour ses salaires; & le propriétaire est à son tour dans la dépendance du vigneron pour jouir du produit net de ses vignes.

„ Mais si nous supposons tout le Royaume divisé & cultivé comme le territoire de ce village, dès lors le vigneron n'auroit plus de salaires pour son travail, & se trouveroit par conséquent hors d'état de pourvoir à ses autres besoins. On voit déjà qu'en admettant cette division du territoire dans toute l'étendue du Royaume, quiconque ne posséderoit pas une de ces portions de terre, n'auroit plus aucune

ressource dans son travail, & ne pourroit plus subsister.

“ Cet exemple doit nous faire connoître qu'il se trouve une prodigieuse différence entre l'agriculture *exercée comme un commerce ou comme un moyen direct de subsister*. Nous voyons dans le vigneron ces deux genres de culture, celle de la vigne est pour lui un vrai commerce; & celle de son petit domaine est un moyen de subsister. Nous pouvons en conclure encore que, dans le dernier genre de culture, il n'est utile qu'à lui même & à sa famille; & que dans les premier, il est utile à la société: conséquemment on peut dire que sans le travail que le vigneron fait comme commerce, l'Etat ne perdrait rien s'il pouvoit arriver que le Cultivateur, sa famille & son petit champ fussent engloutis par un tremblement de terre. La subsistance & les consommateurs disparaîtroient, sans que cela causât la moindre altération dans le corps politique. Cette espèce d'agriculture n'est donc d'aucune ressource à l'Etat, & les hommes, d'après un pareil plan, pourroient se multiplier,

fans que l'Etat gagnât rien à cette multiplication. Ainsi, l'extension de l'agriculture & la multiplication des hommes, qu'on pourroit obtenir par la division du territoire en très petites portions, ne contribueroient pas à l'accroissement de la puissance d'un Peuple."

L'Auteur, dans ce passage, accorde déjà que la division des terres a de favorables influences sur la population. Tout ce qu'il prouve est que la division des terres peut-être poussée trop loin. Mais quelle sera la ligne de démarcation? Quelle est la division à la quelle il conviendra de s'arrêter? Personne ne conseillera jamais de borner la propriété à une perche carrée par tête; & cela parce qu'il est évident que ces portioncules de terre seroient insuffisantes pour l'entretien d'une famille. Si nous étendons cette division jusqu'à la grandeur de la possession du vigneron, citée en exemple, & que nous retranchions la culture de la vigne; alors, suivant l'Auteur, le vigneron privé des salaires que lui valoit son travail en cultivant la vigne, se trouve réduit à une

trop petite possession, & n'est plus en état de satisfaire aux dépenses usuelles, telles que le vêtement, le sel, les instrumens aratoires, l'acquiescement des taxes, &c. dépenses nécessairement comprises dans l'entretien d'une famille. Cette division n'est donc pas moins absurde que celle qui limiteroit la propriété à une perche quarrée par personne : dans l'une & dans l'autre, il y a même raison d'insuffisance. Mais est-il rien de moins judicieux, de supposer, comme fait l'Auteur, un Royaume morcellé en petites portions de terre parfaitement bien cultivées, sans qu'il existe aucune espèce de commerce entre les habitans ? " Il ne pourra pas y avoir de subsistance, dit-il, pour quiconque ne sera pas entré en partage des terres." Il se trouvera donc une subsistance assurée pour tous les propriétaires. Et c'est ici où git la difficulté. L'entretien d'une famille suppose nécessairement la faculté de pourvoir aux divers besoins de la vie civile & même à l'acquiescement des taxes, sans quoi le Gouvernement saisiroit le pro-

duit de la terre entre les mains du Cultivateur.

La question se réduit donc à favoir, si un citoyen peut pourvoir à sa subsistance, sans être d'aucun secours, d'aucune utilité à ses compatriotes ; ou, dans les termes de l'Auteur, sans que l'anéantissement de sa personne & de sa propriété, altérât en rien la puissance nationale. La portion de terre cultivée par la vigneron est supposée ne lui fournir exactement que la nourriture. Mais il n'est pas plus raisonnable de supposer cette division, que de vouloir réduire chaque personne à la possession d'une perche quarrée. Ces deux divisions sont également impraticables. La division des terres propres à faire fleurir l'agriculture, considérée comme un moyen direct de subsistance, doit être assez considérable pour que le Cultivateur trouve dans le produit de son champ la subsistance de sa famille entière, & un excédant qu'il puisse échanger avec d'autres, soit immédiatement, ou par le moyen de l'argent, afin de pourvoir par cet échange

aux autres besoins, tels que le vêtement, les instruments d'agriculture, l'acquittement des taxes, &c. &c. Toute division qui ne mettra pas le Cultivateur en état de satisfaire à ces divers besoins, ne sera ni moins impraticable, ni moins absurde que celle de la réduction à une perche carrée. Imaginer qu'un Royaume puisse être divisé en petites parcelles, comme le suppose gratuitement Sir James Stewart, & cultivées directement pour la subsistance, sur-tout d'une manière aussi parfaite qu'il le décrit, sans supposer en même tems l'existence d'un certain nombre de manufactures, & conséquemment la circulation du commerce, & le lien général des sociétés, qui unit entr'eux les membres qui la composent; c'est une supposition destituée de principes & dont on ne peut déduire que des erreurs.

L'importance du sujet me paroît exiger une plus ample discussion. " Par la supposition, dit Sir James, la portion de terre cultivée pourvoit à la nourriture du maître & de sa famille, mais sans aucun excédant. " Il semble qu'on pourroit infé-

rer des propres termes de l'Auteur, que les petites possessions dont il parle, sont seulement supposées, & non pas réelles; mais il importe peu; & pour faire à l'Angleterre l'application de l'exemple qu'il tire de la France, examinons quelle seroit la situation d'un petit propriétaire foncier Anglois. Nous le supposerons avec sa femme & ses enfans former une famille de six personnes: son bien-fond sera de douze acres, dont huit en terres labourables & quatre en herbages; son système de culture sera de mettre chaque année deux acres en froment, deux en orge, deux en pois ou en fèves & deux en trèfle. Cet assolement seroit d'autant plus avantageux, que dans le cas où il seroit l'acquisition de quelques bestiaux pour les engraisser, il pourroit ensemencer en turnips les deux acres, réservés à la culture des porcs. Ses deux acres de froment fourniront suffisamment de pain la famille, qui a en outre le produit d'une vache. Avec ses vaches, son trèfle, & quelques restes de grain, il se trouvera en état de nourrir une truie; & lorsqu'il engraissera quelques uns de ses cochons,

il fera usage de son orge ou de ses pois. Il a aussi de quoi pourvoir à l'entretien de deux chevaux pour faire ses labours : son tréfle, un acre d'avoine & le paturage doivent fournir amplement à leur nourriture. Mais je dois observer que s'il tient un attelage de bœufs pour les labours, ses turnips lui deviendront bien plus profitables : ses bœufs s'en accommoderont beaucoup mieux que les chevaux.

Il nous reste maintenant à examiner quel sera l'excédent du produit de son petit domaine, qu'il pourra vendre, pour satisfaire à toutes les autres dépenses de première nécessité.

Le produit d'une vache. Un acre d'orge, s'il ne veut pas faire l'engrais de cochons. Le produit d'une truie ; & dans la supposition qu'elle lui donne annuellement dix cochons de lait, il pourra en vendre huit, & en réserver deux qu'il engraissera pour son usage. Deux acres de Turnips ou de pois, & la volaille qu'il pourra élever. Ces divers articles de son produit forment l'excédent dont il peut disposer, & que sir James Steward appelloit

sa culture de commerce. On ne peut pas douter de la réalité de ce surplus ; & rien ne le prouve plus incontestablement que la rente que payent des Cultivateurs qui afferment des terres de cette étendue. Ces Cultivateurs trouvent, malgré le prix du fermage, à pourvoir à tout ce qui est nécessaire pour l'entretien de leur famille : il est donc évident qu'étant eux mêmes propriétaires, ils pourroient vivre dans une plus grande aisance.

Sir James Steward pourra nous demander quel doit être la destinée des quatre enfants ? Ces enfants devenus grands, passeront sous le joug de l'himen. Mais si le Royaume est une fois divisé en petits domaines semblables, par quel moyen pourvoira-t-on à l'entretien des nouveaux époux & de leurs enfants ?

La réponse à cette objection se présente d'elle même. Le premier coup-d'œil sur l'exploitation de la petite ferme peut nous convaincre de la variété des manufactures nécessaires pour la faire subsister. Les vêtements, les meubles, les instruments du labourage, les voitures, & tout ce qui entre dans les ateliers d'une ferme, supposent une foule d'artisans occupés de travaux relatifs à

ces divers objets. Mais ces artisans, d'où prétend-on les tirer? Ne font-ce donc pas les enfans des Cultivateurs qui embrasseront toutes ces professions d'une indispensable nécessité à la culture des terres? La nombreuse population des villes se soutient-elle autrement que par l'émigration des Campagnes? Ne faudra-t-il pas toujours recrûter les armées, équiper des flottes, entretenir les propriétés publiques? Dans tout Etat sagement gouverné, l'emploi des hommes est assuré. Les occupations croissent en raison de la population.

Conformément aux idées de M. Wallace, si l'on vouloit porter la population de la grande Bretagne à son plus haut degré d'extension, il conviendrait de diviser tout le territoire en portions chacune de douze acres; de n'employer les hommes qu'aux arts de première nécessité; de jeter continuellement le surplus de la population dans la culture des terres qui resteroient à défricher, jusqu'à ce que tout le territoire fût dans le plus haut degré de cultivation: alors seulement on admettroit les arts agréables pour occuper & entretenir l'accroissement futur de la population.

Je ne puis abandonner cette recherche, fans citer encore une observation de sir James Steward, où il développe ses sentimens sur cette importante question d'économie politique. " De nos jours, dit cet Ecrivain, p. 27 du même ouvrage, le principal objet est de pourvoir à l'entretien des dernières classes du peuple toujours trop nombreuses; & rien ne me paroît mieux répondre à cette fin, que l'inégalité des biens; parceque les trésors des riches se répandent naturellement sur tous les pauvres actifs & industrieux; au lieu que le produit d'une fortune médiocre ne peut guère s'étendre qu'à l'entretien des enfans du propriétaire, qui deviennent très communément une surcharge pour la famille & pour l'Etat. Rendons ceci plus clair par un exemple. Chacun peut se convaincre par l'observation la plus ordinaire que la réunion de plusieurs petits domaines en un grand, & la diminution des propriétaires ne causent pas le plus léger dérangement dans les Etats modernes. Qu'un homme riche fasse l'acquisition de toutes les petites terres de

son voisinage; & qu'il réunisse à lui seul les biens de plusieurs propriétaires, toutes les plaintes qu'on entendra former à ce sujet, rouleront sur les pertes que ces ventes occasionnent à des personnes attachées aux anciens propriétaires; mais on ne s'avisera jamais de dire que ces changements puissent troubler en rien l'ordre public".

Que la grande inégalité des biens soit favorable à la multiplication des dernières classes d'un Peuple, c'est-là une opinion qu'on ne portera, je pense, jamais à la démonstration. Mais, dit sir James, par cette inégalité, les pauvres industrieux peuvent entrer en partage des trésors du riche. Quelle raison! Ne leur est-il donc pas tout aussi aisé de gagner l'argent de ceux qui jouissent d'une fortune médiocre? Un millionnaire possède un vaste domaine qui rapporte annuellement cinquante mille livres sterlin: quel usage fera-t-il de son revenu? Il est bien probable qu'il en dépensera plus de quarante dans la capitale, où il voudra se montrer avec éclat, éblouir par son faste: l'émulation pué-
 R 3

de paroître plus riche & plus heureux que les autres, le jettera dans un luxe ruineux ; bientôt tout son revenu , s'il n'anticipe pas sur ses fonds, se dépensera en édifices superbes, en meubles précieux, en équipages brillants, en habits, en bijoux, en amusements, en plaisirs recherchés & coûteux & en une foule de besoins imaginaires. Ses richesses ne servent plus à ranimer le zèle des habitans de la campagne, elles ne circulent plus parmi les Cultivateurs qui les produisent ; elles ne contribuent plus à aider le Fermier à supporter le poids des impôts dont l'accable une fiscalité dévorante : ses richesses destinées à satisfaire des fantaisies toujours renaissantes, sont prodiguées aux artisans du luxe, à des farceuses, à des femmes perdues, &c. Ce millionnaire, ou ce Seigneur ne fera donc servir ses richesses qu'à encourager précisément l'espèce d'industrie la plus funeste & la plus directement opposée à la prospérité du Royaume. Mais je veux encore que ce riche propriétaire ne s'abandonne pas à tous les excès de la moleste, de la volupté & de la débauche, ses dépenses dans la ca-

pitale ne reflueront pas dans les campagnes, elles n'iront pas même à faire fleurir les manufactures les plus utiles; elles n'auront jamais d'autres objets que la nouveauté, la rareté, la singularité, les merveilles des arts & les chefs-d'œuvres de l'industrie. Les cinquante mille livres sterling ne feront donc pas dépensées utilement pour le Royaume, ni même à l'avantage de la terre qui en est la source; car les dépenses qu'un propriétaire fait dans sa campagne durant quelques mois de la belle saison, ne sont nullement comparables à celles qu'il fait dans la capitale.

Supposons à côté de ce domaine une terre d'un même revenu, & qui appartienne à mille propriétaires de cinquante livres sterling de rente chacun: considérons ces propriétaires résidant sur leurs terres dans des maisons propres & commodes, au milieu d'un pareil nombre de tenanciers. On découvre ici au premier coup-d'œil une population nombreuse, une grande consommation des productions du sol, brutes & façonnées, & en conséquence l'encouragement des fabriques les plus

utiles. Si nous supposons que ces propriétaires cultivent eux-mêmes leurs propres fonds, comme le produit de leur domaine est assez considérable pour les faire subsister, uniquement occupés des travaux de son exploitation, la culture en sera très soignée, & la population n'en deviendra que plus florissante. (*).

Il est bien vrai que les cinquante mille livres sterling, soit qu'elles appartiennent à un seul, ou à mille, ou à un moindre nombre de propriétaires, passeront annuellement dans les mains des agents de l'industrie; mais dans le premier cas, la majeure partie de la dépense est purement stérile, & n'a que des effets funestes à la société; dans le second cas, les effets de cette dépense deviennent très salutaires & tendent directement à la reproduction. " S'il y a beaucoup de propriétaires médiocres, dit un Auteur très estimé, il y aura peu de degrés d'inégalité : les propriétaires résideront dans leurs héritages,

(*) En preuve de cette assertion, voyez the Farmer's Lettres to the people of England, p. 72 & 73.

& plusieurs employeront l'excédant de leurs denrées à faire la dépense de nouveaux établissemens de culture, afin de pourvoir mieux leur famille, d'augmenter la propriété utile que les enfans auront à partager. Mais si les propriétaires sont en petit nombre, il y aura de grands degrés d'inégalité parmi eux. L'effet de la richesse fera de produire la variété & le raffinement des jouissances. Les riches laissant le soin de la culture à des Colons propriétaires, se rassembleront & formeront des villes : la communication augmentée, augmentera le nombre des caprices. Le superflu des denrées sera employé à les satisfaire; & la certitude, que les enfans auront un grand superflu, ne laissant aucune inquiétude sur leur sort, la folie usera & abusera librement, au lieu de planter & de créer.

Les Moralistes se sont généralement déclarés contre la grande inégalité des biens. Le judicieux Auteur d'un Essai sur l'agriculture, connu par l'étendue de ses lumières & la sagesse de ses vues, dit, " Le principal appui d'un Etat se trouve spé-

cialement dans cette classe précieuse de propriétaires de possessions médiocres, qui étoient autrefois en plus grand nombre dans la grande Bretagne, que dans la moitié du reste de l'Europe. Dans les anciens tems, les mêmes biens se perpétuoient dans les familles & passoient successivement des pères aux enfans ; c'est pour l'Etat un malheur que les propriétés changent rapidement de maîtres : ces aliénations trop communes ont un effet funeste, c'est de réunir un grand nombre de petites propriétés en un vaste domaine."

M. Wallace dans son ouvrage (*) sur la population a pleinement prouvé par une recherche exacte & impartiale de l'économie politique des Peuples anciens, l'influence directe de la division des propriétés foncières sur la population. On ne peut guère révoquer en doute que le nombre du peuple sera d'autant plus grand que cette division sera portée plus loin ; & que la grande Bretagne seroit infini-

(*) Dissertation on the Numbers of mankind.

ment plus peuplée, si les propriétés foncières s'y trouvoient plus divisées. L'infailible effet de la multiplication des possessions médiocres, est de multiplier les productions du sol : de grands propriétaires que les arts agréables & la variété des plaisirs retiennent dans la capitale, s'occupent peu des améliorations dont leurs terres sont susceptibles : jamais de vastes domaines ne seront cultivés avec le même soin que de petites possessions, dont les propriétaires sentent la nécessité de féconder le sol & d'en tirer le plus grand produit possible ; & d'ailleurs n'est il pas dans la Nature des choses qu'une terre soit mieux cultivée par les propriétaires eux mêmes que par des tenanciers ? Les terres vagues, que renferme ce Royaume à la honte du nom Anglois, appartiennent presque toutes à de très riches propriétaires. Si vous leur demandez, pourquoi ces terres demeurent incultes ? Ils vous répondront que l'incertitude du succès les a toujours détournés de hasarder des sommes considérables qu'il faudroit employer à ces défrichements. Mais s'ils divisoient

ces landes en petites portions de quinze à vingt acres, & si après y avoir fait construire quelques larges bâtimens ils en donnoient la propriété à des laboureurs industrieux, imagine-t on que la stérilité du sol empêcheroit ces nouveaux propriétaires de mettre ces portions de terre en état de culture, & de les transformer en champs de turnips, de navets, de tréfle, d'orge, d'avoine & même de froment? On sent bien qu'il n'est point de pauvre Cultivateur qui n'acceptât un pareil don avec des transports de reconnoissance: assuré de jouir des fruits de son industrie, on le verroit se livrer avec une ardeur incroyable au genre de culture le plus propre au sol de sa petite possession, & le rendre en peu d'années d'une fertilité capable de fournir à la subsistance de sa famille. Il n'en seroit sans doute pas de même si l'on vouloit faire exploiter ces petites Fermes par des tenanciers; le fermage alors absorbant une grande partie du produit, anéantiroit toute émulation: il semble qu'il soit dans la nature de l'homme de ne prendre un vif intérêt qu'à ce qui lui appartient en propre. La

terre qu'il cultive est-elle sa propriété, on le voit tenter toutes les ressources de l'industrie pour l'améliorer.

Les Isles Britanniques contiennent à peu près soixante & douze millions d'acres (*). Il ne seroit sans doute pas aisé d'assigner au juste l'étendue qu'occupent les rivières, les lacs, les rochers, les grandes routes, les maisons & les terrains qui par leur stérilité se refusent à toute espèce de culture : cette étendue néanmoins n'est pas si considérable qu'on pourroit le croire ; & je pense qu'en accordant pour ces différents objets dix millions d'acres, on donne beaucoup au-delà de la réalité. Suivant cette supposition à laquelle il est impossible de se refuser, il reste au moins soixante millions d'acres susceptibles de culture. Si nous supposons ce territoire divisé en fonds libres de vingt

(*) L'acre d'Angleterre est de 4840 verges quarrées, ou de 1135 Toises quarrées de France. L'arpent des eaux & forêts dans tout le Royaume est de 1344 $\frac{2}{3}$ Toises quarrées ou de cent perches de vingt deux pieds. Six arpents font donc environ sept acres. L'arpent de Paris ne vaut que 900 toises quarrées ou 100 perches de 18 pieds.

acres chacun, nous aurons trois millions de ces petits domaines, occupés par autant de familles. On ne peut guère moins compter de six personnes par famille, & tout le monde en fait la raison. Ce calcul fait déjà monter à dix-huit millions d'ames le nombre des Cultivateurs libres. De ce nombre on peut en déduire un million pour la classe des célibataires. Aux dix-sept millions qui nous restent, il faut ajouter le nombre des manufacturiers nécessaires pour fournir à nos Cultivateurs le vêtement, les ustensils, &c. Ce n'est pas exagérer que de porter ce nombre à près de huit millions. Dans cette supposition, le nombre du peuple seroit donc au moins de vingt cinq millions d'ames; & en s'arrêtant à ce nombre, on auroit deux acres & demi par personne; portion bien suffisante pour pourvoir à tous les besoins, si l'on fait surtout attention qu'il se fait sur nos côtes une pêche considérable & que nos rivières & nos étangs abondent en poissons. Le charbon de terre & les haies fourniroient leur chauffage; puisque nous voyons aujourd'hui que les haies d'une Ferme de vingt acres

& même d'une moindre étendue, donnent au Fermier toute sa provision de bois. Les fossés, si l'on avoit soin d'en faire écouler les eaux, ce qui seroit toujours facile, pourroient être destinés à des plantations de pommes de terre; & l'expérience prouve assez que la recolte n'en seroit pas incertaine. Les branches pourries, qui tombent dans ces fossés, forment avec la terre qui s'écroule & que les playes détachent de la berge une espèce de terreau entierement favorable à ce végétal; & l'ombre des haies & des arbres qui y croissent ne lui font point du tout préjudiciables. Une autre amélioration seroit de planter des pommiers dans les haies. L'observation de ces différents points d'économie rurale rendroit ces deux îles, ainsi divisées en petites propriétés, beaucoup plus peuplées qu'on ne pourroit le croire. Le territoire, divisé en portions chacune de vingt acres, dont le sol en général doit être supposé d'une moyenne qualité, donneroit certainement, outre l'entretien des familles cultivatrices, un excédent capable de faire subsister la classe des agents de l'industrie, & celle des per-

sonnes employées dans les affaires publiques.

Je n'imagine pas que personne revoque jamais en doute qu'une famille, composée de six personnes, ne subsiste aisément du produit d'une Ferme de vingt acres de terre d'un sol médiocre. C'est du moins là une vérité qu'il seroit facile de porter à la démonstration. Si dans le nombre des propriétaires, quelques-uns de ceux qui réunissent à leur domaine des terres vagues, vouloient établir une Ferme de vingt acres sur le terrain qui paroît le moins propre à la culture, & la donner en propriété à un laboureur industrieux, qui auroit sa femme & quatre enfans, ou du moins lui en passer un bail de quatre vingt-dix neuf ans, à un Shilling de rente, j'ose croire qu'on ne tarderoit pas à voir prospérer la petite Ferme; & peut-être en peu d'années le disputeroit-elle en fertilité aux meilleures portions de terre de nos grandes Fermes.

C H A P I T R E I I I .

*Suite du Chapitre précédent. De l'influence
d'un accroissement régulier des produc-
tions de la terre sur la Population.*

C'est une vérité reconnue de tous les Ecrivains Economiques que la population est toujours proportionnelle à l'abondance des productions du sol, pourvu que cette abondance soit régulière ; car des années favorables, ou d'autres causes pourroient occasionner la plus grande abondance, sans influer sur la population, à défaut d'une constante régularité : mais tout encouragement, donné à l'agriculture, qui, étant général & perpétuel, a une influence constante sur l'abondance progressive des productions, doit accroître progressivement la population.

En réponse à cette assertion, on pourra dire que l'accroissement progressif des productions du sol n'aura point d'influence sur la population, s'il arrive que l'excédant des subsistances qu'aura produit une meilleure culture, soit exporté, conformément aux

Loix établies en Angleterre sur le commerce des grains.

Mais ceux qui font cette objection, semblent vouloir ignorer que quelque illimitée que soit la liberté du commerce des grains, l'exportation ne s'étend jamais que sur le superflu de ces mêmes grains. L'exportation augmente nécessairement la consommation; celle-ci est la mesure de la reproduction. L'infaillible effet de l'exportation est donc d'encourager généralement la culture des terres, d'entretenir l'abondance de toutes les denrées, d'en diminuer les prix, & par conséquent de favoriser la population.

On ne peut pas douter que, si la Grande Bretagne consommoit elle-même tous les grains de son crû, ce ne fût-là un signe d'une population très florissante; mais nous devrions considérer qu'il est contre la nature des choses qu'il puisse jamais y avoir une exacte proportion entre la quantité des grains que produit une contrée & le nombre des habitans qu'elle doit nourrir: pour avoir régulièrement des grains en abondance & au meilleur prix, il est nécessaire que la quantité récoltée excède la consumma-

tion intérieure, ou du nombre du peuple; sans quoi le bon marché ne peut pas subsister, ce qui feroit diminuer la consommation & conséquemment la reproduction. Si les îles Britanniques avoient vingt-cinq millions d'habitants, & que leur territoire fut divisé en petites Fermes, d'après le plan qu'on a vu dans le Chapitre précédent; dans ce cas même, il conviendrait d'accorder au commerce des grains la liberté la plus illimitée, sans aucune restriction sur l'exportation & l'importation; & même il seroit avantageux, lorsque les bleds n'excédroient pas un certain prix, d'en encourager la sortie hors du Royaume par des gratifications; car si l'exportation des grains étoit défendue, dans les années où les récoltes excédroient de beaucoup le produit moyen, le superflu feroit tellement tomber le prix des bleds que doivent consommer les huit millions de personnes de la classe industrieuse, que les Cultivateurs découragés négligeroient l'amélioration des terres.

Mais si l'accroissement progressif de la population est relatif à l'abondance régu-

lière & constante des productions du sol, & si une grande population est la preuve la moins équivoque de la prospérité & de la force d'une Nation, l'objet principal d'un bon Gouvernement est de multiplier la masse générale des consommations. La quantité des productions de la terre est toujours proportionnelle au nombre des personnes employées à la cultivation: il seroit donc essentiel que l'Administration donnât tous ses soins à encourager l'agriculture par de sages Loix, propres à faire regner l'aisance & la félicité dans les campagnes, à procurer aux Agriculteurs un intérêt direct dans la balance du commerce, à favoriser l'éducation des bestiaux, & spécialement la vente des grains superflus, si essentielle à leur reproduction.

La terre étant la source unique des richesses d'une Nation, le Gouvernement ne fauroit trop s'appliquer à la recherche des moyens de multiplier ces richesses. Il suit une fausse route, s'il favorise les manufactures & le commerce au préjudice de l'agriculture; puisqu'il est d'une suprême évidence qu'il n'est point dans l'Etat de classe

plus importante que celle des Cultivateurs. Je ne connois aucun Ecrivain qui ait mieux senti cette vérité & qui l'ait présentée dans un plus grand jour, que M. Wallace.

„ Le commerce & le trafic (*), observe très judicieusement cet Ecrivain, au lieu d'accroître le nombre des hommes, peuvent quelquefois le diminuer. Les richesses, qu'ils procurent à une Nation, y deviennent une cause active & puissante de dépopulation, en ce qu'elles attirent un grand nombre d'hommes sur quelques points du territoire, encouragent le luxe, multiplient les dépenses stériles au préjudice des travaux utiles, laissent les campagnes désertes, & font languir l'agriculture. L'échange des marchandises, les transports qu'on en fait par mer ou par terre d'une contrée à une autre, la répétition des ventes & des reventes, ne multiplient point les subsistances; & si cette foule d'hommes qu'occupe le trafic, fut restée dans les

(*) On confond quelquefois le commerce avec le trafic. Commercer, c'est échanger marchandise pour marchandise. Trafiquer ou négocier, c'est acheter pour revendre.

campagnes pour travailler à la culture des terres, la masse générale des consommations en seroit plus considérable, & la population en recevroit un nouvel accroissement”.

„ C'est une grossière erreur de croire que les grandes manufactures de soie & de laine, que les nombreux ateliers où l'on façonne le bois, les métaux, l'argile, qui chez une Nation commerçante, entretiennent un si grand nombre d'ouvriers, contribuent autant à l'accroissement de la population, qu'on voudroit nous le persuader. Les manufactures les plus florissantes ne font qu'un signe très équivoque de la population d'une contrée; mais la simplicité, des moeurs & spécialement une agriculture animée, sont une preuve démonstrative de la multiplication des hommes dans le sein de la paix & du bonheur”.

„ Il faut convenir que la multiplicité des manufactures rend une Nation plus élégante & plus magnifique. Elle introduit une variété infinie d'étoffes & de meubles: mais elle détourne les hommes des travaux utiles, & en inspirant le goût des choses

agréables & superflus, & que bientôt elle rend nécessaires au plus grand nombre, elle multiplie les Fabriquans & les Artistes, & diminue le nombre des Cultivateurs".

„Voilà dans quel sens, les manufactures, trop diversifiées, détournent les hommes des travaux productifs & nuisent à la population".

„Ce que je viens d'avancer paroitra encore plus évident, si je parviens à faire voir que dans un Etat abondant en manufactures, chaque habitant a pour subsister, quatre & même cinq acres de terre, & que dans un autre où les mœurs sont plus simples, il s'en trouve à peine un pour chaque membre de la société.

„Si chez une Nation commercante qui posséderoit un vaste territoire, la majeure partie des ouvriers, occupés aux arts agréables & aux manufactures de luxe, abandonnoit ces professions pour s'adonner à l'agriculture, au paturage & à la pêche; assurément les subsistances deviendroient plus abondantes; toutes les choses nécessaires à la vie seroient à plus bas prix;

& l'on s'appercevrait bientôt que l'agriculture est une cause bien plus puissante de population que la multiplicité des arts & des manufactures (*). „ La justesse de ces observations & le rapport immédiat qu'elles ont avec le sujet que je traite, feront excuser la longueur de cette citation.

J'ai souvent comparé les opinions de cet Auteur avec celles de sir James Stewart ; elles sont généralement si opposées, spécialement sur les causes de la population, qu'il n'est pas possible que l'un des deux ne soit pas dans l'erreur. „ Supposons, dit sir James, que chez une Nation polie de l'Europe, qui subsiste des productions de son propre sol, les besoins des hommes soient tout d'un coup réduits à la simplicité des anciens Patriarches, ou si l'on veut à la frugalité des premiers Romains ; supposons que ce nombre prodigieux d'ouvriers employés aux arts de luxe & dans les manufactures modernes, cesse ses travaux ; quel moyen leur reste-

(*) Numbers of Mankind, p. 22, 23, 25, 27.

roit-il de se procurer leur subsistance? quel genre d'occupation mettroit-on sur pied pour conserver tant d'hommes utiles à l'Etat? Il est clair, par la supposition, que la classe des Cultivateurs pourvoit à l'entretien de ce nombre d'ouvriers. Rien ne seroit donc plus absurde que le projet de renvoyer ces ouvriers dans les campagnes déjà exploitées par un nombre suffisant de Cultivateurs (*).

Mais en admettant avec sir James que les Cultivateurs actuels parviennent par leurs travaux à pourvoir à la subsistance du corps de la Nation, en seroit-il moins vrai de dire que la classe cultivatrice, devenue plus nombreuse, en faisant croître la masse générale des consommations, pourroit pourvoir à l'entretien d'un Peuple nombreux? Quelle est donc pour une Nation la voie la plus sûre de se procurer sa subsistance? Doit-elle balancer entre la cultivation & les manufactures? c'est sans doute à la culture qu'elle doit donner la préférence conformément à l'o-

(*) Enquiry, Vol. I. p. 37.

pinion de M. Wallace. Mais que pourra-t-on faire du superflu des productions jusqu'à ce que le peuple soit assez nombreux pour le consommer? La réponse se présente d'elle même. Exportez. Il n'est aucun de ces manufacturiers qui ne pût être utilement transformé en Cultivateur: leur nouveau genre d'occupation influeroit directement sur la population: & si la progression devoit être lente, on jouiroit du moins d'un commerce très avantageux dans l'exportation des grains.

Sous quelque point de vue qu'on veuille considérer cette question, il paroîtra toujours évident que l'encouragement de l'agriculture est le moyen le plus sûr, peut-être même l'unique, de faire fleurir la population d'une contrée. Il est donc nécessaire d'appliquer ce principe à l'état présent de la culture Angloise.

Rien n'est moins indifférent à la prospérité d'une Nation, que les espèces de plantes qu'on cultive par préférence sur son territoire. Du choix des végétaux, il résulte peut-être des avantages inappréciables. Il y aura toujours une différence

essentielle entre la culture des végétaux qui tendent immédiatement à multiplier les subsistances, & de ceux qui doivent servir de matière première à nos manufactures ; & il faut aussi faire la même distinction entre les matières premières dont la production ajoute à la fertilité du sol, & lui donne une merveilleuse préparation pour le bled, & celles qui épuisent sa fécondité, & exigent les mêmes travaux & les mêmes soins que le froment. Il est d'une extrême évidence que ces circonstances doivent fortement influencer sur la population. La méthode la plus claire de procéder dans cet examen, sera de former une échelle des productions dans l'ordre de leur valeur relative à la population, en se bornant à ne faire mention que des plantes déjà cultivées dans quelques parties des îles Britanniques.

I. Le Froment.

Le Froment, cultivé dans toutes les contrées par l'universalité de son usage, fait un article capital du commerce de la

grande Bretagne. Dans les Zones tempérées, il est la nourriture la plus saine & la principale ressource des peuples. Je conviens qu'il se fait en Angleterre une prodigieuse consommation de viande ; mais les dernières classes du peuple sont rarement à portée d'y mettre le prix ; & c'est peut être un avantage qu'il ne s'en consume pas une plus grande quantité ; car les paturages, nécessaires à l'entretien des troupeaux, excèdent de beaucoup la proportion qu'il devroient avoir avec les terres labourables.

Comme nous ne saurions apporter trop de diligence & d'activité à la culture d'un grain qui fait une des plus grandes sources de nos richesses ; on ne peut trop encourager la culture. La plus grande partie de l'Irlande est un sol d'une fécondité admirable, & qui pourroit produire du froment en quantité ; mais le système d'économie politique qu'on suit dans ce Royaume, est si peu sensé, que les terres n'y rapportent pas la centième partie des productions qu'on pourroit en retirer par une économie mieux entendue. Hâter les

progrès de la culture du froment, s'en assurer l'abondance régulière, c'est le plus sûr moyen de faire fleurir la population.

Nous avons déjà observé que la grande Bretagne contenoit au moins soixante millions d'acres de terre cultivable. Il ne seroit pas aisé d'assigner le nombre d'acres qu'il conviendrait de cultiver en froment; mais il est bien certain que cette culture devroit être beaucoup plus étendue qu'elle ne l'est aujourd'hui. La consommation du froment en Angleterre a été estimée de trois millions huit cent quatre vingt-mille quaters. (*). On peut supposer que cette quantité est le moyen produit d'un million six cents mille acres. Le même Auteur ne porte la population qu'à six millions d'ames. Si donc un million six cents mille acres de froment fussent à l'entretien de six millions d'ames, il est clair qu'il ne faut que six millions six cent soixante mille acres, pour la subsistance de ving cinq millions d'habitans, que

(*) Voyez Tract on the corn Trade.

pourroient contenir les îles Britanniques, comme je crois l'avoir déjà prouvé. On doit même s'appercevoir que le nombre de vingt-cinq millions est très modéré, eu égard à la totalité de la surface ; & personne ne prétendra avec quelque fondement que les îles Britanniques ne puissent régulièrement produire une plus grande quantité de froment. Il n'est pas, je pense nécessaire d'entrer dans une profonde discussion pour faire sentir que l'administration ne peut s'occuper d'un objet d'une plus grande importance, que du projet d'étendre autant qu'il sera possible la culture du froment dans les trois Royaumes. L'ingénieux Auteur des Essais sur l'agriculture prétend que l'Angleterre peut produire dans une année abondante autant de grain qu'en peuvent consommer ses habitants pendant quatre années. L'Auteur a-t-il voulu dire qu'elle les produit, ou que son agriculture peut se perfectionner au point de les produire ? L'Auteur des Traités des grains est dans une opinion bien différente : il pense que trente quatre années consécutives n'exce,

dent que d'une seule la consommation ordinaire.

II. Le Seigle.

Le seigle est après le froment l'espèce de grain qui mérite le plus de fixer l'attention du Gouvernement. Une de ses admirables qualités est qu'il prospère sur les terres sèches, pauvres, sablonneuses & les plus dénuées de principes ? Un sol de cette nature n'est nullement favorable à la végétation du froment. On peut donc étendre dans les Isles Britanniques la culture du seigle, sans nuire à celle du plus précieux de tous les grains. Le pain de seigle ne passe pas en général pour être parfaitement sain ; mais si l'on en mêle la fleur avec autant de fleur de froment, on aura du très bon pain. On donne à ce mélange le nom de méteil.

La culture du seigle n'est pas moins négligée que celle du froment. Cependant toutes les terres sablonneuses qui demeurent incultes, pourroient à l'aide des moindres améliorations, se couvrir de très riches moissons de seigle. Sa tige, plus

de plus dure que celle des autres grains généralement cultivés en Angleterre, lui permet de croître sur les terrains pierreux, graveleux, sablonneux, & trop pauvres pour être ensemencés en orge ou en avoine.

La paille de seigle s'achète en Angleterre à un grand prix; on s'en sert particulièrement pour couvrir les maisons & pour faire des liens. Le grain se vend très bien dans les provinces septentrionales, où l'on est dans l'usage de faire du pain de méteil.

La consommation du seigle en Angleterre, la Principauté de Galles comprise, est, année commune, d'un million trente mille quaters: (*) ce qu'on peut regarder comme le produit de quatre cents douze mille acres à deux boisseaux & demi par acre. Il est visible que cette étendue est bien peu considérable, en comparaison de celle qu'occupent les terres

va-

(*) Le quarter contient 8 boisseaux, mesure de Londres & $21\frac{1}{2}$ boisseaux mesure de Paris. Le quarter vaut donc un peu moins de deux septiers de poids.

vagues, & sur lesquelles le feigle pourroit-êtré cultivé avec succès.

III. Les Pois.

A la suite du feigle, je crois devoir faire mention des pois, à cause de leur utilité. Cette plante légumineuse est extrêmement variée dans ses espèces. Les pois blancs, qui sont l'espèce mitoyenne entre les gris & les bleus, fournissent aux pauvres, dans les années abondantes, une bonne nourriture à très bas prix. Mais ce légume devient encore plus salubre, en le faisant cuire avec du petit salé. Les pois bleus qu'on ne sème guère que dans la vue d'extirper les mauvaises herbes, améliorer le sol, & mettre la terre en un meilleur état de culture, sont d'une utilité infinie pour nourrir & engraisser les cochons, & par là même, ils servent à accroître la quantité de nos comestibles.

Un autre avantage inestimable de ce légume, est que dans la plupart des contrées on le sème comme une amélioration

dont la terre a besoin, après l'avoir épuisée dans une suite de récoltes. On est assez dans l'usage de les semer sur un seul labour dans le printems. Par là, les Cultivateurs gagnent une récolte, dans un tems où ils seroient forcés de laisser la terre en jachère; & cette récolte fertilise encore le sol & le prépare avantageusement à la production de l'espèce de grain qui doit succéder. Enfin ils laissent ordinairement la terre en très bon état, nette de mauvaises herbes & parfaitement adoucie.

Les pois viennent merveilleusement après les turnips. Une chaleur humide anime leur végétation. Leurs racines pénètrent & plongent profondément dans la terre, pour y amasser les sucres dont elles nourrissent leurs tiges. On ne sauroit douter que cette profonde extension de leurs racines fibreuses, n'améliore le sol. Cette observation fait croire à bien des Fermiers que les pois disposent favorablement la terre à recevoir le froment.

IV. *Les Pommes de terre.*

L'utilité de cette racine est généralement reconnue. Ses admirables effets & les profits qui résultent de sa culture, en ont étendu l'usage dans toutes les parties du monde. La pomme de terre, dit l'Auteur du Parfait Fermier, sert non seulement à l'engrais des bestiaux; mais elle est encore de la plus grande ressource pour fournir à la subsistance des familles pauvres, surtout dans les années de disette.

Cette racine est salubre, nourrissante & agréable: elle appaise promptement la faim & ne s'accomode pas moins bien à l'estomac des vieillards, qu'à celui des jeunes personnes. Une qualité, qui doit la rendre particulièrement recommandable est qu'elle favorise la population.

On a remarqué que dans les contrées méridionales d'Irlande où elle est presque l'unique nourriture des pauvres familles, les femmes y sont très fécondes & qu'il n'est pas rare d'y voir six, huit & jusqu'à dix enfants issus du même couple. Dans le sein même de la pauvreté, on les voit

tous gros & gras, mangeant avec appétit autour d'une chaudière de pommes de terre.

On observe encore que cette nourriture rend les habitants des campagnes vigoureux, robustes, & donne aux femmes un teint de lys & de roses. Nos Dames, malgré la coqueterie la plus étudiée, sont des beautés moins piquantes que ces paysannes parées de leurs propres attraits, dans les jours de fêtes.

L'Irlande est le Royaume, où cette racine est dans la plus grande vogue; & il est vrai de dire qu'ils n'épargnent, aucun soin pour s'en procurer en abondance. Je ne pense pas qu'on doive recommander d'en faire un usage aussi général en Angleterre. Le mélange de la pomme de terre avec une égale quantité de fleur de froment est très propre à faire d'excellent pain: Les personnes les plus difficiles le distinguent à peine du meilleur pain de froment. Une livre de viande, particulièrement de porc, cuite avec des pommes de terre, fera plus profitable pour une pauvre famille, que cinq Livres de viande sans ce légume. Ces

détails peuvent paroître trop minutieux dans un ouvrage de ce genre ; mais quelque jugement qu'on veuille en porter, j'ose dire que ce sont des articles importants pour les plus grands Etats : c'est la classe nombreuse des citoyens les plus pauvres qui fait la force & la puissance d'une Nation, & si cette classe ne peut pas se procurer une nourriture saine, une subsistance facile, l'Etat perd bientôt toute sa grandeur.

On a découvert depuis quelques années, une nouvelle espèce de pommes de terre, dont on peut faire par an deux récoltes. Cette dernière espèce est très estimée ; on peut la substituer au seigle pour en faire un pain qui exige très peu de préparation, & qui est plus agréable & plus sain que le pain de méteil. Ce végétal multiplie à un tel point, qu'il arrive quelquefois qu'une seule pomme de terre en produit jusqu'à neuf cents. Quelle source d'abondance !

Les landes qui produisent beaucoup de fougère, sont particulièrement propres à la culture de cette racine ; & ces landes qu'on abandonne généralement à leur infertilité,

deviendroient , à bien peu de frais , des champs , que l'abondance des pommes de terre rendroient d'une très grande valeur.

Il est des Comtés où les Fermiers disposent leurs terres à recevoir le froment par la culture des pommes de terre. L'opinion la plus générale est que les terres ainsi préparées pour le froment , ou pour d'autres grains , rendent communément de très bonnes récoltes.

V. *Les Pommes.*

Les pommes nous paroissent devoir être rangées entre les plus utiles productions de la Grande Bretagne. La boisson n'est guère moins nécessaire à l'homme que les vivres. L'eau n'est pas un breuvage propre à réparer les forces du pauvre , épuisé de travail. La bière demande une vaste étendue de terre ensemencée en orge , qu'on pourroit employer à la production du froment ; & si dans l'assolement ou le cours de culture , que pratique le Fermier , l'orge remplace le froment , il me semble qu'on pourroit toujours substituer à l'orge , les

pois ou les pommes de terre. La consommation de l'orge en Angleterre excède celle du froment de six cents mille quarters, ce qui est prodigieux.

Si les berges de nos champs clos étoient régulièrement plantées de pommiers, cette plantation qui n'occuperoit qu'un terrain perdu, donneroit assez de cidre pour en approvisionner toute la Nation. C'est-ce que l'expérience a démontré dans plusieurs contrées, où le cidre fait la principale boisson. On pourroit donc réserver à des productions utiles, toutes les terres qu'on met annuellement en orge, plante gourmande, qui fatigue & épuise les terres, & dont la Nation ne retire d'autre usage qu'une boisson, bien moins salubre que le cidre.

VI. Le blé noir ou Sarrafin.

Le sarrafin n'est pas un article indifférent dans l'économie politique. On doit être étonné que cette plante soit aussi peu cultivée dans les Isles Britanniques. Quand on n'auroit pas en vue les profits de la récolte, on seroit encore intéressé à en intro-

duire la culture pour l'amélioration des terres. Et pour cet objet particulier, il est, de l'aveu des Cultivateurs les plus intelligents, de beaucoup préférable à la vesce. Il croît avec une célérité surprenante, prospère sur les terres les plus pauvres, fait périr les mauvaises herbes, & si on le fait manger en verd aux bestiaux, ou si l'on veut l'enterrer avec la charrue, il devient pour les terres les moins fécondes un très riche engrais, & leur donne une préparation très avantageuse.

Il n'est point de terre ingrate pour le blé noir: on le voit jouir du plus parfait embonpoint sur les terres sèches, graveleuses, sablonneuses: il prospère sur les terrains les plus pauvres; mais sur un sol riche il feroit des prodiges de végétation.

Les Fermiers devraient faire d'autant plus de cas du blé noir, qu'il n'est point de récolte plus abondante & moins exposée aux hasards. Rien n'est plus rare que de voir manquer le sarrasin. Mais ce qui doit le rendre infiniment recommanda-

ble est qu'on n'a pas à craindre qu'il se gâte après la coupe. Il ne retarde pas la moisson des autres grains parcequ'il mûrit tard; & si la saison est pluvieuse, on peut le laisser dans le champ, & ne le recueillir que quand il est parfaitement sec. Les bestiaux s'accomodent parfaitement de ce fourage; il est pour les vaches une nourriture délicieuse; il augmente leur lait, comme les herbages qu'elles mangent en été. La farine de farrasin mêlée avec toute autre fleur fait du très bon pain. Cette plante est particulièrement cultivée en France; & c'est probablement par cette raison que nous lui avons donné le nom de blé de France.

VII. L'orge.

Je ne fais ici mention de l'orge, que comme d'un article d'un grand usage pour l'engrais des cochons; & à cet égard, le Fermier doit encore lui préférer les pois, le farrasin, les pommes de terre, à moins que le sol ne se trouve spécialement analogue à la végétation de l'orge.

VIII. Les Fèves.

Cette plante légumineuse, connue sous le nom de fève de cheval ou féverolle, croit merveilleusement sur les terres fortes, grasses, humides, argilleuses. Comme ses racines pénètrent les terres les plus compactes, M. Young conseille de semer alternativement dans le même champ le froment & les fèves, sans aucun autre changement. La raison qu'il en donne est que ces deux plantes se servent mutuellement de préparation. On fait aussi un grand usage de ces fèves pour l'engrais des cochons.

IX. Les Carottes.

La culture des carottes semble prendre faveur en Angleterre. Cette racine offre aux bestiaux une nourriture saine & substantieuse; & l'expérience prouve qu'elle peut tenir lieu d'avoine aux chevaux.

M. Billing nous apprend dans un mémoire qu'il a présenté à la Société de Londres, qu'il nourrit de carottes seize che-

vaux employés aux travaux de la Campagne, sans leur donner aucune autre espèce de fourrage durant l'hiver.

Les carottes font une excellente nourriture pour les bœufs, les vaches, le mouton, & spécialement pour les cochons, si l'on observe de les leur donner bouillies & mêlées avec un peu de farine d'orge. Les terres légères, de peu de profondeur peuvent être avantageusement employées à la culture des carottes. Je dois encore observer que les carottes, loin dépuiser la terre, servent au contraire à la féconder & à l'enrichir.

X. *Les Turnips.*

Il convient de placer la turnip parmi les végétaux qui ont le plus contribué à l'avancement de notre agriculture. Il n'est pas une seule espèce de terre qui se refuse à la production des turnips, du moins si elles reçoivent les façons convenables, soit par la fréquence des labours sans engrais, soit par l'emploi des engrais conjointement avec les labours.

Les terres franches, noires, friables & de beaucoup de fond, sont très favorables à la végétation des turnips. Néanmoins cette racine semble affectionner particulièrement les terres légères, sablonneuses, marneuses.

Dans l'économie rurale, les turnips ne sont pas un objet moins intéressant que les carottes, quoique dans un moindre degré, parce que ces dernières sont une nourriture beaucoup plus substantieuse pour les bestiaux.

XI. *Les herbages.*

Sous la dénomination d'herbages, on comprend les herbes communes dont les semences, répandues par le vent, croissent naturellement dans nos prés, & les herbes artificielles qui demandent tous les soins de la culture. Ces herbages qui servent à l'éducation & à l'engrais de nos bestiaux, méritent la plus sérieuse attention. Les terres dont le sol se refuse à la production du grain, doivent incontestablement rester en herbages : mais un terrain cultivé est si fort

préférable aux herbages par son produit, qu'il est du plus grand intérêt d'une Nation de changer en terres labourables tout ce qui est susceptible de culture. Ce point est d'une telle importance dans l'économie de ce Royaume, que la classe des Cultivateurs, si la sagesse avoit présidé à l'institution de nos Loix sur l'agriculture, devroit trouver son plus grand intérêt à étendre de plus en plus la cultivation.

Si les herbages deviennent plus profitables que les terres à blé, il est impossible que la population n'en souffre pas. Les terres labourables, exploitées suivant un assolement bien raisonné, produisent beaucoup de grain & entretiennent en même tems de nombreux troupeaux de gros & menu bétail. Mais si des causes particulières rendent l'exploitation des terres trop dispendieuse, eu égard à la vente des denrées, alors le Cultivateur sera forcé de convertir ses terres labourables en pâturages, qui malgré l'infériorité de leur produit, lui paroîtront encore plus profitables.

Quant aux herbes artificielles, elles doi-

vent être d'une toute autre considération, que les herbes communes. Loin que ces herbes appauvrissent les terres, elles y déposent des sucs qui leur donnent une admirable fécondité, qui les rend très propres à la production des plantes plus précieuses; & d'ailleurs les prairies artificielles entretiennent un bien plus grand nombre de bestiaux & les nourrissent infiniment mieux que les prairies naturelles.

XII. *La Garance.*

La garance, la gande, le pastel, & d'autres plantes, employées dans nos teintures, sont nécessaires pour notre consommation intérieure. La culture en est vraiment utile en ce qu'elle nous dispense de les tirer de l'étranger. Si donc ces plantes n'appauvrissent point trop les terres, & qu'elles ne soient pas cultivées en trop grande quantité, je ne vois pas qu'on doive les proscrire.

XIII. L'Avoine.

L'avoine, qui appauvrit les terres, & les épuise de leurs suc nourriciers, beaucoup plus que toutes les autres plantes, n'a pas une utilité réelle pour la Nation. Le gruau n'est assurément pas comparable au pain qu'on fait avec la fleur de sarrasin; il n'offre pas même aux pauvres une nourriture aussi bonne & aussi salubre que les pommes de terre. Qu'importe que les avoines étouffent & fassent périr les mauvaises herbes, si elles anéantissent dans le sol les principes de fécondité; & c'est de quoi les Fermiers sont si persuadés, qu'ils sont généralement dans l'usage de leur faire succéder une jachère.

On ne manquera pas de me faire observer que les avoines sont d'une grande utilité pour nourrir les chevaux, & que la culture n'en est pas même assez générale, puisque nous sommes encore forcés d'en acheter annuellement de l'étranger pour plus de cinq cents mille livres sterling.

Je ne conteste point que les avoines ne fassent un excellent fourrage pour les che-

vaux; mais je ferai remarquer que la multiplication de ces animaux est seule capable de dépeupler une Nation. Qui peut revoquer en doute que la grande quantité de chevaux, entretenus dans le Royaume, ne soit un vrai desordre. Peut-être n'y a-t-il point d'espèce de luxe dont les conséquences soient plus funestes à la société. Quels sont les travaux nécessaires, où les chevaux sont employés, qu'on ne puisse faire exécuter par des boeufs? Qu'on favorise la multiplication des bœufs, à la bonne heure. Cet animal est-il hors d'état de servir, on l'engraisse, & l'homme se nourrit de sa chair; mais il n'en est pas de même du cheval.

En Angleterre, la consommation des avoines excède celle du froment de quatre cents mille quarts; quantité immense! On fait monter à quatre millions, deux cents cinquante mille quarts la consommation totale de ce grain. En Ecoſſe la disproportion est encore plus considérable.

XIV. *Le Chanvre & le Lin.*

Ces végétaux ne croissent avec vigueur que sur un sol très riche. Les terres noirâtres, marneuses, grasses, sont celles qui leur conviennent le mieux. Si l'on donnoit à la culture de ces deux plantes tout l'encouragement que recommandent quelques Politiques, ce seroit le plus sûr moyen de dépeupler la Grande Bretagne; car ces productions occuperoient bientôt les champs que couvrent nos riches moissons de froment. Je n'ai pas le plus léger doute qu'il ne soit plus avantageux à la Nation de tirer ses Lins & ses chanvres de l'étranger, que de les cultiver sur son propre sol, s'il est vrai qu'une population nombreuse soit le signe du bonheur & de la prospérité d'un Etat.

L'Irlande a beaucoup de lumières; il vaut sans doute mieux occuper le peuple à cultiver le lin, plutôt que de le laisser croupir dans la fénéantise; mais si la culture du froment étoit encouragée par des gratifications accordées à la sortie de ce grain hors du Royaume, ou par d'autres

mesures capables de reveiller l'intérêt des Cultivateurs, ou si l'Irlande étoit absolument réunie à la Grande Bretagne, la culture du chanvre & du lin cesseroit de lui être avantageuse. C'est aux Colonies qu'il convient de nous fournir les lins & les chanvres dont nous avons besoin ; & si cette culture prenoit faveur dans nos Colonies, elles seroient bientôt en état d'en fournir à toute l'Europe.

„ Si l'Irlande semble perdre tous les jours de ses habitants, dit un judicieux Ecrivain (*), on doit regarder la cultivation du chanvre & du lin, comme la cause de cette dépopulation sensible. Cette culture passe généralement pour une grande amélioration en Irlande, par la raison même que cette contrée manque d'habitans ; mais c'est une grande erreur d'imaginer que les linières & les chénevieres, puissent jamais donner quelque accroissement à sa population. Le chanvre & le lin détruisent les meilleures terres à blé, & privent le peuple de pain partout où

(*) *Présent State of Great Britain and North America*, p. 126.

s'étend leur culture. Aussi voyons-nous en Irlande les peuples de la campagne vivre uniquement de pommes de terre, parceque les meilleures terres à blé s'y trouvent non seulement occupées, mais encore épuisées par les lins & les chanvres; cela est si vrai, que cette contrée qui n'a qu'une poignée d'habitants, est dans la nécessité de tirer son blé de la Grande Bretagne. A cette cause de dépopulation s'en joint encore une autre; c'est l'étendue des paturages nécessaires à l'entretien & à l'éducation des nombreux troupeaux de bétail, & particulièrement des chevaux, qui font le plus grand revenu de l'Irlande. L'Ukraine & les pays circonvoisins nous offrent un exemple frappant de cette vérité. Ces riches & fertiles contrées dont la population devint si nombreuse par la culture des blés, que les habitants forcés de se répandre au dehors, inondèrent toute l'Europe, ne présentent depuis l'introduction de la culture des chanvres & des lins, que des campagnes désertes".

Inutilement on s'efforceroit de faire va-

loir en faveur de l'Irlande ses manufactures de toiles, je soutiens que si ses ports eussent été ouverts à l'exportation de ses grains avec une gratification, comme en Angleterre, cette île seroit aujourd'hui beaucoup plus riche & infiniment plus peuplée. Les toiles ne donneront jamais à ce Royaume le degré de puissance & de considération, qu'auroient pu lui procurer des blés.

J'ai observé que l'industrie, dans un genre quelconque d'occupation, étoit préférable à la fénéantise absolue; que tous les pauvres citoyens d'Irlande ont mieux fait de cultiver le lin & de travailler dans les manufactures de toile, que de rester dans l'oïveté. Tout ce que j'ai prétendu dans ce passage, est de faire sentir la différence énorme qui se trouve entre la culture du blé qui procure à un Peuple une subsistance assurée, & celle du lin qui n'est propre qu'à diminuer le nombre des hommes.

Je ne pousserai pas plus loin l'énumération des plantes qu'il convient de cultiver par préférence à d'autres. L'exposé

précédent suffit pour juger de l'utilité de celles dont je n'ai pas fait mention. Mais il ne sera pas hors de propos d'ajouter quelques observations sur les moyens de rendre les récoltes plus abondantes, par le choix d'une méthode de culture dont l'expérience a fait connoître les avantages.

Le froment, qui fait la principale source de nos richesses publiques & particulières, ne sauroit être cultivé avec trop de diligence & d'activité. A tous égards, il mérite la préférence sur les autres végétaux. Après le froment, le seigle me paroît tenir le second rang. Dans la culture de ces plantes, on suit deux méthodes différentes : l'une est de disposer la terre à leur production par une jachère; l'autre est de les faire succéder à quelque autre plante. Il n'est pas encore bien décidé laquelle de ces deux méthodes est la plus favorable à la végétation de ces végétaux. D'après cette incertitude, la dernière me paroît mériter la préférence.

Des récoltes préparatoires, qui fécondent le sein de la terre & la disposent à se

couvrir d'une moisson plus riche & plus précieuse, sont assurément d'une conséquence infinie. Telles sont les excellentes propriétés que nous reconnoissons dans les près, les fèves, le sarasin, les pommes de terre, & dans quelques herbes de nos prairies artificielles, spécialement dans le tréfle, le sainfoin. Il est donc visible que des récoltes de pois & de pommes de terre doivent nous paroître d'un grand prix : les hommes s'en nourrissent, & les bestiaux, qu'ils engraisent, nous offrent dans leur chair un surcroit de substances; mais toute production, directement destinée à la nourriture de l'homme, sera toujours plus favorable à la population, que celle qui n'y concourt que médiatement. Les fèves, par exemple, donnent une récolte bien plus abondante que les pois; mais la quantité de petit salé qu'on retirera d'un acre de fèves par l'engrais des cochons, n'est point du tout comparable à la quantité de nourriture que produit directement un acre de pois. Ces récoltes, par elles-mêmes

si avantageuses , améliorent encore le sol & lui donnent une excellente préparation pour le froment ou pour le seigle.

Je suis dans l'intime persuasion que toutes les terres , à l'exception des plus stériles , produiroient , sans discontinuer , ces différentes récoltes dans l'ordre suivant. Le froment succéderoit aux pommes de terre ; les pois remplaceroient le froment , & les pommes de terre reprendroient leur tour , dès que les pois seroient récoltés. Mais sur les terres légères , il conviendrait de substituer le seigle au froment.

Je laisse au lecteur à juger quelle seroit la population des îles Britanniques si l'on se proposoit de suivre un pareil système de culture. Essayons de montrer l'évidence de cette vérité à l'aide d'un léger calcul.

Nous avons vu plus haut que les Isles Britanniques contenoient soixante & douze millions d'acres de terre cultivable : déduisons en vingt deux millions pour les pâturages & les bois ; ces deux articles sont d'une nécessité indispensable. Il nous en reste quarante millions , pour la subsistance des habitants , qui nous rendront sans

interruption, des pois, des pommes de terre, du seigle & du froment. Les pois étant la récolte la moins assurée, je ne la supposerai que de deux quarts par acre, estimation que je crois au dessous du produit moyen. Pour les pommes de terre, ce n'est pas trop hasarder, de les porter à douze quarts. Nous n'estimerons le froment & le seigle qu'à deux quarts & demi. Toutes les terres, capables de culture dans les trois Royaumes, sont supposées rapporter ce produit, année commune.

Dans ce système de culture, la terre est généralement divisée en trois soles de treize millions trois cents mille acres chacune; l'une de pois; l'autre de pommes de terre; & la troisième de froment ou de seigle.

	Quarters.
13,300,000 de pois à 2 quarts.	26,600,000
13,300,000 de pommes de terre à 12 quarts.	159,600,000
13,300,000 de froment ou de seigle à 2½ quarts.	33,250,000
	<hr/>
	219,450,000

Dans la supposition que quatre quarters de ces différentes productions suffisent à la subsistence de chaque personne, homme, femme, ou enfant, la masse générale des consommations doit faire subsister plus de cinquante quatre millions huit cents mille personnes; & il faut convenir que quatre quarters sont tout ce qu'on peut accorder; puisqu'il est prouvé qu'une personne ne consume pas année commune au de-là d'un quarter de froment.

Ce calcul paroîtra, sans doute, n'offrir aucune précision. On m'objectera que j'omet plusieurs articles essentiels à l'entretien d'une personne; que je n'ai rien spécifié pour la boisson; qu'il est douteux si les troupeaux de moutons seront assez nombreux pour fournir les vêtements nécessaires à cette peuplade immense; & que dans le choix des subsistances, il conviendrait d'y faire entrer des productions plus variées.

Je conviens que ces objections sont fondées jusqu'à un certain point, mais l'estimation de quatre quarters par personne est si excessive, que je pourrois presque avancer que le surplus est suffisant pour pour-

voir à ses autres besoins, & cela d'autant mieux que je n'ai fait aucune mention de la pêche qui pourroit entretenir plusieurs millions d'hommes, ni de l'exploitation des terres par les boeufs, dont la chair feroit un considérable supplément de comestibles, ni du produit qu'on pourroit tirer des pâturages & des bois, pour lesquels nous avons réservé vingt deux millions d'acres. Quant à la bière, c'est une boisson dont on pourroit généralement se passer; le cidre devoit en tenir lieu.

Je ferai encore observer que dans ce calcul je ne prétends point spécifier le nombre des habitans qui pourroient peupler les Isles Britanniques, mais seulement faire voir que leur population actuelle est susceptible de s'accroître fort au-delà de toutes les limites que lui prescrivent quelques Ecrivains politiques. S'il est vrai, comme quelques Auteurs le prétendent, qu'un acre doit fournir à l'entretien d'une personne, ce qui dans quelques contrées est vérifié par l'expérience, il faudra convenir que dans ce cas le nombre des hommes pourroit être encore plus considérable que dans le calcul précédent.

Mais quelle que soit l'opinion qu'on veuille adopter sur cette question d'économie politique, il n'en fera pas moins incontestable que les productions, qui sont la nourriture immédiate de l'homme, doivent être cultivées par préférence. Le froment, le seigle, les pois & les pommes de terre, réclament la priorité sur l'orge, le sarasin, l'avoine, &c. Les carottes & les turnips ne sont pas tant estimées par la préparation qu'elles donnent aux terres, que par la nourriture qu'elles fournissent au bétail; & l'usage le plus généralement suivi, est de leur faire succéder le blé de Mars, & spécialement l'orge & l'avoine: mais le cas seroit fort différent par rapport aux carottes, si après leur récolte on pouvoit espérer de donner à la terre un labour à propos pour l'ensemencer en froment. A l'égard des productions qui épuisent la terre de ses sucs, & qui doivent servir de matières premières dans les manufactures, je n'ajouterai rien à ce que j'en ai déjà dit. Je n'entrerai pas ici dans une plus longue discussion sur le degré d'importance qu'il convient d'attacher aux vé-

gétaux qu'une sage économie prescrit de cultiver. Mais comme cette matière est du plus grand intérêt, & qu'on ne peut donner trop d'application à bien l'éclaircir, je me propose d'en traiter plus spécialement dans un autre Chapitre.

C H A P I T R E I V.

Suite du Chapitre précédent. De l'influence des méthodes particulières de culture sur la Population.

L'industrie, l'activité, les soins multipliés & nécessaires dans la nouvelle culture, dit l'estimable Auteur des *Essais sur la cultivation*, offrent de l'occupation à un plus grand nombre de manouvriers, même aux femmes & aux enfans, dont le gain se réduit à très peu de chose dans la culture ordinaire. Pour s'en convaincre, qu'on jette les yeux sur un pièce de terre, plantée de vignes, de luzerne, &c. il fera aisé de s'appercevoir qu'elle occupe & entretient deux & trois fois autant d'ouvriers qu'une pièce de la même étendue.

due ensemencée en blé, conformément à l'ancienne pratique; & il n'est aucune raison de décourager, ou d'interrompre d'utiles travaux, jusqu'à ce qu'on remarque que la population du Royaume prend un trop grand accroissement.

Ce passage présente une opinion, si intimement liée avec mon sujet, que je me crois dans la nécessité absolue d'en faire l'examen. La question est de savoir si la cultivation, qui produit le plus de subsistances, doit être considérée comme la plus avantageuse à la grande Bretagne, sans avoir égard au nombre d'ouvriers qu'elle exige. Ce sujet par lui-même très intéressant a directement trait à la félicité nationale.

J'ai déjà prouvé que dans un grand Royaume, la population doit être proportionnelle à la quantité des productions du sol. Dans de petits Etats comme la Hollande, coupés par des rivières & des canaux navigables, le cas est différent; mais dans les grands Etats, comme la France, l'Espagne, la grande Bretagne, où l'on a quelquefois au centre du Royaume des montagnes presque inaccessibles, fort éloi-

gnées de la mer, on ne peut pas fonder ses ressources sur l'approvisionnement régulier qu'on tireroit de l'étranger. La population en Angleterre ne peut augmenter qu'en proportion de l'accroissement de la masse des productions, ou des consommations. Mais supposez que la masse des consommations soit accrue par les moyens d'une meilleure culture, provenant d'une division des terres en plus grandes Fermes; comme plusieurs Auteurs prétendent que les petites Fermes sont les plus favorables à la population, conformément à cette hypothèse, l'accroissement de la masse des consommations, doit être suivi d'un décroissement dans le nombre du peuple. On conçoit bien d'après cette supposition, qu'il y aura un décroissement dans le nombre des manœuvres de la culture; mais il ne s'ensuit point du tout que le nombre du peuple en général soit diminué: les hommes que la perfection de la culture & la grandeur des fermes rendent inutiles aux travaux des champs, sont employés dans les manufactures, & consomment les subsistances, comme s'ils en eussent été les producteurs; &

dans lequel cas, la population se trouvera dépendre de la demande des manufactures. Si cette demande est régulière & vive, personne ne restera dans l'inaction. Cette supposition n'est présentée que dans la vue de conséquences; & non que je croie que les grandes Fermes, qui diminuent le nombre des Fermiers, altèrent par cette même raison la population.

Supposons donc le nombre du peuple égal & dans l'une & dans l'autre division des terres: le superflu des denrées produites par les grands Fermiers sera exporté, comme un moyen d'encouragement propre à leur faire continuer & augmenter leurs travaux, jusqu'à ce que la population soit parvenue à un tel degré, que la totalité des productions se consomme dans le pays. Et la population pourroit s'accroître progressivement avec l'exportation, aussi long tems qu'il auroit de nouvelles terres à défricher, & à mettre en état de culture. Mais quand tout le territoire seroit une fois cultivé, le nombre du peuple mettroit fin à l'exportation, sans que pour cela il fût besoin d'aucune Loi prohibitive.

Mais dans le cours de ces travaux & des progrès de la population, paroissent des méthodes nouvelles, à l'aide desquelles l'agriculture se perfectionne, & l'exploitation des terres exige un plus grand nombre de manœuvres de culture. Pour une plus grande précision, quittons une manière de parler trop générale, & faisons quelques applications, puisque c'est maintenant le cas, où se trouvent en grande partie les îles Britanniques.

L'invention du femoir & de la houe à chevaux a été suivie de deux grands avantages : l'un est que la nouvelle culture est infiniment plus favorable à la végétation des plantes, & par conséquent à la multiplication des grains, que l'ancienne : l'autre est qu'elle occupe un plus grand nombre d'ouvriers. Je ne me propose pas d'entrer ici dans l'examen de ces instruments, mais de rechercher les influences qu'ils doivent avoir sur la population, en leur supposant toutes les propriétés que leur reconnoissent les partisans de la nouvelle culture.

L'accroissement de la masse générale des consommations est, comme je l'ai fait re-

mar-

marquer, d'une conséquence infinie : mais la question est de savoir si la société conserve ce précieux avantage, lorsque cet accroissement de produit vient de l'emploi d'un grand nombre de manouvriers, qu'on auroit pu occuper dans les manufactures, & particulièrement lorsque les anciennes méthodes rendent un meilleur produit eu égard au nombre des ouvriers qui y sont employés. Eclairciffons ceci par un exemple. Supposons que trois acres de terre, exploités suivant l'ancienne culture, rapportent au Fermier, en trois ans, neuf guinées de profit, son laboureur payé, & que le produit est de sept quarters & demi de froment, de sept quarters & demi d'orge, & de six livres sterlin (*) de turnips, ou de tréfle. Supposons en même tems que trois acres, cultivés suivant

(*) La livre sterlin vaut vingt Schillings; le Schilling douze deniers. On évalue la livre sterlin vingt deux livres dix-sept sols, un denier, monnoie de France. Le Schilling vingt deux sols, dix deniers deux septièmes. Le denier Anglois, un fol onze deniers de France.

la nouvelle méthode, rendent aussi neuf guinées de profit clair au Fermier qui aura payé deux laboureurs & deux garçons, & que le produit de trois années est de treize quaters & demi de froment. La question ainsi présentée, on demande laquelle de ces deux méthodes est la plus avantageuse à la société? La probabilité de ces suppositions n'entre pour rien dans l'objet de la recherche présente: on les tient pour accordées comme des principes, pour ne faire attention qu'aux conséquences.

En évaluant à quarante Shillings le quarter de froment & à vingt deux Shillings celui d'orge, la somme du premier produit fera de vingt neuf livres sterlin & cinq Shillings; & celui du second de vingt sept livres sterlin. Il est maintenant certain que les treize quaters & demi du second produit, fourniront la subsistance de plus de personnes, que les sept & demi, & l'orge & le tréfle ou les turnips du premier; car il est très probable que l'orge servira à l'engrais des cochons, le tréfle de fourrage aux chevaux & la quantité de

bœuf & de mouton qu'on pourra retirer des turnips, ne formera pas une balance. Ainsi, les trois acres, cultivés suivant la nouvelle méthode, pourvoient à la subsistance de plus de personnes, que les trois autres, employés à l'ancienne manière. Mais, en outre, la nouvelle méthode occupe encore un homme & deux garçons de plus que l'ancienne. Serait-il donc plus avantageux au public que ces trois personnes fussent employées dans les manufactures ? Sir William Petty ne balanceroit pas à prendre l'affirmatif : mais l'affertion me paroît très hasardée ; & le doute seroit beaucoup plus raisonnable. L'agriculture, en faisant vivre un peuple dans le sein de l'abondance, est bien plus propre à favoriser la multiplication des hommes, que les manufactures ; & la population est la première & la plus grande des richesses pour une Nation industrielle. Les manufactures n'offriront jamais, comme la cultivation, des occupations régulières, & constantes. Jamais une Nation n'est assurée de la continuité des manufactures exportatrices, qui dépendent des modes, de la concurrence

des manufactures étrangers, &c. &c. De toutes ces circonstances, nous sommes, je pense, en droit de conclure que la méthode de culture, la plus avantageuse à une Nation, est précisément celle qui occupe le plus de bras, en même tems qu'elle accroit le plus la masse générale des productions.

On présente cette même question sous quelques autres faces, qu'il convient d'examiner. On demande quel seroit le résultat, si les deux méthodes rendoient la même quantité de subsistances, mais que l'une exigeât un plus grand nombre d'ouvriers que l'autre? Dans ce cas l'ancienne culture tendroit beaucoup plus à l'épargne des hommes, qu'on employeroit dans les manufactures, &c en même tems qu'elle pourvoiroit également à leur entretien. La nouvelle culture, au contraire, sans accroître davantage la masse des productions, ne s'exécutant qu'avec un plus grand nombre de bras, ne permettroit d'en destiner aux manufactures qu'un moindre nombre. La quantité des productions, étant ici la même, la population seroit égale si les ouvriers qu'épargne

l'ancienne culture, trouvent dans les manufactures une subsistance aussi régulière & aussi assurée que ceux que la nouvelle occupe des travaux de la campagne. Mais il semble que dans le premier cas, la Nation pourroit plus facilement que dans le second, acquérir des richesses par le commerce.

Néanmoins, si l'ancienne culture étoit pratiquée de manière à tirer annuellement de la terre des productions qui servent directement à la nourriture de l'homme; tels que le froment, le seigle, les pois, les pommes de terre, j'ose croire qu'elle seroit infiniment plus favorable à la population, que la nouvelle culture, parce que la plus grande quantité des subsistances seroit alors de son côté. Dans la méthode commune l'infériorité n'est donc qu'aux récoltes d'orge, de trèfle & de turnips; mais si la terre se couvroit annuellement d'une récolte dont l'homme pût faire sa nourriture, ce seroit pour l'ancienne culture un avantage que rien ne pourroit balancer.

De ces différentes suppositions, il paroît qu'on peut établir comme une maxime que la population est toujours proportionnel-

le à la masse générale des subsistances; que la méthode de culture la plus avantageuse à la société, est celle qui produit les plus riches moissons; & que dans l'emploi des hommes, l'agriculture doit avoir la préférence sur les manufactures, à moins qu'on n'invente une méthode de culture qui, en épargnant les hommes, donneroit encore de plus abondantes récoltes; méthode évidemment supérieure à toutes les autres, & qu'une Nation ne pourroit s'empêcher d'adopter, sans renoncer à ses vrais intérêts.

Si les Cultivateurs de l'ancienne méthode perfectionnoient la culture de manière, que par le concours d'un plus grand nombre d'ouvriers, hommes, femmes & enfans, ils parvinssent à obtenir des récoltes plus abondantes, que dans la nouvelle, en proportion de ce nombre d'ouvriers qu'ils auroient employés de plus, on ne pourroit plus douter que l'ancienne culture ainsi perfectionnée, ne fût préférable à la nouvelle. Peut elle donc obtenir cette supériorité? Je suis très disposé à le croire: mais j'aurai bientôt occasion de reprendre ce su-

jet, & de le présenter dans son vrai jour.

Si les remarques précédentes posent sur quelque solide fondement, elles doivent convaincre de l'importance des améliorations en agriculture, qui accroissent la quantité des subsistances, en même tems qu'elles employent un plus grand nombre de bras. Mais il n'y a point d'amélioration d'une plus grande utilité que celle des nouveaux défrichements. Il est infiniment plus essentiel au bonheur d'une Nation de convertir des bruyères en champs chargés de riches moissons, que de faire les plus éclatantes conquêtes : les dépenses productives, loin dépuiser une Nation, les font prospérer en changeant des déserts en Campagnes florissantes : des villages nombreux s'élevèrent où auparavant l'on ne découvroit que de loin en loin quelques méchantes cabanes : & des milliers d'hommes vivent dans le sein de l'abondance des productions de cette même terre où quelques bêtes fauves avoient eu peine à subsister.

Ces fortes d'amélioration ont fait quelques progrès en Angleterre depuis ces

dernières années; mais il reste encore des landes immenses qui sont susceptibles d'une excellente culture.

M. Young est persuadé que toute la dépense du défrichement d'une pièce de landes rentreroit dès la première année par la seule récolte des turnips, qu'on semeroit sur un léger labour, pour mêler avec la terre les cendres des gazons détachés de toute la surface, & que l'année suivante, la récolte d'avoine, qu'on pourroit faire succéder aux turnips, se monteroit par acre à quatre & peut-être même à six quarters, sans être obligé à d'autres frais qu'à chauler la terre, la labourer une fois pour y répandre la semence à l'ordinaire.

Cet Auteur calcule ensuite la dépense des fossés & des murs de clôture; & il prétend que ces dépenses ne se monteroient qu'à environ sept Shillings par acre, dont le produit, si ces terres étoient converties en herbages, rendroit au moins douze Shillings.

L'agriculture devoit donc fixer constamment les vues de l'Administration, pour é-

tendre les défrichements. Il est au pouvoir de ceux qui possèdent des terres incultes de tenter ces grandes entreprises ; & les propriétaires, dont les biens se trouvent déjà en très bon état, devroient s'occuper des moyens d'accroître la quantité des engrais, & d'encourager les tenanciers à perfectionner de plus en plus leur culture ; mais si au lieu de se livrer à tout ce qui est vraiment utile, ils ne s'occupent que de sèmoir, de houe à chevaux, & de quelques autres instruments aratoires qui n'ont de prix que la nouveauté, on peut leur prédire que leurs travaux ne leur mériteront jamais la reconnoissance de leur concitoyens.

CHAPITRE V.

Des richesses que la grande Bretagne tire de son Agriculture.

De toutes les richesses, la plus grande & la plus réelle pour une Nation, est la possession assurée des subsistances nécessaires à sa consommation ; de cette première

richesse découlent toutes les autres : mais les richesses qui forment le sujet de ce Chapitre ne sont pas à beaucoup près aussi générales : par elles nous entendons l'argent ou les marchandises que nous recevons des Nations étrangères par la vente du superflu des productions de l'agriculture.

Il est clair par cette définition qu'il doit y avoir quelque chose de douteux dans la nature & dans l'étendue du superflu ; car le superflu ne commence que là où finit le nécessaire, & rien ne seroit peut-être plus difficile que de marquer cette ligne de séparation. Si l'on exporte quelque partie du produit nécessaire à la consommation intérieure, cette exportation n'est plus la vente du superflu, mais de ce qui devoit se consommer dans l'Etat.

Je crois avoir suffisamment exposé que le grand objet de l'agriculture est la production des subsistances ; que c'est uniquement le défaut des denrées de premier besoin, qui retarde les progrès de la population ; & qu'à cet égard le moyen de se procurer le nécessaire est, autant qu'on le peut, de

se procurer le superflu. Mais en portant la masse des productions au-delà de la demande, on tombe dans un autre inconvénient: la trop grande abondance fera baisser le prix des denrées, & détournera le Fermier de semer pour l'année suivante la même étendue de terre, que la certitude du débit lui auroit fait cultiver. Si donc l'on se propoisoit seulement d'obtenir le nécessaire & jamais le superflu, on manqueroit le plus souvent son but, & l'on ne seroit pas même à l'abri des disettes. Mais lorsqu'on cultive pour l'exportation, les Fermiers ne négligent rien pour obtenir les récoltes les plus riches: ils ne redoutent plus l'engorgement des marchés; & dès lors on est assuré de voir regner l'abondance dans le Royaume.

Mais la question principale reste encore à éclaircir: En quoi consiste le superflu? Qu'est-ce que l'abondance? Quel est le prix du grain, le plus avantageux à la société? La solution de ces questions est d'une extrême importance, spécialement pour les Nations agricoles. Dans tous les tems l'Administration a toujours dû s'oc-

cuper sérieusement des moyens de tenir les denrées de première nécessité à un prix, qui n'excédât pas la portée du pauvre. Cet objet essentiel a occasionné une foule de Loix chez les différens Peuples ; & ce qui doit causer le plus grand étonnement, est que presque toutes ces Loix semblent avoir été dictées par l'esprit de vertige !

Le nécessaire n'est pas le même dans les différentes contrées. Les besoins d'un Anglois ne sont pas précisément les mêmes que ceux d'un François, & les besoins de ce dernier diffèrent encore de ceux de l'Espagnol. Il n'est peut-être point de terme, qui présente une idée moins claire en le considérant sous un point de vue général, & il n'est certainement pas aisé d'en fixer le sens avec précision, même pour une Nation particulière.

Dans quelques contrées de l'Angleterre le peuple se nourrit de pain d'orge ; en Ecosse ; on mange du pain d'avoine ; les pommes de terre sont la principale subsistance en Irlande : ces diverses denrées, étant d'une espèce très indifférente quand elles

sont mangées séparément, sont clairement de première nécessité. Le pain de seigle, comme celui de méteil, est d'un usage très commun : le seigle & le froment sont donc aussi des denrées nécessaires. Mais en quelques endroits d'Angleterre, le pauvre ne mange que du pain de fine fleur de froment, & un pareil pain n'est assurément pas de première nécessité, puisque le mélange du froment & du seigle offre une nourriture salubre. Je ne sais même si l'on peut regarder le méteil, comme étant de première nécessité, car personne n'ignore qu'on ne puisse faire avec un mélange de pommes de terre & de farine de froment un pain très nourrissant. D'après ces premières notions, nous pouvons établir en principe, *qu'une denrée n'est jamais de première nécessité, s'il y en a quelqu'autre plus commune, mais également saine, pour l'usage ordinaire de la vie.*

La quantité est ensuite ce qui doit être examiné; car quelle que soit la production végétale qu'on convertisse en pain, il doit y en avoir une certaine quantité nécessaire à chaque personne; & ce que chaque per-

sonne peut manger, doit être sans doute la mesure de cette quantité. D'où il suit que le prix des subsistances doit toujours être tel, que le pauvre manouvrier puisse se procurer le nécessaire, sans se priver des moyens d'être déçemment vêtu, ni des autres besoins de la vie qui ne demandent point d'explication.

Quand chaque personne est ainsi pourvue du nécessaire, l'exportation du superflu est alors une mesure que dicte la prudence. Elle entretient au dedans une abondance régulière & constante, & fait en même tems une branche précieuse de commerce. C'est ce qui est prouvé démonstrativement par l'exemple de la grande Bretagne: Elle a exporté de grandes quantités de grain pendant quatre-vingt années, & durant cet intervalle, elle a toujours fourni de bled ses habitans à neuf Shillings environ de meilleur marché par quarter, qu'avant l'exportation. Une expérience si frappante est une démonstration sans réplique des avantages qui résultent de la liberté du commerce des bleds.

L'Angleterre a reçu plus de trente six

millions de livres sterlin, pour ses grains qu'elles a exportés. Ces grains qui font une marchandise d'un grand encombrement, ont occupé une quantité prodigieuse de navires & de matelots: le fret de ces batiments doit se monter à des sommes considérables. On est fondé à croire que l'immense quantité de grain, que l'Angleterre a exportée, n'étoit que son superflu; on peut en apporter en preuve les progrès du luxe qui s'est introduit jusques dans les dernières classes de la Nation, ce qui ne seroit assurément pas arrivé, si l'exportation se fut étendue sur une partie des grains nécessaires à la consommation intérieure.

Mais la gratification, accordée à la sortie des grains hors du Royaume, est une espèce d'impôt onéreux à la Nation; du moins n'est elle d'aucune utilité. C'est une observation qu'ont faite divers Ecrivains. Il ne faut, disent-ils, que laisser jouir le commerce d'une liberté générale, continuelle, absolue, & le commerce des grains prendra de lui-même son propre cours.

Ce sujet est assez important pour mériter une discussion particulière. J'ai donc

destiné un Chapitre où je traiterai des gratifications en général : & je ne ferai ici qu'une réponse succinte, mais qui me paroît décisive. Il est impossible de supposer que, sans la gratification, l'Angleterre eût jamais exporté une si grande quantité de grains, & comme elle a retiré de cette exportation un avantage inappréciable, la sagesse des mesures qui lui ont procuré & assuré un si grand bien ne peut plus être révoqué en doute. Quelle a été l'effet infaillible de la gratification ? Celui sans doute d'encourager l'exportation des grains. Mais qu'est-il résulté de cette exportation ? Le voici : la Grande Bretagne est parvenue à approvisionner ses habitans de bled à neuf Shillings environ de meilleur marché par quarter, qu'avant l'exportation ; & elle a reçu de l'étranger pour le superflu des grains qu'elle a exporté, trente six millions de livres sterlin. Un pareil bénéfice, dû à l'exportation, n'est-il pas un argument décisif en faveur de la gratification ? N'est-il pas dans la nature des choses que cette gratification ait eu les plus vives influences sur l'exportation ?

L'ex-

L'exportation des marchandises manufacturées a été considérée par la plupart des Ecrivains politiques comme infiniment avantageuse à une Nation, particulièrement à l'égard de l'emploi d'un grand nombre d'ouvriers. Sans vouloir contester cette supposition, que je suis très éloigné de croire généralement vraie, il est hors de doute que l'exportation que peut faire une Nation des productions naturelles de son agriculture, a des avantages bien supérieurs. L'énumération succinte de ces avantages va faire sentir que l'exportation des grains est celle qui doit occuper le premier rang.

L'exportation des blés occasionne l'emploi d'un grand nombre de vaisseaux où s'éleve une pépinière de matelots : premier avantage inestimable. Un second est qu'elle rapporte pour le frêt, des sommes considérables. Le troisième est que la demande des blés fera toujours beaucoup plus régulière que celle de toute autre marchandise, en raison de leur nécessité absolue. Un quatrième avantage vient de ce que c'est une production du sol, tandis que

les matières premières de nos manufactures sont souvent payées en argent à l'étranger qui nous les fournit; ce qui diminue considérablement les profits de l'exportation de ces marchandises œuvrées. Je pourrois ajouter bien d'autres circonstances, qui prouveroient également que l'exportation de nos grains est la branche la plus précieuse de notre commerce.

Avant de terminer ce Chapitre, je ferai encore une observation sur les immenses richesses que pourroit se procurer la Grande Bretagne, par des améliorations en agriculture, à dessein d'en exporter le produit. Je dis en vue de l'exportation; parceque si la culture répondoit à ce dessein, la population suivroit les mêmes progrès & la raison en est évidente: la Nation vivroit dans le sein de l'abondance; la consommation seroit régulière, sans jamais souffrir la plus légère altération: toute Nation qui fait le commerce des grains, est toujours sûre d'un approvisionnement régulier, sans mélange de cherté extraordinaire, ni de famine.

Sur ce principe, quelle prodigieuse éten-

due de terre inculte, tant dans la Grande Bretagne qu'en Irlande, qui pourroit fournir des chargemens de blés à des flottes entières! La plus forte preuve que la Police Angloise est encore bien loin du terme de la perfection, c'est de voir son territoire deshonoré par un grand nombre de parcs & de forêts immenses, pour amuser l'oïfiveté d'un Monarque & des Grands aux dépens de la subsistance d'une foule de malheureux qui manquent du nécessaire. Ce qu'il y a de déplorable pour l'humanité, est que ce même désordre subsiste dans presque tous les grands Etats, & qu'il y est encore poussé plus loin qu'en Angleterre. Mais ce n'est pas là une raison qui doit empêcher le Gouvernement Anglois de prendre en considération un objet si important, & de s'occuper des moyens de réformer de si criants abus! L'oppression sous laquelle gémissent les Peuples qui nous environnent, est une leçon salutaire qui nous avertit de perfectionner notre Législation. Quel meilleur usage pouvons-nous faire de cette liberté dont nous jouissons encore, que de

la faire servir à étendre la félicité nationale?

CHAPITRE VI.

De l'état actuel de l'Agriculture en Angleterre.

Je ne pense pas qu'on puisse mettre sous les yeux du Cultivateur un sujet plus instructif & plus généralement intéressant, que de lui faire connoître les améliorations qu'on a faites jusqu'à présent dans notre agriculture. Cette discussion servira à marquer ses progrès ou sa décadence, & à faire éviter la méprise d'attribuer ses principales améliorations à des tems, où elle étoit dans un état de langueur. Ces sortes de méprises ont été d'autant plus communes autrefois qu'on manquoit d'annales sûres pour découvrir les progrès des diverses branches de l'économie rurale. Dans ce siècle même, nous n'avons sur cette matière intéressante qu'un très petit nombre de mémoires sur l'exactitude desquels on puisse compter. Les efforts des modernes sem-

blent avoir eu principalement pour objet de perfectionner ce qui étoit bien connu de nos ancêtres. Je traiterai aussi succinctement qu'il me sera possible chaque article d'amélioration pratiquée de nos jours ; je marquerai son degré d'étendue & ses succès. Entre tous ces articles, le plus important, le plus nécessaire pour régler la nature & l'ordre des travaux de la culture, est la connoissance de la qualité du sol.

ARTICLE I.

De la qualité des terres.

Cette connoissance est la base d'une bonne agriculture, & il seroit difficile de l'obtenir autrement que par l'expérience. Mais on peut dire que les connoissances qu'on a acquises jusqu'à présent à l'aide de l'expérience, sont très bornées & très incertaines ; c'est du moins ce qu'on peut présumer des fautes où tombent plusieurs Fermiers au sujet des engrais, ce qui prouve qu'ils ne connoissent point suffisamment la Nature du sol qu'ils cultivent. Mais il faut convenir aussi

que les Ecrivains, qui ont traité cette matière, ne nous donnent que des connoissances très imparfaites. Je n'imagine pas que de tous les ouvrages qui ont été publiés sur ce sujet en Angleterre, on puisse recueillir quelques idées distinctes & satisfaisantes. Les termes dont ils se servent n'ont pas une définition précise, & lors même qu'ils parlent le plus clairement de quelque sol particulier, tout ce qu'ils en disent, ne conduit jamais à une connoissance exacte de la nature de ce sol. Par exemple, leurs observations sur les engrais les plus propres à féconder les terres marneuses, connues en Angleterre sous le nom de *Loam*, sont très judicieuses. Mais quelle est la Nature ou la différence spécifique de cette terre? Les instructions générales pour fertiliser un sol spécifié généralement, peuvent être très sensées; mais ces mêmes instructions ne servent point à faire connoître la nature d'un tel sol: & sans une description exacte des variétés qui se trouvent dans les espèces particulières de sol, il ne sera jamais possible d'en comprendre la nature. Mais il est des Cultivateurs

qui sont parfaitement instruits par l'expérience, de la nature des terres, & de l'espèce de culture qui leur est la plus avantageuse. Il seroit difficile de leur refuser ces lumières, en examinant les variations de leur conduite toujours suivies des plus grands succès à l'égard des récoltes & des engrais dans le même champ, qui semble n'offrir à un observateur ordinaire aucune différence dans le sol.

Quelque bien que cette partie de l'agriculture puisse être entendue par quelques uns de nos Fermiers, cette connoissance a-t-elle échappée à plusieurs de nos Agronomes, qui ont crû devoir publier leurs observations? Pour mettre le lecteur en état de juger du mérite de leurs recherches, je vais rapporter les principales définitions qu'on trouve dans leurs ouvrages.

La terre la meilleure, la plus chaude & la plus légère produit le plus excellent grain; mais sur les autres espèces de terres aucun végétal n'acquiert ce même degré de bonté (a). Il est à présu-

(a) Worlige systema agriculturæ, p. 32.

mer que la quantité de sels que contient un boisseau de glaise, est double de celle qui est renfermée dans un boisseau de *Loam*, qui est une terre mêlée de glaise & de sable; & un boisseau de cette terre contient deux fois autant de sels, qu'un boisseau de sable. (a). La terre, appelée *Loam*, n'est probablement qu'une espèce d'argile glutineuse propre à lier entr'elles les parties de la terre avec laquelle on veut la mêler, & spécialement si cette terre est très friable. (b) La terre qu'on nomme *Loam* a un degré de ténacité que n'a pas le sable; elle est plus difficile à rompre; l'eau ne la pénètre ni de s'en sépare pas si aisément. Elle n'est jamais si dure ni si compacte que la glaise; aussi est-elle plus facilement humectée par l'eau, qu'elle retient aussi moins long tems. (c) On peut établir en principe que la différence observée dans la croissance des plantes, vient en général de la plus ou moins grande po-

(a) Miller, Gard. Dict. Art. Earth.

(b) L'Isées Husbandry, V. i. p. 25.

(c) Dickson Treatise of agriculture. p. 460.

fofité des fols; & que la terre la plus ferrée & la plus compacte, est la plus riche, quand on a foin de l'ameublir auffi parfaitement qu'une terre légère & spongieufe. (a) La glaise en général, quelle qu'en foit l'espèce, est, de toutes les terres, la moins propre à la végétation (b). La grande division, ou la différence spécifique des terres peut se reduire à six espèces; favoir: La terre noirâte, communément appellée *Loam*, la glaise, le sable, le terreau, la craie, & le gravier. Les terres noirâtres sont d'ordinaire les plus riches; elles s'ameublissent aisément par les labours; les pluies ne les paîtrissent point; elles sont parfaitement sèches en hiver; on peut les labourer dans toutes les saisons; à quelque profondeur que pique la charrue, elles n'opposent aucune résistance; & dans tous les tems, il est également facile de les saigner, de les refendre, & (c) la glaise

(a) Randal's semi-virgilian Husbandry. p. 16.

(b) Mills's System of Husbandry, Vol. 1. p. 19.

(c) Humes, Principles of agricul. and Veget. p. 9, 10, 11, 12.

rougeâtre passe pour être très favorable à la production du froment (c).

On pourroit remplir un volume de pareilles définitions, toutes discordantes & contradictoires. Si dans les passages précédents, je n'ai pas rapporté les descriptions entières des Auteurs cités, c'est que quelque détaillées que soient ces descriptions dans les originaux, j'ose dire qu'on ne tirera jamais des idées plus claires, que celles que présentent ces Extraits. Tout Cultivateur à qui il arrive de lire de semblables descriptions, ne comprend absolument rien à ce que l'Auteur veut lui dire: il pourroit même lire vingt volumes de ces sortes de descriptions, sans en être plus instruit sur la nature des terres. Il me paroîtroit plus à propos d'établir, comme une maxime générale, qu'on ne parvient à bien connoître un sol, qu'en observant ses productions spontanées, & l'espèce de plante qui y croît avec le plus de vigueur. Cette dernière remarque ne peut sans doute pas avoir lieu sur une terre qu'on se propose de défricher; mais dans ce

(c) Ellis's Hertford'shire Husbandman, p. 104.

cas, il convient de s'en rapporter aux personnes instruites, par l'expérience, de la nature des terres, & de l'emploi qu'on en peut faire.

Il faut avouer que nos Fermiers n'ont pour la plûpart que des connoissances bien imparfaites de la nature des terres. On les voit presque toujours se conduire au hasard; il est rare qu'ils s'en rapportent à leurs propres lumières, soit pour fumer leurs terres, soit pour l'espèce de culture qu'il seroit avantageux de pratiquer; en cela, ils suivent ordinairement les usages qu'ils trouvent établis chez leurs voisins, sans s'inquiéter des différences spécifiques des terres. Il n'y a que les mauvais succès, des expériences répétées mais funestes à leurs intérêts, qui puissent les forcer à changer de conduite. Quittent-ils une Ferme pour passer dans une autre, ils ne se permettent point d'examiner la différence des sols; la coutume de la contrée, une routine aveugle, les guident dans toutes les occasions. Mais il est, comme je l'ai observé, dans la classe de Fermiers, des hommes qui par une application soutenue, des expériences

recherchées , des observations constantes , une étude & une méditation profondes de la Nature , de sa marche , de sa maniere d'opérer , sont enfin parvenus à se faire les idées les plus justes de la nature des terres , de leurs variétés , & à ne pas se tromper sur la nature des engrais , de la culture & des productions qui leur conviennent.

ARTICLE II.

Des défrichemens.

Dans les Isles Britanniques , il n'est point de terres vagues , à l'exception des croupes des montagnes , où le roc se montre à nud , qu'on ne puisse convertir en terres labourables ou en herbages ; & ces terres incultes , qui ne sont pour les moutons que de misérables pacages , une fois défrichées , feroient subsister dans l'aïssance un nombre considérable de familles. Depuis environ cinquante ans , il s'est fait de grandes améliorations de ce genre en Angleterre : des vastes terrains , qui pendant plusieurs siècles n'avoient été que des Communes , sont

devenus, au moyen de l'égobue, du brullis, & des labours, des champs fertiles, qui se couvrent annuellement de riches récoltes d'orge, de tréfle, de seigle, de turnips, de rey-grass: ces mêmes terres font aujourd'hui la fortune d'un grand nombre de Fermiers, occupent une foule de pauvres manœuvres de culture, & augmentent nos troupeaux. On ne revoquera pas en doute cette dernière circonstance, si l'on fait attention à la prodigieuse différence qui doit se trouver entre une Commune & une prairie artificielle, ensemencée de tréfle, & de rey-grass.

L'économie politique n'offre point de sujet plus intéressant, & qui mérite une plus sérieuse attention. Toute terre inculte est un préjudice pour l'Etat: sa culture ajouterait à la masse générale des subsistances, augmenteroit le nombre du peuple, en multipliant les salaires, forceroit l'oisiveté de faire place à l'industrie, & feroit circuler de nouvelles richesses dans la Nation. Plusieurs Communes en divers Comtés ont déjà été défrichées; mais le succès de ces améliorations est un nouveau motif

de continuer ces utiles entreprises dans les trois Royaumes. Il reste encore des landes immenses, des dunes d'une prodigieuse étendue, dont les défrichements sont au-dessus des forces des particuliers; mais ces travaux dispendieux s'exécuteroient par des encouragements publics.

Les terrains vagues qui, jusqu'à présent, ont été converties en terres labourables ou en herbages, étoient presque tous des terres légères, faciles à défoncer, leur surface n'étoit pas embarrassée de houx, de genêt épineux & d'autres semblables arbrustes; circonstance qui doit faire penser qu'anciennement elles avoient été cultivées. Ces sortes de terrains ont été défrichés par préférence, à raison des moindres frais de culture; & les autres, qui exigent des dépenses plus considérables, ont été généralement abandonnés pour servir de paturage aux moutons. C'est une observation que j'ai faite dans plusieurs Comtés où les nouvelles Fermes sont presque toutes établies sur des terres légères, & l'exemple récent du Norfolk sert encore à la confirmer.

Mais peut-on douter que les terres fortes,

qui ont plus de profondeur & de ténacité, ne soient plus riches, que les terres légères. N'est-ce pas ce qui est clairement prouvé par les houx, les genêts, les épines & les autres arbuſtes, qui y croiſſent ſpontané-ment? La vigueur de leur végétation découvre la fertilité du Sol. Des terres pauvres, telles que la plûpart de celles qu'on a défrichées, à cauſe de l'égalité de leur ſurface & de la facilité de les rompre, & qui exigent beaucoup d'engrais, ſont trop dépourvues de ſubſtances nutritives pour produire jamais d'eux mêmes des végétaux ſemblables. Mais la dépenſe du défrichement détourne les Fermiers d'en entreprendre la culture. S'ils étoient en état de faire les premiers frais, il eſt très vraiſemblable que la grande fertilité du ſol leur feroit bientôt trouver d'amples dédommagemens. Quand les défricheurs auroient adopté une méthode régulière de mettre ces terres en état de culture, ils pourroient fixer le prix des défrichemens à tant par acre; & dès ce moment ces améliorations s'étendroient dans toutes les parties de la Grande Bretagne; rien ne dégoûte plus les Fer-

miers de ces tentatives, que l'incertitude des dépenses auxquelles elles pourroient les exposer. Ces réflexions sont également applicables aux différentes méthodes qu'on voudra suivre pour les défrichements. La multitude des racines dont ces terrains sont embarrassés, pourroit peut être faire préférer à la charrue, l'égoë & le brulis, amoins que la rareté du bois, n'obligeât de réserver ces racines pour le chauffage du Fermier. J'ai vû de ces terrains où la valeur de ces racines étoit beaucoup plus considérable que toute la dépense du défrichement; & c'est ce qui arriveroit communément sur les terres couvertes de houx, de genêt épineux & d'autres arbustes.

Dans le Norfolk, on a beaucoup plus défriché de terres incultes que dans aucun autre Comté d'Angleterre. Toute cette contrée, qui, il n'y a pas plus de vingt ou trente ans, n'offroit que des terres vagues, est aujourd'hui couverte des plus riches récoltes: on ne voit nulle part de plus beaux champs de turnips, de seigle, de tréfle, &c. Il est vrai que cette contrée avoit le bonheur de posséder de très riches

ches veines de marne & de glaife; ces engrais répandus dans une proportion convenable sur des terres sablonneuses où paifoiient les moutons, ont caufé des prodiges de végétation.

La méthode, qu'on a généralement fuivie dans ces améliorations, a été de répandre sur le gafon de cinquante à quatre-vingt charrêtées de marne par acre; de donner quelques labours pour préparer les terres à être ensemencées en bleds, mais plus généralement en turnips; de faire fuccéder l'orge aux turnips; de remplacer l'orge par le rey-graff & le tréfle; de laiffer fubfifter trois ans cette prairie artificielle; & fur ce défrichis de femer des bleds hivernaux, après y avoir difpofé convenablement la terre par le parc, le fumier & les labours.

Il eft à propos d'observer que la méthode d'affolement rapportée dans les Elémens du commerce de M. de la Forbonnais, & copiée dans les intérêts de la France mal entendus, de M. de Boulainvilliers, contient plufieurs méprifes. On y lit : „ A une récolte de froment fuccède une ja-

chère ; ensuite deux , trois ou quatre moissons au plus , d'orge , d'avoine de pois ; après lesquelles revient une année de repos. " Ce passage de la plus grande absurdité pourroit donner la plus grotesque idée du système de culture , pratiqué dans le Norfolk.

Les Fermiers de cette contrée sont si éloignés de faire rapporter à leurs terres trois ou quatre récoltes consécutives de grains , qu'ils se font précisément une loi de la pratique contraire. A une récolte de grains , ils font régulièrement succéder une récolte de turnips & de tréfle ; & l'on peut dire à leur avantage qu'ils ne savent point ce que c'est qu'une jachère : c'est en général , les turnips qui en tiennent lieu.

M. de Boulainvilliers continue : quelques uns sèment un peu de tréfle ou de luzerne ; mais avec peu de profit ; étant obligés de donner du fourage à leurs bestiaux pendant l'hiver. " Il y a dans ce peu de mots deux erreurs capitales. Jamais dans ce comté , il n'y eut une seule graine de luzerne semée par les Fermiers ordina-

res ; & il est si faux qu'ils retirent peu de profit de leur tréfle, que cette plante fait une des plus riches branches de leur agriculture. C'est avec leurs prairies de tréfle mêlé de rey graff, qu'ils entretiennent de nombreux troupeaux de moutons, qui parquent leurs terres pour être ensemencées en grain.

Le même Auteur dit dans un autre endroit : " La luzerne, le tréfle, le fainfoin ont doublé la quantité des fourrages. " Voilà une étrange assertion, puis qu'on n'a jamais semé dans le Norfolk d'autres herbes artificielles, que de tréfle & du rey-graff. Il ajoute encore un peu plus bas : " La luzerne est sans contredit la plus avantageuse de ces prairies artificielles. " La vérité est qu'il n'y a pas dans tout le Norfolk un seul acre de luzerne. J'ai crû devoir relever ces méprises qui peuvent faire tort à cet ouvrage, qui renferme d'ailleurs d'excellentes vues.

Il seroit difficile de ne pas admirer les efforts généreux qu'ont fait les habitants du Norfolk dans les défrichements de leurs communes. Ces terres ont été portées tout

d'un coup au plus florissant état de culture. Toutes ces nouvelles améliorations sont régulièrement entourées de fossés, de haies vives, & embellies de superbes plantations. Ces communaux, qui autrefois ne fournissoient qu'une chétive subsistance à des moutons & des tanières à quelques lapins, portent aujourd'hui d'aussi brillantes moissons, que les contrées les plus fertiles de l'Angleterre. Quelle satisfaction goûte aujourd'hui un homme vertueux en traversant les parties occidentales du Norfolk! Quelle idée plus flatteuse pour une ame sensible de penser que l'agriculture a produit un si heureux changement! de penser qu'elle a en quelque manière créé une race nombreuse d'hommes actifs & laborieux, qui vivent dans le sein de l'abondance sur cette même terre, où l'on ne découvroit il y a peu d'années, que des sables arides & un immense désert! de penser enfin que la cultivation a sù tirer les trésors de l'abondance d'un sol que la Nature avoit disgracié!

Mais dans cette admirable révolution se trouve l'heureux concours de l'intérêt

général avec l'intérêt particulier : l'État a gagné & les propriétaires se sont enrichis : plusieurs d'entr'eux dans un intervalle de vingt ou trente années , ont plus que doublé leur fortune : quelques uns l'ont beaucoup plus augmentée : je pourrois en citer plusieurs exemples : M. Morley de Barsham , qui est un homme connu , a porté son revenu , de cent quatre vingt à huit cent livres sterlin ; un autre de dix-huit à deux cents quarante. Il n'est en Angleterre aucune autre contrée qui pût produire autant d'exemples d'augmentation de revenu uniquement due à l'agriculture.

Les Fermiers sont entrés avec les propriétaires en partage des immenses profits de ces améliorations surprenantes : tous ont considérablement multipliés leur fonds d'exploitation ; & l'on peut dire que l'Amérique exceptée , la cultivation ne fit jamais faire des gains si prodigieux dans aucune contrée du monde. Il est peu de Fermiers dans le Norfolk qui n'ait augmenté ses capitaux de vingt ou trente mille Livres sterlin ; plusieurs ont fait des fortunes de quarante & de cinquante mille Livres sterlin.

Ces faits, qui paroistroient incroyables dans tout autre comté, n'excitent ici aucune surprise.

Il n'est pas rare de voir dans cette Province un Fermier vendre par an pour quinze cent livres sterlin d'orge, le produit d'une seule récolte. Un fait non moins étonnant est qu'après une principale récolte d'orge, la seconde récolte de froment du même Fermier a été vendue douze cent Livres sterlin. Ces exemples en rappellent une foule d'autres qui paroistroient tenir du prodige. On peut consulter à ce sujet le voyage agronomique de M. de Joung. Ce grand maître en agriculture a fait une description magnifique, mais vraie & instructive, de la florissante culture du Norfolk. Dans ces utiles & intéressants détails on y verra que les noms de M. M. Curtis de Sommerfield, Mallet de Dunton, Glover de Creek, Carr de Maffingham, Savaries de Cidderstone, Burton de Rougham, Roguerson de Nurford, & un grand nombre d'autres méritoient avec plus de justice d'être célébrés dans les annales de l'humanité, qu'un certain Roi de Macédoine, un

Empereur Romain , un Roi de Prusse, fléaux de la terre , que de vils Ecrivains ont la bassesse de louer ! Ce sont de grands généraux ! Que veut dire cela ? Ne sont-ce pas aussi de grands incendiaires ? que font-ils autre chose que massacrer , piller , bruler & ravager le monde ? Ne sont-ce pas eux qui oppriment les peuples , qui éteignent le génie , qui dégradent l'espèce humaine ? S'il est des hommes vraiment grands , ce sont les bienfaiteurs de l'humanité , & à ce titre les grands Agriculteurs sont faits pour commander l'admiration. Tandis que les grands généraux exercent le meurtre , le brigandage , & portent partout la ruine & la désolation , les grands Fermiers fertilisent le sein de la terre , font renaitre l'abondance , & donnent l'existence & la vie à une nouvelle race d'hommes. Toutes leurs actions tendent au bonheur de l'humanité. Leurs utiles travaux changent des Sables arides en une contrée délicieuse , couverte des dons les plus précieux de la nature ; & la résidence des bêtes sauvages devient celle d'un peuple nombreux , qui se multiplie comme les productions de la terre.

Que signifient ces paroles de César, *Veni, Vidi, Vici*? Cela ne veut-il pas dire, j'ai égorgé des millions d'hommes, j'ai brûlé les Villes & les villages, j'ai dévasté des contrées fertiles, & j'ai changé en une affreuse solitude, les riantes contrées où des Nations paisibles vivoient dans le sein de l'abondance? César cependant a rempli l'univers de son nom! Celui qui devrait être en exécration parmi les hommes, en est l'idole! Quel renversement d'idées! Aux yeux du monde, l'Agriculteur qui alimente les hommes n'est rien, & le guerrier qui les extermine est un Dieu!

Il est dans les autres comtés de l'Angleterre une grande quantité de terres incultes, auxquelles on donne les noms de landes, de patis, de garenne, de communes, &c. &c. Ces terres qui ont de très riches veines de marne, de glaise & de craie, pourroient être défrichées avec le même avantage, que celles du Norfolk l'ont été. Il seroit de la sagesse du Gouvernement de tourner les vues des propriétaires vers ces défrichements. Les moyens ne seroient par bien coûteux, &

toutes ces dépenses versées dans les classes les plus pauvres de la Nation, donneroient plus d'activité & d'étendue à la plus utile de toutes les circulations, celle qui vivifie l'industrie. Il n'est personne qui, en allant de Londres à Exeter, à Bristol, à Lancaſtre, à Berwick; n'ait pu observer des terres incultes d'une immense étendue : ces friches ſont encore plus multipliées en Irlande & en Eſſe. Le Miniſtère qui auroit la noble ambition de convertir toutes ces terres vagues en champs fertiles mériteroit de la Nation une reconnoiſſance éternelle.

A R T I C L E.

De la cloture des champs ouverts.

Il n'eſt pas rare de voir en diverſes contrées d'Angleterre des terres aſſez bien cultivées, mais qui ſont reſtées ouvertes; & il n'y a perſonne un peu verſé dans l'agriculture qui ne ſache que les terres cloſes ſont ſuſceptibles de plus grandes améliorations, que celles qui demeurent

fans cloture. Dans le Norfolk, les Fermes les plus riches sont très soigneusement closes. Entre les avances foncières, les clotures devroient être la première dépense. Il fera toujours impossible d'exploiter un champ ouvert, d'une manière aussi parfaite, qu'un champ clos, à moins que le Fermier ne consente à faire une dépense considérable de claies chaque année. Dans les comtés où les clotures sont les plus communes & où les défrichements ont commencé par des fossés & des haies vives, l'agriculture se trouve dans un état bien plus florissant, que dans ceux où cette excellente méthode a été négligée.

La différence que les clotures ont mise dans les revenus de terre pourroit presque paroître incroyable. Les avantages qui résultent de l'exploitation d'une Ferme close & d'une Ferme ouverte, diffèrent à un tel point, qu'il n'y a pas un seul Fermier riche qui balance à affermer la première le double de la seconde, à moins qu'une Ferme ne soit close, il est d'une extrême difficulté d'y pratiquer la

la grande culture. Les turnips & les herbes artificielles qui rendent la culture Angloise si recommandable, n'entrent jamais dans l'affolement des champs ouverts.

En plusieurs endroits de ces îles, se trouvent des terrains si excessivement secs & sablonneux, qu'on ne les suppose pas susceptibles d'amélioration; & ils demeurent incultes. Il est cependant des moyens de forcer ces terres arides à donner des productions utiles. Les clotures sont la première amélioration qui leur convient. Le grand défaut du sol de ces îles est généralement son extrême secheresse; mais rien n'est plus propre à corriger cette qualité, que de diviser le terrain en petites portions, qu'on borderoit d'une plantation d'arbres & d'arbrisseaux les plus appropriés au sol: de ce nombre sont principalement le hêtre, dont les belles proportions présentent un coup-d'œil enchanteur, le sapin d'Ecosse, qui est d'un très grand rapport, le cèdre dont le bois est très précieux: ces arbres & plusieurs autres se plaisent au milieu des sables ari-

rides , qui les portent en peu d'années à une élévation surprenante. Le profit de ces plantations seroit donc déjà très considérable ; mais ce profit n'est que le moindre objet qu'on doit se proposer dans ces améliorations. Ces plantations d'arbres attireroient & conserveroient une grande partie de l'humidité de l'air , & humecteroient la terre , comme cela arrive dans toutes les contrées boisées qui sont généralement humides. Le sol , qui dans un pays ouvert & nécessairement desséché par les vents que rien n'intercepte , se trouveroit toujours ombragé & couvert d'un atmosphère humide. J'ai souvent observé que les plus petites plantations sur ces terres de pur sable, amélioroient régulièrement le sol tout autour. Par la même raison , qu'on laisse les grandes routes ouvertes & exposées au soleil & au vent , ces terres devroient être aussi exactement fermées qu'il seroit possible.

Les propriétaires de ces terres sablonneuses agitoient conformément à leurs vrais intérêts , s'ils entreprenoient de les

diviser en petits clos , ainsi entouré de plantations. Les profits, pour n'être pas immédiats , n'en feroient pas moins considérables. A mesure que les plantations s'éleveroient , le sol s'amélioreroit sans la plus légère dépense ; & deviendroit assez fertile pour produire les récoltes les plus analogues à la nature des terres légères. Mais si le propriétaire où le tenancier répandoit alors sur ce terrain ainsi amélioré , de la marne ou de la craie , ce même terrain acquerroit alors un degré de fécondité qui feroit rentrer cette dépense avec usure , au lieu que sans ces plantations préalables , tout le marnage possible n'occasionneroit que d'inutiles frais.

Pour se convaincre de cette vérité , il ne faut que comparer le sol d'un parc quelconque avec celui de la contrée environnante. Ce sol qu'on fait n'avoir reçu aucune espèce d'engrais , sera trouvé fort supérieur à celui de la contrée voisine. Ce fait n'est pas révoqué en doute , mais on suppose assez généralement que le propriétaire améliore ce sol par des engrais dans la vue de se procurer une

riante verdure : mais dans le vrai , le propriétaire n'a fait autre chose pour la plupart du tems , que d'élever des plantations d'arbres , & d'en environner son parc. Je suis dans l'intime persuasion que ces fortes de plantations réussiront toujours à améliorer les sables les plus arides.

Je ne connois guère de terrein plus nud , plus désolé que celui que traversent les chemins qui conduisent entre Barton Mills & Brandon , & Bury & Brandon dans le Suffolk ; tout ce canton est un sable mouvant & d'une telle secheresse que dans les tems venteux , il s'en élève des tourbillons de poussière qui obscurcissent l'air. Je crois devoir citer particulièrement cette contrée sablonneuse ; parce que je suis pleinement convaincu , que s'il arrivoit de la diviser en petits clos , plantes d'arbres , ces sables , qui au premier aspect paroissent infertiles , changeroient bientôt de nature & deviendroient propres à donner d'excellentes récoltes de grains , de turnips & d'herbages. Quiconque est un peu au fait des matières de l'économie rurale , fera aisément persuadé des avantages

immenses que la Nation retireroit de ces plantations si peu dispendieuses.

Un objet de plus grande conséquence, c'est la manière d'enclorre une ferme. La méthode la plus communément adoptée aujourd'hui dans la construction de ces clôtures, consiste en un simple fossé avec un rang d'épines blanches dans le milieu de la berge, & au sommet est une haie morte. Cette clôture est d'une assez bonne défense à bien peu de frais. Mais sur les terres féches, sablonneuses, l'épine blanche n'est point du tout appropriée au sol. Il est d'autres arbrisseaux d'une végétation plus accélérée, particulièrement le petit houx qui formeroit une défense plus prompte & plus impénétrable, que l'épine blanche, du moins sur un pareil sol.

La nouvelle méthode, pratiquée dans le comté de Northampton, est très dispendieuse; mais il n'est point de clôture plus solide ni plus durable. Pour y procéder, on creuse deux fossés parallèles; la terre qu'on en tire, jettée dans le milieu, forme une berge en anse de panier: sur cette berge, on plante quatre, cinq, six rangées

d'épine blanche, & quelquefois davantage. Ces rangs d'épine ainsi multipliés, rendent la haie morte absolument inutile, pourvu que les fossés soient creusés à une profondeur convenable. Les émondures de ces haies donnent une immense quantité de menus branchages, qu'on employe à différens usages. La haie est une défense impénétrable.

J'ai vu plusieurs clotures dans les comtés de Cambridge & d'Huntington & ailleurs, qui ne consistent qu'en une haie morte, avec un grand nombre d'arbrustes & d'arbrisseaux qui croissent assez négligemment de chaque côté de la haie, sans aucun fossé. La haie se fait en entrelaçant les arbrisseaux & les arbrustes entre des pieux. Cette haie, qui est d'une très mauvaise défense, exige de continuelles réparations. On dit à cela que ces réparations fournissent du bois mort au Fermier, qui en a continuellement besoin pour son chauffage; mais on n'imagina jamais une méthode plus absurde de pourvoir au chauffage du Fermier. Si les arbres éteus sont si rares que les émondures ne suffi-

fen

sent pas au besoin du Fermier, plutôt que de faire dépendre son chauffage de la destruction de ses haies, il y auroit une bien plus sage économie à réserver à la plantation d'un bois taillis un terrain proportionné à l'étendue de sa ferme, & dont une coupe régulière lui fourniroit tout le bois nécessaire à sa consommation.

Quant à l'usage, qui commence à s'introduire, parmi les propriétaires d'enclorre les communes, ou les champs dont les possessions sont mêlées, il est bien surprenant, vû la certitude d'obtenir à ce sujet un Acte du Parlement, aussi tôt que l'unanimité est notifiée, il est dis-je bien surprenant qu'il se trouve encore des propriétaires assez peu éclairés sur leurs vrais intérêts pour se refuser aux avantages marqués qui résultent visiblement de cette amélioration. Le prétexte le plus ordinaire dont ils colorent leur refus, est que ces améliorations nuiroient aux pauvres laboureurs; mais cette raison n'est rien moins que plausible; puisque ces travaux multiplieroient les salaires, & dédommageroient amplement les pauvres habitants des stérili-

les avantages qu'ils retirent des communes. Les Fermiers entretiennent sur ces communes de nombreux troupeaux de gros & menu bétail : un petit nombre de vaches & quelques moutons , que tiennent quelques pauvres laboureurs , sont toujours relégués au loin , & cherchent une chétive subsistance entre les buissons où les moutons laissent la moitié de leur laine. Tous les pauvres manœuvres de la culture trouveroient infiniment plus d'avantage dans les salaires que leur procureroient ces nouveaux défrichements , que dans l'éducation de quelques têtes de bétail , dont ils ne retirent aucun profit , pour n'être pas en état de leur fournir une nourriture saine & abondante. Mais le bien public ne doit-il pas l'emporter ici sur toute autre considération ? Et n'est-il pas d'une impossibilité absolue que l'agriculture soit jamais florissante , tant qu'on laissera subsister ce grand nombre de communes ? Une autre observation qui n'est pas d'une moindre conséquence , est que ce droit de commune n'est propre qu'à entretenir les pauvres habitants d'une paroisse dans une vie oiseuse , & dans une fainéantise funeste à la société.

Les objections sont également fortes contre les champs ouverts dont les propriétés sont mêlées. L'augmentation du fermage de ces mêmes terres après la construction des clotures, en démontre l'avantage & la nécessité. Est-il une gêne plus détestable pour un Fermier industrieux, de se voir forcé de s'accommoder à la pratique de ses voisins paresseux & ignorans, pour les labours, les semailles & les autres travaux champêtres? Est-il rien au monde de plus contraire à une bonne police, que d'être obligé de souffrir en de certains tems que tout le bétail du comté traverse ses terres? Il n'est point d'homme véritablement attaché au bien public, qui ne considère le desir que montre le Gouvernement de convertir les communes des terres labourables comme un des plus grands encouragements que puisse recevoir l'agriculture de ce Royaume.

Je ne puis quitter l'article des clotures, sans faire remarquer qu'elles devraient particulièrement fixer l'attention non seulement des propriétaires des champs ouverts, mais de ceux aussi dont les terres

font déjà closes. L'entretien des clôtures est un point très intéressant. Les Fermiers doivent soigneusement veiller aux réparations qu'elles exigent, faire reboucher les trous qui s'y trouvent, & garnir les endroits foibles, qui pourroient être aisément forcés par les bestiaux qui passent dans le chemin, ou par ceux de la Ferme.

L'Auteur des Essais sur l'agriculture se plaint beaucoup que nos Fermiers montrent sur cet article de l'économie rurale une négligence blamable. " En Allemagne, dit-il, il n'est pas rare de voir les grandes routes défendues des deux côtés par des haies vives d'aube-épine, dans une étendue de dix mille sans interruption. Il seroit bien à souhaiter que nos Fermiers voulussent suivre le même exemple. On est indigné en traversant nos grandes routes de ne trouver quelquefois ni fossés, ni berges, ni haies, quoique les terres adjacentes soient des champs fertiles ou de riches pâturages; & s'il arrive qu'on ait construit des haies, ou des berges, on y découvre à chaque pas des trous, ou des brèches qui laissent une libre entrée au plus gros bétail.

Cette négligence, qui se fait remarquer à vingt milles de la capitale dans un pays fameux par son agriculture, fait bien peu d'honneur à la vigilance de nos Fermiers".

Ce reproche de négligence n'est généralement que trop fondé. J'ai fait la même observation en plusieurs contrées de ce Royaume. Mais je dois dire à la gloire des Fermiers d'Essex & de Suffolk qu'en général les clôtures y sont très bien entretenues, & que sur les grandes routes, les haies y sont d'une excellente défense. Peut-être cette vigilante attention est-elle due à un article inséré dans presque tous les baux, par lequel le tenancier s'oblige chaque année à faire creuser une certaine quantité de fossés, de la profondeur & de la largeur spécifiées.

ARTICLE IV.

De la Marne comme engrais.

La marne paroît être l'engrais le plus précieux de tous ceux qu'on tire des minéraux. Cet engrais est aussi le moins dis-

pendieux, si l'on considère le tems de sa durée sur les terres où il est répandu en suffisante quantité. Les améliorations du Norfolk qu'on fait être les admirables effets de la marne, sont les plus grandes qui aient été faites dans ce siècle. Les terres de ce Comté en ont reçu un tel degré de fécondité, que celles qui n'ont pas été marnées depuis plus de trente ans, sont encore très fertiles, rapportent de très belles moissons de bled, & ce qu'il y a de très avantageux est que le sol, par une judicieuse exploitation, en deviendra toujours plus excellent.

Dans ce Comté, la quantité de marne qu'on est dans l'usage de répandre sur un acre, est depuis soixante jusqu'à cent charretées, chacune de trente cinq ou quarante boisseaux. Toute la dépense qu'entraîne le marnage est ordinairement évaluée à environ trois livres Sterlin par acre.

La marne est une espèce de mélange de la terre glaise ou de l'argile, & de la terre calcaire: elle participe de la Nature de l'une & de l'autre de ces terres. Elle

se trouve à différente profondeur. Elle se trouve quelquefois si près de la surface, qu'on l'entame & qu'on la retourne avec le soc : mais elle se trouve plus ordinairement à une certaine distance de la superficie, sous un lit de glaise. Le Docteur Home distingue deux Espèces de marne, l'argilleuse & la pierreuse ou gravelleuse. Il parle aussi d'une troisième espèce, qu'il nomme marne coquillaire ; entièrement différente des deux précédentes, en ce qu'elle est une substance animale, quoiqu'elle ait les mêmes propriétés que le fossile,

Toute marne fait effervescence avec les acides de toute espèce. Elle attire fortement l'acide & l'absorbe. Elle fertilise les terres, dit l'Auteur de l'Agriculture réduite à ses vrais principes, par la propriété qu'elle a d'attirer l'humidité, l'acide & la graisse de l'air ; d'anéantir toute l'acidité qui se trouve dans la terre, ou que les eaux stagnantes pourroient produire, ce qui empêche qu'il n'entre trop d'acide dans la semence ; de dissoudre la graisse du sol, ce qui produit une substance savonneuse &

soluble dans l'eau qui peut entrer par les pores des végétaux; d'enlever à un terrain glaiseux sa ténacité, ce qui le rend plus facile à travailler & plus propre à la végétation; & de donner de la consistance aux terres légères & sablonneuses.

L'emploi de la marne comme engrais fut renouvelé dans le Norfolk par M. Allen de Lyng House, il y a près de soixante & dix ans. Cet agriculteur fit les plus belles & les plus grandes améliorations par l'usage de la marne, sans que sa méthode fût adoptée de ses voisins. Le Lord Townshend, frappé des progrès de ces améliorations, encouragea ses tenanciers à faire usage d'un si puissant engrais. Les avantages qui en résultèrent, devinrent tous les jours plus sensibles. En conséquence ces améliorations se sont étendues de plus en plus, & ont procuré, comme je l'ai déjà dit, des fortunes considérables aux Fermiers & aux propriétaires.

Il regne parmi les Fermiers un préjugé qu'on ne peut s'attacher à leur faire perdre. S'il leur arrive d'avoir de très riches veines de marne dans leur ferme, ils

ne s'en servent pas pour améliorer leurs terres fortes. Ils imaginent d'après les admirables effets qu'elle produit sur les terres légères, sablonneuses, graveleuses, qu'elle ne seroit d'aucune efficacité sur les terres argilleuses. On ne peut cependant pas douter qu'elle n'agisse avec la même activité sur les plus fortes glaises, par la propriété qu'elle a d'enlever à cette terre sa tenacité, & diminuer la liaison de ses parties. Elle fertilise les terres d'une qualité médiocre, & seconde merveilleusement la fécondité des plus riches sols. Pour ces sortes de terres, les Fermiers préfèrent à la marne, le fumier qui est un engrais bien moins actif. La marne est l'amendement le plus riche & le plus précieux pour les terres froides & humides : elle en corrige l'acreté & les tient nettes de mauvaises herbes.

Je n'assurerai cependant pas que les effets de de la marne porteront les terres fortes & humides au même degré de fécondité que les terres chaudes & légères. On sait qu'au moyen du marnage, les dernières qui n'étoient communément affer-

mées que depuis un Shilling six deniers jusqu'à deux Shillings six deniers, se sont élevées depuis dix jusqu'à quinze Shillings par acre. L'expérience n'a jamais prouvé que les terres fortes fussent susceptibles d'un pareil accroissement de rente. On ne peut pas revoquer en doute que ce ne soit aux propriétés de la marne, que sont dues toutes les étonnantes améliorations qui se sont faites dans le Norfolk : sans elle, les clotures & les labours n'auroient été que d'insuffisants moyens pour produire ces brillantes récoltes qui ont fait l'étonnement & l'admiration de l'Angleterre. Nos contrées, qui s'étendent du Nord à l'Ouest, & particulièrement le comté de Chesh, ont aussi éprouvé les salutaires effets de la marne qui leur a procuré les plus riches moissons.

Les vertus de la marne, étant généralement reconnues, les veines de ce fossile sont si multipliées dans les trois Royaumes, qu'on peut dire que l'amélioration de toutes les terres incultes est maintenant au pouvoir des Gouvernements. On voit avec surprise que malgré des faits si éclatants,

l'usage de cet engrais soit si peu général en Angleterre. Dans les lieux où les marnières sont les plus abondantes & d'une excellente qualité, on ne songe pas même à s'en servir pour fertiliser une prodigieuse étendue de terres qu'on laisse en friche, & dont les produits qu'on pourroit retirer dès la première année, feroient rentrer avec usure tous les frais de culture.

C'est principalement aux riches propriétaires, qu'il appartiendroit de faire creuser des marnières, de répandre cet engrais en proportion convenable sur les terres incultes de leur domaine, & après avoir fait construire les batiments & les clotures nécessaires à l'exploitation d'une ferme, de les donner ensuite avec de longs baux à des tenanciers intelligents, instruits dans la cultivation, mais qui manquent des capitaux qu'il faudroit employer à ces avances foncières. Cette manière si noble de dépenser son argent, en causant un honneur infini aux riches propriétaires, tourneroit encore à leur avantage. Quiconque porte ses regards sur un vaste terrain inculte, dont la surface recouvre d'abondantes veines de marne, &

qui semble n'attendre que les soins d'un cultivateur pour se charger des plus belles moissons, ne peut sans indignation songer que ce terrain est la propriété d'un millionnaire qui expose souvent sur une carte, ou dans un pari de course de chevaux, des sommes suffisantes pour fertiliser & peupler tous les acres de son domaine. On sent que si les lumières de la raison étoient plus répandues dans une Nation, le public assez imbecille pour admirer les frivoles dépenses de pareils hommes, concevroient pour eux le plus souverain mépris.

L'amélioration des terres vagues est d'une si grande conséquence pour un Etat, qu'elle devrait particulièrement fixer l'attention du Gouvernement: elle requiert la protection spéciale du Souverain. Les Rois & les Princes ne peuvent être trop persuadés de l'importance d'encourager l'agriculture parmi leurs sujets. L'éducation que recoivent ceux qui sont destinés à gouverner les hommes, les met rarement dans le cas de sentir ou de pouvoir apprécier les avantages qui résultent de la cultivation. Un Constantin IV, un Henri le Grand se

rencontrent aussi rarement en Angleterre, qu'en France un Duc de Sully.

Mais il seroit toujours facile à un Prince d'exciter dans ses sujets la noble émulation de se distinguer par quelques grandes améliorations, & de les exciter à faire des prodiges de culture. Le Roi d'Angleterre pourroit instituer un ordre de chevalerie avec les distinctions ordinaires d'un large ruban, &c. pour en décorer ceux qui, sur un terrain inculte d'une étendue au moins de deux cents acres, auroit fait construire une ferme commode, avec tous les batiments nécessaires pour les hommes, pour les animaux, pour les denrées, qui en auroit fait défricher & niveler toutes les parties, & qui après les divisions, les clotures & les plantations nécessaires l'auroit affermée à un cultivateur. Cet ordre pourroit être composé de trois ou quatre différentes classes, dont les rangs seroient proportionnés au nombre d'acres qu'ils auroient améliorés.

Il conviendroit que le Prince portât lui-même les marques de l'ordre, pour lui imprimer un caractère de respect & de vénération, & il seroit aussi à propos de don-

ner aux Chevaliers la préséance sur les Barons & sur les Chevaliers de Bath; ce qui ne blefferoit en aucune manière les anciens préjugés. Cette institution nouvelle, en intéressant la vanité des hommes, auroit la plus grande influence sur les améliorations.

Ce qui ne seroit pas d'une moindre conséquence, seroit que le Souverain donnât une attention particulière à la pratique de l'agriculture; & qu'il notifiât à la Nation que quiconque formeroit, l'établissement d'une ferme dans un terrain inculte, seroit assuré de recevoir une gratification proportionnée à la grandeur de l'entreprise. Supposons, par exemple, que le public fût généralement informé, que l'intention du Monarque est que ceux qui auroient fait de pareils établissemens lui présentent le plan des terres avec une notice des améliorations ou des avances foncières; afin qu'il pût donner aux propriétaires des marques de sa bienveillance, en raison des obstacles qu'ils auroient eu à vaincre, & des avantages qui doivent résulter de ces travaux. L'exécution d'un pareil projet opéreroit des

miracles en agriculture ; & toutes ces terres vagues qui deshonnorent aujourd'hui l'Angleterre, ne tarderoient pas à se présenter sous le riant aspect de l'abondance.

ARTICLE V.

De la Craie.

Un Ecrivain agriculteur, qui paroît avoir profondément médité les principes de cet art, observe que la craie à une propriété qu'il est rare de rencontrer dans les substances minérales, c'est de refroidir les terres naturellement chaudes, ou du moins d'en diminuer considérablement le degré de chaleur, & d'échauffer les terres froides. D'où il conclut qu'elle est également propre aux terres légères, sablonneuses graveleuses, & aux terres argilleuses & humides. „ Cette qualité, dit-il, qui est en apparence contradictoire, a sans doute porté quelques agronomes qui ont remarqué les merveilleux effets qu'elle produisoit sur les terres froides, à en défendre l'usage pour les terres chaudes ;

& d'autres, frappés de la fécondité qu'elle n'auroit aucune efficacité pour les terres glaiseuses humides & froides. Ses succès cependant ne sont ni moins prompts ni moins assurés dans l'un & l'autre cas.

La craie mérite sans doute d'être comptée parmi les plus puissants engrais, mais elle est en général inférieure à la marne. Il n'y a point d'endroit dans le Royaume où la craie soit employée avec un plus grand succès pour l'amendement des terres, que dans le comté d'Essex. Elle y est apportée du Comté de Kent par des bateaux : elle est douce, blanche & de la nature d'un savon gras ; la dépense de cet engrais est très considérable : il est rare qu'on puisse en amender convenablement une terre à moins de cinq livres sterling par acre. Cette craie ressemble beaucoup à celle dont les Fermiers font usage dans l'île de Wight ; & elle est d'une qualité bien supérieure à celle qui se trouve dans les comtés de Dorset, de Hamp, de Stroph, & de Wilt.

On fait ordinairement usage de la craie pour amender de meilleures terres que celles

les qui ont été si merveilleusement fertilisées par la marne ; il est par conséquent rare que ses effets se manifestent d'une manière aussi frappante. On doit néanmoins la regarder comme un engrais d'une grande activité.

Il est des agronomes qui prétendent que la craie appauvrit les terres , & qu'elle les rendroit absolument stériles après une ou deux récoltes , si l'on ne la méloit pas avec du fumier.

„ Cette prétention, dit l'Auteur que j'ai déjà cité, est très opposée à la vérité, & n'est certainement pas appuyée sur la base solide des faits. Je pense bien ajoutet-il que les terres sur lesquelles on a répandu une craie fine & molle pour les améliorer, sont préparées d'une manière encore plus efficace par un surcroit de fumier, & que leur vertu végétative en reçoit un nouveau degré de vigueur : cette pratique aura toujours les plus grands succès. Mais que la craie seule comme engrais appauvriffe jamais aucune espèce de terre, c'est une erreur vulgaire, déjà trop accréditée & que pour l'intérêt des Fer-

miers, on ne peut trop s'efforcer de profiter".

La méthode la plus recommandable dans l'usage de la craie est, je pense, celle qui est pratiquée dans le comté d'Essex & dans les environs d'Ipswich en Suffolk. Les fermiers sont dans l'usage de mêler la craie avec leur fumier; ils forment plusieurs couches de l'une & de l'autre & les retournent une ou deux fois. Mais une autre méthode peut-être encore préférable pour mieux faire murir la craie, c'est de la répandre dans la cour des écuries, à l'entrée de l'hiver, de dix-huit pouces à deux pieds d'épaisseur; & durant tout l'hiver de faire manger sur cette craie tous les bestiaux de la ferme: dans le printems on la fera charrier pour la répandre sur les champs qu'on veut ensemençer en turnips. Cette craie est alors impregnée de l'urine des bestiaux qui est le plus riche de tous les engrais.

ARTICLE VI.

De la Chaux.

La chaux dépose dans le sein de la terre des principes de fécondité qu'elle ne doit qu'à sa vertu attractive. Ce n'est qu'après avoir enrichi sa propre substance des vapeurs de la terre, des rosées, des pluies & de toutes les influences de l'atmosphère, qu'elle devient propre à fournir aux plantes les suc nécessaires à leur développement.

La chaux, dit l'Auteur de l'agriculture réduite à ses vrais principes, attire l'acide humide & la partie grasse qui est dans l'air: elle procure au sol un plus grand degré de chaleur, vû qu'elle attire avec force les substances inflammables: à l'aide de la chaleur, elle refout l'eau & la graisse en vapeurs: elle accompagne les vapeurs humides, & relativement à cet effet, elle peut se faire passage dans la semence des végétaux, vû qu'elle dissout ainsi les parties huileuses de la semence: elle absorbe l'acide & favorise la ferment-

tation qui s'excite dans la germination, la tempère & l'adoucit : elle dissout la graisse du sol & en l'atténuant elle la rend plus miscible avec l'eau. " L'Auteur infère de ces diverses propriétés que la chaux comme engrais agit avantageusement tant sur le sol que sur la semence.

La chaux comme engrais est d'un usage plus général en Irlande qu'en Angleterre ou en Ecosse. Les Irlandois sont fortement prévenus en faveur de cet engrais, pour toutes les espèces de sols, même pour les terres calcaires. Quelques expériences, qui ont été faites dans ces dernières années, semblent prouver que la chaux doit être préjudiciable aux terres calcaires, qu'elle appauvrit étonnamment.

Néanmoins l'usage de chauler les terres est communément pratiqué avec un grand succès : cette pratique semble gagner & s'étendre dans plusieurs Comtés, où les Fermiers font quelquefois venir les pierres de douze ou quinze milles à travers de très mauvais chemins pour les brûler & les réduire en chaux qu'ils répandent ensuite sur les terres qu'ils destinent au

froment. Dans la majeure partie des comtés de Hamp, de Wilt, de Sommerfet, de Leicester, de Dorset, de Shrop, les terres ne s'améliorent que par la chaux. Dans ces trente dernières années, l'usage de la chaux s'est beaucoup plus répandu qu'il ne l'étoit autrefois.

Quels-que soient les avantages que les terres retirent d'une préparation de chaux, il est certain que la fécondité que cet engrais leur communique n'est pas d'une longue durée. Il est encore confirmé par l'expérience que les pierres à chaux qu'on a brûlées, donnent un engrais plus efficace que la chaux commune.

ARTICLE VII.

Du Brûlis.

Le Brûlis est plus particulièrement en usage dans les Comtés de Cornwall & de Devon, que dans aucune autre partie de l'Angleterre. Cette méthode consiste à enlever toute la surface de la terre, qu'on veut mettre en valeur, à un pouce ou un

pouce & demi d'épaisseur; à former avec ces gasons des fourneaux auxquels on met le feu; & à en répandre les cendres sur toute la pièce de terre qu'on a égobué.

Dans les contrées basses, humides & marécageuses des Comtés de Cambridge & de Lincoln, il est ordinaire de bruler les chaumes, les racines, les ajoucs, & tout ce qui se trouve d'arbustes; mais cette opération n'est pas la même que le brûlis du gason. La fréquence du brûlis, même dans ces deux Comtés, a diminué la fertilité de ces terres. On en devine aisément la raison: par la répétition du brûlis, le sol ne se couvre plus d'un gason si épais, ou ne pousse plus de si fortes racines qu'auparavant. Une autre cause, c'est que les Fermiers prévenus en faveur de cette méthode en ont tellement abusé, que les propriétaires ont crû devoir la proscrire.

La méthode d'égobuer & de bruler les terres est admirable particulièrement pour celles qui, abondantes en suc nutritifs, sont infectés de mauvaises herbes. Mais dans tous les cas, elle sera toujours très propre à fertiliser la terre, pourvû qu'on en

use modérément. Dans les nouveaux défrichements elle doit obtenir la préférence sur toutes les autres pratiques. C'est ce que l'Auteur des Mémoires sur les défrichements paroît avoir constaté par un grand nombre d'expériences.

Dans le Cornouailles on fait quelquefois jusqu'à cinq cents boisseaux de cendres, du brûlis d'un seul acre. L'Auteur des Essais sur l'agriculture nous apprend que la dépense ordinaire, pour égobuer, bruler & répandre la cendre, n'est dans ce Comté que d'environ vingt sept Shillings par acre: ce qui annonce que la main-d'œuvre n'y est pas fort chère. Il est à présumer que si cette methode s'introduisoit dans les environs de Londres, l'égobue d'un acre ne couteroit pas moins de sept livres sterlin; & ce prix excéderoit toute proportion.

La pratique du brûlis est entièrement inconnue dans les Comtés de l'Est de l'Angleterre. Dans le Norfolk, un Fermier, qui entreprendroit d'égobuer & de bruler un paturage usé, passeroit généralement pour un homme qui n'a aucun principe d'agriculture.

ARTICLE VIII.

Du dessèchement des terres marécageuses.

Les grandes améliorations de ce genre ont été faites dans les Comtés de Cambridge & de Lincoln: dans ces deux Comtés, près de cinq cents mille acres d'un sol totalement inutile & même pestilentiel ont été convertis en de riches prairies ou en plantations d'arbres d'un très grand revenu. Cette même branche de l'économie rurale a été pratiquée avec succès dans quelques autres Comtés.

Il n'est pas nécessaire d'être fort versé dans la culture des terres pour sentir les avantages qu'on retire du dessèchement des marais; puisque par cette opération, une terre, couverte d'eaux croupies, de fanges infectes, devient une terre fertile, & une possession très précieuse.

Il est si clairement reconnu que les terres, situées dans le voisinage de la mer ou des grandes rivières, & que les eaux submergent pendant quelques mois de l'année, font les plus riches améliorations, qu'il n'est

point de propriétaires d'un pareil terrain, qui ne cherchent les moyens de la mettre en valeur. Mais les méthodes, qu'on a employées jusqu'à présent, sont toutes très imparfaites; & c'est une circonstance bien décourageante, d'avoir toujours à réparer des digues construites à grands frais, & continuellement démolies & rompues par les flots.

Il n'est point de digue solide que celle qui est plantée d'arbrisseaux appropriés à la nature du sol, & dont les racines poussent avec vigueur, pénètrent, s'étendent à travers l'épaisseur de la digue, & parviennent à en réunir, consolider toutes les parties. Toute plantation qui n'auroit qu'une végétation languissante, ne seroit qu'une inutile dépense. Si les digues, qui dans ces dernières années n'ont opposé qu'une foible résistance aux efforts des eaux qui les ont presque entièrement démolies, eussent été défendues par de bons arbrisseaux, plantés dans la saison propre, de sorte que leurs racines se fussent étendues dans toute la largeur & la profondeur de la digue, les terres n'auraient pas été exposées aux ra-

vages des inondations, & jamais ces digues n'auroient été rompues.

Une digue devrait être élevée un an ou même deux ans avant d'y faire aucune plantation, afin que l'aigreur du sol puisse être corrigée par les vicissitudes des saisons : cet adoucissement du sol est nécessaire pour procurer aux jeunes plants une vigoureuse végétation. Il est à propos de tenir ces plants très bas en les élaguant souvent pour les empêcher de s'élever. En permettant à ces arbrisseaux de croître & de développer leurs branches, le bois qu'on pourroit en retirer seroit d'un très grand profit ; mais il seroit à craindre que ces plantations n'ajoutassent encore à l'insalubrité de la contrée. Par la même raison que j'ai conseillé d'enclorre les terrains sablonneux, il convient de découvrir les terres fangeuses sur lesquelles le soleil & les vents ne peuvent avoir trop d'action. Un marais, quelle que soit son étendue, devrait être ouvert comme une plaine de bruyère ; mais la pratique contraire semble avoir prévalu : toutes les digues, toutes les berges des fossés sont couvertes d'ar-

bres & d'arbuttes aquatiques, tels que le peuplier, le saule, l'osier, &c. ce qui occasionne la stagnation de l'air & des eaux, & rend ces plantations très nuisibles. La méthode que prescrit la prudence est donc de récèper ces arbres, de les retenir à la moindre hauteur possible, de les couper constamment à cette même hauteur, de les effeuiller, de les tailler; & comme ces opérations sont très propres à fortifier les racines, à les faire croître avec plus de force, il faudroit avoir soin de recouvrir de terre les cavités qu'elles occasionneroient dans la digue ou la berge, qu'on semeroit de rey-gras dont les racines s'entrelacent, se ferment & donnent beaucoup de consistance à la surface du terrain.

En Irlande, on est aujourd'hui assez dans l'usage de dessécher les terres marécageuses. Ces améliorations sont d'une conséquence infinie dans ce Royaume où rien n'est plus commun que les marais & les fondrières. Ces terres acquièrent par le dessèchement une merveilleuse fécondi-

té; & comme dans cette île, l'économie rurale y est si mal entendue, que de toutes les récoltes, celles du chanvre & du lin sont encore les plus profitables, les terres marécageuses deviennent par le dessèchement très favorables à la production de ces végétaux. Le houblon y jouiroit aussi d'une grande prospérité: mais de tous les végétaux dont les succès seroient le moins douteux, ce sont les choux dont on peut faire un excellent usage pour l'engrais du bétail. Il n'est encore point de sol plus fertile pour produire des avoines & quelquefois des fèves; mais ces terres doivent être parfaitement desséchées avant de hasarder des récoltes de froment. Les marais de l'île d'Ely dans le Comté de Cambridge, sont extrêmement favorables à la production du colza.

On abandonne quelquefois des terres marécageuses dont le dessèchement est impraticable par le séjournement des eaux & le défaut de pente qui s'oppose à leur libre écoulement. On peut néanmoins forcer ces terres à donner d'utiles produc-

tions, par une autre méthode que le desséchement ; c'est d'en faire des faussaies.

„ Il est d'expérience, dit un de nos agriculteurs les plus estimés, que les faules font d'une végétation très animée sur les bords des ruisseaux, le long des fossés où les eaux séjournent & sur les terres marécageuses ; & quelques humides & noyées que soient ces terres, si l'on prend la peine d'élever de petites buttes à six pieds de distance les unes des autres, pour y planter ces arbres, on ne peut pas douter que leurs rapides progrès ne dédommagent amplement des dépenses de l'entreprise.

„ L'été est la saison la plus favorable pour former ces éminences auxquelles il convient de donner six pieds de diamètre, & deux pieds d'élévation au dessus du niveau de la surface. Les plants doivent être disposés avec soin sur ces monticules. Il convient d'en mettre un dans le milieu, & les autres sur les bords, à trois pieds de distance l'un & l'autre : de cette ma-

nière , chaque monticule contiendra sept plants.

„ Il est nécessaire pour former ces monticules de creuser le terrain des espaces intermédiaires à la profondeur d'environ dix pouces , observant de renverser le gazon sur le cercle désigné pour élever le tertre , de jeter la terre par dessus jusqu'à la hauteur prescrite , & de niveler soigneusement le sommet , qui ne doit pas avoir autant d'étendue que sa base , parce qu'il est à propos de donner à la monticule un léger talus ; sans cela , les pluies en détacheroient la terre , & la feroient crouler. Le talus doit encore être ménagé par degrés depuis la base jusqu'au sommet.

„ La saison de l'été est comme on l'a observé , la plus propre à élever ces monticules , pour leur laisser le tems de se consolider avant d'y mettre les plants ; & le gazon , en se pourrissant , échauffera le sol peu à peu , lui communiquera une douce chaleur , capable d'accélérer la végétation.

„ Le tems convenable pour faire ces pe-

tites plantations est depuis le vingt-cinq Décembre, jusqu'au vingt-cinq Mars. Je fais que presque tous les Auteurs agricoles conseillent de planter de meilleure heure : mais je ne crois pas devoir adhérer à leur opinion, principalement pour les terres dont nous traitons.

Les branches de deux ans sont celles qu'il faut préférer pour la plantation. Une bonne branche peut fournir quatre excellens plançons, sans faire usage du sommet. Il suffit de donner à chaque plançon seize ou dix huit pouces de longueur dont huit ou neuf doivent être enfoncés dans la terre. Il faut avoir l'attention de ne pas endommager l'écorce de ces plançons, d'en couper horifontalement les deux bouts, de couper chacun de ces bouts près d'un œil ou bouton, de mettre en terre le bout le plus gros, coupé immédiatement au dessous d'un bouton, & de faire enforte qu'on puisse en appercevoir au moins deux du pied du plançon jusqu'à son sommet, coupé immédiatement audeffous du dernier bouton. Il faut pour exécuter promptement cette opération un couteau bien trenchant & un

plantoir; l'un pour couper proprement les bouts des plançons, l'autre pour planter bien régulièrement.

„ Dès que la plantation est achevée, il faut avoir soin de la protéger & de la défendre contre les bestiaux qui pourroient y causer les plus grands ravages, soit en arrachant les plants, soit en faisant crouler les monticules. Pour prévenir ce désordre, il faut établir une haie morte autour de chaque butte.

„ Dans les mois de juin on visitera la jeune plantation; on l'élaguera avec beaucoup de soin; on en coupera très proprement tous les bourgeons à l'exception des plus droits & des plus forts, en prenant garde de ne pas préjudicier à l'écorce.

„ Dans les tems où les mauvaises herbes commenceront à pousser & à couvrir les terres, on fera très attentif à les sarcler.

„ Toutes ces opérations bien exécutées, on peut abandonner la plantation aux soins de la nature.

„ Dans l'espace de quatre ou cinq ans, on pourra couper trois mille perches par acre

acre; & si la plantation a prospéré, chacune de ces perches aura huit pouces de circonférence. Des perches de cette grosseur se vendent année commune douze livres sterlin le millier.

„ L'année suivante, on coupera encore le même nombre de perches, qui étant beaucoup plus longues & plus grosses que les premières, rapporteront environ dix sept livres sterlin par millier. On aura en outre annuellement une certaine quantité de menues branches d'une prompte vente, comme étant propres à divers ouvrages d'une grande consommation.

„ Mais à tous ces profits, il faut joindre cinq ou six cents arbres qui, croissant avec vigueur, seront en état d'être coupés dans l'espace de vingt cinq ou trente ans, & qu'on ne peut pas estimer moins de cinq ou six cent livres sterlin.

„ Il convient de ne laisser sur chaque monticule, que l'arbre le plus droit, le plus fort, le plus vigoureux des sept, qui, s'ils restoit tous, s'affameroient mu-

tuellement , se nuiroient les uns aux autres.

„ Le faule , dont nous parlons , a ses feuilles oblongues , pointues , du plus beau-verd : à l'extrémité de sa tige , croissent deux petites aîles ou feuilletts membraneux qui entourent les bourgeons ou jeunes rameaux.

„ Dans les comtés , où il seroit difficile de se procurer des plançons de cette espèce de faule , on pourroit lui substituer le peuplier. Sa culture ne diffère pas de celle du faule. Le peuplier n'est pas absolument d'un si bon rapport ; parceque sa tige ne fournit pas une si grande quantité de branches .”

Il seroit difficile de prescrire une méthode qui à moins de hasards promette de plus grands avantages pour les terres submergées.

Il est une autre espèce de dessechement pour les terres humides labourées ou en herbages. La pratique la plus ordinaire dans la culture de ces terres , est de les labourer en billons exactement formés en faitières ,

& de les faigner par des tranchées, qu'on ouvre d'abord avec une forte charrue à billonner, & qu'on élargit & qu'on approfondit avec la bêche. On est assez généralement dans l'usage de faire des tranchées couvertes, particulièrement dans les Comtés d'Essex & de Suffolk.

Ces opérations, pour tenir les terres sèches, & faciliter l'écoulement des eaux, qui seroient très préjudiciables au froment, si durant l'hiver elles séjournoient auprès de ses racines, demandent qu'on ait égard à la nature & à la situation du terrain. Si la terre est en plan incliné, ou sur le penchant d'un coteau, il faut remarquer les endroits qui sont ordinairement les plus humides. Dans ces endroits, on ouvrira une large tranchée d'un bout à l'autre du champ; & si la pente du terrain varie, la tranchée doit en suivre les inégalités. Parallèlement à cette tranchée, tant au dessus qu'au dessous, il faut ouvrir d'autres tranchées qu'on appropriera avec le même soin, & de l'une à l'autre de ces tranchées on pratiquera des conduits de communication. Avec ces précautions, il n'arrivera

jamais que les eaux dans les saisons pluvieuses se débordent des tranchées dans les terres; & les jeunes plantes durant l'hiver n'auront pas à souffrir de l'humidité qui leur est si funeste.

On est dans l'usage de donner à ces tranchées depuis vingt deux jusqu'à trente deux pouces de profondeur, & depuis douze jusqu'à seize de largeur. Si l'on se propose de les recouvrir, on les remplit de pierres rondes ou brutes, de fascines, de bruyères, de genêts épineux, de pailles; & toutes ces matières sont recouvertes de terre, qu'on fait niveler. On paye ordinairement au journalier employé à faire ces tranchées, de deux à trois deniers sterling par perche de seize pieds & demi mesure d'Angleterre; mais le prix des matériaux varie dans les differents comtés.

La méthode de refendre les terres, pour donner un continuel écoulement aux eaux qui les rendroient trop humides, est une des plus grandes améliorations qu'on ait jamais pratiquées dans l'économie rurale. Elle assure les plus riches moissons au cultivateur sur les mêmes terres, où il voyoit

souvent ses espérances trahies par une humidité perfide. Avant l'introduction de ce genre de dessèchement, les plus riches engrais, répandus sur ces terres trop humides, sembloient perdre toute leur vertu: la surabondance de l'eau lave les particules salines & nitreuses, empêche que l'air n'ait accès à la racine des végétaux, corrompt & aigrit les sucs nutritifs. Cette pratique, qu'on ne peut trop recommander pour l'amélioration des terres humides & froides, a fait doubler & tripler les rentes de plusieurs domaines en divers comtés. Il est fâcheux que les fermiers, qui ne sont point formés à une méthode, ne s'y prêtent jamais qu'avec une extrême répugnance. Quelque démontrés que soient les avantages d'une nouvelle amélioration, ses progrès sont toujours extrêmement lents; il faut un siècle avant qu'elle soit généralement adoptée. Sous le règne d'Henry VIII, on commençoit déjà en Angleterre à faire parcquer les moutons; & cependant l'usage du parc n'est pas encore général dans le royaume.

ARTICLE IX,

De la Nouvelle culture.

L'invention la plus ingénieuse, qui se soit jamais faite en agriculture, est celle du semoir. J'ai fait, dit l'Auteur des *Essais sur l'agriculture*, d'inutiles recherches pour découvrir l'origine de cet instrument aratoire. Quelle Nation a le droit d'en réclamer l'inventeur? On ne le fait réellement pas.

Il est certain que le Lord Sandwich s'est trompé en assurant qu'un Espagnol nommé Lucatell l'avoit inventé. Ce Lucatell fut seulement le premier Espagnol qui en apprit l'usage d'un ingénieur Autrichien, vers l'an 1660. Mais depuis quel tems les Autrichiens étoient ils en possession de ce secret, avant qu'ils le communiquassent aux Espagnols? c'est ce qu'il n'est pas aisé de déterminer.

Harlib nomme le semoir entre les divers instruments d'agriculture, ce qui prouve qu'il étoit connu en Angleterre, neuf ans avant que les Espagnols se vantaient de leur *Sembrador*. (*)

(*) Voyez *Legacy*, p. 10, 1751.

Blythe en fait aussi mention, il dit expressément que l'instrument dont il s'est servi faisoit à la fois trois opérations distinctes ; labourer, semer, herfer. (*)

Il seroit également difficile de fixer l'époque où les Chinois ont commencé à en faire usage ; on ne peut guère douter que cet instrument ne soit à la Chine de la plus haute antiquité. Un modèle exact du semoir Chinois, dont on ne peut s'empêcher d'admirer l'invention, fut envoyé au Garde des sceaux de France par le pere d'Incarville. On en voit le dessin dans le Tom. II de la *Culture des Terres*.

Mais quel que soit l'inventeur de cet instrument, & quoi qu'il n'ait jamais été d'un grand secours à l'agriculture, il faut convenir qu'il y a du mérite à l'avoir imaginé. Mais en agriculture le principal prix d'un instrument est son extrême simplicité, la facilité de sa construction, de son usage ; & le semoir est d'une complication qui rebute le Fermier. L'inventeur en cherchant à rendre son semoir d'un usage général pour repandre toute espèce de semence, à une

(*) improuver improved, 1653.

profondeur quelconque, l'a composé de tant de pièces, qu'il faut l'attention la plus soutenue pour prévenir les accidents auxquels cet instrument est perpétuellement exposé. Je suis très convaincu qu'un semoir, construit pour semer à la fois différentes espèces de grain, & à enterrer les semences à différente profondeur, ne fera jamais d'une utilité réelle dans la pratique. De tous les semoirs qu'on a imaginés jusqu'à présent, il n'y en a pas un qui par le défaut de solidité dans ses parties ne soit sujet à de continuelles réparations. Les instruments de labourage, pour être vraiment recommandables, devroient être d'une construction simple, & solide; il faut surtout qu'ils puissent manoeuvrer aisément. La complication des instruments nécessaires à la nouvelle culture s'opposera toujours à ses progrès.

Il faut néanmoins avouer que les principes sur lesquels on fonde la nouvelle culture sont en eux-mêmes vrais, incontestables, & conformes aux idées des grands agriculteurs de toutes les Nations. La nouvelle culture est infiniment plus effica-

ce que l'ancienne pour détruire & extirper les mauvaises herbes, pour ameublir & disposer la terre à la production du froment. Les opérations de cette culture mettent le froment dans une position merveilleuse : les plantes se trouvent assises sur un lit profond d'une terre parfaitement ameublie. C'est dommage que la pratique de cette nouvelle culture ne soit pas assez simple pour être aisément saisie par le commun des cultivateurs. Cet obstacle, n'y en eut il point d'autre, l'empêchera long-tems de prendre faveur en Angleterre & dans les autres contrées. Quels que soient les avantages d'une méthode, son premier mérite consiste dans la perfection des instruments.

M. Tull, regardé comme l'inventeur de ce nouveau système de culture, reconnoit que les instruments nécessaires pour la pratiquer avec succès n'exigent pas moins de cinq differens ouvriers qu'il faut soi-même instruire. Mais ne seroit-ce pas une tâche bien pénible d'avoir à diriger ces ouvriers dans la construction des instruments aratoires? Ces instruments ne deviennent-ils pas trop dispendieux? Il n'est donc pas surpre-

nant que les Fermiers qui ne veulent pas se charger de ces embarras , fassent peu de cas de la nouvelle culture , & que ceux qui ne craignent pas de s'y engager, en soient bien-tôt détournés par les dépenses qu'entraîne son exécution. Dans ce système les difficultés ne sont pas moindres de la part des artisans qu'on employe à la construction des instrumens , que de celle des laboureurs qui doivent les faire manœuvrer. Tous les encouragemens de la société de Londres n'ont pas encore pu nous procurer des instrumens aratoires d'une construction si simple & si aisée que celle de l'ancienne culture ; & jusqu'à ce que cela soit, il est à présumer que la nouvelle culture n'obtiendra pas la préférence sur l'ancienne.

De toutes les expériences qu'on a faites en Angleterre pour constater la supériorité de la nouvelle culture , je rapporterai celles de sir Digby Legard comme les plus intéressantes & les plus instructives. Les particularités suivantes en donneront succinctement le résultat. Les domaines de cet agronome éclairé sont situés dans le Com,

té d'York. Ses terres sont légères, fa-
blonneuses, mais d'un affés bon fond.

Une expérience sur l'orge, prise pour
terme de comparaison entre les deux mét-
hodes, a donné le résultat suivant (*):

Q. B. P.

Produit net d'un acre, dans l'ancienne culture . . .	5 - 4 - 2
Produit net d'un acre semé par rangées à égale distance avec le semoir.	6 - 0 - 2
Produit net d'un acre, avec l'usage du semoir & du cul- tivateur.	3 - 0 - 2½

Cette exposition fait bien connoître la
différence des produits sur le sol mention-
né, mais comme l'article des dépenses de
chaque méthode n'est pas donné, on ne

(*) Le quarter contient huit boisseaux mesure de
Londres; & vingt un boisseaux & demi mesure de Pa-
ris. Le boisseau d'Angleterre contient 1773. pouces
cubes de France: le boisseau de Paris n'est que de
 $661\frac{7}{8}$. Le boisseau d'Angleterre vaut un peu plus de
deux boisseaux & demi mesure de Paris. Le quarter
contient deux sacs; le sac quatre boisseaux; le boisseau
quatre peck.

412 ÉTAT DE L'AGRICULTURE

voit pas qu'elle est la méthode la plus profitable.

Autres Expériences.		Q.	B.	P.
Acresensemencés avec le semoir.				
2 en avoine ont produit par acre.	4	3	0	
5 en orge.	2	0	1 $\frac{1}{2}$	
4 en froment	1	1	1	
3 en orge.	3	3	2	
4 en froment.	1	2	3	
3 en orge.	4	0	0	
4 en turnips, valeur 6 livres sterlin.				
3 en orge.	2	3	1	
7 en orge.	3	1	0	
7 en froment.	1	3	2	

A ces expériences nous en ajouterons trois autres.

2 $\frac{1}{2}$ en orge.	4	2	0	
4 en froment.	0	1	3	
1 $\frac{1}{2}$ en orge.	2	7	3	

De toutes ces récoltes les produits moyens.

Sont par acre.		Q.	B.	P.
D'avoine.	4	3	0	
D'orge.	3	1	1	
De froment.	1	0	1	

Je crois devoir faire observer que le froment cultivé suivant la nouvelle méthode, ne prospère pas moins que l'orge ou l'avoine; qu'on ne doit par conséquent pas attribuer la médiocrité de la récolte du froment, dans les expériences précédentes, à la pratique de culture qu'on a suivie; mais au sol, dont sir Digby Legard ne nous fait pas suffisamment connoître la nature; car de cette même terre, il dit dans un autre endroit qu'elle étoit si pauvre, qu'on n'avoit jamais pu la louer plus d'un Shilling l'acre. D'où je conclus que le sol, sur lequel il fait ces expériences, varie: c'est-ce qui devrait faire sentir la nécessité en pareil cas de donner une description détaillée & exacte des qualités de la terre où se fait l'expérience. Le produit du froment est au-dessous du médiocre; mais ceux de l'orge & de l'avoine sont très considérables: il est même douteux que l'ancienne culture puisse donner de plus abondantes récoltes sur un sol de cette nature. Mais comme sir D. Legard n'a point fait d'expériences pour comparer les produits de l'une & de l'autre méthode, nous ne prononcerons pas; si même ces

expériences eussent été faites , fans avoir un état exact des dépenses respectives , il seroit également impossible de rien affirmer.

Ce même agronome , dans les expériences qu'il a faites sur les turnips suivant la nouvelle culture , a trouvé les produits suivans :

Vingt deux mille livres pesant par acre.

Cinquante quatre mille livres pesant par acre.

Il porte le prix de ces turnips à trente Shillings les vingt deux mille livres. Entre ces deux produits , le moyen terme seroit du poids de trente huit mille livres ; mais malheureusement il ne nous instruit pas si dans ce poids , il faut y comprendre les racines avec les feuilles , ou simplement les racines. Je fais par expérience que le prix de trente Shillings les vingt deux mille livres pesant de turnips paroîtroit très haut dans plusieurs Comtés de ce Royaume , où le produit ordinaire d'un acre de turnips est de quarante à cinquante mille livres pesant , & dont le prix moyen est trente quatre à quarante Shillings.

Un acre de pommes de terre cultivé suivant la nouvelle culture, a rapporté trente huit quarters, produit très considérable.

Les expériences suivantes ont été faites en Irlande par M. Wynn Baker: son dessein fut de comparer les avantages respectifs de l'ancienne & de la nouvelle culture sur la production de l'orge. Il obtint par acre,

	Q.	B.	P.
Suivant l'ancienne culture.	3	2	2
Suivant la nouvelle culture.	2	7	3

L'ancienne se trouva supérieure de	0	2	3
La nouvelle employa moins de semence de.	0	2	0

La supériorité de l'ancienne culture fut donc de	0	1	3
--	---	---	---

J'ai négligé quelques fractions, qui auroient pû réduire la différence de l'ancienne culture & de la nouvelle à quelque chose de moins; mais une exactitude rigoureuse dans les produits n'est ici d'aucune importance; & d'ailleurs comme on ne fait aucu-

ne mention des frais de culture, ces expériences sont insuffisantes pour fixer notre jugement.

M. Baker, à peu près dans le même tems, fit rapport à la société de Dublin d'une expérience qu'il avoit faite sur les turnips. Il obtint par acre.

Suivant la nouvelle culture, le poids de cinquante huit mille neuf cents vingt cinq livres.

Suivant l'ancienne culture, le poids de cinquante quatre mille cent quatorze livres.

La balance est en faveur de la nouvelle méthode de quatre mille huit cents onze livres pesant.

M. Baker observe que dans la nouvelle méthode il avoit donné cinq pieds de largeur aux plates bandes pour introduire le cultivateur entre les rangées de turnips. Mais la même objection revient encore ici sur l'omission des dépenses de la Nature. Il paroît néanmoins que dans l'ancienne culture les dépenses sont les plus considérables; mais aussi les turnips furent éclaircies à la main, & sarclées à plusieurs reprises; méthode
qui

qui paroîtroit ridicule dans les Comtés où la culture des turnips est générale. Mais malgré toutes ces circonstances, il est très apparent que la nouvelle culture est la plus avantageuse pour les turnips.

„ Lorsque j'ai semé des turnips suivant la méthode ordinaire, dit M. Tuil, & que les sarclages ont été faits avec la houe à la main, ces opérations dispendieuses ont toujours été mal exécutées. Lorsque j'ai fait usage du semoir sur une terre labourée à plat, pour y semer les turnips par rangées, distantes de trois pieds l'une de l'autre; la récolte a été double de celle d'un champ voisin, semé suivant l'ancienne méthode. Mais j'ai trouvé depuis qu'en laissant six pieds d'intervalle entre les rangées & qu'en semant les turnips sur des planches bombées, la récolte étoit encore double de celle que j'avois eue en les semant sur un champ labouré à plat, & même en planches formées en ados, quand on ne laissoit entr'elles que trois pieds d'intervalle”.

L'Auteur des Essais sur l'agriculture rapporte que M. Bellingham Boyle de Ruthfur-

nam près de Dublin , ayant semé seize livres de froment ou environ un peck , en recueillit près de cinquante boisseaux ; récolte qui auroit donné près de deux cents pour un. La Société de Dublin à qui cet agriculteur fit rapport de cette expérience , lui adjugea le premier prix , le 18 Novembre 1763. Il est naturel d'imaginer que cette récolte fut obtenue d'après les principes de la nouvelle culture.

M. John Willy, autre agriculteur qui a fait des expériences de la nouvelle culture, nous apprend qu'il a essayé cette méthode sur le froment pendant quelques années, & que les mauvais succès l'ont empêché de continuer ; mais il ajoute que pour les turnips & les fèves, la nouvelle méthode est bien supérieure à l'ancienne culture. Il laisse seulement un intervalle de deux pieds entre les rangées, & conserve la même distance d'une turnip à l'autre dans le sens des rangées. Il est encore persuadé que par cette méthode, il obtient une récolte double de celle que peut rendre la pratique ordinaire. Mais l'état des dépenses, cet article capital pour l'éva-

uation d'un produit , n'est point inséré dans son Mémoire ; & l'obscurité qui regne dans toutes ses expressions, le rend encore plus défectueux.

M. Randal du Comté d'York, appliqua la nouvelle méthode à la culture des turnips. Mais ses Mémoires ne présentent rien de précis, ni même rien d'instructif touchant cette nouvelle culture. Il dit aussi l'avoir employée dans la culture d'autres végétaux, particulièrement des pommes de terre ; mais il ne donne aucun détail de ces expériences.

En 1766. un Mémoire sur la culture du froment suivant la nouvelle méthode, fut présenté par M. H. Lowther d'Aikton à la société de Londres, & obtint le prix de la médaille d'or.

De cette énumération succinte des diverses expériences qu'on a faites pour constater les avantages de la nouvelle culture, il n'est pas décidé qu'on doive la préférer à l'ancienne. Les essais de ce genre sont en très petit nombre, & tout ce qu'on en a publié est si peu exact & si imparfait, que tout ce qu'on peut en conclure, est

que la nouvelle méthode n'est encore que très imparfaitement connue dans ce Royaume.

ARTICLE X.

De la culture des Nouveaux végétaux.

Sous cette dénomination je comprends toutes les plantes qui ne sont pas universellement cultivées; de ce nombre il s'en trouve quelques unes dont la culture est depuis longtems introduite dans quelque partie de l'Angleterre; mais elle n'y est pas encore généralement répandue.

N^o. I.

Du Tréfle.

De toutes les herbes cultivées dans nos prairies artificielles, le tréfle est la plante la plus connue en Angleterre. Je parle de l'espèce communément appelée gros tréfle, dont les fleurs sont de couleur pourpre. La culture en est assez générale dans le Royaume, mais ses progrès ne se sont pas encore étendus dans tous les Comtés.

Il est bien étrange que le tréfle soit très peu cultivé en Ecoſſe , & presque encore inconnu en Irlande.

Les qualités du tréfle sont aujourd'hui généralement reconnues. Une plante dont la recolte est presque toujours d'une grande valeur , & qui donne à la terre une merveilleuse préparation pour le froment , n'a pas besoin d'une autre recommandation. Le tréfle est d'une végétation très animée : ses tiges croissent avec force , & , en se développant , subjuguent les mauvaises herbes ; ce point est d'une extrême conséquence pour les Fermiers , qui dans les grandes exploitations ne peuvent pas cultiver les herbes qui demandent une culture trop soignée. Pour fixer l'attention des cultivateurs sur les profits considérables qu'on peut se promettre de la culture du tréfle , je vais en rapporter un exemple frappant.

M. Wood de Brockshall près de Kelve-
don dans le Comté d'Essex sema de tréfle
un champ de douze acres , en 1754 ; &
dans le mois de Mai 1755. il y fit paître
pendant six semaines le bétail , dont je joins

422 ÉTAT DE L'AGRICULTURE

ici l'énumération, avec la valeur de la semence.

	L.	Sh.	D.
12 Chevaux à 1 Sh. 6 derniers.	5	8	0
12 Vaches à 2 Sh.	7	4	0
10 Bœufs à 2 Sh.	6	0	0
8 Genisses à 1 Sh.	2	8	0
100 Moutons à 3 den.	7	10	0
30 Cochons à 3 den.	2	5	0

Les six semaines revolues, M. Wood fit retirer le bétail de la prairie, & laissa grainer le tréfle. Mais il ne spécifie rien sur la quantité de semence, sinon que la coupe à graine donna vingt quatre grands charriots. Comme il est à présumer que la terre étoit d'une excellente qualité, je supposerai qu'on eut cinq boisseaux de graine par acre, ce qui est un peu plus que le produit moyen. Ainsi, les cinq boisseaux à vingt cinq Shillins le boisseau

donnent. 75 - 0 - 0

Les vingt quatre charriots de paille peuvent s'estimer à 12 - 0 - 0

Total. 117 - 15 - 0

Ce produit divisé par douze, donne neuf livres sterlin seize Shillings par acre.

On pourroit reprocher aux personnes qui se sont appliquées à faire des expériences en agriculture, qu'elles n'ont cultivé que les plantes les plus nouvelles, ou si elles ont cultivé les anciennes, ce n'a été que suivant une pratique nouvelle. En général, on néglige trop les plantes communes, qui sont cependant les plus utiles & les plus nécessaires. Le commun des cultivateurs a besoin d'être éclairé sur les profits qu'il peut se promettre d'une récolte de tréfle, & de la différence qu'il doit trouver entre une récolte de froment qui aura succédé au tréfle, & celle qui se fait sur une jachère. S'il est constaté par l'expérience que le froment ne réussit pas moins bien sur un défrichis de tréfle, que sur une jachère, il est d'une grande conséquence pour la Nation que le froment remplace le tréfle.

Il est bien étonnant qu'aucun de nos Auteurs agronomes ne nous apprenne d'après l'expérience quel est le profit qu'on doit attendre de la culture du tréfle sur

une terre argilleuse , ou marneuse , ou sablonneuse , &c. &c. Si quelqu'un avoit un vif intérêt de favoir , par exemple , quel est le produit d'un champ de tréfle , où doit-il prendre cette connoissance ? Ma terre , dira un Fermier , est une espèce de glaise humide , forte & difficile à rompre : aucun de mes voisins ne sème du tréfle : vous , monsieur , qui écrivez sur l'agriculture , dites moi non seulement si je réussirai à le cultiver , mais encore quel sera le produit moyen , si je sème mon tréfle avec de l'orge sur une jachère ? Dans quel livre trouve-t-on la solution de pareilles questions , quelle que soit la nature du sol ?

Le tréfle est un excellent fourrage pour les chevaux , les bœufs , les vaches , & pour les genisses , les moutons , les agneaux , & pour les cochons , il n'y a pas de nourriture comparable au jeune tréfle.

Dans les parties des Isles Britanniques où le tréfle ne fait pas une branche de l'économie rurale , je recommanderois aux Fermiers qui voudroient introduire la culture de cette plante sur leurs terres , de faire attention à trois choses : la premi-

re: de ne s'exposer à semer du tréfle sur une terre, qu'après une jachère, ou une récolte de turnips, ou de carottes: la seconde: de préparer le sol à la production du tréfle par d'excellents labours: la terre ne fauroit être en trop bon état de culture: si elle n'étoit pas convenablement préparée, le tréfle seroit semé en pure perte: la troisieme de ne semer le tréfle sur une terre ensemencée en orge que lorsque le tréfle commence à couvrir de ses feuilles la surface du champ, & d'y faire ensuite passer la herse & le rouleau par un tems sec. Le tréfle, semé trop tot, pourroit préjudicier à l'orge; mais quelque humide que soit la saison, quelque accélérée que soit la végétation du tréfle, on doit être assuré qu'il n'endommagera jamais l'orge qui l'aura devancé, & qui sera assez fort pour n'avoir pas à craindre que les tendres racines du tréfle lui dérobent les sucres dont il se nourrit.

Du Tréfle blanc.

Il n'est point de plante plus recommandable à un Fermier vraiment économe que le tréfle blanc. Cette plante, connue en Angleterre sous le nom de tréfle de Hollande, prospère sur tous les sols, où réussit le rouge, & croit passablement sur les terres où le rouge languiroit.

Ce n'est pas que le tréfle rouge ne lui soit supérieur à bien des égards: il donne des récoltes plus riches; & un avantage inappréciable, est qu'en quittant la terre, il dépose dans son sein une heureuse fécondité, qui lui fait produire d'abondantes moissons.

Mais le tréfle blanc l'emporte sur toutes les autres herbes pour l'éducation & la nourriture des moutons. Il croit dans toutes les saisons: il couvre & ombrage le terrain: il étouffe toutes les autres plantes fibreuses. Une qualité qui le rend encore plus recommandable, est que plus il est foulé & tondus près de terre, plus sa végé-

tation est vigoureuse. On peut dire que vingt acres de tréfle blanc font capables de nourrir l'hiver & l'été un plus grand nombre de moutons que cent acres des meilleures Dunes.

Le tréfle blanc est d'une végétation si heureuse, qu'il ne demande presque aucune culture, & n'exige aucun engrais particulier. Cette plante dont le bétail fait ses délices mériterait une particulière attention de la part des cultivateurs.

„ Les Fermiers, dit un de nos agriculteurs qui paroît avoir fait une sérieuse attention aux divers avantages qu'on peut se procurer par le tréfle blanc, curieux d'élever cette plante précieuse dans le plus haut degré de perfection, donneront une jachère d'hiver à la terre qui lui est destinée; feront un premier labour dans le commencement du printemps, un second, en croisant le premier, aussitôt qu'on verra les mauvaises herbes verdifier le guéret; dix ou douze jours après cette opération, ils feront usage de la herse & du rouleau; & laissant la terre dans cet état jusqu'à ce que les mauvaises herbes reparoissent, ils

faisiront le premier beau tems pour donner un labour à demeure, & semer le tréfle qui répondra merveilleusement à leurs espérances”.

N^o. 3.*Du Rey-gras.*

Le rey-gras, qui est une espèce de chien-dent, est d'une grande ressource pour les bestiaux. Comme cette herbe est d'une très prompte croissance, on peut la faire paître dès le commencement du printems par les moutons, & ce paturage est pour ces animaux une nourriture très salubre. Si d'ailleurs on a l'attention de couper le rey-gras avant que les semences soient mures, il fera un excellent fourrage, & il n'y a aucune espèce de bétail qui ne s'en accommode.

Le rey-gras n'est point délicat sur la nature du sol. On peut le cultiver avec succès sur les terres fortes, argilleuses & froides, où les autres graminées ne réussiroient pas. Il croit & prospère sur les terres les

plus légères. Il ne craint ni la sécheresse de l'été, ni les pluies de l'automne, ni les gelées de l'hiver. Les jeunes tiges de cette plante ne sont ni moins tendres, ni moins nourrissantes que ses feuilles. On observe que plus elle est mangée raz du sol, plus elle repousse avec vigueur.

M. Stilling Fleet remarque que le rey-gras est d'un si beau verd, qu'il est surtout propre pour les décorations de verdure. Il ajoute que cette herbe croit partout, sur les bords des chemins & dans les communes; que dans les montagnes de Malvera, on la sème dans les lieux, où l'on a coutume de se promener, pour la commodité & l'agrément de ceux qui prennent les eaux, quoiqu'elle ne croisse naturellement en aucun endroit de ces montagnes.

Les Fermiers du Norfolk sement le rey-gras avec le tréfle sur les terres nouvellement défrichées; & il faut convenir qu'un paturage de rey-gras est considérablement amélioré par un mélange de tréfle blanc. Il faut néanmoins convenir que le rey-gras, loin de féconder le sein de la terre & de la disposer avantageusement à une nou-

velle production, la fatigue & l'épuise de ses sucs nutritifs.

N^o. 4.*Du Sain-foin.*

Le sain-foin est une des plus précieuses plantes de nos prairies artificielles : sa culture est aujourd'hui générale dans les trois Royaumes. Les terres riches, bien amendées & d'un lit profond, sont celles qui sont les plus favorables aux progrès de sa végétation ; mais elle réussit sur les terres légères & pauvres. Le sain-foin ne manque jamais d'humide : si la surface de la terre est desséchée, ses racines plongent dans la terre, & vont chercher les sucs, dont elles se nourrissent, à une profondeur où l'on ne se persuaderoit pas qu'elles peuvent atteindre. Aussi voit-on que dans les tems haleux, lors même que toutes les plantes languissent faute d'humidité, le sain-foin conserve la plus riante verdure.

Un avantage particulier au sain-foin, c'est qu'il peut être fauché en quatre différens

états, presque avec un égal profit. On donne au fain-foin coupé avant que ses fleurs soient du tout épanouies, le nom de fain-foin vierge. Cette coupe donne un fourrage très fin, & dont les chevaux sont très friands. La coupe du fain-foin en fleurs ne fournit pas un foin si précieux que le fain-foin vierge; mais il est encore fort supérieur aux autres espèces de fourrages. La coupe du fain-foin après la fleur peut rendre une plus grande quantité de fourrage; mais ce foin est inférieur à celui des deux premières coupes. Comme on prétend que le fain-foin s'épuise en grénant, les Fermiers ne le laissent guère murir à graine que lorsqu'il est vers sa fin.

Le fain-foin n'appauvrit point les terres où il prospère. En quittant la terre il y dépose une abondance de sucs qui lui donnent une fécondité surprenante. On est toujours assuré d'une riche moisson après un défrichis de fain-foin, sur les terres les plus pauvres, même sans les fumer.

De tous les agriculteurs, M. Tull est celui qui a le mieux entendu la culture du fain-foin. Je ne pense pas pouvoir mieux

faire connoître les avantages qu'on peut retirer de la culture de cette plante, qu'en analysant les observations de ce cultivateur célèbre.

„ Un acre de fain-foin convenablement cultivé, produit autant de fourrage que quarante acres d'une prairie naturelle. Cette grande fertilité vient du nombre & de la longueur de ses racines : son pivot pénètre à vingt & trente pieds de profondeur en terre ; & ses racines latérales s'étendent vers la surface, si rien n'en arrête les progrès.

Sur une terre pauvre & mal cultivée on ne pourra guère en faire qu'une seule coupe par an : mais sur une terre sablonneuse & riche, quoique semé à la manière ordinaire, on en aura deux abondantes récoltes.

Le produit d'une seule plante, si l'on fait usage du femoir, pesera plus d'une demie livre : Ainsi, dans la supposition que chaque perche quarrée ne contienne que cent vingt plantes, le produit d'un seul acre se montera à huit milliers de foin.

De toutes les plantes étrangères, qu'on a apportées dans la Grande Bretagne depuis près de deux siècles, il y en a à peine une dont la culture puisse être plus avantageuse & plus générale.

Les profits d'une prairie de fain-foin, soit qu'on le fauche avant la fleur, soit lorsqu'il est à graine, sont fort au-dessus de ceux de toutes les prairies ordinaires, où si l'herbe n'est pas fauchée dans la saison propre, si la coupe s'en fait trop tôt, ou trop tard, le foin, qu'on en retire, n'est bon qu'à faire du Fumier : mais il n'en est pas de même du fain-foin ; si la pluie ne permet pas de le couper avant la fleur, on peut attendre qu'il fleurisse ; si la pluie est encore un obstacle à sa coupe, on peut la différer jusqu'après la fleur ; & si la pluie continue, on a la ressource de le laisser gréner.

Une terre riche bien cultivée, rapportera à la première coupe, environ six milliers de fain-foin vierge ; ce qui n'empêche pas une seconde coupe.

Trois boisseaux de bonne graine de fain-

foin nourrissent aussi bien les chevaux que quatre boisseaux d'avoine.

La paille du fain-foin, qu'on a laissé mûrir à graine, sans être un excellent fourrage, est encore plus nourrissante & plus agréable pour les chevaux que le foin ordinaire des prés bas; & si l'on prend la peine de la hacher, elle fera bien préférable à la paille de grain.

On recueille cinq quarts de graine de fain-foin sur un seul acre cultivé suivant la méthode commune.

Le fain-foin est beaucoup plus profitable que le trèfle.

Il est généralement reconnu que le fain-foin féconde toutes les terres; & que toutes les espèces de grain réussissent sur les défrichis de fain-foin.

Une prairie de fain-foin, quelqu'ingrat qu'en soit le sol, défrichée dans la sixième ou la septième année, produira trois bonnes moissons de grain consécutives, si on lui administre les labours & les engrais convenables; mais si ces terres sont riches & d'un excellent fond, elles produiront de suite plusieurs riches récoltes de grain, &

au lieu de les fumer , ou de leur donner du repos , on fera forcé de semer le froment sur les chaumes de l'orge ; quelquefois même de le faire paître en verd dans les premiers jours du printems.

Plusieurs domaines ont reçu une amélioration considérable au moyen du fain-foin. Une terre dont le revenu annuel étoit de cent quarante livres sterlin, après avoir été enssemencée en fain-foin , fut vendue quatorze mille livres sterlin. Une autre de vingt livres sterlin de rente, fut portée à cent dix , & le Fermier y faisoit fort-bien ses affaires. Ces terres n'avoient qu'un lit de quelques pouces d'épaisseur sur un fond d'ardoise ; & avant d'avoir été semées de fain-foin , elles n'avoient jamais été affermées plus de deux Shillings l'acre".

Tel est le résultat des observations de M. Tull. On peut s'en rapporter à ses lumières , le fain-foin étoit la plante qu'il avoit le plus soigneusement cultivée. Cet agriculteur illustre , qui avoit profondément médité sur les principes de la cultivation, récommande de faire usage du se-

moir dans la culture du fain-foin. Il assure qu'un acre de fain-foin, donnera un produit double de celui qu'on cultivera à l'ordinaire sur le même terrain. „ Le fain-foin, dit-il, semé par rangées & convenablement espacé, prospère mieux; ses racines s'étendent & lui fournissent une plus grande abondance de suc; il dure plus longtems; & les récoltes de la graine sont infiniment plus considérables: mais ces effets admirables, supposent des labours au cultivateur, ou à la houe pour nettoyer le champ & extirper les mauvaises herbes; car si après s'être servi du semoir, on abandonnoit le fain-foin à lui-même, les mauvaises herbes croîtreient entre les rangées, prendroient possession du terrain & se multiplieroient au point qu'elles parviendroient enfin à étouffer le fain-foin, qu'on verroit s'éteindre par degrés”.

L'Auteur des Essais sur l'agriculture dit que le fain-foin demande d'être cultivé comme la luzerne, & qu'il se plait sur les mêmes sols, & dans les mêmes expositions. Les expériences rapportées dans la *Culture des terres* semblent justifier cette assertion.

N^o. 5.*De la Luzerne.*

Entre toutes les plantes , cultivées dans nos prairies artificielles , la Luzerne paroît tenir le premier rang. Elle doit être considérée comme une amélioration inestimable. Elle est d'une végétation très accélérée : elle fournit une prodigieuse quantité d'un fourrage fin & délicieux : elle peut être coupée jusqu'à cinq fois dans un été , si on l'a soigneusement cultivée ; mais ce n'est qu'à la troisième année : dans la première il ne faut la faucher qu'une fois ; on peut faire deux coupes dans la seconde année : elle dure aussi long-tems & même plus , qu'aucune herbe artificielle. Les soins qu'exige sa culture , ne balancent point les grands avantages qu'on en retire. Cette plante craint plus que toute autre le voisinage des mauvaises herbes , elles l'étouffent , & si elles viennent à se multiplier , la luzerne commence à languir , périt peu à peu , & finit par s'éteindre. Elle ne reussit pas bien

sur les terres sablonneuses trop légères, ni sur les glaises trop humides.

La culture de la luzerne n'est guère connue en Angleterre, que par les expériences de quelques agriculteurs ; je ne sache pas que cette amélioration soit encore introduite parmi le commun de nos Fermiers. La luzerne a été cultivée de trois manières ; la première est d'en former une pépinière pour la transplanter dans le champ qu'on lui destine ; la seconde consiste dans l'usage du femoir, où à son défaut, de la semer dans une petite rigole, formée dans le milieu de chaque planche ; & la troisième est la pratique commune, qui est de semer à la volée.

Dans la première méthode, l'Auteur des *Essais sur l'agriculture*, M. Harte, chanoine de Windsor, paroît avoir excellé. Il cultiva la luzerne de pépinière pendant plusieurs années : ses expériences sont si exactement décrites & rédigées avec tant de soin, que jusqu'à présent on n'a rien publié d'aussi instructif sur la culture de cette plante. Une analyse de ses procédés ne paroitra pas ici déplacée.

Il choisissoit un terrain convenable pour y élever de semence une pepinière de plants de luzerne : ces plants étoient ensuite transplantés sur le champ préparé à recevoir la luzerne , & placés dans des rangées distantes de trois ou quatre pieds l'un de l'autre , observant de mettre un pied d'intervalle d'un plant à l'autre , dans le sens des rangées. La terre réservée à la luzerne étoit marneuse , mêlée de sable , & son lit posoit sur un fond de craie. La luzerne , ainsi cultivée par la transplantation , donna jusqu'à cinq & six coupes annuellement.

La dépense de la première année de culture fut de six livres sterlin douze Shillings ; mais dans les années suivantes , elle ne passa pas quarante Shillings.

Un acre de luzerne , qu'on aura planté de pepinière , produira assez de fourrage pour nourrir deux chevaux & une genisse pendant cinq mois.

Le profit que M. Harte faisoit sur sa luzerne , étoit de cinq livres sterlin par acre annuellement.

La croissance de la luzerne est de six

ou sept semaines plus accélérée que celle du gros tréfle, & même que celle des vesces d'hiver. La sémence d'un acre de luzerne, qu'on aura laissée gréner, pourra rapporter sept livres sterlin.

J'ai omis toutes les particularités de la culture que l'Auteur a exposées dans le plus grand détail, & avec beaucoup d'intelligence. Je n'ai cru devoir rapporter que les circonstances propres à faire sentir l'importance de la culture de cette plante; ce qui est particulièrement de mon sujet.

Les autres agriculteurs qui ont essayé de cultiver la luzerne, n'ont pas publié les détails des expériences qu'ils ont faites; de sorte qu'il est très difficile d'en connoître les résultats.

Les agriculteurs les plus connus pour avoir cultivé la luzerne, sont M. M. Bellingham Boyle en Irlande, Christophe Baldwin de Clapham dans le Comté de Surrey, Peter Newcombe de Hadleigh dans le Suffolk, & Crockut de Luxborough dans le Comté d'Essex. Mais de ce nombre, M. Baldwin semble être celui qui a

le plus perfectionné la culture de cette plante, pour laquelle il a inventé deux instrumens: l'un est une espèce de cultivateur, ou une forte ratifloire tirée par un cheval, composée de dents de herse & de petites houes, disposées de manière qu'elles ouvrent aisément la terre & pénètrent même dans les terrains pierreux: l'autre est un cultivateur d'une nouvelle invention, avec lequel en labourant les plates-bandes, on peut approcher d'aussi près qu'il est possible des rangées, sans craindre de rompre ou d'endommager les pieds de luzerne. Le grand avantage de cet instrument sur le cultivateur ordinaire, c'est qu'il enlève la racine pivotante des mauvaises herbes. Avec ces deux instrumens, on a toute la facilité possible de tenir les rangées de luzerne nettes & parfaitement dégagées des plantes nuisibles.

Les terres que M. Baldwin cultivoit en luzerne, étoient une marne mêlée de sable, dont le lit posoit sur un fond de gravier. Il n'imagine pas que cette plante réussisse jamais pleinement en Angleterre, si l'on persiste de la cultiver suivant l'an-

cienne méthode ; mais en se conformant aux principes de la nouvelle culture, on peut en espérer les plus grands succès. Il pense qu'il suffit de mettre vingt pouces d'intervalle entre les rangées ; & il en apporte deux raisons. La première est que cet espace est suffisant pour fournir aux racines de cette plante les sucs nécessaires à sa subsistance : la seconde, est que dans cet intervalle, on peut aisément introduire la ratissoire & son cultivateur. Il assure que deux acres de luzerne suffiront pour entretenir cinq chevaux, durant tout l'été, depuis le commencement de Mai jusqu'à la Saint Michel. Le résultat des expériences faites par les autres agriculteurs, n'a pas été publié.

M. William Taylor de Cannon Hill Surrey à ensémené avec le fémoir trois acres d'une forte glaise, il a eu quatre & cinq fauchées par an, & les trois acres entretenoient cinq chevaux pendant cinq mois. Cette expérience à obtenu le prix de la Société des Arts. M. Ray, avec un seul acre d'un sol gravelleux, & sur lequel la luzerne étoit semée dans des rangées distan-

tes de deux pieds l'une de l'autre, a nourri deux vaches depuis Mai jusqu'en Octobre.

Les premières expériences qui ont été faites sur la luzerne semée à la volée, sont celle de M. Roque. Ses terres sont légères, mais grasses & de beaucoup de fond. Le produit de cette culture semble excéder toute proportion; car il fait monter le profit clair à treize livres sterlin par acre. Un produit net si extraordinaire, ne vient ni de la nature du sol, ni de la méthode de culture, mais uniquement de la situation du terrain. Le voisinage de la capitale lui fournissoit un marché beaucoup plus avantageux qu'on ne peut l'avoir dans toutes les autres parties de l'Angleterre. Je serois entré dans quelque détail de ses expériences, si la situation de ses terres n'eut pas fait une trop forte exception. Il est bien vrai que les terres de M. Baldwin se trouvent aussi à la proximité de Londres; mais il s'en faut de beaucoup que le sol en soit d'une si excellente qualité.

Il est nécessaire de faire remarquer que M. Roque, qui a cultivé la luzerne sur différens terrains successivement, ne nous in-

forme point de sa durée : je dois même dire qu'il n'a jamais publié un Mémoire exact de ses diverses expériences. On fait que la luzerne semée à la volée, n'est guère en bonne valeur que huit ou neuf ans ; & cela parceque les mauvaises herbes en étouffent peu à peu les pieds.

Le Docteur Tanner de Hadleigh dans le Suffolk ensemença à la volée, cinq acres de luzerne, sur lesquels il entretenoit tout l'é-té treize têtes de bétail, tant chevaux que vaches ; mais cette luzerne ne dura que quatre ans.

Un cultivateur du Lincoln a fait des expériences pour constater la différence des produits entre la méthode commune & l'usage du semoir ; mais tout ce qu'on en fait, est que la luzerne, semée dans des rangées éloignée de trois pieds l'une de l'autre, a donné quatre coupes dans la seconde année, & qu'à chaque coupe, la luzerne n'avoit pas moins de deux pieds d'élévation ; c'é-toit une terre légère & pauvre.

Ce sont là les principales expériences qui ont été faites sur la luzerne dans les Isles Britanniques. On ne peut pas douter qu'il

n'y en ait un plus grand nombre; mais les résultats n'en font point parvenus à la connoissance du public.

D'après ces essais de culture, il paroît que la luzerne est un objet d'une grande importance dans l'économie rurale; qu'elle est particulièrement digne de l'attention des Fermiers qui occupent des petites Fermes. Elle me paroît moins recommandable aux grands Fermiers, que la multiplicité des occupations détourneroit des soins que paroît exiger la culture de cette plante. Ce n'est pas que ces grands Fermiers ne puissent la cultiver avec succès, s'ils se propofoient d'en exploiter une assez grande quantité, pour avoir un homme & un attelage particulièrement réservés à cette culture, à l'exception de l'attelage, dont on pourroit quelquefois disposer pour d'autres usages; mais des essais sur un acre ou sur deux, sont rarement bien exécutés: La raison en est évidente; un Fermier à la tête d'une grande exploitation, ne regardera jamais le produit d'un acre de luzerne comme un objet assez intéressant pour mériter toute son attention. Il ne donnera donc que quel-

ques moments de loisir à cet article de culture; d'où il ne resultera qu'un chétif produit d'un acre qui, avec les soins de ce même cultivateur, auroit peut être rendu une récolte décuple.

N^o. 6.*De la Pimprenelle.*

La pimprenelle est la plante la plus récemment cultivée dans nos prés artificiels. Les premières expériences ont eu les plus grands succès. Ses propriétés & les avantages qu'elle procure sont déjà assez bien connus. Ses progrès ne se font pas fort étendus, & le commun des fermiers n'a nulle part adopté ce genre d'amélioration. Elle a été vivement recommandée par des cultivateurs qui ont toujours montré un grand zèle pour l'avancement de l'agriculture. De ce nombre sont principalement M. Lambe de Ridley & sir Christophe Baldwin de Clapham dans le comté de Surrey.

M. Lambe ensemença sept acres de pim-

prenelle: la première coupe, faite le six de juin, rapporta deux cents boisseaux de semence, deux cents sacs de paille hachée, & sept charretées de foin: Douze jours après cette première fauchée, il mit dans cette prairie sept vaches, deux veaux & deux chevaux, qu'il y laissa paître jusqu'à la saint Michel; & depuis le quinze de Novembre jusqu'au vingt cinq Décembre, il y tint six bestiaux.

S'il faut en croire cet agriculteur, ,, la pimprenelle offre aux bestiaux un excellent paturage en hiver. Elle fournit du foin en abondance, & rend encore une grande quantité de graine, que les chevaux mangent avec autant de plaisir que l'avoine. Dans un été, on fait deux fauchées de pimprenelle, & à chaque fauchée, on retire dix quarts de graine & trois charretées de foin par acre. C'est une herbe excellente pour les moutons; & les vaches, qui en sont nourries, donnent du lait très bon & en grande abondance. Cette plante s'accommode de tous les terrains & sympathise avec tous les sols. Elle jouit d'une santé robuste sur les ter-

res légères, sablonneuses, gravelleuses, pierreuses. Elle résiste à l'humide & au hâle, & partout on la voit florissante. Sa culture n'est pas hasardeuse : la dépense qu'elle entraîne est moins que rien. Sur un champ où la levée des turnips aura été dévorée par les pucerons, elle fournira une herbe délicieuse pour les brebis & les agneaux dans le printemps".

M. Baldwin a fait diverses expériences sur la pimprénelle, qu'il dit avoir semée en différens tems. Il essaya d'abord d'en semer dans les premiers jours de Juillet, & cette plante devint forte & vigoureuse. Une épreuve qui lui donnoit de si belles espérances, l'engagea à en semer un acre. Le quatre Octobre, il en fit transplanter les tiges sur une terre préparée à ce dessein ; elles furent placées dans des rangées qui laissoient entr'elles un intervalle de vingt pouces, & il s'en trouvoit quinze d'une tige à l'autre sur la même rangée. Cette plantation eut le succès qu'il en attendoit. Pendant tout l'hiver suivant, la pimprénelle végéta avec force, & sa verdure fut de la plus grande beauté.

La plantation ne fut pas arrosée : après lui avoir fait donner un labour à la houe, on la laissa murir à graine. Les dix-sept acres de pimprenelle ne rendirent que cent soixante livres de graine. Mais M. Baldwin observe que la médiocrité de cette récolte fut occasionnée par une longue secheresse. Son bétail se plaifoit dans ce pâturage. Il fit battre sa pimprenelle grénée, & en donna la paille aux chevaux qui la mangèrent. Ce fourrage avec la moitié de la quantité ordinaire d'avoine les tint en très bon état.

En 1766, la Société des Arts accorda le prix de la Médaille d'or à M. Searancke pour avoir cultivé trente sept acres de pimprenelle. Le résultat de l'expérience n'a pas été publié. M. Johnston d'Ileford a ensémençé avec le fémoir deux acres de pimprenelle ; mais le produit n'en est pas encore connu. Le Comte de Northington en a aussi fait cultiver plusieurs acres : on fait qu'il a eu beaucoup de succès, mais on n'en connoit pas encore les particularités. Les essais de M. Roque ne présentent rien de précis. M. Louis de Trucey dans le

Comté de Devon en a cultivé six acres d'un sol marneux & gras: il a retiré mille livres pésant de graine d'une seule coupe de quatre acres.

Il est bien étonnant que dans le nombre des agriculteurs qui ont fait des expériences sur la pimprenelle, aucun n'ait publié un Mémoire bien exact sur tous les détails de la culture de cette plante. Ils se contentent de nous donner des assurances générales avec quelques particularités; mais ils ne nous donnent aucune information précise sur le sol, l'exposition, la culture, le produit, la dépense & le profit. Tous ces articles sont absolument nécessaires pour rendre une expérience bien instructive. Les détails d'une expérience bien faite, clairement exposés, mettroient tous les cultivateurs en état d'en faire l'application conformément aux circonstances du sol. Néanmoins il semble que la pimprenelle mérite de fixer l'attention des cultivateurs, & qu'elle doit tenir rang parmi les plantes destinées à former nos prairies artificielles.

De la Timothée.

Cette plante indigène de l'Amérique, est une espèce de fromental. Elle se plaît sur les terres humides & submergées. Ses racines en s'étendant, se rencontrent, s'entrelacent, se serrent & donnent au terrain le plus humide assez de consistance pour y faire paître les bestiaux, sans craindre qu'ils le crévent avec leurs pieds.

Elle est de la plus prompte végétation ; semée en Septembre, elle ombrage déjà de ses feuilles toute la surface du terrain en Décembre. Les chevaux, les vaches, les moutons, préfèrent cette herbe à toutes celles des prés naturels. Elle jouit de la plus grande prospérité sur les terres basses & marécageuses, & produit une herbe fine, abondante : sa tige est d'une belle élévation : ses feuilles larges ont quelque ressemblance avec celles du froment ou du seigle. Elle végète tout l'hiver, même sur les terres inondées. Elle fournit un excellent fourrage, quand on la fauche

che au moment où elle est dans toute sa féve.

Telles sont les admirables propriétés qu'on attribue à cette plante Américaine. La timothée auroit été une amélioration inestimable pour nos terres marécageuses & noyées, si l'expérience eût confirmé la relation avantageuse qu'on en avoit publiée: mais les essais de quelques uns de nos agriculteurs sur la culture de cette plante l'ont absolument décréditée.

N^o. 8.

Des Turnips.

La turnip est , après les herbes de nos prairies artificielles, la plante qui a le plus contribué à l'avancement de notre agriculture. Les Flamands sont les premiers Peuples de l'Europe qui ont reconnu les avantages qu'on pourroit retirer de cette racine; il y a près de cent ans, que nous l'avons empruntée de ces industrieux cultivateurs; on ne comprend pas que la culture d'une plante si utile ne soit pas en-

core généralement répandue dans le Royaume.

Dans les Comtés qui s'étendent de l'Est au Sud de l'Angleterre, la culture des turnips est parfaitement bien entendue. La terre y est ordinairement préparée par le parc ou le fumier & trois labours. On n'y sème les turnips que sur une terre bien ameublie ; & elles sont soigneusement sarclées par des labours à la houe : mais dans les Comtés de l'Ouest & dans la Principauté de Galles, la culture en est très négligée. Ils sèment leurs turnips sur un seul labour & ne les sarclent point. Cette branche intéressante de l'économie champêtre n'est pas encore introduite dans les Comtés du Nord.

Les turnips sont cultivées avec le plus grand soin dans les Comtés de Norfolk & du Suffolk. La culture de ce végétal y tient lieu de jachère, & donne aux terres la préparation la plus avantageuse. Les plus brillantes moissons d'orge sont celles qui succèdent aux Turnips.

Des Choux.

La culture des choux en plein champ, est une amélioration récente dans notre agriculture. L'espèce de ce végétal est fort variée. Dans les Comtés du Nord de l'Angleterre, les Fermiers cultivent avec un avantage considérable les choux cabus. Mais il semble que les Fermiers devroient s'attacher par préférence à la culture du chou-navet. M. Doffie, dans ses mémoires d'agriculture, donne une description particulière de cette plante, indique les différens sols qui lui sont le plus favorables, & conclud qu'elle est pour l'agriculture une acquisition inestimable.

Cet Agronome a découvert qu'on pouvoit se procurer toute l'année une constante succession de ces choux. Cette découverte est d'autant plus précieuse, qu'elle peut procurer aux Fermiers, sans de grands soins, des fourrages verts pour leurs bestiaux, dans une saison où ces

fourrages manquent absolument. " Si l'on considère, dit M. Doffie, la résistance de ce végétal aux froids les plus rigoureux, aux grandes humidités, sa longue durée, sa propriété de croître sur les terrains les plus pauvres sans fumier, sans engrais, l'abondance de son produit, la salubrité de son fourrage, on conviendra sans peine, qu'il est supérieur à tout ce qu'on cultive en vue de ménager aux bestiaux des fourrages d'hiver & de printems. "

ARTICLE XI.

Des Affolements.

La méthode de varier les productions d'un champ, & de les faire succéder dans l'ordre qui leur est le plus avantageux, a porté l'agriculture Angloise à un degré de perfection inconnu des autres Nations. Avant l'introduction des turnips & du tréfle, nos Fermiers imaginoient qu'on ne pouvoit obtenir des moissons de bled, qu'après les années de jachère. Mais l'expérience les a enfin convaincus du contraire:

la sphère de leurs idées s'est étendue: d'abondantes récoltes de turnips ou de trèfle leur tiennent aujourd'hui lieu de jachère: & à ces riches récoltes succèdent de superbes moissons d'orge ou de froment. Cette méthode avantageuse dans les assolements n'est pas encore générale; mais elle gagne dans tous les Comtés, & fait journellement de nouveaux progrès.

Les cours de culture le plus généralement pratiqués, sont à-peu-près compris dans la table suivante.

Assolements sur les terres fortes.

1 Jachère.	1 Jachère.
2 Froment.	2 Orge.
3 Fèves	3 Trèfle.
4 Froment.	4 Froment.
5 Pois.	5 Fèves.
6 Froment.	6 Froment.
7 Orge.	7 Pois.
	8 Froment.
1 Jachère.	1 Jachère.
2 Orge.	2 Froment.

- | | |
|-----------|-----------|
| 3 Avoine. | 3 Orge. |
| | 4 Avoine. |

Assolements pour les terres riches & plus légères.

- | | |
|------------|------------|
| 1 Pois. | 1 Froment. |
| 2 Froment. | 2 Pois. |
| 3 Orge. | 3 Orge. |
| 4 Tréfle. | 4 Tréfle. |
| 5 Froment. | 5 Avoine. |

Assolement pour les terres marneuses légères.

- | | |
|------------|------------|
| 1 Turnips. | 1 Jachère. |
| 2 Orge. | 2 Orge. |
| 3 Tréfle | 3 Avoine. |
| 4 Froment. | 4 Tréfle. |

- | | |
|----------------|------------|
| 1 Pois blancs. | 1 Turnips. |
| 2 Turnips. | 2 Froment. |
| 3 Avoine. | 3 Avoine. |
| 4 Tréfle. | 4 Tréfle. |
| 5 Froment. | |

Affolement sur les terres sablonneuses.

1 Turnips.	1 Carottes.
2 Avoine.	2 Avoine.
3 Tréfle & rey-graff.	3. Tréfle & rey-graff.
4 Seigle.	4. Tréfle & rey-graff.
1 Turnips.	1. Turnips.
2 Orge.	2. Sarrafin.
3. Sarrafin.	3. Seigle.
	4. Seigle.
1 Carottes.	1. Seigle.
2 Orge.	2. Turnips.
3 Avoine.	3. Orge.
	4. Tréfle & rey-graff.

On pourroit donner à cette table beaucoup plus d'étendue; ce qui seroit inutile, pour les vues qu'on se propose dans cet essai. En Ecosse, le froment n'y est pas une production commune; mais dans ce Royaume ainsi qu'en Irlande, on est dans l'usage de le faire succéder à l'orge.

C'est à l'art de varier & de faire succéder les récoltes, qu'on doit les plus grands succès de l'agriculture. Il n'est point d'ar-

title d'une plus grande conséquence dans toute l'économie rurale. Le système de culture le plus recommandable pour les terres fortes argilleuses, est de semer le froment sur une jachère ; & si l'on veut que le froment remplace l'orge, de bien se garder de faire relever l'orge par aucune autre espèce de grain ; car un tel assolement fatiguerait la terre, l'épuiserait de ses suc nutritifs, & forceroit le cultivateur à lui laisser une année de repos.

Si les fèves sont cultivées comme elles doivent l'être ; c'est à dire, si elles sont soigneusement sarclées deux ou trois fois par des labours à la houe, de manière que la terre soit bien purgée de mauvaises herbes, les fèves donneront à la terre une préparation merveilleuse pour le froment, auquel on pourra faire succéder les pois, qui, si l'on veut leur faire céder la place à l'orge, doivent être sarclés à plusieurs reprises. En général, les Fermiers soignent trop peu la culture des productions qui tiennent lieu de jachère : on les voit fréquemment semer des bleds sur des terres

rongées de mauvaises herbes, sans prendre aucune précaution pour les extirper.

Sur les terres les plus légères le trèfle disposera toujours admirablement la terre à la production du froment ; mais si sur les chaumes du froment, on sème de l'orge, & qu'à cet orge on fasse succéder les avoines, on ruine la terre.

La méthode que je crois devoir recommander par préférence à toute autre, seroit de disposer la terre par une jachère fumée, à recevoir les turnips, qu'on feroit manger dans le champ par les bestiaux ; de semer de l'orge avec du trèfle, de conserver le trèfle l'année suivante ; de semer du froment sur le défrichis du trèfle ; de faire suivre les prés ; ensuite les avoines ; & de remettre la terre en jachère.

J'ose croire que cet assolement se pratiqueroit avec avantage sur toutes les espèces de sols, & même sur les plus pauvres ; mais je dois faire observer que la jachère seroit inutile pour une terre riche. Cette méthode, loin d'appauvrir le sol, concourra à le féconder & à l'enrichir.

Si l'on vouloit adopter un assolement u-

niforme pour toutes les terres, il conviendrait de l'ordonner de manière que les productions qui occupent long-temps la terre, succédassent à celles qui parviennent le plus promptement à leur maturité. Conformément à cette règle, l'orge succéderoit au froment: le tréfle remplaceroit l'orge; les avoines feroient sémées sur le défrichis du tréfle; les pois suivroient les avoines; les turnips réleveroient les pois; & le froment reprendroit son tour, dès que les turnips feroient récoltées.

Ce principe ne forceroit pas de s'astreindre au même cours de productions: on pourroit, sans s'écarter de cette règle générale, varier les espèces autant qu'on le jugeroit à propos. Le grand point sur l'article de l'assolement est de ne jamais semer de suite plus de deux fois du grain. Le mieux seroit, entre deux récoltes de grain, de faire toujours intervenir une récolte de légume, ou de racine, ou d'herbe. Cette maxime devrait être fondamentale en agriculture.

ARTICLE XII.

De l'exploitation générale des Fermes.

Quelque essentiels que soient les Articles précédents à l'exploitation d'une ferme, le tenancier n'en retireroit pas tous les avantages qui doivent en résulter, s'il ne portoit pas une sage économie dans l'ensemblé des diverses opérations. Je n'imagine pas que sur ce point important, nos Fermiers aient plus de lumières qu'on en a eues en d'autres tems. Il est quelque Comtés dans le Royaume où l'on fait un profit considérable en agriculture, & où ce profit n'est pas entièrement dû au bas prix du Fermage, mais à une exploitation judicieuse.

Dans les comtés de l'Ouest de l'Angleterre & dans la Principauté de Galles, on ne met jamais moins de quatre chevaux sur une charrue, & communément depuis cinq jusqu'à huit bœufs; & cela sur les terres légères comme sur les terres fortes. Il est clair qu'il faut tenir un bien plus grand nombre de bœufs & de chevaux sur une ferme où les labours

se font avec si peu d'économie, que sur celle où l'on n'attèle jamais plus de deux chevaux à une charrue. Il n'est personne qui ne sente que les profits du Fermier doivent diminuer en raison de l'excès des dépenses d'exploitation; & qu'il ne peut multiplier inutilement ses bestiaux, qu'aux dépens de ses reprises. Je n'avance ici que ce que j'ai moi-même observé. J'ai souvent été témoin oculaire des travaux champêtres: & rarement j'ai vu les Fermiers varier & proportionner les forces à la diversité des terres dans les labours. Les charrues sont toujours tirées par le même nombre de bœufs ou de chevaux, sans faire aucune acception du sol.

Dans les Comtés de l'Est, les Fermiers s'entendent infiniment mieux à proportionner la grandeur des forces à la difficulté des travaux. Il est rare qu'ils mettent plus de deux chevaux à une charrue, même dans les terres fortes, & j'ose dire qu'avec ce simple attelage, ils piquent plus profondément dans la terre, qu'on ne le fait dans l'Ouest avec une charrue servie par six chevaux.

Il en est de même pour le nombre des domestiques & des chartiers, que pour les chevaux. J'ai remarqué que dans les contrées de l'Ouest de l'Angleterre, les Fermiers tiennent un plus grand nombre de domestiques, que le besoin ne l'exige, & beaucoup plus en proportion, que les Fermiers des comtés de l'Est. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que c'est-là un autre moyen de les appauvrir; & que l'Etat ne retire aucun avantage de ces ouvriers trop multipliés; car le revenu territorial n'enrichit une Nation, qu'autant que la masse générale des productions récoltées est aussi considérable qu'elle peut l'être, en n'y employant que le moindre nombre possible de manouvriers.

Une des causes qui forcent en quelque manière les Fermier à tenir un trop grand nombre de domestiques, c'est l'indolence & la paresse de ces gens, qui n'apportent point au travail cette activité, qu'on trouve dans les ouvriers de quelques Comtés de l'Angleterre. D'ailleurs, il est certain qu'en multipliant au de-là du besoin le bétail employé aux travaux, un Fermier
se

se trouve dans l'obligation d'augmenter le nombre des domestiques de la ferme : & dès que le nombre des Domestiques excède toute proportion avec les travaux , ils en deviennent naturellement moins actifs dans l'exécution , & s'accoutument à mettre dans toutes leurs opérations une lenteur souvent funeste aux intérêts de leur maître. Si les labours , les sarclages & tous les travaux des champs s'exécutoient mieux en raison du plus grand nombre d'ouvriers & d'animaux de travail , la multiplication des uns & des autres seroit non seulement profitable aux Fermiers , mais elle seroit encore avantageuse à l'État ; des récoltes plus abondantes dédommageroient amplement des salaires qu'ils recoivent ; & leur industrie seroit vraiment utile ; parcequ'alors cent acres pourroient rapporter autant que deux cents , en doublant le nombre des manœuvres de la culture.

Quant à l'exploitation immédiate de la ferme , ou la distribution des soles , on ne remarque pas une moindre différence entre les Fermiers de diverses contrées de ce Royaume. Une ferme dont toutes les por-

ions font des terres labourées, n'est pas à beaucoup près aussi profitable que si elle conservoit quelques parties en herbage. Dans quelques comtés, les Fermiers défrichent leurs prés naturels, sans semer régulièrement une quantité suffisante de prairies artificielles. Dans les districts du Norfolk, où se font faites les plus considérables améliorations, il est plusieurs grandes fermes, dont toutes les terres demandent d'être retournées par la charrue; mais alors les Fermiers ont la sage précaution de faire semer la quantité de tréfle, & de rey-grass, nécessaire à l'entretien de leurs troupeaux, qui sont ordinairement fort nombreux. Dans les contrées plus riches, où toutes les prairies artificielles ne consistent qu'en tréfle, les Fermiers ont la négligence de ne point semer leur tréfle sur les tendres pointes de l'orge, ce qui leur ménageroit une excellente prairie de tréfle avec la première récolte de l'orge. Dans une ferme, où les prairies naturelles ne sont pas en proportion requise avec les terres labourables, si ce vuide n'est pas rempli par les prai-

ries artificielles, toutes les terres doivent souffrir du défaut d'engrais: car il est impossible d'entretenir du bétail sans fourrage de l'une ou l'autre espèce. Il est assez ordinaire de voir, dans le Norfolk & le Suffolk, les plus riches prairies de trèfle pur, & de rey-grass marié avec le trèfle; mais de pareilles prairies ne se rencontrent que de loin en loin dans la Principauté de Galles. Ce n'est guere qu'en 1757 que l'usage des prés artificiels s'introduisit dans l'Ecosse; & ce même usage est encore à peine connu en Irlande.

C'est en agriculture un défaut capital de ne pas assez varier les espèces de productions; & c'est le reproche qu'on peut faire à la plûpart de nos cultivateurs. Il n'est point du tout de l'intérêt d'un Fermier de placer toutes ses espérances dans une ou deux récoltes: s'il en varioit d'avantage les espèces, toutes ses récoltes pourroient également prospérer; & il seroit impossible que l'impropriété des saisons, les endommageât toutes également; ni que l'abondance des vues ne fut pas

pour le Fermier une indemnité de la perte des autres.

Une pratique assez commune en plusieurs provinces d'Angleterre & de France, c'est de diviser toute une ferme en trois soles, l'une en froment, l'autre en menus grains, & la troisieme en jachère; ce système est trop défectueux pour rendre jamais l'agriculture florissante.

Les Fermiers des Comtés de l'Est de ce Royaume, sont très attentifs à se ménager des prairies naturelles & artificielles, des bleds, des légumes, des racines: un assolement si bien raisonné, si judicieux, & si profitable, devrait prendre faveur & s'étendre dans toutes les parties des îles Britanniques. Cette distribution, fondée sur les plus excellents principes, rend les récoltes beaucoup moins dépendantes des saisons, & n'oblige point à exécuter dans un tems très court, des travaux longs & pénibles.

Sans entrer dans des discussions détaillées sur la nature des travaux & des opérations de l'économie rurale, il est aisé de conce-

voir l'importance de ce systême général d'exploitation, & de sentir qu'il doit s'étendre à une foule de cas, dont l'énumération n'est pas de mon sujet. Ce que j'en ai dit est suffisant pour montrer que dans quelques endroits de ce Royaume, l'économie rurale est mieux entendue que dans d'autres. Ce contraste quelquefois si frappant, devoit exciter les propriétaires à introduire parmi leurs ténanciers les meilleures méthodes de culture ; & c'est ce qui est toujours en leur pouvoir ; puisqu'il dépend d'eux d'insérer dans les baux, ces conditions, qui exactement remplies, tourneroient au profit du Fermier, du propriétaire, & de la Nation.

ARTICLE XIII.

*De l'encouragement que reçoit aujourd'hui
l'agriculture.*

Dans toute Nation , qui se conduit d'après un système général d'économie politique, il est comme impossible que l'agriculture, soit dans sa pratique immédiate, soit dans ses conséquences, ne soit pas l'objet de quelques loix particulières, & tendantes à son encouragement. Des loix, faites pour hâter les progrès de l'agriculture, sont généralement plus rares, qu'elles ne devroient l'être; car il est toujours au pouvoir de la Législation, disons mieux, il est de son devoir de porter les loix les plus favorables à la culture des terres, d'où dépend la force de l'Etat & le bonheur du peuple.

Pourroit on douter que les plus sages loix ne fissent fleurir la culture des terres, chez tous les Peuples agricoles, si ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement, étoient mieux instruits des vraies sources de la recette du Souverain, & du légitime

emploi que la justice prescrit de faire du revenu public, qui n'est jamais qu'une portion du revenu territorial. Mais le Gouvernement ne pense pas devoir moins s'occuper des intérêts des manufactures & du commerce, que de ceux de l'agriculture. D'où il résulte que les loix qui tendent à favoriser l'une de ces branches de l'Administration, deviennent à quelques égards destructives d'une autre branche; & cette circonstance empêche trop souvent la promulgation des loix les plus salutaires.

La nécessité d'une balance, entre les divers intérêts de l'Etat, inspire à l'Administration une certaine timidité qui lui fait craindre de préjudicier aux manufactures & au commerce, en voulant hâter les progrès de l'Agriculture; & pour se tenir dans les bornes d'une extrême circonspection, on ne fait rien pour la prospérité nationale; mais quand l'Administration a crû devoir tenir une conduite différente, on l'a presque toujours vue prendre à tâche de faire fleurir les manufactures & le commerce sur les ruines de l'agriculture. Il seroit bien à souhaiter que ceux qui parviennent dans

le Ministère, eussent les lumières & la capacité de tenir une juste balance entre ces grands intérêts, & qu'ils fussent en état de bien apprécier leur dépendance mutuelle, afin de pouvoir, avec connoissance de cause, porter des loix qui leur fussent également favorables.

Il n'est point de signes moins équivoques que l'Administration a adopté une politique absurde, que les énormes taxes imposées dans plusieurs contrées sur la classe des cultivateurs; & cela dans la persuasion que l'oppression, sous laquelle gémissent les ouvriers de la culture, est d'une moindre conséquence pour l'Etat, que si le poids accablant des impôts tomboit sur les agents de l'industrie & du commerce. M. Colbert tomba dans cette erreur funeste; trop préoccupé des avantages des manufactures, il leur donna hautement la préférence sur l'agriculture; & ce plan d'Administration peu réfléchi, fit à la France une playe profonde. „ Ce Ministre, si intègre, si ami des Peuples, dit l'Auteur des *Recherches & considérations sur les Finances de France*, suivit une fausse route, dans laquelle il se trouva en-

fin fort embarrassé. La pesanteur des taxes & la misère des campagnes furent de moindres obstacles à l'effet des grands travaux qu'il entreprit pour rétablir l'aisance publique, qu'un Arrêt du Parlement du dix-neuf Août 1661, par lequel le commerce des grains se trouvoit interdit. Il étoit défendu aux marchands de contracter aucune société pour ce commerce, & de faire aucun amas de grains. Mais, ajoute l'Auteur, quel fut le fruit de cette mauvaise police? La culture diminua en général. Les marais restèrent en marais: les terres incultes continuèrent de passer pour inutiles, puisqu'à l'aide d'un calcul très simple, le prix de leurs productions possibles n'équivaloit pas à la dépense connue. L'Etat fut bientôt obligé de recourir aux créations de rentes, aux moyens extraordinaires, à ces mêmes Traitans qui avoient déjà ruiné & désolé la France. Les dépenses du Gouvernement augmentèrent, & les facultés du public n'y répondirent pas. Pendant les dernières années de M. Colbert, on consumma toujours par anticipation sur l'année suivante. Les productions de la terre di-

minuerent, les manufactures grossières tombèrent, & la consommation des Fabriques de luxe fut d'autant moins grande, que la consommation des denrées se trouvoit renchérie par de nouveaux droits. Voilà quel fut le fruit de la mauvaise police sur les grains à l'égard du commerce intérieur; mais cette même police ne fut pas moins préjudiciable au commerce extérieur. Le Ministre gêné par l'impuissance des campagnes, ne fut pas en état de diminuer le nombre effrayant de ses douanes & les droits énormes sur la sortie des marchandises. Les étrangers consommèrent beaucoup moins de nos vins, de nos eaux de vie, & s'en pourvurent ailleurs; nos manufactures encore nuissantes, ne purent, malgré la protection puissante qui les étayoit, soutenir, à certains égards, la concurrence des autres Peuples manufacturiers, & encore moins reprendre le degré d'activité qu'elles avoient eu depuis 1480, jusqu'en 1620. Cependant la masse de l'argent augmenta, tant par le produit des colonies, que par l'épargne de plusieurs importations de manufactures étrangères; mais comme cet ar-

gent ne se répandoit pas dans les campagnes, l'Etat y gagna peu; des guerres, qui survinrent, l'épuisèrent, & le système de finance, qui fut suivi, acheva de l'écraser".

Le désordre dans lequel le défaut de pénétration de M. Colbert jetta la France, démontre que toute les parties du Gouvernement, liées comme par une chaîne électrique, répondent à l'agriculture. Ce Ministre fit des dépenses prodigieuses pour établir une navigation, des manufactures, un commerce actif; mais les gratifications, les privilèges, qu'il accorda, furent en pure perte. Malgré tous ses encouragements il eut la douleur de voir dépérir les manufactures & le commerce. M. de Sully, avec des vues, peut être moins vastes, éleva la France à un degré de prospérité, où elle n'avoit jamais atteint. Convaincu que la terre est le dépôt des premières richesses, du nécessaire, comme du superflu, il sentit que pour faire regner l'abondance, il falloit principalement songer à multiplier les productions du sol; que pour en animer la multiplication, il étoit nécessaire que le commerce en ouvrit les débou-

chés; mais que la liberté étoit l'ame du commerce. Colbert passa pour un homme de génie: mais Sully fit le bonheur de la France.

La félicité nationale ne portera jamais sur une autre base, que sur le florissant état de l'agriculture. On ne peut donc pas douter que la cultivation ne doive constamment fixer les vues de la puissance législative. Le premier encouragement, mais le plus actif que l'agriculture ait reçu en Angleterre, ce fut la gratification, accordée à la sortie des grains hors du Royaume. Cet encouragement seul hâta plus les progrès de notre culture, que toutes les mesures réunies qu'on ait jamais prises. C'est à cette loi mémorable que l'Angleterre doit sa prospérité & sa puissance.

La disposition où est le Parlement d'Angleterre de ne jamais refuser à la demande unanime des propriétaires, des actes de clôture, est une politique bien recommandable. Ces clôtures dont l'usage gagne dans toutes les parties de la Grande Bretagne, contribuent beaucoup au perfectionnement de notre culture. Sans cette permission d'en-

clorre, jamais les propriétaires, ou leurs tenanciers ne se feroient résolus à faire les dépenses considérables que demandent le défrichement & l'amélioration des terres incultes. Les clotures sont le premier fondement d'une agriculture florissante. La gratification & la permission d'enclorre, sont les causes les plus actives & les plus efficaces de l'avancement de l'agriculture Angloise.

Les commodités du roulage, & de la navigation intérieure, qui résultent de la construction de nos grandes routes, de nos canaux & de nos rivières navigables soigneusement entretenus, sont des dépenses publiques de la plus grande utilité, mais dont l'objet immédiat n'a pas été l'encouragement de l'agriculture. La culture ne fera jamais autant perfectionnée, qu'elle peut l'être, si des communications faciles n'ouvrent pas tous les débouchés du commerce. Tant que l'agriculture fut restreinte à la consommation de quelques bourgades voisines, il lui fut impossible de fleurir; puisque toute exportation, même d'une Province à une autre,

dépend des moyens de communication & de la facilité du transport.

Quand nos chemins étoient excessivement mauvais & que nos rivières n'étoient pas encore rendues navigables, les frais du roulage excédoient la valeur des denrées; & conséquemment l'exportation entre les différens Comtés devenoit impraticable; mais lorsque la gratification une fois accordée, eut fait prendre à l'agriculture un nouvel effort, & que les améliorations multipliées eurent couvert le territoire de riches productions, on sentit la nécessité d'en faciliter le transport par terre & par eau; on rendit les rivières navigables, on creusa des canaux, on construisit & l'on perfectionna les grandes routes dans toute l'étendue de la Grande Bretagne.

La configuration de l'Isle est singulièrement, avantageuse à l'exportation de toutes les productions du sol: on trouveroit à peine un seul village qui fut éloigné de plus de sept milles des bords de la mer: mais aujourd'hui qu'on a considérablement multiplié les eaux navigables, bordées de chemins superbes, les Fermiers ont toutes les

facilités imaginables pour le transport de leurs denrées dans les marchés ; & c'est à ces grands encouragements que sont dus, & l'abondance généralement répandue sur toutes les parties du territoire, & les richesses des propriétaires dont les revenus croissent régulièrement depuis ces belles & magnifiques institutions.

Mais si le Gouvernement a adopté le plan d'économie politique le plus favorable à la culture des terres, on peut dire que la conduite des particuliers en a merveilleusement fécondé les vues. Les propriétaires, en abandonnant l'ancienne coutume de ne point accorder de baux à leurs ténanciers, ou de ne leur en passer que pour un tems très court, & en embrassant peu-à-peu le système des améliorations, ont plus avancé l'agriculture dans l'espace d'un demi siècle, qu'on ne l'avoit fait dans tous les siècles précédents. Les effets de ce goût pour l'agriculture se sont clairement manifestés par la cloture des champs ouverts, par le dessèchement des marais, par les plantations qui couvrent aujourd'hui des sables autrefois incultes, par la conversion des Commu-

nes & des landes en terres labourées & en herbages, & par un grand nombre d'autres améliorations, uniquement dues au zèle des propriétaires pour étendre les progrès de la cultivation. En Angleterre, il n'est pas un seul Comté, où les propriétaires fonciers n'aient fait des efforts plus ou moins grands pour le perfectionnement de l'agriculture. Les tentatives faites pour donner à leurs terres une plus grande valeur, ont eu les plus grands succès; & dans les trois quarts du Royaume, les Fermiers sont aujourd'hui dans le cas d'affermir les terres sur le pied de vingt Shillings l'acre, & d'y faire des profits plus grands, qu'on n'en faisoit il y a cinquante ans, en ne les affermant qu'à raison de dix Shillings. C'est ainsi que les dépenses publiques & privées ont vivifié l'universalité du territoire, & que l'émulation & l'industrie des particuliers, encouragés par les sages mesures d'une Administration éclairée, ont porté notre agriculture à l'état le plus florissant.

Il est une autre circonstance relative à l'attention que le Parlement a montrée pour la culture des terres; c'est l'heureuse révo-

lution qu'elle a occasionnée dans tous les esprits qu'elle a tournés vers l'agriculture. Les propriétaires ne se contentent plus d'encourager leurs Fermiers, ils veulent eux-mêmes partager la gloire des améliorations. L'agriculture est aujourd'hui la passion la plus générale; & il faut convenir que la Nation n'eut jamais un goût plus raisonnable. Les chevaux, les chiens & les vicissitudes du tems, faisoient autrefois les grands sujets de conversation parmi la Noblesse qui réside dans ses terres: il étoit tems qu'elle montrât plus de raison que les animaux qui faisoient la matière de ses entrétiens. La culture & l'exploitation particulière de quelques champs autour des maisons de campagne, sont enfin devenus des objets de conversation, autant que de profit. Ce goût est aujourd'hui si vif & si général, qu'il ne se fait pas une seule visite à la Campagne, où l'on ne discute les avantages de quelques améliorations projetées ou sous oeuvre. Ce changement dans nos mœurs est une preuve des progrès que la saine Philosophie a faits parmi nous.

Les étrangers qui entendent parler de

goût de la Noblesse Angloise pour la culture, peuvent naturellement supposer, que les terres, exploitées par nos Gentilshommes, ne forment pas une partie bien considérable de notre territoire; mais il seroit facile de leur faire voir qu'il en est autrement. Dans le nombre de ceux qui deviennent entrepreneurs de culture, ne se trouvent pas seulement des propriétaires fonciers, mais encore des personnes de tous les rangs, qui ne possédant aucun fond de terre, regardent les entreprises d'exploitation rurale comme la profession la plus utile & la plus honnête qu'ils puissent embrasser. Mais ce qui invite surtout une foule de Nobles à grossir la classe des cultivateurs, est que non seulement il est décent, & même de mode de cultiver; mais qu'on est encore assuré de se ménager par-là un bien-être, N'est-il pas étrange que des idées si naturelles ne se soient pas autrefois présentées? Comment une Noblesse pauvre n'a-t-elle pas toujours préféré les exercices champêtres, aux occupations du commerce?

Mais on pourroit demander s'il est de

l'intérêt général de l'agriculture qu'il se trouve dans la classe des cultivateurs, un grand nombre de personnes nobles ? je n'imagine pas qu'il soit difficile de répondre à cette question.

On devrait observer qu'à moins que l'agriculture ne fut portée à son dernier degré de perfection, terme dont nous sommes encore très éloignés, il conviendrait de faire l'essai de toutes les différentes méthodes de culture pour s'assurer par les faits, de celle qu'il seroit essentiel de préférer. Mais de toutes les inventions qui ont perfectionné l'agriculture, de toutes les améliorations, tentées avec succès, il n'en est pas une seule qu'on ne doive à ces agriculteurs éclairés, qui ont cultivé leurs propres domaines, ou pris à Ferme ceux des autres. L'agriculture ne doit donc pas ses plus grands avantages au commun des cultivateurs, mais aux personnes instruites, qui s'étant adonnées par goût à la cultivation, en ont médité & approfondi les principes. Le Gouvernement ne peut donc trop répandre le goût de l'agriculture dans toutes les classes de la Nation. Xénophon dans

ses Economiques donne les plus grandes louanges à un Roi de Perse qui vouloit connoître par lui même l'état de l'agriculture des Provinces de sa domination; & qui dans ses voyages récompensoit l'industrielle activité des cultivateurs, & réprimandoit sévèrement ceux dont les terres étoient négligées. Parmi les Princes modernes, il en est qui peut-être égalent Cyrus pour les qualités Militaires, mais ces grands Capitaines ignorent jusqu'aux moindres élémens de l'agriculture.

CHAPITRE VII.

Des Améliorations dont l'Agriculture Angloise pourroit être susceptible.

Un art qui a pour objet immédiat la fécondité de la nature, qui prépare, assure & multiplie les productions utiles à la conservation & au bien-être de tous les membres de la société, doit sans doute occuper le premier rang entre toutes les branches de l'Administration. L'Agriculture doit donc avant tout, fixer l'attention du

Gouvernement. Cette grande conséquence ne résulte pas seulement de ce que toutes les Nations agricoles sont dans une dépendance nécessaire des productions du sol, mais de ce qu'il y a une liaison intime entre un commerce florissant & une vigoureuse culture. Ajoutez à cela pour l'Angleterre, que l'article le plus important de son commerce est l'exportation de ses grains.

Il est hors de doute que l'avancement d'un art qui comprend toutes les subsistances & toutes les matières premières, n'intéresse pas seulement l'État en général, mais influe encore directement sur tous les intérêts particuliers. Il est donc d'une extrême conséquence pour tous les ordres d'une Nation, que cet art se perfectionne de plus en plus. Dans ces derniers tems, il s'est fait de grandes améliorations en agriculture; mais elle est loin encore d'être arrivée à son plus haut degré de perfection.

Quand on considère la liberté que la Grande Bretagne tient de sa Constitution, les richesses qu'elle possède, les lumières généralement répandues dans la Nation, tandis que les autres Peuples de l'Europe sont

encore couverts de la rouille de l'ignorance & de la barbarie, on est surpris que notre agriculture ne soit pas en meilleur état, & n'ait pas fait de plus rapides progrès. Il est bien étonnant qu'une vaste partie du Royaume demeure inculte, malgré la liberté d'enclorre que le Parlement ne refuse jamais, & la facilité d'exporter, même avec gratification les grains superflus.

Nos Arithméticiens politiques calculent qu'il y a seulement en Angleterre plus de quinze millions d'acres de terre vague. Une scrupuleuse exactitude sur ce point n'est pas d'une grande conséquence; mais ce qui n'est pas moins préjudiciable que deshonorant pour la Nation, est qu'une partie si considérable du territoire reste dans cet état.

Les Agriculteurs qui ont fait une étude particulière de la nature des terres, & qui ont examiné celles qu'on laisse incultes, savent très bien qu'il est peu de ces terres qui ne soient susceptibles de culture & d'une espèce quelconque d'amélioration. Lart force les rochers, les montagnes escarpées, les marais & les fondrières à se couvrir d'utiles productions. L'étendue prodigieu-

se de nos patis pourroit généralement être convertie en terres labourées, au grand avantage de la Nation, sans diminuer nos troupeaux de moutons, & par conséquent sans nuire à nos manufactures de laine: c'est là un fait dont conviennent tous ceux qui ont quelque connoissance de l'économie rurale, & qui ont vu les nombreux troupeaux qu'entretiennent les Fermiers au moyen de leurs prairies de tréfle, de rey-gras, de turnips.

Dans un Royaume si florissant, chacun devoit être indigné qu'on laissât un seul acre de terre inculte. Mais dira-t-on, comment vivifier un sol trop sec pour le labourage, ou trop humide pour les herbages? Je répons que l'ignorance peut seule applaudir à de pareils discours. Qu'on porte ses regards sur les améliorations récentes du Norfolk, & de quelques autres parties de la Grande Bretagne, & l'on demeurera convaincu qu'il n'est point de sol qu'on ne puisse employer à quelque usage profitable.

Le grand objet de la politique de l'Angleterre, est, comme on n'en peut pas douter, de porter l'agriculture à son dernier

degré possible de perfection, tant à l'égard du défrichement des terres incultes, du dessèchement des marais, qu'à celui de la découverte des diverses améliorations qu'on pourroit introduire. Le Gouvernement ne pourroit trop sérieusement s'occuper des loix les plus propres à opérer cette brillante révolution dans notre agriculture. On se promettrait en vain que des particuliers s'engageront pour leur propre intérêt dans ces grandes entreprises : l'expérience a dû nous convaincre du contraire.

Les améliorations, faites dans ce siècle, & qui font connoître celles qu'on pourroit faire, sont certainement l'effet d'une seule loi, *la gratification accordée à la sortie des grains hors du Royaume*. Sans cet encouragement qui fut un vif aiguillon pour l'industrie des cultivateurs, ces grandes entreprises de culture n'auroient jamais été tentées. Mais il ne faut pas s'imaginer que, parceque la gratification a considérablement avancé les progrès de la cultivation, elle ne doit rien laisser à faire. La plus simple réflexion pourroit nous démontrer que nous aurions tort d'attendre de nouveaux

prodiges de culture de cette cause, dont l'activité est encore rallentie par les conditions restrictives que depuis quelques années on a mises à l'exportation. L'immense étendue des terres, restées incultes, nous prouve invinciblement qu'il faut une cause plus efficace que la gratification pour opérer la perfection de notre agriculture.

Il se pourroit aussi que depuis un demi siècle, la population eût souffert une telle altération, que le défaut de manouvriers eût été un obstacle réel à l'accélération des progrès de l'agriculture. Il est vrai que ce n'est là qu'une présomption, qu'il seroit difficile de vérifier, parceque la gratification auroit pu en quelque manière suppléer à la population. Mais dans ce cas, la gratification a été d'un avantage infini; car qu'elle eut été son influence, s'il n'y eut eu dans la population aucune diminution? Mais il est inutile de multiplier les réflexions sur ce sujet; & comme il est d'une suprême évidence que notre agriculture est loin encore du terme de la perfection absolue, j'exposerai les principaux moyens de la porter à cet état florissant. Ces moyens peuvent

ſommairement ſe reduire à quatre chefs :

1°. Acquérir une connoiſſance exacte du ſol & de la culture de la Grande Brétagne.

2°. Défricher ou améliorer & peupler les terres incultes.

3°. Affoler les terres de la manière la plus analogue à chaque eſpèce de ſol & la plus conforme à l'utilité générale.

4°. Simplifier, autant qu'il eſt poſſible, les inſtruments aratoires.

On pourroit ſans doute faire des recherches ſur d'autres cauſes, ſinon eſſentielles, du moins propres à perfectionner la culture des terres; mais les bornes qu'on ſ'eſt preſcrites dans cet eſſai, ne nous permettent pas d'entrer dans des détails qui appartiennent à un traité complet d'Agriculture; on ne ſe propoſe dans cet ouvrage que la diſcuſſion des principes fondamentaux de la cultivation, qui nous paroiffent être compris dans les articles que nous allons examiner.

ARTICLE I.

Connoître le sol & la culture.

Avant de rémédier à des défauts, de réctifier des pratiques vicieuses, il faut bien les connoître; & l'état réel de notre agriculture ne peut être exactement reconnu, que par des observations faites sur le terrain. Des agriculteurs, qui auroient fait une étude profonde des principes de la cultivation, devroient être chargés de lever le plan du territoire de la domination Britannique; de prendre une connoissance exacte de chaque acre de terre; de spécifier la nature de la surface, & des différentes couches qui se trouvent dans la profondeur de la terre; de s'informer des mélanges qu'on en a fait pour améliorer le sol; de se faire rendre compte des diverses préparations qu'on a données aux terres, des différentes méthodes de culture qu'on a employées, des succès qui les ont suivies, du nombre des troupeaux de gros & menu bétail, qu'on a tenus, de la manière de les élever, de les nourrir, de les engraisser;

en un mot de ne rien négliger de tout ce qui intéresse l'économie rurale. Le résultat de ces opérations , en présentant un tableau achevé de l'état actuel de l'agriculture , serviroit à acquérir une connoissance parfaite de la science économique. La puissance législative , parfaitement instruite de l'état réel de la culture des terres , & éclairée sur la marche qu'elle doit tenir , pourroit alors établir les loix les plus propres à hâter les progrès de la cultivation & à assurer la durée de sa prospérité.

Ce plan, levé avec tous les détails qui peuvent avoir trait à l'agriculture , pour être bien instructif , exigeroit une confirmation des particularités les plus douteuses, ou qui ne seroient pas appuyées d'autorités irrécusables. Il est certain que dans l'exécution d'un si vaste projet, tous les faits, qu'on auroit recueillis , ne seroient pas d'une égale authenticité; mais parut-on n'avoir négligé aucune des précautions nécessaires pour se procurer les exacts éclaircissements, il faudroit encore que les faits fussent vérifiés par des expériences réitérées, pour porter les résultats à la démonstra-

tion. Cette connoissance ultérieure pourroit s'obtenir par différens moyens; mais je me contenterai d'exposer celui qui me paroît le plus efficace.

Il conviendrait d'abord de chercher des personnes qui fussent profondément versées dans la culture des terres, pour l'avoir long-tems pratiquée, & ces personnes, j'ose le croire, ne sont pas rares. Les ecclésiastiques, assez vertueux pour se charger eux-mêmes de l'exploitation des terres de la dépendance de leur Rectorat, les propriétaires que le goût de l'agriculture engage à se faire leurs propres Fermiers, les ténanciers qui auroient acquis la réputation de grands agriculteurs, seroient ceux en qui le Gouvernement placeroit sa confiance. Ce seroient ces cultivateurs intelligents, qu'il chargeroit de faire les expériences, de rendre compte des procédés & des résultats: les dépenses, dont ils ne se trouveroient pas dédommagés par la valeur des récoltes, leur seroient remboursées des deniers publics.

Je suppose, par exemple, que sur la carte générale, dont on vient de parler,

on ait marqué une certaine étendue de terre sablonneuse inculte, & qu'elle y soit indiquée comme absolument infertile par des raisons déduites des pratiques de culture en usage chez les Fermiers des environs. L'intérêt public exige qu'on ait sur cette matière une certitude plus grande, que celle qu'ont pû se procurer ceux qui ont travaillé au plan général. Alors le Gouvernement chargeroit un agriculteur propriétaire, ou ténancier, du voisinage, d'enclorre cinquante acres dans la partie la plus ingrate de ces sables; de les fumer, de les cultiver, & de les assoler conformément aux instructions qui leur seroient données. Ces expériences, faites par des cultivateurs éclairés, confirmeroit ou détruiroit l'opinion, où l'on est, que ces terres sablonneuses doivent être abandonnées à leur infertilité. La même remarque est applicable au desséchement des marais & des fondrières, & à toutes les pratiques défectueuses adoptées en agriculture.

Il seroit possible d'obtenir encore une plus grande certitude de ce même sujet, & dont on pourroit se promettre les plus

grands avantages ; cette nouvelle certitude résulteroit d'un autre plan , qui mériteroit la plus sérieuse attention du ministère : ce seroit d'établir quelques fermes , destinées à faire toutes les expériences relatives à l'économie rurale ; dans ces fermes , on feroit l'essai de plusieurs pratiques d'agriculture qui , pour être généralement adoptées , n'ont peut-être besoin que d'être plus connues.

Un pareil plan , comme on peut le voir dans une *Lettre adressée au Lord Clive*, a déjà été exécuté sur les terres légères sablonneuses ; mais ces sortes d'essais pourroient se tenter sur le sols marécageux , glaiseux , crayeux , &c. & s'étendre dans toutes les parties des îles Britanniques ; & cela par la raison que la culture qui convient à une terre glaise de l'une de ces îles , peut fort bien ne pas convenir à l'autre ; & l'expérience nous apprendroit à varier les pratiques de culture sur les mêmes espèces de terre dans des expositions différentes.

Il seroit peut-être à propos de joindre ;

à l'exécution de ce projet , l'établissement d'un prix , pour encourager les particuliers à poursuivre les mêmes recherches , & qu'ils obtiendroient pour tous les points qu'ils auroient déterminés par des voies plus simples.

D'après ces différentes méthodes , il est incontestable qu'on parviendroit à obtenir une connoissance exacte du sol de la grande Bretagne , de sa culture , des omissions , des méprises , des défauts qui retardent les progrès de cette culture ; car enfin le résultat de ce projet , présenteroit un tableau détaillé & précis du sol général du territoire , de ses variétés , de l'espèce particulière à chaque pièce de terre , des engrais , de la culture & des productions qui leur sont propres : une connoissance si désirable , si précieuse pour une Nation , serviroit de base à toutes les nouvelles entreprises de culture. Ces essais , tentés aux dépens de la Nation , répandroit partout les lumières ; & ces exemples d'amélioration auroient un bien plus sûr fondement , que des conjectures tirées de l'analogie ; d'où résul-
teroit

teroit une grande certitude sur tous les points qu'on auroit intérêt de bien connoître.

L'établissement des fermes *expérimentales* donneroit une connoissance déterminée de la nature de chaque sol , & des diverses méthodes de l'exploiter , réquises pour porter son produit au plus haut degré possible , et les nombreuses expériences que feroient divers particuliers pour obtenir les prix offerts à l'industrielle activité , jetteroient un nouveau jour sur chaque objet de recherche.

Je ferai encore remarquer que le résultat des différens moyens d'acquérir la connoissance désirée , seroit suivi des plus grands avantages ; car toutes les particularités de la culture & du sol des deux îles, étant parfaitement connues & clairement exposées, chaque défaut, chaque méprise seroient rendus sensibles, & prouvés par l'expérience. Chaque amélioration dont l'une ou l'autre île seroit susceptible, étant examinée, éprouvée, & mise dans le plus grand jour, il semble qu'on auroit a-

lors tous les moyens de porter l'agriculture à sa perfection.

Il n'est, je pense, personne à qui le plan, que je propose, puisse paroître impraticable. Peut-être est-il dispendieux ; mais l'argent une fois trouvé, il s'exécuteroit dans toutes ses parties avec la plus grande facilité. La Nation pourroit-elle jamais se repentir d'un octroi annuel de cent mille livres sterlin, jusqu'à ce qu'un projet d'une si grande importance eût eu son entière exécution ? Les retours rendroient la dépense au centuple.

Il seroit difficile de se dissimuler que le Gouvernement n'agisse aujourd'hui au hasard dans toutes les loix qu'il fait pour l'avancement de l'agriculture : on ne peut guère les considérer que comme des tentatives. Si elles produisent d'heureux effets, on les laisse subsister ; si elles ne répondent pas à l'objet de leur institution, elles sont revoquées. C'est ainsi qu'on parcourt tout le cercle de l'économie politique, sans suivre aucun systême régulier de législation. On pourroit se rappeler que

des loix hafardées, font quelquefois d'une dangereufe conféquence; & foyvent leur révocation n'a pas des effets moins pernicieux. Et il eft certain que cette matière reftera toujours couverte de nuages, jufqu'à ce qu'on ait exécuté quelque plan femblable à celui que j'ai propofé.

Il en feroit tout autrement; fi l'adminiftration avoit jamais formé une pareille entreprife. Au lieu de faire des loix, fans connoiffance de caufe, de n'avoir d'autre moyen de certitude que d'en éprouver l'effet, avec deffein de les continuer ou de les révoquer, fuivant l'occurrence; la légiflation, toujours éclairée dans fa marche, ne fe décideroit que fur des faits avérés: elle connoitroit la nature des fecours dont la cultivation peut avoir befoin; & les loix, faites pour les lui procurer, auroient des motifs vifibles. Les effets des nouveaux projets n'auroient plus rien d'obfcur ou d'incertain; avec le plus léger examen on découvreroit à quel degré, ils peuvent devenir avantageux ou préjudiciables. En un mot, une pareille connoiffance deviendroit un sûr guide pour un Miniftre; elle

lui présenteroit l'état réel & les forces du Royaume qu'il gouverne; & dans les occasions de paix ou de guerre, & dans tous les événements importants, elle serviroit à fixer ses irrésolutions.

ARTICLE II.

Améliorer le sol, &c.

Personne ne revoquera en doute que la conversion des terres vagues en de bonnes fermes ne doive être une des premières entreprises dans le grand projet d'amélioration; car de-là résulte l'accroissement des subsistances, de la population & des richesses. Les terres incultes, qui sont du domaine de la couronne, devraient être défrichées aux dépens & pour le compte du Roi. Que ces améliorations accroissent ses revenus, c'est ce qui n'a pas besoin de preuve. Quant à ces landes immenses qui appartiennent à des propriétaires privés, il est évident par l'état d'abandon, où elles sont, que l'intérêt particulier n'a pas assez de force pour les faire défricher; il

feroit donc essentiel que le Gouvernement disposât de quelques sommes pour porter les propriétaires à cette grande entreprise avec cette vigueur que requiert le bien public.

Si l'on se décidoit à améliorer toutes les terres du domaine de la Couronne, dans la formation des clotures des forêts, il conviendrait de les diviser de manière que les parties, où croissent les arbres de haute futaie propres aux bois de construction, fussent conservées à cet usage, & qu'on eût la même attention pour les jeunes arbres qui seroient d'une belle venue : alors resteroient les parties ouvertes, dont on feroit un certain nombre de Fermes. Toutes ces fermes, où l'on auroit préalablement fait les clotures, les plantations & les bâtimens nécessaires pour recevoir les ténanciers, seroient fumées suivant la nature du sol, & portées au meilleur état possible de culture, soit par la force des engrais, soit par des dessèchemens pratiqués avec intelligence. Les productions de ces nouvelles fermes dédommageroient avec usure de toutes les dépenses qu'au-

roient occasionnées ces améliorations.

A l'égard des possessions des propriétaires privés , il conviendrait de les exciter à ces améliorations par des gratifications, des honneurs, des titres, des rubans, des médailles, & par toutes ces marques extérieures dont les hommes paroissent être avides. Un propriétaire qui sur des sables arides auroit fait l'établissement d'une ferme, & toutes les avances foncières pour la mettre en état de culture, mériteroit d'obtenir du Gouvernement une gratification de cinq livres sterlin par acre ; & cette gratification devrait lui être payée au moment même où l'établissement seroit en état de recevoir un Fermier.

Quiconque auroit converti en ferme, des marais, des fondrières ou d'autres terres incultes, recevrait aussi du Gouvernement une gratification proportionnée aux dépenses que la nature du terrain & les circonstances auroient exigées. Les exemptions des taxes, qu'on regarde en France comme un grand encouragement, me paroissent bien moins propres que les gra-

tifications pour exciter le zèle & l'émulation des Anglois.

Il est des landes immenses en Ecoſſe, en Irlande, en Angleterre; & ces terres incultes ſont par cette raiſon là même ſi peu peuplées, qu'il ne ſeroit pas moins néceſſaire d'y établir des Colonies, que dans les contrées déſertes de l'Amérique. Il ſeroit à propos, ſi l'on vouloit hâter les défrichements de ces terres vagues, d'inviter les étrangers à s'établir parmi nous, & de les y faire conduire aux frais du Gouvernement. Les propriétaires de ces friches devroient contribuer à les convertir en Fermes, à moins qu'ils n'aimaſſent mieux les vendre au Gouvernement qui les abandonneroit aux Colons, ſous les réſerves & les conditions qu'on jugeroit les plus avantageuſes au bien général.

Le tems, qui paroît particulièrement propre à faire ces belles & grandes entrepriſes, c'eſt à la fin d'une guerre: il eſt nombre d'hommes & de familles qui, à la concluſion de la paix, cherchent une profeſſion & de l'emploi; & faute de trouver de l'occupation, la plupart deviennent ſouvent

plus à charge à la société, que lorsque elle pourvoyoit à leur entretien; si dans le nombre des inoccupés, il se rencontre des hommes industrieux, ces hommes, indignés d'être ainsi abandonnés dans leur patrie, vont porter à l'étranger leur industrie & leurs talents. Il n'est personne qui ne sente les fâcheuses conséquences de l'une ou l'autre alternative; car les étrangers, qu'on se procureroit à de bien plus grands frais, ne pourroient jamais être d'un plus grand service à la Nation, que ces Militaires réformés, déjà accoutumés aux fatigues & endurcis au travail. Je ferai remarquer que faute de s'être conduit sur ce plan à la conclusion de la dernière paix, près de cent mille hommes ont été réformés, & dans le cas de chercher à se pourvoir comme ils l'entendroient. Il est vrai qu'on en encourage une partie à aller former des établissemens en Amérique: mais je prouverai ailleurs qu'une pareille conduite est opposée à la saine politique.

Que penser des vues d'un Gouvernement qui se refuse aux dépenses les plus essentielles au bien de l'Etat, pour prodiguer des

sommes considérables à des objets de pure curiosité? Ce système d'économie annonce sans doute peu de jugement dans ceux qui gouvernent. Il n'y aura jamais qu'un homme borné, ou vicieux, ou profondément ignorant, & dans tous ces cas, indigne d'être dans le Ministère, qui puisse donner la préférence à des dépenses stériles sur des dépenses productives. Les occasions favorables aux grandes & utiles entreprises, une fois échappées, ne se retrouvent pas: mais c'est aussi la moindre inquiétude des Administrateurs sans génie.

Quand on se rappelle les droits onéreux dont le Parlement a imposé le fardeau sur la Nation, les sommes immenses qu'elle a fait sortir du Royaume pour soutenir la dernière guerre; cinq millions de subsides annuels pour l'Allemagne; & qu'à la conclusion de la paix, ce même Parlement n'a pas dépensé cinq sours, pour animer l'agriculture; on sent bruler dans son cœur une indignation profonde! Quel délire, ou plutôt qu'elle honte pour des Ministres! Quelle misérable économie! A la paix, on pouvoit saisir l'occasion de peupler le territoire

d'hommes robustes , laborieux , infatigables ; mais nos Ministres ont préféré d'abandonner cette classe d'hommes à la misère , & de leur laisser le choix d'embrasser l'odieuse profession de mendiants , ou de se faire brigands , au risque de périr sur l'échaffaud !

Il seroit encore facile au Gouvernement d'appeler dans ce Royaume une foule de Protestants étrangers , qui , accourroient de toute part , & viendroient avec joie défricher nos landes , dessécher nos marais , & répandre l'abondance parmi nous , s'ils étoient assurés qu'on voulût favoriser leur établissement. C'est là un objet d'une importance infinie. Mais l'esprit de nos Ministres ne s'accorde pas avec les idées d'utilité publique ; car lorsque nous eûmes des Palatins en Angleterre , au lieu de songer à les y fixer , la première pensée de nos Ministres fut de les faire transporter en Amérique.

Il doit paroître d'autant plus surprenant qu'on cherche à éviter les dépenses qu'entraîneroit la formation de ces Colonies sur notre territoire , que cet argent se dépens-

roit dans le Royaume & très à l'avantage de la classe cultivatrice, & de celle des agents de l'industrie. Il est incontestable que les terres incultes, une fois converties en d'excellentes Fermes, donneroient une surabondance de productions, qui feroit trouver un ample dédommagement des premiers frais; mais outre ces retours, il en résulteroit encore d'autres avantages considérables: Les nouveaux colons augmenteroient la consommation générale, non seulement en ce qui regarde leurs personnes, mais encore en tout ce qui pourroit avoir trait à leurs occupations récemment créées: la circulation & le commerce en recevroient un nouveau degré d'activité; & les améliorations, prenant chaque jour plus de consistance, produiroient un accroissement progressif de richesses.

ARTICLE III.

Affôler les terres de la manière la plus conforme à l'utilité générale.

Cette partie de l'économie rurale concerne bien moins les terres incultes, que celles qui sont déjà en état de culture; & l'on doit naturellement supposer que les terres en défrichement seroient exploitées de la manière la plus analogue à la nature du sol, & aux circonstances. Cet article est fondamental en agriculture; car dans des terres fécondées à grands frais, il n'est point d'erreur plus nuisible, que celle qui influe sur tout le cours de culture.

Dans le chapitre précédent j'ai eu occasion d'exposer mon sentiment sur le système de culture qu'il conviendrait d'adopter par préférence à tout autre. Je crois devoir ajouter ici quelques réflexions qui me paroissent importantes.

En agriculture, ce devrait être une règle générale, de préférer entre les différentes productions propres à chaque espèce de sol, celle qui est d'une qualité supérieure, con-

fidérée sous le point de vue de l'utilité générale. Les avoines, par exemple, peuvent être une production d'un très grand prix pour le particulier, mais elles ne peuvent avoir qu'un effet pernicieux pour la société. L'agriculture ne pourra jamais atteindre à sa perfection en Angleterre, tant qu'on n'y adoptera pas un système général de culture, tel que le sol soit successivement occupé par les productions les plus utiles à la société en général. Pour y parvenir je proposerois les moyens suivans.

Premièrement, il seroit à propos de bannir autant qu'il seroit possible, l'usage des avoines; ce grain fatigue, épuise le sol, & n'est particulièrement propre qu'à la nourriture des chevaux, dont le nombre excessif tend fortement à dépeupler la Nation.

Secondement, il conviendrait d'employer les terres fortes, & trop abondantes en suc pour le bled, à des productions qui servent de matières premières dans nos manufactures; telles que le chanvre, le lin, la garance, &c. productions qui, dans notre système actuel de culture, occupent les

terres qu'il seroit beaucoup mieux de réserver au froment. Tout encouragement; gratification, prix, &c. devroient se donner, non pas à la culture d'une plante quelconque, mais d'une telle plante sur un sol déterminé.

Cette méthode de régler de tels articles de culture ne pourroit produire que de très bons effets; parce qu'on ne peut pas douter qu'il n'y ait des sols particulièrement propres à chaque espèce de plante. Si j'ai spécifié certaines plantes, c'est que j'ai supposé que leur culture ne seroit pas moins profitable aux particuliers, qu'avantageuse à la Nation; question qui ne doit pas être discutée ici.

Si la production de ces végétaux devoit être encouragée, & qu'il y eût des sols qui leur fussent particulièrement favorables, il seroit sans doute d'une grande conséquence de les cultiver sur de tels sols, afin qu'on n'y employât pas d'autres terres plus propres à la production des bleds. Je suppose qu'on auroit acquis la connoissance des sols; car jusqu'à présent nous n'avons sur cet objet important que des idées très imparfaites.

tes ; auffi nous conduifons-nous prefque toujours au hafard dans les préparations fucceffives que nous donnons aux terres. Je ne puis m'empêcher de croire qu'un jour on parviendra à connoître la nature de tous les fols , & les plantes qui ont avec chacun d'eux une particulière analogie. Ce fujet eft bien digne de piquer la curiosité d'un Philofophe.

Troifièmement , il feroit néceffaire de ne jamais permettre que des bois taillis, fuflent plantés fur un terrain, qu'on pourroit convertir en champs de froment, ou de quelque autre grain. Il eft des terres qui conviennent à certaines efpèces de bois ; mais il en eft beaucoup d'occupées par des tailles , & qui feroient très propres à fe couvrir d'abondantes moissons. Le charbon de terre eft, par cette raifon, une des plus riches productions des Isles Britanniques , car, à l'aide de ce minéral, la confidérable étendue de terre, qui avoit été couverte de bois, s'eft convertie en terres labourées, à mefure que la navigation intérieure ouvrant toutes les communications, a facilité le transport du charbon dans tou-

tes les parties de l'Isle ; article d'une grande importance.

Le Gouvernement devoit encourager la consommation du charbon de terre , par préférence au bois. Les cendres du charbon de terre, comme engrais, ont une activité bien supérieure à celle des cendres de bois ; ce qui est d'une extrême conséquence pour l'agriculture , par le grand usage qu'on fait des cendres.

Quatrièmement , il seroit essentiel de régler la proportion qu'il doit y avoir entre les herbages & les terres labourées. Les Fermes en herbages sont vraisemblablement d'un plus grand revenu pour le ténancier & le propriétaire ; mais l'extension de cette branche d'économie altère la population. Je ne me permettrai pas d'entrer ici dans la discussion de ce point d'économie politique. Chacun peut concevoir que la culture des herbages ne pouvant s'étendre sans resserrer celle des grains , il est du plus grand intérêt que la proportion qui doit exister entre ces deux espèces de culture, soit calculée sur l'utilité générale.

ARTICLE IV.

Simplifier les instrumens aratoires.

Quelques Politiques prétendent que l'invention des machines qui épargnent les hommes & abrègent les travaux, est préjudiciable à un Etat. Sans vouloir discuter ici les raisons qui appuyent cette prétention, j'observerai qu'elle ne seroit fondée que dans la supposition que l'usage de ces machines laisseroit sans occupations une partie des manouvriers, que l'Etat ne pourroit pas employer : mais que vingt mille manouvriers de la culture, par exemple, aient à se plaindre d'être privés d'ouvrage pendant trois mois, tandis qu'il reste vingt mille acres de terres vagues ; c'est sans doute là une absurdité sous un Gouvernement qui doit n'avoir d'autre objet, que le bien public. Si dans le Royaume, il ne restoit pas un seul acre de terre à cultiver, & que toutes les manufactures fussent portées au plus haut degré d'accroissement, ces machines auroient alors des effets nuisibles, & il faudroit en supprimer l'usage ; mais jus-

qu'à ce moment, la crainte d'être embarrassé d'une population trop nombreuse, annonce un Gouvernement vicieux. La multiplication des hommes est le plus sûr moyen d'exécuter avec plus de facilité & de promptitude le plan général d'amélioration.

La première chose qu'on devroit entreprendre, ce seroit de perfectionner les instrumens dont on a déjà coutume de se servir; de ce nombre, le principal est la charrue. Cet instrument est d'autant plus parfait, qu'il présente moins de résistance au trait, & qu'il pique à une plus grande profondeur en coupant régulièrement le gazon. Sans entrer dans l'examen des charrues qui sont en usage dans le Royaume, j'observerai seulement qu'il n'en est point de comparable à la charrue sans avant-train, dont on se fert communément dans le Comté de Suffolk. Cette charrue d'une structure simple, est assez légère pour être facilement tirée par deux chevaux. Elle me paroît répondre parfaitement à l'objet qu'on doit se proposer, qui est de rendre la terre meuble: il n'en est point de plus avantageux.

se pour donner d'excellens labours, & sur les sols ordinaires elle surpasse toutes celle qui ont jamais été inventées.

La charrue à billonner avec laquelle on ouvre des tranchées ou de profonds sillons à été fort perfectionnée. Mais la charrue qui manque encore absolument, est celle qui portant deux, trois ou quatre focs, retourneroit autant de sillons à la fois. J'ai déjà vu plusieurs de ces charrues; mais elles ne m'ont point paru recommandables; car elles ne pouvoient manœuvrer que dans les terres légères, encore falloit-il proportionner les forces au nombre des focs. J'imagine que cette espèce de charrue pourroit être portée à un tel degré de perfection, qu'avec le plus simple attelage elle retourneroit du même trait trois ou quatre sillons, à la même profondeur & dans le même tems qu'on en ouvre un seul avec nos charrues ordinaires. Un instrument si expéditif seroit d'une si grande conséquence dans la culture des terres, qu'on devroit en encourager le perfectionnement par des prix.

La charrue à semoir, s'il étoit une fois

bien décidé, par des expériences toujours réitérées avec le même succès; que la nouvelle culture fût préférable à l'ancienne, devrait être aussi l'objet de quelque gratification. Tous les instruments qu'on a jusqu'à présent inventés pour l'exécution de cette nouvelle méthode, sont défectueux & la plupart ne peuvent manœuvrer que sur les terres légères. Le semoir de M. Randal, quelque ingénieuse qu'en soit l'invention, est assez fort pour être mis en oeuvre sur des sols légers; mais sur les glaises il ne résiste pas, il tombe en pièces. La construction en est parfaitement bien raisonnée; mais les parties qui le composent sont toutes trop foibles, quelques unes mêmes trop compliquées. Personne n'est plus capable que cet agriculteur de remédier aux défauts de ce semoir, & il est à présumer que dans le cours de quelques expériences, il parviendrait à le perfectionner; mais il seroit naturel que ces expériences se fissent aux frais du Gouvernement.

Quant à la houe à chevaux, cet instrument est très perfectionné. M. Baldwin de

Clapham, qui s'étoit attaché à la culture de la luzerne, a imaginé deux instruments admirables pour cultiver toutes les plantes légumineuses. Le premier est une forte ratissoire tirée par un cheval : elle est composée de dents de herse & de petites houes, disposées de manière qu'elles ouvrent aisément la terre & pénètrent même dans les terrains pierreux. L'autre est un cultivateur d'une nouvelle invention, avec lequel en labourant les plates-bandes, on peut approcher d'aussi près qu'il est possible des rangées, sans craindre d'endommager les pieds des plantes : je dois ajouter que cet instrument enlève les racines pivotantes des mauvaises herbes, que laisse le cultivateur de M. Tull. Le grand avantage de ces deux instruments, c'est qu'on peut facilement les introduire entre des rangées distantes de vingt pouces.

De tous les instruments aratoires, la herse est celui dont la forme varie le plus dans les divers Comtés. M. Randal semble l'avoir portée au plus haut degré de perfection. Sa herse roulante, dont il se sert avec

un merveilleux avantage pour briser les mottes & tirer hors d'un champ les racines des plantés que la charrue aura arrachées, est composée de fortes chevilles de fer. Cette herse avec laquelle on fait plus d'ouvrage en un jour dans un champ bien labouré, que cent hommes n'en pourroient faire avec leurs mains, est à peine connue dans plusieurs parties de l'Angleterre.

Une machine du plus simple mécanisme est celle qu'on a inventée pour couper par tranches les turnips, les carottes, avant de les donner à manger aux bœufs, aux vaches, aux cochons, aux moutons. Cet instrument, si nécessaire dans une ferme, ne se trouve encore qu'en quelques endroits.

Mais un instrument à tous égards recommandable, & dont l'usage devoit être général dans les trois Royaumes, est celui qu'on a récemment imaginé pour nettoyer le grain. Cette machine fait un honneur infini, à l'ingenieur Mécanicien qui en est l'Auteur. Elle ne surpasse pas moins le crible à vent, dont la pratique est aujourd'hui universelle, que ce dernier surpasse

la méthode de jeter le grain avec la pelle : méthode encore pratiquée dans les Comtés du Nord de l'Angleterre.

La dernière invention, qu'on ait faite en instrumens ruraux, c'est une machine pour battre le grain. Celle-ci est d'une construction admirable, & mérite à son inventeur les plus grands éloges. On en voit un modèle à Londres dans la salle de la société des Arts.

F I N.

La méthode de jeter le grain avec la pelle
méthode encore pratiquée dans les Comtes
du Nord de l'Angleterre.
La dernière invention, de son air faite en
différents retaux, est la machine pour
battre le grain. Celle-ci est d'une copie
très ancienne, et mérité à son inventeur
les plus grands éloges. On en voit un mo-
dèle à Londres chez la Librairie de la lecture
de la rue



